

ACCADEMIA ECONOMICO - AGRARIA DEI GEORGOFILI
FIRENZE

RIVISTA DI STORIA DELL'AGRICOLTURA



ANNO XXI - N. 2

DICEMBRE 1981

SOMMARIO

- Smelhaus Bratislav* — Quatre-vingt-dixième anniversaire du musée agricole tchèque
- Giovanni Donna d'Oldenico* — La ricerca in Piemonte di zucchero da piante indigene durante l'occupazione francese
- Pier Luigi Pini* — L'evoluzione agronomica dell'Azienda Agraria « Gorarella » (Grosseto)
- Sante Violante* — Interdipendenze necessarie in una società pre-industriale
- Elio Cerrito* — Ambiente, insediamento e regime agrario nella pianura dauna agli inizi del secolo XIX
- Aldo di Biasio* — Il finanziamento dell'azienda agraria nel Regno di Napoli

NOTIZIARIO N. 6-7 del *Centro studi e ricerche di Museologia agraria* - Milano

Quatre-vingt-dixième anniversaire du musée agricole tchèque

La raccolta, conservazione e studio degli oggetti e strumenti che documentano l'agricoltura delle epoche passate costituisce certamente un momento essenziale della ricerca storica di carattere agricolo. A tale riguardo, la Cecoslovacchia ha svolto una funzione pionieristica, in quanto già dal XVIII secolo in quel paese si costituivano collezioni di strumenti agricoli, per arrivare sino al 1891, anno in cui, ad opera dell'Accademia di agricoltura di Tabor, si fondava uno dei primissimi musei agricoli del mondo: quello cecoslovacco.

Di questo evento si celebra quest'anno il novantesimo anniversario. Ben volentieri ospitiamo la nota celebrativa inviataci in merito dal prof. Bratislav Smelhaus, noto storico dell'agricoltura boema e morava, e, più in generale, centroeuropea. [N.d.R.]

La « préhistoire » de la muséographie agricole en Tchécoslovaquie remonte jusqu'à l'époque des sociétés soi-disant économiques, plus précisément jusqu'aux années 80 du XVIII^e siècle. Le théoricien agricole éminent et le praticien et organisateur expérimenté, à savoir le secrétaire de la Société nationale et économique de Prague J. Mehler, à qui l'histoire n'était pas étrangère et qui par autopsie se rendait bien compte de la différenciation économique, géographique et ethnologique des conditions de production, a fondé dans le cadre de la Société, déjà en 1784, une collection des modèles d'outils agricoles. C'est ensuite un autre économiste excellent, un organisateur qui a indiqué nettement des voies nouvelles, le secrétaire de la Société économique de Brno, K. H. André, qui planifiait dès 1803 la création du musée agricole. Son idée se fit valoir en principe lorsqu'on a fondé le Musée régional morave, comprenant une section

spéciale destinée à l'agriculture pratique. Les collections des modèles d'outils, de machines et de constructions, réunies dès le début du XIX^e siècle, appartiennent, même aujourd'hui, aux valeurs les plus remarquables et les plus instructives du musée agricole tchèque. Il est, au contraire, très regrettable que ce musée n'a pas aussi à sa disposition des bibliothèques spéciales de ces deux Sociétés mentionnées.

Le musée agricole autonome pour la Bohême et la Moravie a été fondé en 1891 sur la proposition de F. Sitensky, professeur de l'académie d'agriculture de Tábor, dans l'année de l'inauguration de la grande exposition jubilaire industrielle générale, où ses collections ont été pour la première fois rendues accessibles au grand public. C'est par conséquent cette année que célèbre un des plus vieux musées agricoles et aussi un des plus riches en collections, son quatre-vingt-dixième anniversaire. Ses collections ont été aussi largement enrichies et son travail propagé par l'exposition ethnographique réussie, inaugurée en 1895, qui suscitait la conscience nationale et l'intérêt à la culture populaire matérielle.

C'est de l'activité intense d'avant-guerre des collectionneurs que s'est développée après 1918 dans le centre pragoise du Musée agricole et dans ses succursales à Brno, Bratislava et Opava une activité documentaire scientifiquement fondée, polyvalente et accompagnée de traitement des documents. On a fait paraître plusieurs monographies scientifiques des collaborateurs permanents, de même qu'on publiait les rapports annuels et dans le Bulletin officiel du Musée agricole les informations en matière d'organisation et des articles scientifiques sommaires en matière d'histoire et d'ethnographie agricoles — bibliographie, voir les Travaux scientifiques du musée agricole 6-1966, 273-280 —. Après la seconde guerre mondiale a été créé, à partir des collections agricoles de Bratislava, le fonds de base du Musée national slovaque. Le musée agricole slovaque à Nitra qui a toujours des possibilités relativement très bonnes de procéder au collectionnement sur le terrain, n'existe que depuis 1960. Au contraire, les restes des collections de Brno et d'Opava, gravement endommagés par les événements de guerre, ont été réunis aux collections de Prague.

A l'époque actuelle le Musée agricole tchèque est structuré de manière suivante: A Prague il y a le centre administratif, directeur et méthodique, disposant d'un team de travail mobile de travailleurs

scientifiques d'une haute qualification, formés en matière d'histoire, d'éthnologie, ou de biologie, le cas échéant de technologie, disposant aussi d'archives excellentes de photos et d'une équipe pouvant être utilisée pour la formation des objets modèles à exposer et enfin d'une scénographie de musée. Les collections, expositions et les salons ayant trait à l'agriculture dans un sens plus étroit du mot / production végétale sauf certaines cultures spéciales, productions animale à l'exception de la pisciculture, apiculture /, au stockage et à la transformation des produits agricoles, à l'organisations de l'agriculture, à la colonisation et aux constructions agricoles et à la politique agricole, sont situés au château empire Kačina près de Kutná Hora, ceux concernant la sylviculture et la pisciculture, la cynégétique et la pêche au château baroque de chasse Ohrada près de Hluboká sur Vltava et enfin les collections, les expositions et les salons documentant le développement de la culture maraîchère, fruitière, de la viticulture morave, de la vinification et de la floriculture ornementale au château Lednice en Moravie. Aux tradition apicoles est consacrée une exposition permanente à Rosice près de Brno, à la technique agricole et à la mécanisation une exposition à Repy / incorporées dans le cadastre de la capitale /.

Aux collections les plus précieuses du musée / certaines d'entre elles ont une importance européenne / appartiennent les collections d'instruments aratoires, d'outils destinés à la transformation du lait, la collection apicole, la collection houblonnière complète créée tout récemment grâce au collectionnement propre sur le terrain, la collection de documents paléoagrobotaniques et paléostéologiques, issue des recherches archéologiques tchécoslovaques, la collection d'armes de chasse, de trophées et de préparations, le recueil de documents très riche et abondant en documentation concernant les modes de pêche dans les eaux courantes et la pisciculture en étangs, puis le recueil de documents par écrit, très important sur le plan historique et ethnographique. Le fonds de collections du Musée agricole représente dans son ensemble un complément naturel de documents par écrit remarquables des archives tchèques de grands domaines, étant absolument indispensables pour l'étude du développement de la production agricole et forestière.

A partir des années 50 l'incorporation du musée dans l'Académie tchécoslovaque des sciences agricoles et son union avec le Cabinet d'histoire de l'agriculture et de la sylviculture de la même aca-

démie a influencé le caractère scientifique de son travail, ce qui se reflète non seulement dans la conception plus profonde des expositions récentes, mais aussi dans les articles à problèmes plus sérieusement conçus, publiés dans les années 1956-1958 dans le recueil *Histoire et muséographie*, et à partir de 1959 dans l'annuaire *Travaux scientifiques du Musée agricole* / jusqu'ici 20 volumes avec annexes / et dans 22 volumes de la série *Sources et études*. Le musée public pour l'Organisation internationale des musées agricoles, celle-ci fondée de sa propre initiative, les *Acta museorum agriculturae*. En ce qui concerne le traitement bibliographique de toutes ces publications, ou recommande de consulter les *Travaux scientifiques du Musée agricole* 6-1966, 280-284; 12-1972, 287-296; 21-1981 / au stade de préparation /.

BRATISLAV SMELHAUS

La ricerca in Piemonte di zucchero da piante indigene durante l'occupazione francese

Con la rottura della pace di Amiens (marzo 1802) e la conseguente ripresa del conflitto tra Francia ed Inghilterra, le già gravi conseguenze economiche e commerciali cui andarono soggetti gli stati europei ancor più peggiorarono.

Anche in Piemonte, a seguito della annessione napoleonica alla Francia, si ebbero presto più disavventure che benefici, con difficoltà notevoli anche di ordine alimentare, per cui dopo tante vicende anche il popolo giunse a chiedersi se erano stati i soldati francesi ad impiantare in casa nostra idee di libertà e di democrazia, il senso di fratellanza e di rispetto, o se invece lo avrebbero poi fatto quei piemontesi che, più di altri loro conterranei, ebbero chiaro il senso della Patria.

Tuttavia, nonostante quelle condizioni, si attuarono talune sperimentazioni che, se pur erano sollecitate dal governo napoleonico, erano di per sé divenute indispensabili, in quanto le guerre ed il conseguente blocco continentale avevano appesantito la situazione « rendendo ancor più rigide le catene imposte all'economia piemontese » (1).

Tra le molte sperimentazioni, non ultime, furono quelle rivolte alle ricerche per la produzione di zucchero da piante indigene.

Ben si sa che prima di allora lo zucchero veniva solamente prodotto dalla Canna e che la sua produzione costituiva una voce di largo profitto delle colonie spagnuole, francesi, inglesi e portoghesi delle Indie Occidentali e, dell'America Latina, dalle quali tutta l'Eu-

(1) F. VALSECCHI, *Lo stato e la Società Piemontese da Emanuele Filiberto alla dominazione napoleonica*, in « Storia del Piemonte », Torino 1961, vol. I, pp. 304-305.

ropa si riforniva. Se a causa del blocco continentale, gradatamente prevalse la produzione di zucchero dalla bietola, sviluppata con la selezione e l'adozione delle varietà più redditizie, occorre oltre un trentennio prima che in Piemonte sorgesse una produzione industriale di zucchero da bietola come quella del Sig. Caillat, « esperto fabbricante e raffinatore di zucchero a Moncalieri » (2).

Le prime ricerche dei chimici, dei farmacisti e dei medici piemontesi furono, per molto tempo, rivolte a diverse altre piante. Ne troviamo memoria nei Calendari georgici della Reale Società Agraria di Torino che venivano distribuiti per l'istruzione degli agricoltori (3). Ma ne abbiamo ricordo anche nei verbali delle sedute nelle quali vennero presentate le pubblicazioni che venivano inviate alla stessa Società, come quelle che si riferivano alle prime esperienze prussiane e tedesche in merito alla estrazione dello zucchero cristallizzato e che furono di stimolo a quelle che furono le maggiori sperimentazioni promosse nel Novarese da Onorato Gautieri, allora Vice Presidente della Società Agraria del Dipartimento dell'Agona. Ancor più numerosa documentazione la troviamo negli Archivi provinciali di Stato, e, parmi di poter dire, che forse nessun altro ne dispose come l'*Archivio del Dipartimento della Stura nell'Archivio di Stato di Cuneo (1799-1814)*. In esso, il fondo « Statistica Agricoltura » (Mazzi 70-72, fascicoli 14, 21, 22, 25) conserva un gruppo di carte valide a darci informazioni curiose sull'attività rivolta alla ricerca dello zucchero da piante indigene, e che sono fonte complementare per la conoscenza dello stato dell'economia rurale nel Dipartimento della Stura durante il primo quarto dell'Ottocento.

Va ricordato che le tradizioni scientifico-agrarie di questo Dipartimento ebbero inizio proprio al principio del secolo scorso,

(2) T. VALPERGA di CIVRONE, *Della coltivazione delle Barbabietole in Piemonte e i saggi sull'estrazione dello zucchero dalle medesime*, in *Calendario Georgico della Reale Società Agraria di Torino 1837*, p. 46.

(3) La Società Agraria, poi Reale Società Agraria, quindi reale Accademia di Agricoltura di Torino, nata con atto sovrano di Vittorio Amedeo III re di Sardegna, del 24 maggio 1785 ed il cui attuale Statuto è approvato con decreto del Presidente della Repubblica del 6 aprile 1948, è un istituto scientifico nazionale, che ebbe tra i suoi Soci nome illustri quali quelli di Cavour, Liebig, Pasteur, Einaudi, gode di fama internazionale anche per i rapporti interdisciplinari con analoghi istituti stranieri. Cfr. G. DONNA D'OLDENICO, *L'Accademia di Agricoltura di Torino dal 1785 ad oggi*, Torino 1978, nonché il volume edito MINISTERO PER I BENI CULTURALI, *Accademie ed Istituti Culturali*, Roma 1978, p. 131.

di Torino li 18 Luglio 1810.

avv. resp. 1810
10. 7. 1810
10. 7. 1810

Al Signor Prefetto

Il sottoscritto ha l'onore di comunicarvi che l'Impero ha fatto e fa
tutta l'opera sua per la prosperità e per la felicità del suo popolo
e che per questo ha fatto e fa tante cose che non si possono
esprimere con parole e che non si possono esprimere con parole.

Il sottoscritto ha l'onore di comunicarvi che l'Impero ha fatto e fa
tutta l'opera sua per la prosperità e per la felicità del suo popolo
e che per questo ha fatto e fa tante cose che non si possono
esprimere con parole e che non si possono esprimere con parole.
Il sottoscritto ha l'onore di comunicarvi che l'Impero ha fatto e fa
tutta l'opera sua per la prosperità e per la felicità del suo popolo
e che per questo ha fatto e fa tante cose che non si possono
esprimere con parole e che non si possono esprimere con parole.
Il sottoscritto ha l'onore di comunicarvi che l'Impero ha fatto e fa
tutta l'opera sua per la prosperità e per la felicità del suo popolo
e che per questo ha fatto e fa tante cose che non si possono
esprimere con parole e che non si possono esprimere con parole.
Il sottoscritto ha l'onore di comunicarvi che l'Impero ha fatto e fa
tutta l'opera sua per la prosperità e per la felicità del suo popolo
e che per questo ha fatto e fa tante cose che non si possono
esprimere con parole e che non si possono esprimere con parole.

Lettera circolare del 18 luglio 1810 ai Prefetti dei vari Dipartimenti del Piemonte
recante la firma autografa del Parmentier.

D'une fabrication aussi simple, aussi facile, aussi économique
lucrose, d'arriver mix sur la voie aux qui pourrions mieux
faire un état, je lui demande l'assurance, avec lequel mon
général, si me communique par la voie du ministre de l'Intérieur,
le résultat de leurs vœux et de leurs observations.

On ne craint pas, dans ce genre d'industrie, la perte
l'industrie, surtout que l'on a vu, Montabert, attacher
à la propagation des produits du sucre de canne,
et combiner la de lui que les applications qu'il en peut
en faire aux principaux usages de la médecine et de
l'économie domestique, ainsi, d'après l'un, l'excès de
l'autre de l'Empire.

Il me paraît convenable, Monsieur le Préfet, que vous
fassiez bien savoir au Ministre de l'Intérieur la réception
de mon ouvrage et qu'après en avoir donné votre
procuration par l'envoi à son excellence, le tableau, des
produits, soit en sucre, soit en sucre qui auront été
obtenus dans le Département conformément à votre

Administration

Agitez, Monsieur le Préfet, l'assurance
de mon respectueux hommage.
D'Annecy.

quando il primo Prefetto nominato dal governo francese ebbe a fondare in Cuneo la *Società di Agricoltura Scienze ed Arti*, ed il suo successore ebbe a regolamentarla e ad incentivarne lo sviluppo. Si tratta di due vercellesi. Il primo, Giovanni Lorenzo De Gregory Conte di Marcorengo (1746-1817), era laureato in leggi ed era chiaro cultore di economia pubblica, nella qual materia aveva acquisito larga esperienza in viaggi in Inghilterra, Francia, Germania ed Italia. Egli era giunto a Cuneo, ove rimase dal novembre 1800 all'agosto 1803, dopo essere stato Intendente di Vercelli. Il secondo, rimasto Prefetto di Cuneo dall'agosto 1803 al dicembre 1810, era Pietro Amedeo Arborio Biamino dei Conti di Caresana Blot (Vercelli 1767 - Bruges 1811), che si meritò la commemorazione del suo segretario Domenico Destombes, uomo di molto valore, al quale si deve la pubblicazione di due annuari statistici della Provincia di Cuneo e la fondazione della *Gazzette de la Stura*. Ricorda Italo Mario Sacco (4) che ambedue tali prefetti lasciarono relazioni economiche sullo stato del Dipartimento, rispettivamente nel 1802 e nel 1804, la prima delle quali è conservata, in copia, alla Biblioteca Reale di Torino e la seconda, in originale, all'Archivio Nazionale di Parigi.

Il problema dello zucchero, che forma argomento di questa mia breve nota, costituiva una questione assillante da risolvere. Essa aveva già determinato ricerche fin dal 1787, quando la Reale Società di Agricoltura di Torino, due anni dopo la sua fondazione, presentò il risultato degli esperimenti fatti dall'astigiano Signor Ducco « in presenza dei periti deputati dal Consiglio di Commercio sopra la maniera di preparare il sciroppo d'uva ». Pochi anni dopo, e precisamente nel 1794, nella stessa sede venne esaminato un saggio di sciroppo zuccherino che lo speziale di Scarnafigi, Signor Zucchetti, aveva « estratto dagli steli del grano turco (*Melia de' Piemontesi*) ».

Fin dal 1801, dopo che l'Achard, continuando sulla via indicata dal chimico tedesco Margraff, col sostegno finanziario di Federico il Grande e di Federico Guglielmo III, fece sorgere a Kunern, nella Slesia, il primo zuccherificio del mondo, la Società Agraria di Torino diffuse tra gli agricoltori un *Transunto del rapporto fatto alla*

(4) I. M. SACCO, *La provincia di Cuneo dal 1800 ad oggi*, Cuneo 1956, parte prima, p. 127.

classe delle Scienze matematiche e fisiche dell'istituto nazionale della Repubblica Francese (attuale Accademia delle Scienze di Torino) nell'adunanza del giorno 6 missidoro anno 8, dalla Commissione incaricata di ripetere le esperienze del chimico ACHARD intorno allo zucchero contenuto nelle bietole (5).

Nel 1806 il Signor Freylino di Buttiglieria d'Asti presentò alla Società Agraria uno sciroppo estratto dai frutti del gelso; nel 1808 il Conte Giuseppe Nuvolone Pergamo, direttore dell'Orto Sperimentale della predetta Società, diede comunicazione di un suo metodo per preparare lo sciroppo d'uva; nel 1809 il chimico farmacista Antonio Evasio Borsarelli, originario di Mondovì, presentò un saggio di sciroppo estratto dalle castagne secche, nel quale aveva osservato un ragguardevole precipitato di zucchero cristallizzato; nel 1811 il vercellese Giuseppe Lavini, professore straordinario alla cattedra di chimica medico farmaceutica e membro del Consiglio Superiore di Sanità, presentò un campione di sciroppo estratto dalle mele (dai *Pomi dolci* e dai *Carpendoli*); infine altri membri della Società Agraria e gli speciali di Asti, Pastera e Cortese, presentarono rispettivamente un saggio di zucchero estratto dall'uva ed un'altro estratto dal miele. La « purificazione » del miele veniva anche applicata dal farmacista Barberis, Capo della Spezieria dei Poveri dell'Ospedale S. Giovanni di Torino. Il Cortese, che aveva raggiunto discreti risultati ricavando sciroppo dallo zucchero dei frutti di *Morus Alba*, aveva pure estratto uno sciroppo dai baccelli dei piselli avente carattere medicamentoso.

Tuttavia i predetti sciroppi non risolvevano la necessità di zucchero per uso alimentare e farmaceutico, perché ancora non era semplice ottenere una separazione in cristallo dei vari tipi di zucchero né era facile ottenere una purificazione del prodotto tale da incoraggiarne una produzione industriale.

Inoltre poiché si trattava di lavorazioni non sufficientemente remunerative, nello stesso Dipartimento della Stura, provincia vitifera per eccellenza, sulla quale il governo francese maggiormente contava per la produzione di zucchero dall'uva così da rispondere alle necessità del Piemonte, i contadini non erano disposti a sacrificare le uve più ricche di zucchero che assicuravano i vini migliori.

(5) In Calendario Georgico della Società Agraria per l'istruzione degli agricoltori dell'anno 1801.

Comunque tutte le molte sperimentazioni che furono avviate testimoniano quelle che, anche in Piemonte, furono le preoccupazioni per il problema della dipendenza della produzione dello zucchero durante il primo decennio dell'Ottocento, pensiero che andò sempre più aggravandosi dopo che Napoleone decretò il memoriale blocco continentale contro l'Inghilterra del 21 novembre 1806.

Da parte sua il governo francese stimolava le ricerche e la produzione con pressanti diramazioni di circolari e di istruzioni ai Prefetti dei singoli Dipartimenti ed ai Sottoprefetti dei Circondari. A tale scopo l'Imprimerie Impériale de Paris ebbe l'incarico di stampare l'*Instruction sur la fabrication du sucre de raisin*, redatta da coloro che erano i più grandi chimici francesi del tempo, ed il cui nome è rimasto tra i maggiori nella storia della scienza: Jean Antoine Chaptal, Louis Nicolas Vauquelin, Joseph Louis Proust, Augustin Parmentier, Claude Louis Berthollet.

Vediamo dalle lettere del Prefetto e dei Sottoprefetti del Dipartimento della Stura che la predetta « Istruzione » venne diffusa con circolari a stampa del Ministro dell'Interno francese con le quali si ordinava che ovunque si impiantassero laboratori di fabbricazione. Anzi, come troviamo tra i documenti dell'Archivio di Stato di Cuneo, l'« Istruzione » venne inviata da Parigi ai singoli Prefetti con una lettera a firma autografa del grande chimico Parmentier, colui che legò il suo nome anche alla dimostrazione dei pregi alimentari della patata tubero che fu veramente provvidenziale pure per il Piemonte proprio in quei tempi, che furono di grande carestia, allorché fin dal 1782, per primo, l'industriale Ludovico Gromo e successivamente il medico Luigi Guelpa (ambedue biellesi) ebbero a combattere la diffidenza verso l'uso alimentare delle patate, al qual dovere verso la collettività ebbe a seguire la più vasta opera dell'Avvocato Vincenzo Virginio di Pinerolo, per la quale egli impegnò tutto il suo patrimonio.

Rileviamo, dalla lettera inviata al Prefetto del Dipartimento della Stura, che il Parmentier, nel raccomandare la produzione e l'uso dello zucchero d'uva (con quella debolezza che purtroppo, in ogni tempo, anche scienziati di valore ebbero verso i dittatori) si richiamava nientemeno che al giudizio personale dello stesso Napoleone. Scriveva: *Vous connaissez l'expérience que l'Empereur a faite du sirop de raisin; Sa Majesté a plus concouru en un instant a la fortune de ce nouveau genre de ressource nationale que tous mes*

efforts et l'influence de mes écrits dans l'espace de trois années » (6), — sic! —.

L'« istruzione » informava che 500 libbre di uva formano 400 libbre di mosto, dalle quali si ricavano 100 libbre di sciroppo. Da questo si potevano produrre 70 libbre di zucchero « brut » (moscouade) dalle quali si ottenevano 35 libbre di zucchero non raffinato (*cassonade*).

Il risultato proposto non era certo convincente perché variava in rapporto al grado zuccherino delle varietà delle uve bianche, non certo concorrenti a quelle spagnole sulle quali il Proust ebbe a fare le prime sperimentazioni e sulle quali si appoggiava l'« Istruzione » del governo francese. Oltretutto l'esito non era vantaggioso perché la sola lavorazione di 500 libbre d'uva ricca di zucchero comportava una spesa totale di lire 217,10 così composta:

Carbonato di soda	L. 2,10
Uova (occorrenti per la chiarificazione)	» 25,—
Combustibile	» 106,—
Giornate di operai	» 60,—
Giornate per la definitiva manipolazione del grezzo	» 24,—
	<hr/>
	Totale L. 217,10

e ciò per ottenere uno zucchero che non era bianco e raffinato ma solamente di tipo grezzo.

È ciò che pongono in evidenza i fratelli Giacinto e Gian Battista Bonino, farmacisti dell'ospedale di Bra, con una loro relazione (7) del 29 dicembre del 1810, i quali, operando con delle uve bianche locali, non certo ricche di zucchero come quelle della Spagna, dimostrarono che la preparazione di 2 kg di sciroppo d'uva comportava una spesa di fr. 22,38, mentre 2 kg di sciroppo, preparato *sucre naturel a present en commerce*, costava fr. 16,30.

Pertanto, mentre il governo francese insisteva sulla produzione dello zucchero di uva, questo non entusiasmava i piemontesi anche perché lo sciroppo aveva un notevole grado di acidità che, se per

(6) ARCHIVIO DEL DIPARTIMENTO DELLA STURA NELL'ARCHIVIO DI STATO DI CUNEO (1799-1814), *Statistica Agricoltura*, mazzi 70-72, fasc. 14 (1810).

(7) ARCHIVIO DEL DIPARTIMENTO DELLA STURA, *cit.*, fasc. 14.

alcune applicazioni poteva anche essere piacevole al gusto (8), non lo rendeva accettabile per molti usi. Se poi esso veniva raffinato perdeva considerevole parte delle sue qualità dolcificanti (9).

Il suo costo di produzione era superiore a quello dello zucchero di more di gelso, ed a quello ricavato dalle castagne, il cui gusto era più vicino a quello del miele, ed i cui residui di fabbricazione costituivano un utile prodotto per l'alimentazione del bestiame (10).

Il Dott. Raseri di Savigliano, che si firmava « Médecin des Epidémies », in una sua relazione del 6 febbraio 1811, diretta al Sottoprefetto del luogo, fece presente che lo sciroppo di uve piemontesi non era mai troppo zuccherino neppure nelle annate più favorevoli, e che la quantità di sciroppo raggiungeva *à peine la dose de trois livres de Piemont pour rubbo*. Proseguiva col dire che, attendendosi alle istruzioni date dal governo, occorreivano cinquanta giorni di lavorazione per ottenere una sola libbra di sciroppo per rubbo (11), anche per le difficoltà da superare per l'essicazione dello zucchero grezzo che non poteva avvenire nei termini previsti dalle istruzioni stesse (12).

Poiché la vendemmia del 1810 fu molto povera, a causa delle gravi gelate primaverili e delle successive lunghe piogge e grandinate, così come rilevassi dalle lettere dell'anno successivo con le quali i Sottoprefetti di Mondovì, di Savigliano e di Saluzzo, unitamente ai Sindaci di Caraglio, Centallo e Demonte, si rivolgevano al Prefetto di Cuneo, ancora nel 1811 la fabbricazione di zucchero dall'uva non si era avviata e, per l'insistenza delle autorità governative, ancora si ripeterono sperimentazioni su altre piante indigene.

Così, in data 20 giugno 1811, il Dott. Pietro Antonio Bertolini, di Alba, presentò una ampia relazione (13) diretta al Ministro dell'Interno sullo stato delle sperimentazioni per il ricavo dello zucche-

(8) L'uso dello sciroppo d'uva per addolcire il caffè, in Piemonte, determinò la pratica di « correggere » il caffè col vino, ciò che è ancora seguito da molti vecchi contadini.

(9) A. E. BORSARELLI, *Comparazione fra il sciroppo dell'uva e quello delle castagne*, Calendario Georgico della Società Agraria per l'anno 1809, (Torino), pp. 36-38.

(10) A. E. BORSARELLI, *op. cit.*, p. 38.

(11) La Libbra di Cuneo equivaleva a grammi 368,88, ed il Rubbo a 25 libbre.

(12) ARCHIVIO DEL DIPARTIMENTO DELLA STURA, *cit.*, fasc. 14.

(13) ARCHIVIO DEL DIPARTIMENTO DELLA STURA, *cit.*, fasc. 22.

ro, oltre che dall'Uva, dagli steli verdi del Mais (*la canna en erbe du Mais*), dalle Castagne bianche secche (*les chtaignes blaches sèches*) e dai frutti dei Gelsi (*les fruits de Mûriers*). Pochi giorni dopo, lo stesso Sottoprefetto di Alba, Monsieur de Bouthiller, sullo stesso argomento, così scrive al Prefetto del Dipartimento della Stura (14):

Dépuis l'instant ou Vous m'avez chargé d'encourager dans mon Arrondissement la culture de la Betterave et le Mais que l'on pouvoit faire sur l'extraction du Sucre des plantes indigenes, j'ai vu avec plaisir plusieurs experiences se faire successivement, il Vous en sera rendu compte aussitôt que j'en aurai reçu les rapports.

Mais parmi celles qui ont donné les meilleurs resultat, j'ai cru devoir distinguer le Sirop de Mûres blaches. La quantité de Mûriers qu'il y a dans le Piémont donneroit à cette Province une grande ressource pour remplacer le Sucre de Canne, si l'on pouvoit véritablement utiliser leur mûres, dont on ne fait jusqu'à présent aucun usage et qu'on ne laisse pas même venir à maturité dans les années ou les vers à Soie réussissent bien et ou l'empressement de cueillir les feuilles fait tort aux fruits de l'arbre.

L'on assure qu'il y auroit un avantage réel à faire retarder la cueille des feuilles et par consequence la fabrication des Cocons, que la soie seroit plus forte, si la nourriture des vers étoit plus mure et qu'en gagnant huit ou dix jours pour depouiller les mûriers le fruit seroit toujours au point necessaire pour produire un Sirop abondant.

Ceci demanderoit un examen approfondi par ceux habitué à elever des vers à soie et je chargeroit des personnes instruites de me faire un rapport à ce sujet, si Vous le juger necessaire, et si les experiences de M. Mr Bertolino e Pagliussi paroïssoient devoir offrir des résultats satisfaisant.

Ils m'ont prié de Vous faire passer la caisse d'échantillons ci-jointe ainsi que leur rapport qu'ils ont pris la liberté d'adresser au Ministre de l'Interieur; j'ai d'autant plus volontier deféré à leur demande que c'est pour eux un but d'encouragement. Si Vous daigner en faire l'envoi à S. E. et qu'il faut encore parvenir à faire cristalliser le Sucre pour que cette découverte soit veritablement utile.

Aussitôt que cette expérience a été connue à Alba plusieurs

Particuliers et principalement des Caffetiers on fait une provision de ce Sirop qui révient à peu de chose.

Dans la crainte que son usage n'en fu nuisible j'ai cru devoir le faire décomposer par le Docteur Gardini.

Se connoissances en chimie et sa réputation également connues serat donc de garante de la confiance qu'on peut avoir en lui: et son rapport ci-joint m'ayant assuré que ce Sirop ne pouvoit être malsain, je ne me suis point opposé à son emploi.

C'est ce même Docteur Gardini que vous avez chargé spécialement, Monsieur le Comte, de faire dans mon Arrondissement des experiences sur la culture des Betteraves, du Pastel, et du Coton, et de faire ces opération chimiques qu'il jugera à propos pour remplacer le Sucre et l'Indigo par des plantes indigenes, il s'aquitte de cette commission avec tout le zèle et les connoissances dont il est susceptible et qu'on peut desirer.

Tale lettera ci precisa quello che era lo stato delle esperienze più casalinghe che artigianali e tanto meno avviate su un piano industriale. Nonostante la favorevole relazione del medico Dott. Francesco Giuseppe Gardini, e che come il Dott. Pietro Antonio Bertolini di Alba, fossero in diversi a pensare al bene che sarebbe derivato con la produzione industriale di zucchero da piante indigene, ciò che secondo il Bertolini (15) non era sfuggito « au génie bienfaisant de l'invincible héros, de l'incomparable Monarque de l'Empereur et Roi Napoleon p.er », molti anni dovevano ancor passare prima che in Piemonte il problema dello zucchero potesse definitivamente risolversi con la produzione industriale dello stesso ricavandolo dalla Barbabietola.

Soltanto nel 1836, dall'illustre membro della Reale Società Agraria di Torino, Matteo Bonafous si ebbero le prime istruzioni pratiche per la coltivazione della Barbietola. A quello scopo, egli mise anche a disposizione della stessa Società l'allora ragguardevole somma di lire 1.500, per essere applicata all'incoraggiamento della fabbricazione dello zucchero negli Stati di S. Maestà.

Da allora, gli studi di Tommaso Valperga di Civrone, di Domenico Blengini, di Angelo Abbene e di vari altri altri chimici ed

(15) ARCHIVIO DEL DIPARTIMENTO DELLA STURA, *cit.*, Relazione del dott. Gardini e lettera del Dott. Bertolini nel fasc. 22.

agricoltori riuscirono a selezionare, anche attraverso all'importazione di sementi pregiate dalla Germania e dal Belgio, quelle che erano le varietà più ricche di zucchero e meglio adattabili al nostro clima, e quindi ad appoggiare una produzione industriale come quella avviata dal Sig. Caillat di Moncalieri, alla quale veniva invitata la produzione di bietole del Canavese, della provincia di Torino e di quella del Dipartimento della Stura (16).

GIOVANNI DONNA D'OLDENICO

(16) P. VALPERGA di CIVRONE, *op. cit.*

L'evoluzione agronomica dell'Azienda Agraria « Gorarella » (Grosseto)

Dalla messa a coltura all'appoderamento
1854-1879

La bonifica idraulica della Maremma grossetana, voluta da Leopoldo II di Lorena e realizzata sul progetto del Fossombroni, anche se non completamente compiuta, cominciava a manifestare i primi effetti positivi quando, nel 1854, Vincenzo Ricasoli acquistava a pubblico incanto l'azienda di Gorarella e l'anno successivo il fratello Bettino quella di Barbanella, entrambe poste nelle immediate adiacenze di Grosseto, del quale oggi costituiscono la periferia.

Da questo momento ha inizio l'attività dei Ricasoli in Maremma, attività che doveva avere un'importanza decisiva per lo sviluppo dell'agricoltura e per l'evoluzione economica e sociale di una regione allora fortemente depressa, flagellata dalla malaria, infestata da briganti, scarsamente popolata da gente abbruttita dalla miseria e passivamente rassegnata ad un triste destino. Vi si praticava un'agricoltura primitiva basata esclusivamente sui cereali a ciclo autunno-vernino e sull'allevamento brado del bestiame (1).

Questo quadro così tetro e pur così vero è stato largamente sfruttato dalla letteratura e dall'arte figurativa della fine dell'800 e dei primi del secolo.

Non fu certo la prospettiva di lucro che spinse i Ricasoli ad affrontare così gravi problemi ed i numerosi ed imprevedibili rischi di una tale impresa in un ambiente per loro praticamente sconosciuto, tanto più che questa richiedeva investimenti notevoli, sacrifici rilevanti ed un'attività fortemente impegnativa.

Le ragioni di una tale decisione devono essere piuttosto ricercate nello spirito che già di qualche decennio animava quel movimento

(1) M. TOFANI, G. PETROCCHI, *Studi su trasformazioni fondiarie*, Maremma Toscana, Roma, 1930.

a carattere politico e sociale che faceva capo all'Accademia dei Georgofili ed al quale aderivano i più bei nomi del mondo agricolo e patriottico della Toscana di quel tempo, quali Cosimo Ridolfi, Bettino Ricasoli, Raffaele Lambruschini, Ferdinando Bartolomei, Luigi Serristori, Niccolò Puccini e moltri altri, che vedeva nell'elevamento delle classi rurali, sia nel campo economico ed ancor più in quello morale, un elemento essenziale della rigenerazione politica che consolidasse l'unità spirituale dell'Italia (2).

Bettino Ricasoli, infatti, fin da quando nel 1829 prese in mano le redini del patrimonio, si preoccupò non solo di organizzare sotto l'aspetto tecnico, produttivo ed amministrativo, le fattorie possedute nella Toscana centrale, ma anche di provvedere all'educazione dei contadini. A tale scopo fondò scuole, si interessò sempre delle vicende familiari dei suoi dipendenti e dette loro per scritto precise istruzioni su vari argomenti inerenti l'esercizio dell'agricoltura ed anche su questioni di carattere generale sul comportamento, l'igiene, ecc. Istruzioni di stile militare, tipo « ordine di servizio », che miravano appunto ad avviare in modo concreto quel processo evolutivo sul piano umano e morale necessario per infondere anche nelle classi più arretrate quel sentimento particolare che doveva costituire il presupposto concreto dell'unità d'Italia.

Con questo spirito ed animato da un grande innegabile coraggio, come egli stesso ebbe ad ammettere, Vincenzo Ricasoli affrontò il non lieve lavoro della messa a coltura dell'azienda di Gorarella e l'anno successivo, Bettino quella di Barbanella (3).

Vincenzo lasciò passare qualche anno prima di portare delle innovazioni al sistema di coltura ed all'indirizzo produttivo esistenti: doveva ambientarsi per rendersi conto degli elementi fisici ed umani che condizionavano l'agricoltura locale così povera e così primitiva.

Si limitò ad ampliare un capannone esistente con una stalla che poteva ospitare 30 paia di buoi da lavoro, con la costruzione di una nuova stalla per 40 vacche « da corpo » ed una concimaia proporzionata a 100 capi vaccini, nell'intento di stabulare tutto il bestiame onde poter disporre di una notevole massa di letame.

(2) P. L. PINI, « Gorarella », *Il primo esempio di bonifica agraria con azienda appoderata nella Maremma grossetana*, Roma, 1950.

(3) V. RICASOLI, *Regole e norme con le quali opera la colonia parsiaria nella tenuta di Gorarella*, Firenze, 1879.

Provvide nel contempo a sistemare nel vecchio capannone un potente maneggio a due cavalli con il quale poteva azionare un robusto falcone per preparare il « segato » per il bestiame e che contemporaneamente serviva a sollevare l'acqua da un pozzo ed immergerla negli abbeveratoi, ed ancora poteva azionare un « trinciara-dici » ed uno « schiacciasemi ».

Le prime esperienze dovettero essere state veramente assai amare; lo dice egli stesso chiaramente nella relazione che nel 1879 inviò al Ministro dell'Agricoltura che gliene aveva fatto richiesta.

Preoccupato dello scarso rendimento del lavoro umano, dovuto alle caratteristiche dell'ambiente fisico e non meno alle tradizioni locali, allo scarso vigore ed alle precarie condizioni di salute dei lavoratori di campagna, cercò di alleviare il lavoro umano e risolvere il problema produttivo, ispirandosi al sistema colturale inglese, introducendo cioè macchine e strumenti che, unitamente al fratello Bettino, importò dall'Inghilterra e dalla Francia. Fra le macchine più importanti che egli acquistò si trovava una trebbiatrice per cereali, varie mietitrici, una falciatrice, vari aratri, alcuni erpici di vario tipo, macchine per la fienagione ed altre minori (4).

Con questo complesso di mezzi meccanici si proponeva di eseguire le varie operazioni colturali con maggiore celerità e precisione richiedendo un minore sforzo fisico agli operai.

Questa fu la prima e forse la sua più grande delusione! La sua lodevole ed originale iniziativa si risolse in un completo insuccesso. Non prevede — e non era certo facile prevederla — la reazione dei lavoratori di campagna a questa radicale innovazione che veniva a modificare profondamente i loro tradizionali sistemi di coltura.

Egli pensava che gli operai giornalieri, che fornivano un lavoro eccessivamente lento, reso ancor più faticoso dalle condizioni climatiche, avrebbero apprezzato la sua iniziativa nonché lo sforzo finanziario che aveva fatto introducendo macchine e strumenti per alleg-

(4) L'elenco completo delle macchine che nella primavera del 1858 furono sbarcate a Castiglione della Pescaia da un bastimento proveniente dall'Inghilterra è il seguente: locomobile con trebbiatrice di Clayton e Schuttleworth, un maneggio con tutti gli accessori, un falcone di B. Samuelson, un falcone di Turner, uno stiacciasemi di Turner, un raccattafieno doppio di Ransomes and Sims, quattro mietitrici di McCormic, da Burgess and Key, una falciatrice di B. Samuelson, un rompizolle di Crosskill, un ripuntatore Benthall, un ripuntatore Coleman, vari coltivatori Coleman, un coltivatore scozzese Tenant, erpici di varie forme, aratri e coltri di Hall, Haward e di Wally, una seminatrice di Hornsby.

gerire il loro lavoro. La reazione invece si sviluppò in senso del tutto opposto; gli operai, sfiduciati, corrosi dalle febbri malariche, che vivevano di stenti con un lavoro incerto e saltuario, videro nelle macchine, anziché un aiuto, un pericolo per la continuità del lavoro che avrebbe ancor più aggravato la precarietà della loro situazione e quindi la loro miseria.

Il risultato di questa iniziativa pertanto fu decisamente negativo; le macchine vennero sabotate e danneggiate alcune anche seriamente.

Fu addirittura tentato da parte di una turba di mietitori armati di distruggere la trebbiatrice e ci sarebbero riusciti se non fossero energicamente intervenuti per difenderla alcuni dipendenti dell'azienda armati di fucili e di scuri.

Successivamente, qualche anno dopo, fu incendiato dolosamente il capannone che conteneva, oltre a 400 carri di fieno, tutte le macchine destinate alla preparazione dei mangimi per la stalla.

A Vincenzo Ricasoli non rimase che constatare con amarezza che, sebbene le macchine facessero un lavoro perfetto « faceva difetto », egli stesso asserisce, « la macchina più importante per farle agire, cioè l'uomo, la quale, almeno in quel tempo, non si trovava fra i campagnoli di Grosseto » (5).

Ma egli, tenace nel suo proposito, animato da un indomabile coraggio, non si perse d'animo; decise di cambiare completamente strada e di orientarsi verso la conduzione colonica a mezzadria da gran tempo diffusa in altre zone della Toscana. Tale decisione, che comportava nuovi problemi di carattere organizzativo ed onerosi impegni finanziari, presentava però, sebbene a più lunga scadenza, maggiori prospettive di successo.

Infatti, associando i lavoratori all'impresa, egli si proponeva di sviluppare più agevolmente il suo programma intensificando le coltivazioni, estendendo le colture arboree, e soprattutto gli consentiva di affrancarsi dal lavoro fornito dai giornalieri sui quali, dopo la passata esperienza, non poteva fare alcuno assegnamento.

Giustamente considerò che l'esito dell'impresa doveva essere strettamente legato alla possibilità di fissare stabilmente alla terra intere famiglie di lavoratori, anche provenienti da altre parti della Toscana, che, essendo direttamente interessate all'andamento tecnico

(5) V. RICASOLI, *Regole e norme ecc.*, op. cit.

ed economico dell'azienda, avrebbero potuto fornire un lavoro più efficiente e più produttivo.

Per attuare tale programma occorreva non solo provvedere alla costruzione di case per ospitare le famiglie dei mezzadri, — case sane ed igieniche dotate di tutte quelle comodità indispensabili per quei tempi al fine di dare alle famiglie stesse un senso di fiduciosa serenità —, bisognava altresì sistemare i terreni per assicurare lo sgrondo delle acque, procedere alla loro coltivazione ed all'impianto delle colture arboree, onde assicurare una conveniente piattaforma economica per le famiglie dei lavoratori e anche per l'azienda, nonché per creare i presupposti per una concreta opera di risanamento dell'ambiente fisico.

L'appoderamento fu infatti realizzato valendosi della esperienza delle bonifiche delle colline del Chianti e probabilmente anche di quella di Cosimo Ridolfi a Meleto. Lo schema seguito è da ritenere tuttora valido ed è basato sulle seguenti fasi tecniche:

- dissodamento, dicioccamento, sistemazione del terreno, viabilità interna;
- impianti arborei;
- impianto di avvicendamento continuo;
- costruzione delle abitazioni poderali, delle stalle e degli altri annessi rustici.

Il dissodamento e quant'altro compreso nella prima fase fu effettuato valendosi delle macchine e degli attrezzi importati negli anni precedenti.

Il terreno fu così suddiviso in campi regolari limitati da scoline distanti 25 metri l'una dall'altra, fiancheggiate da ambo i lati da filari di viti su sostegno vivo rappresentato prevalentemente dal mandorlo, e divisi nel centro da un filare di gelsi, per cui i campi venivano ad avere una larghezza effettiva di 12 metri. Furono altresì impiantati gruppi di eucalipti con l'intento, che doveva poi risultare errato, di combattere la malaria.

L'affossatura per lo smaltimento delle acque di superficie presentò qualche difficoltà a causa della scarsa cadente; il volume d'invaso delle scoline risultò inizialmente pari a circa 90 mc/Ha.

Le piantagioni vennero effettuate con i mezzi dell'azienda, e precisamente con il coltro Sack trainato da due paia di buoi, seguito dal ripuntatore, anch'esso tirato da due paia di buoi, seguito a sua volta da una squadra di sei operai che spalavano la terra smossa dal

ripuntatore. La profondità così raggiunta era pari a circa 75 centimetri. Il costo di tale operazione, riferito ad una « vigna fitta » di mq 9400, risultò, compreso il « lacero degli arnesi », di L. 358, pari quindi a circa 4 centesimi il mq (6).

La conduzione a mezzadria apparve quindi a Vincenzo Ricasoli come l'unico mezzo per conseguire risultati positivi dall'azione che aveva intrapreso e cominciò a metterla in atto a partire dal 1863. In questo anno furono infatti allogati i primi sei poderi dotati, oltre che dell'abitazione, costituita da 5 stanze ed una cucina al primo piano, ed a terreno, da una stalla capace di contenere una ventina di bovini allevati non più allo stato brado, dei normali annessi rustici, nonché dell'attrezzatura necessaria per l'esecuzione delle comuni operazioni colturali (7), ed un numero variabile da 12 a 17 capi bovini di razza maremmana e chianina.

Non si trattò certamente di un'operazione né semplice né facile sia sotto il profilo finanziario che sotto quello organizzativo. In un periodo di tempo relativamente breve, 16 anni, furono costruite 12 case coloniche, fu provveduto alla rete viaria interna per collegare fra loro i vari poderi e questi con il centro aziendale, alla sistemazione dei terreni ed agli impianti arborei con viti, mandorli, olivi, e gelsi. Fu inoltre acquistato tutto il bestiame in gran parte di razza chianina per l'allevamento in purezza e per l'incrocio con la locale razza maremmana. L'ampiezza media dei poderi risultò pari a circa 30 ettari (8).

(6) Il conteggio esatto della spesa per l'impianto di una « vigna fitta » della superficie di mq 9400 è il seguente:

n. 66 opere di lavoranti	a L. 2 = L. 132
n. 44 vicende di bovi	a L. 5 = L. 220
lacero d'arnesi	L. 6

Totale L. 358

pari a L. 0,038 a metro quadro

(7) Il corredo che ogni contadino ebbe « a stima » era costituito da: 2 coltri Fissore di Tortona; un erpico in ferro zig-zag, leggero, di 5 pezzi, inglese; un erpico a catena snodato, o a rombo, in ferro di Haward; un falciatore a volano grande.

(8) Il conteggio esatto della spesa per l'impianto della « vigna fitta » della Inoltrè l'azienda possedeva per dare a nolo ai coloni nelle varie faccende: una battitrice Clayton Schuttleworth con locomobile; varie mietitrici per grano; varie falciatrici per fieno di Samuelson e di Word; due seminatori, uno modello Garret e l'altro della fabbrica di Hornsby: vagli per grani, per semi, ventilatori; un ripuntatore Benthall. Altri ripuntatori italiani.

(8) Per ricordare i fatti più notevoli del Risorgimento ai poderi furono dati i

Vincenzo Ricasoli non parla mai dell'ammontare della somma investita, non ne fa nessun accenno, neppure con una certa approssimazione. Non c'è dubbio però che deve essere stata notevole, pur tenendo conto del basso costo del lavoro e dei materiali, non solo in relazione alla mole delle opere realizzate, ma anche per l'esperienza che ha dovuto farsi a sue spese in un ambiente agronomico ed umano oggettivamente difficile e completamente nuovo per lui.

Sotto l'aspetto organizzativo la prima cosa da fare fu quella di addestrare i nuovi coloni a passare da un tipo di agricoltura estensiva con avvicendamento discontinuo delle colture ad un tipo intensivo che prevedeva anche l'introduzione di alcune colture nuove per quell'ambiente e regolarmente avvicendate con una regolare rotazione quinquennale. Tale avvicendamento consisteva nel coltivare i $\frac{2}{5}$ della superficie a grano, $\frac{1}{5}$ a rinnovo di mais e fagioli, $\frac{1}{5}$ a erbaio di fave e veccia $\frac{1}{5}$ a prato di lupinella, sulla o medica traseminato sul grano a primavera per la produzione di foraggio secco.

In un primo tempo fra le foraggere fu provato il trifoglio pratense che Ricasoli probabilmente aveva visto vegetare rigoglioso in Inghilterra, ma fu un insuccesso a causa soprattutto dell'eccessiva aridità dei mesi estivi; fu quindi tentato con la lupinella che egli conosceva già dal Chianti, ma anche questa non dette risultati soddisfacenti; poi con la sulla che risultò troppo sensibile ai frequenti ritorni di freddo in primavera e dalla quale comunque si otteneva del foraggio troppo grossolano. Fu infine adottata l'erba medica che mostrò di adattarsi assai bene a quell'ambiente ed a quella tecnica culturale con il prevalere di tipi arido-resistenti.

A complicare le difficoltà di una così ardua impresa sopraggiunse nel 1864, all'inizio quindi di questa seconda fase operativa, una catastrofica alluvione dell'Ombro che, rotti gli argini allagò tutta la tenuta sconvolgendo colture, annegando bestiame, distruggendo semi e gran parte di quanto era stato faticosamente realizzato fino ad allora. Non solo, ma alcune famiglie coloniche, sopraffatte dallo scoraggiamento, abbandonarono il podere e per qualche anno non fu possibile sostituirle.

seguenti nomi: « Risorgimento », « Goito », « Curtatone », « Peschiera », « Sommacampagna », « Crimea », « Montebello », « Magenta », « S. Martino », « Marsala », « Gaeta », « Annessione ».

Ricasoli non si perse d'animo; risanate prontamente le ferite lasciate da questa imprevista calamità naturale, riprese il suo lavoro sviluppando regolarmente il programma prestabilito e che portò a termine nel 1879 con l'allogagione del dodicesimo podere. A questo momento la colonizzazione di Gorarella era compiuta e, secondo le previsioni, la malaria era praticamente scomparsa, o quanto meno talmente ridotta da non rappresentare più una grave tara, tanto che dopo non molti anni cessò l'« estatatura », l'abbandono, cioè, del capoluogo da parte degli uffici pubblici durante i mesi estivi.

Va dato atto a Vincenzo Ricasoli di avere intuito la stretta interdipendenza fra la messa a coltura di terre nuove e la colonizzazione: senza fissare l'uomo alla terra e senza assicurargli decorose condizioni di vita e continuità di lavoro, qualunque sia la forma di conduzione è ben difficile conseguire risultati agronomici, economici e sociali che compensino l'impegno e gli oneri che l'opera comporta.

Gli esempi di Gorarella e della vicina Barbanella ove il fratello Bettino realizzava un'analogo complesso di opere furono seguiti con interesse dagli agricoltori locali, ma in un primo momento non imitati. Il ceto agricolo grossetano non era preparato sul piano tecnico ed ancor meno su quello psicologico per affrontare problemi così nuovi e così gravi e preferì attendere di conoscere meglio i risultati dell'opera dei Ricasoli.

Probabilmente fu proprio questo atteggiamento di attesa che provocò l'acerba invettiva del Baccarini (9) con la quale in un suo scritto del 1873 accusò le « altre scienze » ed indirettamente gli agricoltori attendisti, del mancato intervento per completare l'opera della bonifica. « Non sarà colpa dell'idraulica — scriveva — se troppo tardi, imperfettamente e non mai si chiameranno al perfezionamento delle grandi opere le molte scienze, che per natura loro avrebbero già da tempo potuto e dovuto esercitare, più che esercitato non abbiano, il loro benefico influsso »... « Non sarà colpa della idraulica, incalzava, se si lasceranno imbazzacchire estesissime campagne... e se infinite torme di selvaggio bestiame calpesteranno ancora le meste pianure ».

(9) A. BACCARINI, *Sul compimento delle opere di bonifica e sulla definitiva regolazione delle acque nella Maremma Toscana*, Roma, 1873. A. OLIVA, *Le sistemazioni idraulico-agrarie*, Firenze 1938.

L'appoderamento con famiglie mezzadrili era già diffuso da tempo e con varia fortuna nella parte collinare della Maremma e nella bassa montagna, ma nessun concreto tentativo era stato fatto prima di allora nella pianura riscattata dalla palude. Antonio Salvagnoli Marchetti nelle sue « Memorie economico-statistiche sulle marenme toscane » pubblicate nel 1846, dopo aver messo in rilievo lo spirito di iniziativa degli agricoltori maremmani che hanno dissodato migliaia di ettari già boschivi o pascolivi per introdurre le colture agrarie, osservava che la mezzadria si è affermata solo dove la salubrità dell'aria ha consentito alle famiglie coloniche di risiedere in permanenza nel podere. Dove, viceversa, tale condizione non si verifica... delle numerose case coloniche costruite con i sussidi e le generose elargizioni di Pietro Leopoldo non rimangono che rari ruderi sparsi per la Maremma.

Tutto ciò era certamente noto a Ricasoli che, nonostante le esperienze negative descritte dal Salvagnoli, non esitò ad affrontare i problemi della colonizzazione di Gorarella, perfettamente conscio degli oneri e dei rischi a cui andava incontro.

I concreti risultati della sua coraggiosa impresa sono la più evidente conferma della validità della percezione nello studiare ed impostare il suo programma, nonché nello svolgerlo, applicando una tecnica ed una gradualità appropriate. Tale positiva esperienza doveva costituire il punto di partenza per il riscatto, prima, e la valorizzazione, poi, dell'intera area maremmana.

Non c'è dubbio che la mezzadria è stata la protagonista principale di questa importante opera di messa a coltura di terre nuove che ha reso possibile l'evoluzione, sia sul piano agronomico-culturale che su quello umano, ed in un tempo relativamente breve, di un comprensorio considerato fra i più disgraziati d'Italia, e che oggi è ritenuto uno fra i più interessanti ed i più avanzati dal punto di vista dell'esercizio dell'attività agricola.

Le mutate condizioni economiche e sociali dovute soprattutto allo sviluppo industriale del Paese ed all'introduzione dei mezzi meccanici anche in agricoltura hanno determinato in questi ultimi decenni un radicale cambiamento nell'organizzazione aziendale, tale da non conservare più al rapporto mezzadrile, specie in certi ambienti ed in certe situazioni, quella vitalità e quella importante funzione che ha avuto per il passato.

Questa evoluzione della mezzadria fu intuita anche da Vincenzo

Ricasoli che nella sua nota relazione al Ministro dell'Agricoltura scriveva fra l'altro: « La colonia la credo indispensabile come transazione dal passaggio dalla coltura primitiva, pastorizia, a sistema, più perfetto, che forse in certe circostanze è quello degli affitti dei poderi fatti agli stessi coloni, colle necessarie garanzie ». Aggiunge poi che il rapporto mezzadrile « debba ad ogni costo promuoversi per il bene, la felicità, la moralità ed anche per la salute della popolazione campagnola » dove sono terre incolte o di difficile coltivazione (10).

Con questa sua affermazione Vincenzo Ricasoli, strenuo assertore della « conduzione colonica » preconizza, con una visione sorprendentemente moderna, quello che un secolo dopo doveva rappresentare uno dei più discussi argomenti della politica agraria italiana.

In realtà, specie nella Toscana centrale, la mezzadria si era estesa anche in molte aree inadatte ad una conveniente attività agricola. Molte zone boschive e pascolive, infatti, furono messe a coltura ed appoderate sulla fine del secolo ed i primi decenni del '900 per introdurvi un tipo di agricoltura conforme all'ambiente, talvolta però anche assai povero. Ma non tutti questi nuovi poderi si sono trovati nelle condizioni previste da Vincenzo Ricasoli atte, cioè, ad avviare quel processo evolutivo verso forme più progredite di conduzione. Molti, anzi, il cui grado di produttività era talmente basso da non consentire quel minimo di convenienza per la famiglia colonica, sono stati i primi ad avviare quell'esodo delle forze di lavoro agricolo al quale, in un primo tempo non fu dato troppo peso, ma che in certi casi ebbe ad assumere fin da allora una forma patologica, coinvolgendo pure famiglie di poderi di migliore ed anche buona produttività.

Tale fenomeno ha contribuito fortemente alla sostituzione del classico rapporto mezzadrile con la conduzione ad economia diretta con salariati, sostenuta da una meccanizzazione più o meno intensa o a forme di impresa familiare. Ma una parte di queste terre, quelle, cioè, di attitudine produttiva eccessivamente bassa o quelle morfologicamente inadatte, per eccessiva declività, a consentire il più vasto impiego dei mezzi meccanici, sono state abbandonate e stanno ora tornando più o meno lentamente alla loro primitiva destinazione naturale, il bosco ed il pascolo.

(10) V. RICASOLI, *Regole e norme, ecc., op. cit.*

Il loro recupero alla coltura agraria appare oggi in molti casi assai improbabile e comunque non è da pensare che nell'attuale clima economico-sociale possa essere tentato mediante l'adozione della mezzadria come ai tempi di Vincenzo Ricasoli; solo il mezzo meccanico, con il progredire della tecnica, potrà forse un giorno essere il vero protagonista di una tale impresa.

Doveva passare ancora quasi un decennio prima che gli esempi di Gorarella e di Barbanella, che pur avevano destato un innegabile interesse, fossero seguiti da altri agricoltori.

Già nel 1884 nella zona di Follonica, ove peraltro le condizioni agronomiche erano complessivamente migliori, si stava sviluppando l'appoderamento dell'azienda Bicocchi con risultati incoraggianti. Ne dà notizia Giacomo Barabino (11) in una nota sullo sviluppo dell'agricoltura, industria e commercio della provincia di Grosseto. Dieci anni più tardi una analoga azione si sviluppò nell'azienda di Poggio Cavallo; successivamente verso il 1905 il movimento di colonizzazione si estese a sud di Grosseto verso Orbetello nelle aziende Viva-relli Colonna ed altre.

Ma l'opera dei Ricasoli in Maremma non doveva limitarsi alle affermazioni di Gorarella; il seme sparso da Vincenzo Ricasoli doveva dare i suoi frutti. Ai primi del secolo, infatti, Giovanni Ricasoli, succeduto nella proprietà di Bettino e di Vincenzo Ricasoli, acquistò la tenuta di Grancia posta in sinistra dell'Ombrone e da questo delimitata. L'azienda si trovava in condizioni di completo abbandono ed era costituita da una vasta zona di pianura golenale e da un'area notevolmente vasta di collina a pascolo cespugliato completamente incolta.

Giovanni Ricasoli si proponeva, oltre che di sviluppare e perfezionare l'opera dei suoi predecessori nelle due aziende già appoderate, di adottare gli stessi criteri per la messa a coltura e colonizzazione dell'azienda di Grancia.

Purtroppo la morte lo colse giovane e prima ancora che potesse dare inizio al suo programma. Non per questo però l'opera non ebbe compimento; la consorte Sua, Giuliana dei Principi Corsini, donna di eccezionali doti, compenetrata dello spirito che aveva animato i vecchi Ricasoli ed il suo stesso marito, non esitò ad intraprendere la

(11) G. BARABINO, *Sullo sviluppo dell'agricoltura, industria e commercio nelle province di Grosseto*, Grosseto, 1884.

colonizzazione dell'intera azienda con una chiara visione dei problemi tecnici ed organizzativi che l'opera avrebbe comportato. In poco più di un ventennio, con l'ausilio di tecnici di valore quali, in ordine di tempo, Giuseppe Vecchietini e Alberto Oliva, furono costituite 18 unità poderali perfettamente efficienti, delle quali una metà in golena di Ombrone ed una metà in collina trasformata in oliveto in coltura promiscua con le colture erbacee.

Anche questa impresa fu coronata dal pieno successo; le colonie della zona collinare avevano un indirizzo zootecnico — arboricolo, basato cioè sull'allevamento del bestiame esulla olivicoltura; quelle dell'area di pianura assunsero un carattere cerealicolo — zootecnico di notevole intensità, nonostante le frequenti alluvioni, peraltro controllate da una efficiente sistemazione, alluvioni a cui erano soggette a causa delle esondazioni dell'Ombrone. Le famiglie coloniche, provenienti in gran parte dalla Val di Chiana, trovarono anche qui buone condizioni di vita che consentirono loro di crearsi una solida situazione economica.

Vincenzo Ricasoli terminava la sua relazione al Ministro dell'agricoltura con queste parole: « Il più vivo desiderio, Eccellenza, è che il mio esperimento induca la convinzione che in Italia abbiamo tesori inesplorati da far valere, ai quali possono volgere quelle migliaia di braccia che vanno fuori a cercare un lavoro incerto e micidiale, e mercé le quali si può risanare e rendere feconda di una grande ricchezza nazionale quella vasta estensione di terra, chiamata con ragione da un egregio ministro la vera Italia irredenta ».

Il suo desiderio è stato senza dubbio esaudito; valga così il suo esempio ad infondere, specialmente nell'animo dei giovani, spesso troppo dimentichi del passato, quell'attaccamento alla terra, quello spirito di iniziativa, quella fiducia e quella tenacia nell'affrontare e superare i molteplici problemi che sostennero Vincenzo Ricasoli nello svolgimento della sua dura ed importante opera.

PIER LUIGI PINI

Interdipendenze necessarie in una società preindustriale

Bocche e pane in Sicilia
tra la fine del XVIII e l'inizio del XIX sec.

Esistono tante interrelazioni tra i vari fenomeni sociali che, talvolta, è possibile utilizzare dati parzialmente inesatti per la ricostruzione di un insieme coerente e molto vicino alla realtà. Se alcuni storici ravvisano in queste manipolazioni «un'opera magica», ciò accade perché ignorano certe implicazioni e perché, perseguendo una presunta esattezza, trascurano tutto ciò che rappresenta solo approssimativamente ordini di grandezza e direzioni di mutamenti.

Sono felici di poter datare con precisione la nascita e la morte di tutti i figli di un monarca ma non apprezzano sufficientemente l'importanza scientifica di uno studio il quale attesti che, in un luogo ed in un tempo dati, la durata media della vita umana era compresa tra i 24 e i 27 anni. Mentre interpolano ad ogni piè sospinto le parole mancanti in un documento o le lacune delle biografie da loro scritte, negano alla statistica il diritto a qualsiasi procedimento di interpolazione. È facile per loro chiamare in aiuto le grandi parole: i valori e le qualità oppure l'Uomo con la U maiuscola come oggetto della storia. Ma che una affermazione della statistica storica sulla durata media della vita umana riveli qualcosa sulle qualità, sui valori, sull'uomo con la U maiuscola, questo è un pensiero che non li sfiora nemmeno.

WITOLD KULA

Da: *La statistica storica*, in « Problemi e metodi di storia economica », Milano, 1972; prima edizione polacca, Varsavia, 1963.

PREMESSA

Nel XVIII secolo anche per la Sicilia si apre una fase di *boom* demografico senza precedenti. Stando alle cifre dei censimenti l'incremento di popolazione è più rapido nella prima metà del secolo rispetto alla seconda, durante la quale, tuttavia, il tasso di crescita continua a mantenersi sostenuto. Nel primo trentennio del XIX seco-

lo, invece, anche se la popolazione continua ad aumentare, ciò avviene secondo un tasso annuo alquanto più modesto (1).

Scopo di questo studio è di verificare se esiste qualche connessione tra il « bilancio demografico » dell'Isola ed il suo « bilancio agricolo » posto che, sempre nel XVIII secolo, alla rapida crescita della popolazione non fa riscontro una proporzionale crescita della produzione agricola, sulla quale poggiano tanto l'interno benessere che buona parte delle fortune del commercio estero siciliano.

I dati che ci sono noti sulla produzione granaria degli ultimi quarant'anni del Settecento denunciano, nella migliore delle ipotesi, una stazionarietà che mal si accompagna con il continuo aumento delle bocche da sfamare. La diminuzione di produttività e disponibilità per il consumo, unite ad altre cause, accentuano le tensioni interne e fanno esplodere, verso la fine del secolo, una serie di rivolte popolari presto domate.

I primi anni del XIX secolo registrano, per giunta, una sequenza di cattive annate agrarie alle quali fa seguito, sui mercati italiani ed europei, una brusca caduta dei prezzi del grano.

Per la Sicilia, che si trova in estrema carenza di beni del secondario e che conta sul commercio dei grani per il parziale riequilibrio della propria bilancia commerciale, si crea una congiuntura disastrosa; a tal punto da far avanzare l'ipotesi che ad essa sia imputabile una netta caduta demografica nel primo decennio del nuovo secolo.

La Sicilia, insomma, sarebbe stata un banco di prova della teoria secondo cui *la popolazione è sempre in ragione dei mezzi di sussistenza*. Senza scomodare Malthus ed il suo *Essay on the principle of population*, vale la pena di rammentare, in proposito, la assai meno nota discussione tra Alexander Everett (2), e Jean Baptiste Say

(1) I censimenti, alle rispettive date, dettero i seguenti risultati (cifre arrotondate, senza Messina e Palermo).

Anno	Popolazione	Tasso annuo di crescita	con Messina e Palermo	
1714	923.000			
1748	1.136.000	6,7 per mille		
1798	1.464.000	5,8 per mille	1.650.000	
1831	1.662.000	4,1 per mille	1.919.000	4,9 per mille

(2) Alexander Hill Everett, diplomatico americano, laureato ad Harvard, fu al seguito di J. Adams quando questi venne inviato a rappresentare il governo america-

che vedeva l'uno d'opinione che *l'augmentation de la population est une cause d'abondance* mentre l'altro sosteneva che « *avec une quantité quelconque de produits et avec des besoins déterminés chez les consommateurs, la population croît jusqu'au point où ses produits lui permettent de croître* » (3).

Il richiamo a Say mi sembra del resto pertinente in quanto risulta per certo come egli avesse sott'occhio, con l'intero panorama europeo, quello della Sicilia dei primi anni dell'Ottocento, tanto da farne menzione in una lettera a S.A.R. il Principe di Danimarca (4).

A mio sommosso parere questa indagine conferma che il rallentamento prima, la caduta poi, della popolazione siciliana tra XVIII e XIX secolo (5), possono proprio ascriversi alla crisi agraria ed economica che scosse l'isola in quell'arco temporale. Ciò spiegherebbe abbastanza soddisfacentemente l'andamento demografico siciliano tra il 1714 e il 1831. Nel corso del lavoro, tra le altre fonti, ho fatto un insistente richiamo all'abate Paolo Balsamo il quale, con il suo *Giornale del viaggio fatto in Sicilia e particolarmente nella contea di Modica*, ci appare come un coevo « inviato speciale » che muove i suoi passi da Palermo verso Caltanissetta, Caltagirone, Ragusa, Siracusa, Catania ed altri luoghi ancora, prima di far ritorno alla capitale.

In carenza di dati quantitativi, o di fronte a dati per varie ragioni opinabili, ho fatto sovente ricorso allo strumento statistico, forte, in questa scelta, di autorevoli suffragi.

no in Russia; successivamente fu addetto commerciale degli Stati Uniti a L'Aia e, poi, rappresentante degli Stati Uniti in Spagna. Autore di un saggio su *Nuove idee sulla popolazione, in risposta a Malthus e a Godwin*, ne inviò copia a J. B. Say col quale aprì una breve corrispondenza.

(3) Cfr. in: J. B. SAY, *Cours complet d'économie politique pratique*, vol. V, *Mélanges et correspondance d'économie politique*, Bruxelles, H. Dumont, 1833, pp. 238-239. La corrispondenza tra Say ed Everett è del gennaio-febbraio 1824; le lettere furono pubblicate per la prima volta dopo la morte dell'economista francese.

(4) Cfr. *ivi*, pp. 243-244; scrive Say: « Les bas prix des biens-fonds et des produits ruraux est d'autant plus remarquable et affligeant qu'il est, pour ainsi dire, universel. Presqu'en même temps je recevais des plaintes semblables de Palerme et de Odessa; et l'on sait que l'Angleterre, plusieurs provinces de France et une grande partie d'Allemagne souffraient encore du même mal ».

(5) Secondo una rilevazione del 1805-1806, rispetto al 1798 la Sicilia avrebbe avuto un saldo demografico negativo di 80.343 anime.

IL GIORNALE DI VIAGGIO DI PAOLO BALSAMO

Nel « Giornale del viaggio fatto in Sicilia e particolarmente nella contea Modica » (1), l'abate Paolo Balsamo così descrive il suo ingresso nel capoluogo della contea la sera del 26 maggio 1808: « Una folla di poveri ci assediò; e la moltitudine, uomini cioè, donne, e ragazzi dell'infima classe che stavano agli usci, nelle finestre, nelle strade, e pe' muriccioli, ci vessarono e ci strapazzarono gli orecchi con incessanti esclamazioni, e fortissime grida di grazia. Io in mezzo a tanta calca, ed a così spaventevoli rumori, non potei tener dietro al Signor Tommasi che era cinto da Alabardieri e Soldati, e corteggiato da togati, Cavalieri, e gente assai di ogni condizione e restai imbarazzato, e confuso con tutta la canaglia... » (2).

È il ripetersi di una scena che già ha turbato l'abate giorni prima, in quel di Monte Rosso: « Dal primo nostro ingresso nella città... noi fummo spettacolo a gente di ogni condizione, sesso, ed età, la quale tutta ci faceva lietissimo viso, e gridava, quanto più forte poteva, *acqua* Signore, Signore *acqua*... Null'altro chiedevano, se non che l'Amministratore volesse prestar loro qualche denaro, onde si potesse arrecar in paese l'acqua di una vicina fonte, della quale avevano il più premente bisogno » (3).

Grazia ed *acqua* è quel che più significativamente chiedono le misere plebi siciliane, agli alti funzionari giunti dalla Capitale.

Quando il Balsamo, Professore di Agricoltura e Pubblica Economia nella Real Università di Palermo, lascia la Capitale, il 13 maggio del 1808, ha uno scopo ben preciso: quello di osservare ed annotare, con rigorosa minuzia, ogni aspetto della condizione economica della Sicilia. Egli si ripromette di redigere un rapporto per il Sovrano, al quale evidentemente non sfugge la gravità della situazione, tanto che gli concederà un'udienza all'indomani stesso del suo rientro in Palermo.

La *grazia* che, con i contadini di Modica, gli hanno chiesto, anche se non *expressis verbis*, quelli di tutte le terre, le contrade e le città visitate, il Balsamo, al cospetto del re, sa tradurla in propo-

(1) P. BALSAMO, *Giornale del viaggio fatto in Sicilia e particolarmente nella Contea di Modica*, Palermo 1809.

(2) *Ibidem* pp. 144-145.

(3) *Ibidem*, pp. 87-88.

ste di innovazione nell'ordine giuridico e, di conseguenza, nelle trame economiche, individuando lucidamente e coraggiosamente indicando la maggior piaga che sta alla radice di tutti gli umani mali di Sicilia. Con sua Maestà, egli scrive: « si fece parola, tra gli altri interessantissimi soggetti di pubblica Economia, della somma utilità di dividere, o spargere le proprietà dei terreni » (4).

L'anno dopo, nel 1809, la « Reale Stamperia di Palermo » pubblica il « Giornale »: un documento nel quale sono contenute preziose notizie sulla popolazione (quella infima e quella benestante), sui prezzi e sui salari, sulle città e sulle campagne, sull'andamento dei raccolti e sui metodi di coltivazione, sull'allevamento del bestiame, sul commercio interno ed estero, sulle comunicazioni e le infrastrutture economiche del regno. Né si omettono, nel « Giornale », considerazioni sul valore dei terreni, sulle attività manifatturiere, sulla rendita e sul profitto, e così via. Niente v'è di dottrinario in tutto quello che il Balsamo scrive; da ogni pagina traspaiono la franchezza e la genuinità di una inchiesta condotta dal vivo, senza far ricorso ad informatori intermediari. Nel raccogliere ed offrire al lettore tutti quei ragguagli, il Balsamo non si lascia suggestionare da logiche astratte anche se affascinanti — cui a volte allora si indulgeva — ma documenta ogni affermazione, suffraga con le cifre ogni situazione che gli pare di dover annotare.

I commenti, tutto ciò che nel testo ci può essere di « contributo personale », sono quanto mai sobri e misurati, ridotti all'essenziale; il momento di più grandi sintesi, di più mediate riflessioni, verrà in seguito. Invero, anche dopo la morte di Balsamo, il frutto di un così prezioso lavoro non andrà perduto. Toccherà al Palmeri, suo allievo — addirittura accusato da qualcuno di essersi appropriato, come fossero suoi, di appunti e consideraizoni appartenenti al mae-

(4) *Ibidem*, p. 296. Il concetto è richiamato anche in P. BALSAMO, *Memorie inedite di pubblica economia ed agricoltura*, Palermo, 1845, dove si auspica « che si diffonda e sia pienamente sicura la proprietà » della terra (v. I, p. 124). A conferma di quanto *illuminata e progressista* fosse la proposta di Balsamo, soccorre il Pontieri. Egli scrive: « ... pur attraverso accenni pavidì e indecisi, nessuno sapeva affrontar in pieno quella che era la sola e vera causa della crisi economica che tormentava la Sicilia sul volger del Settecento: la presenza e la sterilità del latifondo. Mai la sua natura era apparsa tanto parassitaria... » (p. 76). E più avanti: « ...fin quasi al tramonto del secolo nessuno richiamò l'attenzione pubblica sopra i tristi effetti della concentrazione della proprietà in poche mani ». (p. 101). E. PONTIERI, *Il tramonto del baronaggio siciliano*. Estratto dall'*Archivio Storico Siciliano*, Anni LI-LIII, Palermo, 1933.

stro — di elaborare ed organizzare la massa dei dati e delle osservazioni raccolti dal solerte abate.

Dal « Giornale » del Balsamo ci viene conferma, tra l'altro, che nella Palermo dell'epoca, benché egli non ne condividesse appieno l'opinione, non mancava chi aveva ravvisato un grave declino della agricoltura siciliana durante gli ultimi cinquant'anni (5). Egli certamente non ignorava che, già nel 1795, l'abate Saverio Scrofani, in una sua memoria al re, aveva rammentato come la Sicilia avesse « sofferto cinque penurie nel corso di 24 anni » (6); che il Meli aveva sottolineato il crescente deperimento del patrimonio zootecnico; che il Gregorio aveva fatto menzionare del selvaggio disboscamento dell'interno dell'Isola (7).

Ad un simile scadimento dell'agricoltura siciliana si era accompagnata, nel XVIII secolo, una crescita demografica senza precedenti, talché la popolazione dell'isola era aumentata tra il 1714 ed il 1798 di oltre cinquecentomila unità, su per giù tanto quanto era stato, cioè, l'incremento di popolazione durante i due secoli precedenti (8).

In tal modo « l'isola, lungi dal produrre quanto le bisognasse, versava in una profonda crisi economica » (9) e « stentava a produrre — e spesso neanche produceva — quant'era indispensabile al consumo della sua popolazione » (10).

(5) Il Balsamo, dopo aver descritto « i fecondissimi terreni » del casale di Villalba ed il suo « intelligente agronomo » commenta: « Questa, e somiglianti osservazioni si dovrebbero ben ponderare da coloro i quali, avendo un temperamento bilioso ed ipocondriaco, sono inchinevoli a lodare ed ascoltare le passate e biasimare le attuali generazioni; trovano mali e calamità dove non sono: e straparano, e declamano contro e non so quale declinamento avvenuto nell'agricoltura nazionale degli ultimi cinquant'anni » (*Giornale... op. cit.*, pp. 28-29). Giudizi del Balsamo a parte, per lo meno una corrente d'opinione vedeva l'economia siciliana evolversi in senso negativo.

(6) S. SCROFANI, *Memorie sulla libertà del commercio dei grani della Sicilia*, in *Scrittori classici di Economia politica*, Parte moderna, tomo XL, Milano 1805, p. 284.

(7) Cfr. in: G. MELI, *Riflessioni sullo stato presente del Regno di Sicilia intorno all'agricoltura ed alla pastorizia*, a cura di G. Novantieri, Ragusa, 1896, passim. e in G. SALVIOLI, *Il villanaggio in Sicilia e la sua abolizione* « Rivista Italiana di Sociologia », A. VI, Roma, 1902, p. 27, che riprende le descrizioni del Gregorio sullo stato di abbandono del territorio.

(8) Cfr. in: K. J. BELOCH, *La popolazione d'Italia nei secoli XVI, XVII e XVIII*, in *Storia dell'economia italiana*, a cura di C. M. CIPOLLA, Torino, 1959.

(9) E. PONTIERI, *Il tramonto... op. cit.*, p. 73.

(10) *Ibidem*, p. 89.

Sullo scorcio del secolo pesava perciò sulla Sicilia l'effetto congiunto della penuria derivante da cattive annate agrarie e da malacorta conduzione della terra, accompagnate ad una rapida crescita demografica che minava sempre più gravemente l'equilibrio tra risorse e bisogni, sino a renderlo, nei primi anni del nuovo secolo, irreparabilmente drammatico. Per averne una prima idea, basti dire che nella seconda metà del XVIII secolo mentre il trend della produzione granaria aveva registrato un tasso di *decremento* annuo di circa lo 0,7‰, la popolazione era aumentata al tasso del 5‰ annuo (11).

Nei primi anni del nuovo secolo la situazione certamente non migliora. La « sterilità » delle annate tra il 1803 e il 1806 (12) ha prodotto tali effetti negativi, anche se non dappertutto irreparabilmente disastrosi, da dar adito all'ipotesi che, piuttosto che ad alcune annate di sfavorevoli congiunture, ci si trovi di fronte all'ultimo atto di un inarrestabile processo di degradazione dell'economia agraria dell'Isola.

Non sempre e non dappertutto le situazioni rilevate dal Balsamo, sotto il profilo dell'economia agraria, sono negative. Più volte egli ha modo di apprezzare razionali conduzioni di fondi, di complimentarsi con accorti proprietari; ma quante altre volte è costretto a constatare il contrario? Un dato rimane acquisito e incontrovertibile: le risorse della Sicilia, che in altri tempi avevano consentito una relativa prosperità, sono andate via via logorandosi tanto da condurre l'Isola su una china estremamente difficile, anche se, forse, non impossibile da rimontare. All'Agliastro, scrive il Balsamo, poco lontano da Palermo, il grano seminato non dà più le rese di un tempo ed è « ora molto degenerato e contaminatissimo » (13).

A Caltagirone il Balsamo nota come l'agricoltura sia in uno stato tanto poco felice, « che appena vi è pastorizia, e le terre o si arano con le mule o con pochi buoi » presi a noleggio nei comuni limitrofi (14). La notizia non deve meravigliare poiché, addirittura, accadeva che si dovesse rimpinguare il patrimonio zootecnico sicilia-

(11) Non per nulla il Pontieri (*op. cit.*), nel ricostruire le linee essenziali dell'economia siciliana del Settecento, sentirà « il bisogno di investigare se la terra e le sue forme di sfruttamento fossero effettivamente una base economica capace di... costituire una sorgente inesauribile di ricchezza per il popolo siciliano », p. 58.

(12) P. BALSAMO, *Giornale... op. cit.*, p. 31.

(13) *Ibidem*, p. 8.

(14) *Ibidem*, p. 68.

no importando bestiame dalla vicina Calabria (15). Sempre a Caltagirone l'abate si dichiara « certissimo » che tanta desolazione nel circondario sia in parte l'effetto dei tristi raccolti che negli ultimi anni hanno « travagliata e balestrata » quella terra più di ogni altra dell'Isola (16). Soprattutto il raccolto del grano ne ha risentito negativamente, rispetto ad « un'epoca dalla presente poco lontana, quando le stagioni, e le piogge, erano quivi più regolari che da sette anni in qua non sono state... » (17).

Transitando per Ragusa, il Balsamo osserva che da alcuni anni si sono andati esaurendo i capitali a disposizione degli agricoltori e dei negozianti; ed anche in questo caso egli imputa una così mutata realtà al susseguirsi di cattivi raccolti (18).

L'abate, durante il suo soggiorno sia a Caltagirone che a Catania, intraprende anche alcune ricerche per stimare la capacità produttiva di quella pianura in altri tempi ubertosa; ma quasi subito abbandona l'impresa « per cagione degli ultimi infelicissimi raccolti, prodotti da straordinarie desolatrici siccità, che mi avrebbero dati degli infedeli, e falsi risultati » (19). « Da Catania fino a Catenanova — segnala — non vi s'incontra né una terra, né un villaggio, rarissimi sono gli alberi, e poco frequenti ed appariscenti le case dei contadini » (20).

Spaventosa è la descrizione delle terre del Barone di Perremuto, nella baronia di Campopietro, dove i raccolti, nel triennio che va dal 1804 al 1806, non arrivano nemmeno a consentire il recupero del grano impiegato nelle semine. La constatazione suona anche più amara se si considera che il tipo di conduzione adottata dall'affittuario di quel terreno, « che sempre lo coltivò con la ruota: 1) erba, 2) maggese, 3) frumento » (21), non è tra i peggiori della Sicilia dell'epoca. Si tratta, infatti, del metodo della *terzeria* disposto dalle Prammatiche del regno (22), che però sovente veniva disatteso, an-

(15) Cfr.: G. A. DE COSMI, *Riflessioni su l'economia ed estrazione de' frumenti della Sicilia*, Catania, 1786, p. 75.

(16) P. BALSAMO, *Giornale... op. cit.*, p. 68.

(17) *Ibidem*, pp. 72-73.

(18) *Ibidem*, p. 134.

(19) *Ibidem*, p. 269.

(20) *Ibidem*, p. 267.

(21) *Ibidem*, p. 269. Lungo tutto il contesto sono frequentissimi gli apprezzamenti e le critiche sui tipi di rotazione agraria, sovente corresponsabili dei magri raccolti.

(22) Cfr.: G. A. DE COSMI, *Riflessioni... op. cit.*, p. 42.

teponendoglisi, per ragioni speculative valide nel breve periodo, coltivazioni estensive secondo la vicenda deleteria *cereale-pascolo*.

Nell'appendice al « Giornale », il Balsamo conclude « che furono egualmente fatali alla nostra agricoltura le infelici raccolte dei fromenti prima del 1805, come i loro bassissimi prezzi dopo un tale anno » (23). Basta por mente agli indici dell'andamento dei prezzi all'ingrosso sui mercati di Palermo e di Catania (24) tra il 1800 ed il 1810 per rendersi conto, che il Balsamo, anche a questo proposito, non si sbagliava.

Indice dei prezzi del frumento per ettolitro (1802 = 1000)

Anno	Palermo	Catania
1801	—	863
1802	1000	1000
1803	1342	824
1804	937	1004
1805	1290	953
1806	—	571
1807	548	479
1808	740	511
1809	751	709
1810	1267	990

Il fatto che il Balsamo considerasse la caduta dei prezzi del grano come una grave calamità per le sorti dell'economia siciliana è una prova di più della sua sensibilità di economista (25).

Il fenomeno, condiviso, si può dire, dall'intera Europa (26), risultava infatti tanto più grave in Sicilia — che oltretutto vedeva assottigliarsi il cespite di una sua possibile esportazione — perché tra le sue cause non era individuabile un aumento della produzione granaria bensì, prevalente, la scarsità di moneta. Del resto « non pochi erano quelli che lamentavano la penuria della moneta circolante e ne cercavano le cause » (27).

(23) P. BALSAMO, *Giornale... op. cit.*, p. 311.

(24) Cfr.: A. PETINO, *I prezzi di alcuni prodotti agricoli sui mercati di Palermo e di Catania dal 1801 al 1890*, in *Archivio economico dell'unificazione italiana*, Roma, 1959, Serie I, vol. VIII, fasc. 5.

(25) Il Pontieri, ne *Il tramonto... op. cit.*, p. 6, definisce il Balsamo « l'economista più illuminato che abbia seriamente descritto le condizioni dell'agricoltura siciliana fra la fine del XVIII ed il principio del XIX secolo ».

(26) Cfr. J. B. SAY, *Cours...*, *op. cit.*, V vol., *Lettera al principe reale di Danimarca*, Parigi, 3 gennaio 1924, p. 243 e seguenti.

(27) E. PONTIERI, *Il tramonto... op. cit.*, p. 75.

Il Broggia, economista napoletano esiliato a Palermo, aveva individuato la causa fondamentale della scarsità di circolazione nella fuoriuscita a diverso titolo, di risorse monetarie dall'isola (28); il Caracciolo aveva attribuito la pochezza del circolante alle difficoltà di esportazione del prodotto agricolo (29); il Sergio aveva espresso il parere che il grave limite alla disponibilità di risorse monetarie avesse origine nell'assenza, o quasi, di prodotto manifatturiero locale (30), che faceva troppo pesantemente dipendere dall'estero il soddisfacimento del bisogno di beni di consumo.

Queste ed altre ragioni, del resto, erano state ben richiamate dal De Cosmi, il quale lamentava l'eccessivo peso della fiscalità, le risorse sperperate « da ricchissimi proprietari che soggiornavano fuori dal Regno », i consumi « in lusso di frivoltà nella capitale e nelle città primarie » (31), la fuoriuscita di valuta per pagare alle « nazioni estere manifatturiere il prezzo dei loro panni, delle loro stoffe di lana, delle telerie, delle cotonine, dei cuoi, delle chincaglierie, delle droghe; in una parola di tutto ciò che ci veste da capo a piedi, e di ciò che condisce le nostre tavole e forma le nostre bevande » (32).

Per di più l'ampiezza dei consumi non aveva esaurito soltanto i redditi ma intaccato risorse capitali, esportate e sottratte, a loro volta, alle possibilità di investimento. Ciò aveva impedito l'attivazione di una produzione manifatturiera che altrove, proprio in conseguenza del calo dei prezzi del grano, aveva potuto trar vantaggio dalla diminuzione dei costi della mano d'opera e, quindi, dei costi di

(28) Cfr. A. BROGGIA, *Memoria ad oggetto di varie politiche ed economiche ragioni...*, Napoli, 1754, p. 41. Il Broggia nel suo *Trattato dei tributi, delle monete e del governo politico della sanità*, che è del 1743, avvertiva anche fra le ragioni che erano d'ostacolo alla crescita economica, il soverchio gravame fiscale e, per quanto riguardava il commercio con l'estero, il costume d'appaltar la gestione delle dogane. « È tanto necessaria una certa mediocrità — egli scrive — intorno ai dazi ed anche a tutti i tributi, che giammai le dogane debbonsi affittare. Facendosi altrimenti, per quanto si limiti la potestà dell'appaltatore, questi, come mosso dalla gran premura del suo interesse sempre riuscirà di introdurre angarie, e le più crudeli vessazioni, con istrazio, travaglio e impedimento del commercio ».

(29) Cfr. D. CARACCILO, *Riflessioni sull'economia e l'estrazione de' frumenti della Sicilia*, in *Scrittori classici di Economia Politica*, parte moderna, tomo XL, Milano, 1805, p. 65.

(30) Cfr. V. E. SERGIO, *Memoria per la riedificazione della città di Messina e pel ristabilimento del suo commercio*, in *Nuova raccolta d'opuscoli di autori siciliani*, Palermo 1781, p. 225.

(31) G. A. DE COSMI, *Riflessioni...* op. cit., pp. 19-20.

(32) *Ibidem*, p. 24.

produzione sicché l'economia siciliana, priva di sbocchi compensativi al di fuori del primario, era venuta a risentire assai più gravemente della crisi agricola di quanto non avvenne fuori dall'isola.

Né vi erano possibilità d'investimento in agricoltura nemmeno se vi fosse stata una qualche propensione a farlo da parte d'operatori o disponibilità di capitali. La scarsità di circolazione rendeva più alto il costo del denaro che in cinquant'anni era cresciuto da 3-3½ per cento al 10 e al 12 per cento (33). Come se ciò non bastasse a rendere ancor meno remunerativo qualsivoglia investimento in agricoltura e perciò a scoraggiare ogni immobilizzo, concorrevano la precarietà delle vie di comunicazione e la povertà dei mezzi di trasporto.

L'impraticabilità delle strade, le carenze d'attrezzatura dei porti, la mancanza di carriaggi ed animali da tiro, l'inadeguatezza del naviglio, uniti all'insicurezza del trasferimento delle derrate, imputabile al brigantaggio ed alla pirateria, nonché una serie di ostacoli burocratici-fiscali, facevano salire oltre il limite della concorrenzialità il costo dei cereali e perciò l'eventuale prezzo della loro esportazione. Tutto ciò senza contare le difficoltà che spesso si frapponivano anche alla circolazione interna delle merci.

« Se ci sono degli impedimenti naturali, delle carenze di strade, di porti, ecc. — scriveva il Say — il maggior beneficio che un'attività possa ricevere da un governo illuminato consiste nella rimozione di quegli ostacoli, o quanto meno nella loro riduzione. Ci sono molti luoghi dove si potrebbe acquistare il grano che vi sovrabbonda, se le spese di trasporto non ne raddoppiassero il prezzo. La maggior parte del prezzo dei prodotti rurali proviene dalle spese di trasporto; quel prezzo potrebbe essere fissato a livelli di molto inferiori con l'aiuto di buoni mezzi di trasporto... » (34). La diagnosi si poteva ben attagliare alla Sicilia del Settecento e dei primi anni del XIX secolo.

In una società che non sa o non desidera rinnovarsi e nella quale i titolari di privilegi non vogliono rinunciare ad essi, l'unico rimedio per far fronte alle urgenze economiche sembra essere quello di far pagare lo scotto di una tristissima congiuntura, una volta di più, ai contadini. Gli isolani, premuti da una parte dai baroni e

(33) Cfr. E. PONTIERI, *Il tramonto...* op. cit., p. 92.

(34) J. B. SAY, *Cours...* op. cit., vol. V, p. 244; la traduzione è mia.

dall'altra dai gabellotti, non possono far altro che subire; ne consegue il progressivo immiserimento delle plebi, vittime ad un tempo della interminabile sequela di cattive annate agrarie, della irresponsabile conduzione della terra, di una sconsiderata politica economica, oltre che soffocate dal peso sempre più assillante di prepotenze ed arbitri (35).

Anche se non manca di tentare una ottimistica valutazione intorno allo *status* economico del Regno (« non di peggioramento — egli dice — si può parlare, ma all'opposto di un considerabile grado di suo avanzamento in industria e facoltà e privata e pubblica felicità »), il Balsamo, all'inizio del nuovo secolo, non si nasconde « le affannose circostanze, ed i seriosi disagi, dai quali sono stati in questi ultimi anni travagliati, e non sono ancora totalmente emersi i nostri agricoltori, e la nostra agricoltura » (36).

Che i contadini siano destinati a fare le spese di sì precarie condizioni dell'economia di Sicilia è fuori di ogni dubbio. « I poveri non consumano — annota il Balsamo — perché non possono, ed i ricchi, di pochissimi in fuori, consumano, perché possono ed amano approfittarsi delle loro facoltà, per star bene e godere » (37).

Camminando per le strade di Caltagirone « di mendici e poveri se ne vede dappertutto », ricorda il Balsamo, ed a Modica egli è colpito dall'abbondanza del numero « dei bisognosi o dei miseri » (38).

Un'oasi felice, in mezzo a tanta miseria, sembra essere la città di Vittoria, dove si può acquistare (39), « dell'eccellente pane a discretissimo prezzo »; ma anche qui è costretto a raccogliere lagnanze di donne perché le autorità locali artificiosamente ne tengono il prezzo ad un livello più alto di quanto l'andamento dei raccolti e il corso dei prezzi del grano possano giustificare « con grave danno ai poveri ». E Vittoria è città dove si sta bene, dove il popolo può anche permettersi, nei giorni di festa, un po' di carne, anche se le

(35) Intorno alle condizioni delle plebi siciliane ed allo sfruttamento esercitato su di esse nel XVIII secolo dai gabellotti, cfr. E. PONTIERI, *Il tramonto*, op. cit., in particolare il V capitolo, *Il baronaggio e l'economia siciliana*, par. 4, da p. 77 a p. 89.

(36) P. BALSAMO, *Giornale...* op. cit., p. 321.

(37) *Ibidem*, p. 234.

(38) *Ibidem*, p. 148.

(39) *Ibidem*, p. 119.

persone « di primo e mezzano rango mangiano la vitella tutti i dì » (40).

Nella contea di Modica e in tutta la Valle di Noto, le case « della plebe e dei poveri sono nel maggior numero vili, e sudice, e di quelle ve n'ha che sono pure caverne incavate nel tufo » (41). A Valledlunga le abitazioni sono rozze e miserabili, ad eccezione di quelle del Governatore e del Proconservatore (42); a Ragusa, città di 17.000 abitanti, che gode fama d'essere fra le più aggraziate e ben messe di Sicilia, la più parte delle strade sono così storte, anguste e rovinose, da non poter essere percorse senza rischio d'azzopparsi (43).

A Catania, in proporzione, la povertà è meno accentuata ed appariscente che altrove. Tuttavia, eccezion fatta per le cinque strade « primarie », le restanti sono tutte « ignobili, senza gente, e diverse nido di succidume, e di povertà » (44); appena fuori città la campagna suburbana è « nera e brutta da fare paura ». Ciò non impedisce ai ricchi catanesi, commenta il Balsamo, di convalidare la loro fama di maestri nell'arte di intraprendere la costruzione di lussuosi palazzi, per poi lasciarli a metà, piuttosto di contentarsi di abitazioni « di una meno distinta qualità ». Il territorio fuori San Filippo d'Argirò — paese in cui gli edifici, le strade, le botteghe, il vestire degli uomini e delle donne, nonché « tutti gli oggetti » sono altrettante testimonianze di povertà — è visto dal Balsamo come « solo acconcio soggiorno di capre, o di diavoli » (45).

Molte delle località che egli attraversa le aveva visitate circa quindici anni prima, nel 1792; anche quella volta egli aveva raccolto dati e notizie. Da allora i generi al minuto gli appaiono dappertutto rincarati, qualche volta in misura esorbitante. Non altrettanto sensibile, nello stesso periodo risulta l'aumento dei salari di contadini ed operai. « Il prezzo del lavoro della campagna è cresciuto in Sicilia — si legge nelle Memorie inedite (46) — da venti anni in qua, ma non

(40) *Ibidem*, p. 113.

(41) *Ibidem*, p. 149.

(42) *Ibidem*, p. 25.

(43) *Ibidem*, p. 131.

(44) *Ibidem*, p. 241.

(45) *Ibidem*, p. 272.

(46) P. BALSAMO, *Memorie inedite... op. cit.*, vol. II, p. 193.

in quella proporzione con la quale è cresciuto il prezzo dei viveri » (47).

E quando il prezzo dei prodotti della terra tende a diminuire, per i contadini si assottiglia il valore di scambio dei magri *surplus*, posto che ne dispongono, da barattare con altri beni di consumo.

Del resto le gravissime condizioni di miseria delle popolazioni siciliane, soprattutto agli albori del XIX secolo, non sono mai sfuggite al Balsamo (48). Si potrebbe insistere con drammatiche descrizioni, se scopo precipuo di questa indagine non fosse, più che di descrivere, quello di valutare, fin dove è possibile, il prezzo pagato dai Siciliani, nei primi anni del XIX secolo, ad epilogo di un arco di tempo in cui le calamità naturali vennero appunto sommandosi alla lunga imprevidenza della classe possidente.

I primi anni del XIX secolo rappresentarono, per la Sicilia, uno dei periodi più neri del suo *iter* agronomico ed economico; il reciproco condizionamento e la tragica intersezione tra intervento della natura ed intervento dell'uomo costarono decine di migliaia di vite umane, consumate dall'inedia, riconfermando la massima che « le nombre des hommes est toujours en raison des moyens d'existence » (49).

Essi furono uno dei più tristemente clamorosi momenti, nella vicenda della popolazione siciliana, nell'epoca della transizione dal modo di produzione precapitalistico a quello capitalistico. I con-

(47) Cfr. W. KULA, *Teoria economica del sistema feudale. Proposta di un modello*, Torino, 1970, p. 209. « Sino alla fine del XVIII sec. — scrive il Kula sulla base del modello polacco — gli anni in cui i prezzi sono bassi sono gli anni in cui il reddito nazionale è alto, quindi sono gli anni 'buoni'. Nel secolo XIX è vero il contrario ». Non è detto che nella Sicilia preindustriale non fosse registrabile un analogo fenomeno; una forte ascesa dei prezzi avrebbe avuto come corrispettivo un basso reddito nazionale.

(48) Larghi squarci da P. BALSAMO, *Memorie inedite... op. cit.*, sono riportati da A. PETINO, *Meridionalisti del Settecento: il rilevamento della Sicilia area depressa nel pensiero di Paolo Balsamo*, estratto da *Studi in onore di Armando Saporì*.

In particolare: « I contadini e le donne delle nostre terre e villaggi si osservano quasi sempre cenciosi e mezzi ignudi e così sudici e sciatti, che disonorano il paese e la specie; ...per non morire di fame sono obbligati a vendere anticipatamente le loro opere per la messe e a buscare qualche poco di grano, di legumi e di denaro con incredibili usure e a severissime pene » (vol. I, p. 65). E ancora: « ...vediamo così meschinamente nutrirsi e i contadini e proporzionatamente ogni classe di lavoranti; abitare delle case scomode, strette, sudice, che paiono grotte e tane e covili di volpi e di altre bestie selvatiche; appena coprire di cenci le loro nudità... » (vol. I, p. 149).

(49) J. B. SAY, *Cours... op. cit.*, V vol., p. 238.

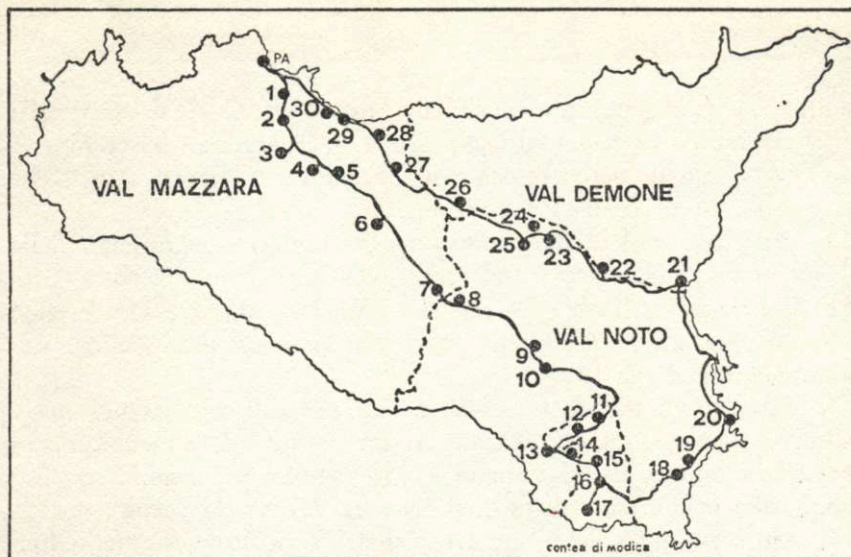


Fig. 1. — *Itinerario di viaggio dell'abate Paolo Balsamo*. La linea tratteggiata indica la suddivisione delle Valli siciliane e della Contea di Modica. La linea continua indica il percorso seguito dall'abate. Le località visitate sono nell'ordine: 1. Misilmeri - 2. Agliastro - 3. Mezzojuso - 4. Vicari - 5. Roccapalumba - 6. Vallerlonga - 7. Caltanissetta - 8. Pietraperzia - 9. San Michele - 10. Caltagirone - 11. Monterosso - 12. Chiaramonte - 13. Vittoria - 14. Comiso - 15. Ragusa - 16. Modica - 17. Scicli - 18. Noto - 19. Avola - 20. Siracusa - 21. Catania - 22. Catenanuova - 23. San Filippo d'Argirò - 24. Nissoria - 25. Lionforte - 26. Alimena - 27. Caltavuturo - 28. Cerda - 29. Termini - 30. Trabia.



FIG. 2. — Luoghi che furono teatro delle sommosse « antigiacobine » del 1799.

tadini, che portavano presso che per intero su di sé il peso della crisi, si erano ben resi conto, già prima dello scadere del secolo, in presenza di un numero crescente di bocche da sfamare, di quel che ne sarebbe stato il disastroso epilogo.

È difficile credere che i moti popolari esplosi in ogni parte della Sicilia, tanto quella Occidentale che quella Orientale, sia sulla costa che all'interno dell'Isola, alla fine del XVIII secolo, avessero origine soltanto extra-economica o, per quel che riguarda l'economico, soltanto nel breve periodo.

Tali e tanti furono i focolai di rivolta, spesso spontanea ma a volte organizzata, da far pensare ad un periodo di « incubazione » esteso nel tempo, il cui termine *a quo* debbasi far risalire, quanto meno, alla prima metà degli anni Ottanta del XVIII secolo, se non addirittura ad epoca anteriore. La crisi dell'agricoltura, su cui si fonda quasi per intero l'economia dell'Isola, e quella granaria in particolare, vengono puntualmente a coincidere con quegli anni di gravi fermenti sociali.

Il censimento del 1806 è in termini demografici, la drammatica registrazione degli esiti di quella crisi: la popolazione siciliana, che nel cinquantennio 1748-1798 era andata crescendo al tasso annuo del 5 per mille, tra il 1802 e il 1806 regredisce secondo un tasso annuo del 15 per mille (50).

Ne « Il Risorgimento in Sicilia » (51) Rosario Romero relega in mezza riga di testo, il « periodo di grave crisi economica » che travagliò l'Isola (52) a cavallo tra il XVIII ed il XIX sec. Eppure tra il gennaio ed il febbraio del 1799 erano scoppiati « gravi tumulti in una quarantina di centri sparsi per tutta l'isola » (53).

(50) I censimenti del '48 e del '98 segnalano rispettivamente una popolazione (in cifre arrotondate) di 1.320.000 e 1.660.000 unità; quello controverso del 1806 segnala 1.590.000 anime mentre per il 1802 la stima è di 100.000 unità più elevata.

(51) R. ROMEO, *Il Risorgimento in Sicilia*, Bari, III ediz., 1973, p. 130.

(52) Che la crisi sia considerata evento di trascurabile rilievo in sede storica da parte del Romeo è confermato dal fatto che egli ne fa menzione soltanto in una nota (p. 130). « È ricordata dal Balsamo », egli dice. Il richiamo al Balsamo fa riferimento alle *Memorie inedite*, op. cit., vol. I, p. 145.

(53) I centri cui si riferisce il Romeo sono: Biancavilla, Cefalù, Girgenti, Maletto, San Mauro, Sutura, Termini, Troina, Trapani, Vallerlunga, Castelvetro, Biscari, Barrafranca, Butera, Chiaromonte, Naro, Lentini, Favara, Mazzafrano, Niscemi, Piazza, Pietraperzia, Ragusa, Riesi, Vittoria, Marsala, Paceo, San Lorenzo, Citta, Monte San Giuliano, Catania, Mascali, Riposto, Giarre, Terranova, Caltagirone. È

Si trattò di moti antigiacobini, osserva il Romeo mutuando la diagnosi dallo Scandone (54), contenenti però qualcosa di « sostanzialmente giacobino » (55). Essi « scoppiarono » qualche anno dopo lo sfortunato tentativo di Francesco Paolo di Blasi, in Palermo, al quale avrebbe fatto seguito, con altrettanto tragica conclusione — poco dopo lo scader del secolo — la congiura dell'artigiano catanese Antonio Piraino che « si proponeva di spogliare le famiglie abbienti per costituire una cassa rivoluzionaria » (56).

Se, ed in qual misura, ci fosse qualche legame tra la segnalata crisi economica e quei moti o tentativi di rivolta, nel « Risorgimento » non è detto. Tutto quel che si dice, da parte del Romeo, è che essa contribuì ad « inasprire » i tumulti poiché « i milizioti intendevano di non dover pagare né tasse, né donativi, né altro peso » (57).

Della crisi agraria e di sussistenza — che il Balsamo racchiude negli anni che vanno dal 1799 al 1806, non si fa apprezzabile cenno né nella « Storia della Sicilia medioevale e moderna » (58) del Mack Smith, né nella voluminosa « Storia d'Italia », opera di autori vari (59), benché in essa il Settecento ed i primi sessant'anni dell'Ottocento siano ampiamente trattati sotto diversi punti di vista. Lacuna tanto più grave se si tien conto che in Sicilia la crisi economica non

sufficiente osservarli su una carta dell'Isola per rendersi conto che i focali di rivolta si erano accesi da un capo all'altro della Sicilia.

(54) F. SCANDONE, *Il Giacobinismo in Sicilia (1792-1802)*, in *Archivio storico siciliano*, XLIV, 1922, p. 324.

(55) Cfr. in R. ROMEO, *Il Risorgimento... op. cit.*, pp. 129-131. Il concetto è meglio chiarito dal contesto: « ...la lotta antigiacobina acquista il carattere di una lotta contro il ricco, che assai spesso si volge volentieri, oltre che contro la borghesia, anche contro la nobiltà. Vi fu anzi un momento, nei primi mesi del 1799, in cui il moto popolare parve assumere l'aspetto di una vera insurrezione... Quali che fossero i propositi e gli spiriti dei tumultuanti, lo sguardo acuto dell'autorità di polizia scorgeva in quei moti antigiacobini qualcosa di sostanzialmente « giacobino » che faceva temere la possibilità di imprevisti e pericolosi sviluppi ».

(56) Il Romeo riprende la citazione dallo Scandone (*Il Giacobinismo... op. cit.*, p. 357). Sulla natura delle rivolte contadine si esprime anche il Pontieri (*Il tramonto... op. cit.*, p. 107): « ...non potevano non preoccupare gli scoppi d'impulsi brutali di queste masse, scoppi, in verità, non frequenti, ma neanche insoliti, specialmente in tempi di penuria o per il caro viveri ».

(57) In R. ROMEO, *Il Risorgimento... op. cit.*, p. 130.

(58) D. MACK SMITH, *Storia della Sicilia medioevale e moderna*, Bari, 1970.

(59) AA.VV., *Storia d'Italia*, Torino, 1972 e segg.; in particolare vedasi, vol. III, *Dal primo Settecento all'unità ai capitoli*: S. J. WOOLF, *La storia politica e sociale* e A. CARACCILO, *La storia economica*.

fu soltanto di quegli anni: essi rappresentavano il momento più acuto di un periodo di depressione di lunga durata (60) accompagnato ad una imprevedibile ed imprevista crescita demografica.

Anche se non permette di misurare la portata dell'intero fenomeno, la documentazione che si può evincere dalla copiosissima messe di dati raccolti nel « Giornale di viaggio » di Paolo Balsamo può costituire la premessa per una rimeditazione intorno alle motivazioni, riconducibili di parecchi anni addietro nel tempo, che poterono essere alle origini dei moti dianzi ricordati, ipotizzabili come autentici tentativi di rivolta popolare — significativa pagina nella storia delle classi subalterne — contro il prevaricare sistematico di un potentato incapace di provvedere ai bisogni crescenti della popolazione. Il viaggio compiuto da Paolo Balsamo nel 1808, da Palermo fino a Catania, passando per la contea di Modica, ha molto più l'aspetto dell'attenta ricerca di qualche cenno di ripresa economica, dopo una spaventosa bufera, che di una esplorazione di « ordinaria amministrazione ».

Esso avviene in un momento in cui la Sicilia sembra voler trovare i rimedi ad un duro periodo di penuria e di carestia che, particolarmente drammatico nei primi anni del nuovo secolo, data ormai da parecchio. Il riferimento alle « gravi mortalità prodotte dall'estrema sterilità dei raccolti » negli anni che vanno tra il 1799 e il 1806 (61) ricorre ripetutamente nel « Giornale » e non è casuale il fatto che il Balsamo diriga i suoi passi proprio verso la parte della Sicilia che, forse perché più crudelmente colpita dalla carestia, sembra voler essere quella più tenacemente decisa a riprendersi (62). Suo

(60) Alcuni autori fanno addirittura pensare ad un periodo di « prosperità ». Vedasi, per es., F. MAGGIORE PERNI, *La popolazione di Sicilia e di Palermo nel secolo XIX*, Palermo, 1897 e G. DE FRANCISCI GERBINO, *La produzione, il consumo e l'esportazione del grano in Sicilia nel secolo XVIII*, in *Annali della Facoltà di Economia e Commercio dell'Università di Palermo*, 1947, I, n. 1.

(61) P. BALSAMO, *Giornale... op. cit.*, p. 106.

(62) Il censimento del 1806, che pure conosciamo per lacunoso, dà per la Valle Mazzara, rispetto al 1805, un eccesso delle nascite sulle morti di 2710; in Val Noto invece le morti avrebbero superate le nascite di 2192 e di 200 in Val Demone. (Cfr.: L. A. PAGANO, *La popolazione del Regno di Sicilia nell'anno 1806, secondo un censimento inedito*, in *Rivista Italiana di Economia e Statistica*, Roma, 1952, Vol. VI, n. 1-2). Nello stesso 1806 però, rispetto al 1798, la Sicilia occidentale vedeva la sua popolazione passare rispetto al resto dell'Isola e senza considerare le tre maggiori città (Palermo, Catania e Messina), dal 35% al 31,8%.

compagno di viaggio è il « Cavaliere Gerosolimitano Signor Donato Tommasi, Consigliere, Conservatore generale d'Azienda, e Regio Amministratore soprintendente della Contea di Modica ».

Il far rientrare il venticinquennio che va dal 1783 al 1808 in un periodo di *relativa prosperità*, come qualcuno ha adombrato, mi pare assolutamente fuori di luogo, ma anche il considerare la seconda metà del XVIII secolo in Sicilia come un periodo di *stagnazione* è quasi altrettanto ottimistico.

In una società di tipo preindustriale, a popolazione rapidamente crescente, a superficie coltivata pressoché costante, dove l'innovazione agronomica è guardata con sospetto, non è possibile supporre che vi siano stati incrementi di produttività maggiori o, al peggio, eguali al tasso della crescita demografica. Al contrario, in una società in cui il grano era la base dell'alimentazione di massa e voce prevalente del commercio estero, scarti ancorché piccoli della produzione al di sotto di medie in tempi precedenti considerate buone, erano sufficienti per trasformare una *buona annata* in appena bastevole ed una *annata scarsa* in disastrosa. La produzione granaria poteva soddisfare le necessità alimentari e commerciali solo a patto che i raccolti fossero superiori a quelli di una buona annata media: in tutti gli altri casi si doveva parlare di *cattive annate* (63).

Il fatto che gli studiosi di cose economiche del tempo non sempre se ne rendessero ben conto, impediva loro anche di accorgersi che la Sicilia, con la seconda metà del XVIII secolo, era entrata in una fase di recessione cui avrebbe fatto seguito un autentico periodo di depressione, dal quale per parecchi decenni non si sarebbe potuta risollevare. Ciò non deve suscitare meraviglia: simili disavventure capitano anche agli economisti dei nostri giorni.

È anche per questa ragione che un tentativo di stimare la produzione granaria siciliana della seconda metà del XVIII secolo non può fare un conto tassativo sulle testimonianze coeve ed invita perciò a servirsi di strumenti ausiliari per l'indagine storica.

« Quando ci si trova d'innanzi ad un problema che non era presente all'attenzione dei contemporanei, o che non poteva essere da loro valutato, è inutile cercare di individuarlo, *expressis verbis*, nelle fonti. È la statistica storica che consente spesso, anche se non

(63) Cfr. W. KULA, *Teoria... op. cit.*, passim.

sempre, di appurare ciò che i contemporanei non potevano conoscere » (64).

Ecco perché, nelle pagine che seguono, riaffronto la *questione agraria* siciliana tra il 1750 e il 1800 applicando, più largamente di quanto di solito avviene, il metodo statistico quale ausiliario della interpretazione storica (65).

Né potevo fare a meno dello strumento statistico per tentare una valutazione del possibile effetto della crisi economica sulla *vicenda demografica* nel primo decennio del XIX secolo; in questo caso anche attingendo a quella fonte, di solito trascurata dagli storici (66), che è il censimento siciliano del 1806, rivisitandone criticamente i risultati alla luce degli elementi forniti, nel suo « Giornale », dell'abate Paolo Balsamo.

Il risultato: in epoca pre-industriale, crisi agricola e declino demografico stanno fra loro in rapporto necessario. Quanto meno, a ciò ci ammonisce la Sicilia fra il XVIII e il XIX secolo.

Per qualche aspetto questa indagine conferma diagnosi già formulate; per qualche altro essa viene a smentire interpretazioni a volte affrettate o mal fondate. L'una e l'altra cosa mi sembrano di un certo conto e perciò, forse, il tentativo non è inutile (67).

(64) W. KULA, *Problemi e metodi di Storia Economica*, Milano, 1972, Prima ediz. polacca, Varsavia, 1963.

(65) Scrive W. KULA, *Problemi... op. cit.*: « La statistica è anche un metodo ausiliario della storia. Il tradizionale apparato delle scienze ausiliarie della Storia (paleografia, araldica, ecc.) non è sufficiente a soddisfare le esigenze della scienza moderna. È necessario che la statistica storica venga a far parte di questo apparato di discipline ausiliarie: innanzitutto perché le indagini macroanalitiche vanno assumendo sempre maggior rilievo anche nel campo della ricerca storica ».

(66) I risultati del censimento del 1806 non vengono presi in considerazione né dal Beloch (*La popolazione... op. cit.*) — la cui indagine demografica si arresta alla fine del XVIII secolo — né da F. Maggiore Perni (*La popolazione, op. cit.*) — che li considerò inattendibili — né da M. AYMARD, *Sicilia: sviluppo demografico e sue differenziazioni geografiche, 1500-1800*, in « Quaderni Storici », n. 17, maggio-agosto 1971, pp. 417-446, saggio ripubblicato in *Demografia Storica* a cura di E. SORI, Bologna, 1975, pp. 195-226.

(67) Non posso nascondermi che il ricorso ad elaborazioni statistiche, in presenza di una documentazione scarna, spesso inattendibile, a volte errata o falsata, può avermi esposto a qualche rischio. Tuttavia mi sembrava sbagliato rinunciare al tentativo. W. KULA, in *Problemi e metodi... op. cit.*, ricorda che « nelle ricerche di statistica storica si deve far ricorso a tutti i metodi che la tecnica statistica contemporanea mette a disposizione. Sbagliano coloro i quali sostengono che la limitatezza e le lacune della documentazione storica consentono di utilizzare soltanto le tecniche statistiche più elementari; a volte, al contrario, solo il ricorso a metodi più raffinati permetterà di elaborare conclusioni valide ». Senza pretese « di raffinatez-

GRANICOLTURA: PRODUZIONE E RENDIMENTI

Un saggio del De Francis Gerbino su « La produzione, il consumo e l'esportazione del grano in Sicilia nel XVIII secolo » (1) segue, a circa un anno di distanza, il lavoro su « La questione del commercio dei grani in Sicilia nel Settecento » di Antonio Petino (2). Il tema dei grani di Sicilia viene successivamente riaffrontato, sempre dal Petino, in « Il rilevamento della Sicilia, area depressa, nel pensiero di Paolo Balsamo » (3).

Ambedue gli autori fanno riferimento soprattutto ai dati raccolti nei « Diari » del marchese di Villabianca (4), ma le conclusioni alle quali ciascuno perviene non sono concordi. Il Petino, pur accogliendo le serie attribuite al Villabianca e respingendo esplicitamente le stime (che ritiene troppo ottimistiche) dell'abate Domenico Sestini (5), largamente difformi da quelle del nobile palermitano, considera però le conclusioni del De Francisci intorno all'andamento della produzione del quarantennio 1759-1800 « diametralmente opposte » alle proprie (6).

Al De Francisci, cui pareva di riconoscere nelle cifre del Villabianca « un incremento della produzione granaria che avrebbe consentito di provvedere ai bisogni della popolazione in via di accrescimento, lasciando margine anche per l'esportazione » (7), Petino oppone, argomentando sugli stessi dati, « una netta tendenza al ristagno della produzione » (8). Interpretando il pensiero del Balsamo

za » ho cercato di mantenermi fedele al suggerimento del Kula. Per l'elaborazione statistica mi sono tenuto a A. MONDANI, *Statistica economica*, Milano 1969, e A. MONDIANI, *Statistica metodologica*, Milano, 1972. All'amico prof. Aristide Mondani devo anche essere grato per tutti quei suggerimenti e consigli di cui mi è stato sempre prodigo.

(1) G. DE FRANCIS GERBINO, *La produzione*, op. cit.

(2) A. PETINO, *La questione del commercio dei grani in Sicilia nel Settecento*, in *Studi e ricerche di storia economica*, Catania, 1946.

(3) A. PETINO, *Meridionalisti...* op. cit.

(4) F. M. EMANUELE e GAETANI, Marchese di VILLABIANCA, *Diari della Città di Palermo*, 1743-1802.

(5) Cfr., ne *La questione...* op. cit., p. 94.

(6) Cfr. ne *Il rilevamento...* op. cit., p. 1231.

(7) G. DE FRANCIS GERBINO, *La produzione...* op. cit., p. 1.

(8) A. PETINO, *Il rilevamento...* op. cit., p. 1231. Alla p. 1230 appare un grafico costruito dal Petino sulla tabella del De Francisci, con la produzione anno per anno e l'indicazione del trend.

egli afferma, molto più accortamente del De Francisci Gerbino, che l'agricoltura siciliana era in fase di *recessione* « da attribuirsi principalmente alla scarsità di capitali, causa, a sua volta, di bassa produttività e di basso tenore di vita » (9).

A maggior suffragio della propria diagnosi il Petino fa riferimento anche al « rinvilio del valore dei beni patrimoniali rustici » nonché « alla forte tendenza all'aumento dei prezzi del grano », presi appunto come « effetti di produttività decrescente ». Già nel suo precedente lavoro (10) aveva tratte analoghe conclusioni: che cioè la Sicilia « poteva a stento riuscire a coprire il fabbisogno interno » e che non « fosse allora in grado di esportare notevoli quantità di grano ».

Un fatto appare certo: tanto il Petino che il De Francisci hanno fatto capo pressoché esclusivamente ai dati contenuti nei « diari » del marchese di Villabianca, accettandoli così come erano, senza eccessivamente preoccuparsi della loro attendibilità, né di attingere ad altre fonti.

Lucio Gambi, per esempio, accoglie più favorevolmente le stime del toscano Domenico Sestini (11) ed avanza l'ipotesi, sia pure *en passant* e confidando più sull'intuizione che sul calcolo, che la produzione granaria siciliana, all'epoca, poteva aggirarsi, un anno per l'altro, intorno ai 5 milioni e 700 mila quintali, contro i 7.250.000 indicati dal Sestini ed i 4.400.000 rilevati dal Villabianca e condivisi — sia pure con la riserva della larga approssimazione — tanto dal De Francisci che dal Petino (12). Orazio Cancila, nel suo saggio « I dazi sulla esportazione dei cereali ed il commercio dei grani nel

(9) *Ibidem*, p. 1229; il concetto di « bassa produttività » è ricorrente. Cfr. alle pp. 1233-1234.

(10) A. PETINO, *La questione... op. cit.*, pp. 96-97. A p. 96 appare anche la tabella (fonte sempre il Villabianca) costruita per il decennio 1773-1782 che O. CANCELILA (*I dazi sull'esportazione dei cereali e il commercio dei grani nel Regno di Sicilia*, in *Nuovi Quaderni del Meridione*, 1969 ottobre-dicembre, n. 28) non omette di sottoporre a critica.

(11) L. GAMBI, *L'agricoltura e l'industria della Sicilia intorno al 1755 negli scritti del toscano Domenico Sestini*, in *Studi geografici pubblicati in onore del Prof. Renato Biasutti*, Firenze, 1958 pp. 101-126, supplemento al Vol. LXV della *Rivista Geografica Italiana*.

(12) Scrive il De Francisci (*La produzione... op. cit.*, p. 3): « Dal 1759 si hanno dati quantitativi sulla produzione del grano, che si desumono dai Diari del Villabianca; dati che hanno, tuttavia, un valore approssimativo ». Il Petino (*Il rilevamento... op. cit.*, p. 1230) affermava: « Per quanto largamente approssimativi, i dati riportati dal De Francisci Gerbino ci hanno consentito tuttavia, di elaborare gli indici di produzione ».

Regno di Sicilia » (13) mette in dubbio, anche piuttosto duramente, sia le considerazioni e le conclusioni del De Francisci che quelle del Petino (14), osservando come « i dati del marchese di Villabianca sono molto approssimativi e possono indurre anche in errore » (15) e ponendone in risalto, con varia argomentazione, la « fragilità »; secondo il Cancila essi addirittura « si rivelarono quasi del tutto privi di attendibilità » (16).

« A mio parere — scrive il Cancila (17) — non ha senso il costruire una tabella in cui il consumo è sempre di 1.500.000 salme l'anno; la produzione non è attendibile perché basata su un seminato sempre costante di 300.00 salme l'anno e su una resa che è quella del palermitano; i dati sull'esportazione, infine, sono inventati ».

Riporta il Trasselli dall'Arnolfini (18): « Il solito calcolo che sogliono fare per lo arativo secondo il marchese di Villabianca è il seguente: salme 600.000 si conta in Sicilia tutto l'arativo; 200.000 riposano e se ne trae pascolo; 200.000 si rompono per l'anno avvenire e in parte si seminano; 200.000 si seminano in ottobre. La semente la valutano 300.000 salme ». Sempre l'Arnolfini riferisce nel suo « Giornale » alla data 10 luglio 1768 (19) « dal signor marchese di Villabianca si seppe che l'arativo a grano si valuta in Sicilia salme 600 mila, che in terzeria danno salme all'anno 200.000. Ci danno salme di grano 1 e 1/2 per salma di terreno. Onde la semente si valuta 300.000 salme ».

Su questi valori dati per *costanti* e su altri spigolati dai « Diari » del Villabianca — il quale oltretutto sembra pontificasse a dritta

(13) O. CANCELILA, *I dazi... op. cit.*

(14) *Ibidem*. A p. 32 si legge: « Malgrado le promesse del titolo, nulla ci offre il saggio di De Francisci Gerbino, tranne qualche dato molto frammentario sulla produzione della prima metà del secolo ed una tabella desunta dal Diario di Villabianca i cui dati spesso sono stati alterati ». E più avanti, a p. 33: « Eppure con dati così poco attendibili il Petino ha costruito una tabella della produzione, consumo ed esportazione di grani in Sicilia nel decennio 1773-1782 ».

(15) *Ibidem*, p. 32.

(16) *Ibidem*, p. 33.

(17) *Ibidem*, p. 33, n. 145.

(18) G. A. ARNOLFINI, *Giornale di viaggio e quesiti sull'economia Siciliana (1768)* a cura di C. TRASSELLI, Caltanissetta-Roma, 1962. La citazione è a p. XV dell'introduzione. Il Trasselli riprende criticamente alcune considerazioni contenute ne *Il Risorgimento...* op. cit. di R. Romeo in materia di economia (v. nell'introduzione p. III, n. 1, sulla popolazione ed i prezzi; p. XXII, n. 15 a proposito di commercio estero, disponibilità di capitali ed altro).

(19) *Ibidem*, p. 22.

*Tabella dei rendimenti e produzione granaria (Sicilia; 1759-1800) ricostruiti dai
«Diari» del marchese di Villabianca*

Numero d'ordine	Anno	Rendimento per unità di seme	Produzione complessiva (migliaia di salme)	Rendimento per unità di superficie (salme) medie quinquennali
	A	B	C	D
1	1759	5-6	1700	
2	1760	5	1600	
3	1761	6	1900	7,7
4	1762	4 3/4	1350	
5	1763	3	1150	
6	1764	10	3200	
7	1765	6	1900	
8	1766	4	1300	9,4
9	1767	4 1/2	1450	
10	1768	5	1600	
11	1769	5 1/2	1750	
12	1770	5 1/2	1750	
13	1771	4 scarso	1250	7,9
14	1772	4 1/2 scarso	1500	
15	1773	5 1/2	1700	
16	1774	5 1/2	1700	
17	1775	6 grosso	1950	
18	1776	6	1900	8,4
19	1777	5 grosso	1600	
20	1778	4 scarso	1300	
21	1779	6 1/2	2050	
22	1780	5	1600	
23	1781	6 1/2	2050	9,3
24	1782	5 1/2	1750	
25	1783	6 scarso	1850	
26	1784	4 scarso	1300	
27	1785	5 grosso	2700	
28	1786	5 scarso	1500	8,8
29	1787	5	1560	
30	1788	5 1/2	1760	
31	1789	7 1/2	2330	
32	1790	4	1260	
33	1791	4 +	1400	8,4
34	1792	4	1260	
35	1793	6 +	2160	
36	1794	5 +	1900	
37	1795	7	2420	
38	1796	4	1300	9,0
39	1797	4	1260	
40	1798	7	2160	
41	1799	5 1/4	1670	
42	1800	4 1/2	1450	

ed a manca intorno alla superficie, alla produzione ed ai rendimenti, spesso *pro domo propria* — il De Francisci Gerbino ha comunque costruito una tabella dei *rendimenti* per unità di seme e della *produzione* annua di grano tra il 1759 ed il 1800.

Un attento esame critico dei dati, costruiti per giunta sopra discutibili costanti ed inquinati da manipolazioni, ne rivela pecche, incongruenze ed errori (20).

(20) Anche a rischio d'apparir pedante mi pare necessario sottoporre a critica la tabella con i dati *del o dal Villabianca*. D'altronde valeva forse la pena di farlo se uno studioso attento qual è il Romeo si è lasciato da essi attrarre a tal punto da servirsene per costruirci sopra proprie considerazioni d'economia (*Il risorgimento... op. cit.*, pp. 22-23). Prima di tutto occorre dire che le rese per unità di superficie, calcolate dal De Francisci alla COL.D della tabella, sono completamente errate. Egli infatti calcola tali rese, per medie quinquennali, dividendo la produzione complessiva per la superficie seminata che è presupposta costante (200 mila salme di terra). Il procedimento è errato poiché, se la

$$\text{resa per unità di superficie} = \frac{\text{produzione}}{\text{superficie complessiva}}$$

dato che logicamente deve anche essere: *resa per unità di superficie* = *resa per semente* × *quantità di seme per unità di superficie*, si trasforma arbitrariamente in variabile un dato (la quantità di seme per unità di superficie) che nel sistema è assunto a propria volta come costante. Ma non solo: a) per 41 volte su 42 la risultante è > 1,5 (il valore della costante) e non trova alcun riscontro nelle testimonianze dell'epoca che danno una semente unitaria sempre ≤ 1,5; b) la resa annuale media per unità di superficie, secondo questo procedere, risulta, nel periodo, essere di 8,6 salme di grano per salma di terra, dato contraddetto da tutte le testimonianze, Villabianca compreso, che prevalentemente la stimano di 8 salme; c) una variabilità, anno per anno, della semente per unità di superficie presuppone un mutamento annuale delle pratiche agrarie il che, da un punto di vista logico, è una assurdità. Più ragionevolmente la discordanza evidenziata dalla tabella del Villabianca tra *produzione* e *resa per semente* × *quantità di semente* è da attribuirsi proprio ad una variabilità, entro un certo limite, di quest'ultima, dipendente dal variare, di anno in anno, della superficie seminata a grano che invece il De Francisci mantiene a tutti i costi per immutabile. Quando il Villabianca fa riferimento a 200 mila salme di terra seminate ogni anno parla di arativo nudo escludendo proprio quelle superfici occasionalmente seminate a grano (miste, limiti, zapponari) che danno i surplus di produzione rispetto alla semplice relazione: *produzione* = *resa per semente* × *semente complessiva*. Tale surplus non è attribuibile alle 200.000 salme di terra e la produzione complessiva è da considerarsi scomponibile in: *Produzione* = *resa per semente* × 300.000 + *resa per semente* × *w*, dove 300.000 è la semente utilizzata su 200.000 salme di nudo arativo e *w* è la semente utilizzata per le produzioni marginali. Anche questa è una semplice ipotesi che però trova conferma in tutte le testimonianze che vogliono una superficie a grano complessiva maggiore di 200.000 salme ed una semente maggiore di 300.000 salme; oltretutto se si calcola, cosa che a me sembra più corretta, la resa per unità di nudo arativo sulla base della relazione: *resa per unità di superficie* = *resa per semente* × *semente per unità di superficie*, i dati del Villabianca denunciano una risultante che nell'intero periodo è di 7,95 salme di

grano per salma di terra, valore che corrisponde quasi esattamente alla stima dell' 8×1 , cara al Villabianca stesso. Nella COL.B della tabella sono indicate le rese medie per semente realizzate di anno in anno. Poiché «la quantità di semente — scrive il De Francisci — è sempre calcolata, in questo periodo dal Villabianca, in 300.000 salme» di grano, sarebbe sufficiente moltiplicare per 300 mila i valori della COL.B onde ottenere l'ammontare annuo della produzione. Se i valori della COL.C non corrispondono esattamente alla risultante della relazione indicata qui sopra è perché il Villabianca, alla produzione così calcolata, «aggiunge a calcolo — scrive sempre il De Francisci — una ulteriore produzione di grano conseguita nei terreni destinati a colture specializzate (vigneti, oliveti, ecc.) o nei cosiddetti *limiti*, cioè la produzione conseguita da quelli che il Villabianca chiama *zapponari* e così ottiene il raccolto granario complessivo». Rispettando il procedimento possiamo allora scomporre i valori della COL.C in Ca, *produzione dei terreni a colture specializzate e dei limiti* e Cb, *produzione dei terreni a colture specializzate e dei limiti*. Nella generalità dei casi, considerando fra le quarantadue annate quelle nelle quali la resa per semente è valutata con una cifra priva di apposizioni particolari (*grosso*, *scarso*, +) il prodotto Cb varia per lo più tra le 50 e le 150 mila salme, valore accettabile nonostante qualche scarto superiore. Le apposizioni «*scarso*, *grosso*» della COL.B sembrano indicare un carattere d'annata più o meno felice, senza che però ciò comporti differenze quantitative apprezzabili nella produzione. Le indicazioni + lasciano invece alquanto perplessi intorno alla valutazione del segno. Infatti, trascurando il segno, otterremmo dei valori Cb eccessivi e scarsamente giustificabili (200.000 salme nel '91 e addirittura 360.000 e 400.000 nel '93 e nel '94). È per queste ragioni che più avanti, nel calcolare, assegnerò alle apposizioni *scarso*, *grosso*, +, il valore di un quarto di punto; così facendo le produzioni Cb rientrano nella normalità con la sola eccezione di tre annate (il '72, il '93 il '94) nelle quali continuano a rimanere eccessive. In più casi però, dove non occorre interpretare i valori indicati nella COL.B, ci imbattiamo in risultati alquanto dubbi. Solo qualche esempio:

(A)	(B)	(Ca)	(Cb)	(C)	Osservazioni
1762	4,3/4	1.425	-75	1.350	il (Cb) negativo è impossibile
1785	5gr.	1.500	1.200	2.700	il (Cb) è elevato oltremisura
1789	7,1/2			2.330	a seminato costante, ad una resa migliore
1795	7			2.420	corrisponde un raccolto peggiore

Infine, fonte originaria sempre il Villabianca, per due annate abbiamo valori diversi:

(A)	(B)	(C)	Fonte di riferimento
1733	5,5	1.700	De Francisci Gerbino
	4,5	1.450	Petino
1755	6 gr.	1.950	De Francisci Gerbino
	5,5	1.650	Petino

Nel correggere queste differenze soccorre il Cancilia (*I dazi... op. cit.*, p. 33, n. 145) quando osserva: «Il Petino ha considerato come prodotto nel 1773, 74, 75 il raccolto del 1772, 73, 74 perché il Villabianca considerava il raccolto di un determinato anno come valido per l'anno successivo». Tutto ciò contribuisce a suffragare l'opinione che se ai valori della COL.B ci si deve accostare con estrema prudenza, quelli della COL.C, variabile dipendente da B, hanno bisogno di una verifica anche più attenta che attinga ad altre fonti. (In particolare rendimenti e/o produzioni indicati per il 1785 appaiono senz'altro errati).

Di qui la necessità di rimeditare l'andamento della produzione granaria siciliana nella seconda metà del Settecento, attingendo, fino dove possibile, ad altre fonti (21), in primo luogo al Balsamo che per qualche aspetto non condivideva appieno le stime del Villabianca. Un ricalcolo delle stime attribuite al Villabianca offre infatti, un quadro in parte modificato, con un impiego di semente ed una superficie seminata in qualche misura superiori rispetto a quelli prospettati come costanti (22). Perciò non mi pare inutile fatica raccogliere alcune considerazioni in materia di produzione granaria.

Quando il Balsamo scrive le « Memorie economiche ed agrarie » (23), la produzione granaria siciliana è già da diversi anni in fase di calo; egli è altresì sotto l'influenza degli effetti negativi prodotti da una serie di annate, a dir poco, infelici, come ricorderà qualche anno dopo nel « Giornale », facendo esplicito riferimento al 1801 e '02 così come, appunto nelle « Memorie », egli aveva menzionato i « fatti recentissimi del 1783, del 1793, del 1799 e del 1800, nei quali fu detto che nel precedente settembre tutte le Comunità si erano a sufficienza provvedute di grano e poi fu trovato in

(21) W. KULA (*Problemi e metodi... op. cit.*) ammonisce: « Un vecchio e saggio principio afferma che è molto meglio per lo storico possedere fonti scarse ma di diverso tipo e provenienza, che fonti abbondanti ma di tipo *uniforme*; ciò vale anche per quanto attiene alla ricerca eseguita con metodo statistico ».

(22) Sulla base delle relazioni, $\text{semente} = \text{produzione} : \text{resa per unità di seme e superficie seminata} = \text{semente} : \text{seme per unità di superficie}$, è possibile ricalcolare la superficie media messa a grano e la quantità totale di semente utilizzata. Dal rapporto tra produzione complessiva e superficie complessiva così ottenute si ricava la resa per unità di superficie. Mediamente, rispetto al periodo, i valori sono quelli indicati nella tabella seguente:

Andamento della granicoltura siciliana (1759 - 1800)

Resa per semente:	5,3
Semente annua:	320.000 salme
Produzione annua:	1.700.000 salme
Semente per salma di terra:	24 tomoli
Superficie seminata:	213.000 salme di terra
Resa per salma di terra:	7,95 salme di grano

Senza dubbio, nel ricalcolo, vi è una certa dose di arbitrarietà ma, quanto meno, sulla base di questa nuova tabella « i conti tornano » ed i nuovi dati non sono così lontani dalle testimonianze sia del Balsamo che di altri autori coevi, Villabianca compreso.

(23) P. BALSAMO, *Memorie economiche e agrarie riguardanti il Regno di Sicilia*, Palermo, 1803.

marzo, aprile e maggio che quasi tutte ne mancavano » (24). Più avanti, sempre nelle « Memorie », egli riferisce essere « cominciate le scarse raccolte dei grani propriamente dal 1799 » e che « la sterilità nel prodotto è stata comune negli ultimi quattro anni non che al frumento, ma all'orzo, all'avena, ai legumi, ed altri non pochi vegetabili di differente maniera... non solo in Sicilia, ma anche nella maggior parte dei paesi di Europa » (25).

A) *Sulla produzione annua di grano*

Senza dubbio il Balsamo non può lasciarsi trascinare, nel valutare l'annua produzione di grano, né da euforie del momento, né da mal riposti ottimismo; eppure la stima che egli fa di essa è più elevata di quella del Villabianca; sempre nelle « Memorie » egli sostiene « l'annuo medio prodotto dei Grani di Sicilia giungere presso a due milioni di salme » (26). Il contesto conferma tale valutazione.

Circa quarant'anni prima, nel '68, Arnolfini aveva raccolto notizie anche più ottimistiche; nel suo « Giornale », alla data del primo luglio è annotato: « La raccolta del grano dicono essere tra 7 e 8 semente; e la dicono abbondante. Se la semente è stata 300.000 salme la raccolta sarà salme 2.400 mila » (27).

Quelle notizie, caso singolare, era stato proprio il marchese di Villabianca a fornirgliel. C'era stato, è vero, pochi anni prima, il prodigioso raccolto del '64 preceduto però da quello disastroso del '63 che aveva visto alcuni mesi di paurosa carestia all'inizio dell'anno nuovo. Se il Villabianca avesse fatto riferimento ai suoi « Diari » avrebbe dovuto dire all'Arnolfini che negli ultimi dieci anni, mediamente, si erano raccolte non più di 1.715.000 salme di frumento l'anno!

Nel « Giornale » dell'Arnolfini invece, alla data del 10 luglio, è annotato come egli si sia incontrato con il marchese di Villabianca e come ne abbia ricevuto, tra l'altro, questa informazione: « La semente si valuta 300.000 salme che a otto semente danno salme 2.400.000, prodotto ragguagliato sopra la popolazione » (28).

(24) *Ibidem*, p. 52.

(25) *Ibidem*, pp. 124-125.

(26) *Ibidem*, p. 104.

(27) G. A. G. ARNOLFINI, *Giornale di viaggio... op. cit.*, p. 12.

(28) *Ibidem*, p. 22.

B) *Sulla quantità di semente necessaria*

Il Balsamo è d'avviso che « in questo Regno si semina forse ogni anno non meno di trecentomila salme di frumenti » (29); l'economista siciliano è studioso troppo attento perché si possa dubitare che con questa affermazione egli non voglia indicare che un *minimum* al di sotto del quale, tranne forse che per contingenze eccezionali, non è possibile andare. In tempo di più grave penuria poteva forse accadere che parte del grano destinato alle semine venisse consumato dagli agricoltori e contadini più poveri per l'alimentazione, ma tutto ciò non in proporzioni così rilevanti da alterare il valore medio della quantità di grano destinata alle semine. Se perciò volessimo attribuire al *minimum* indicato dal Balsamo un campo di variabilità, esso potrebbe verosimilmente aggirarsi intorno ad un 10-15% in più rispetto alla stima del Villabianca. Una conferma ci viene dal « Giornale » dell'Arnolfini: « tra 300 e 350.000 salme di grano dicono essere la semente della Sicilia » (30).

C) *Sulla resa per salma di terreno*

Una valutazione media del rendimento dei suoli seminati a frumento su tutto il territorio siciliano, per le ragioni che è inutile rielencare, è piuttosto difficile. Il Balsamo affronta l'argomento nelle « Memorie » e lo riprende nel « Giornale ».

Argomentando intorno alla opportunità di maggesare egli supponeva che una « salma di terreno rendesse l'anno appresso 10 salme di frumento » (31), ma richiamava però subito dopo il lettore al fatto che il frumento produce di meno dopo infruttifere maggesi » (32).

Purtroppo non bisogna nascondersi che le rotazioni agrarie che si praticano in Sicilia non sono quasi mai delle più felici (33) e quindi l'affermazione del Balsamo, senza tuttavia perder di valore, suona più speranza ed esortazione che certezza di un fatto.

Il presente oltretutto non nasconde al Balsamo una meno prospera realtà. Ad Avola, egli dice, di frumenti « se ne semina poco,

(29) P. BALSAMO, *Memorie... op. cit.*, p. 90.

(30) G. A. ARNOLFINI, *Giornale di viaggio... op. cit.*, p. 11.

(31) P. BALSAMO, *Memorie... op. cit.*, p. 90.

(32) *Ibidem*, p. 104.

(33) In tema di rotazioni agrarie cfr.: P. BALSAMO, *Giornale... op. cit.*, pp. 126-127.

ed il loro raccolto è ordinariamente 5 o 6 salme generali per salma di Palermo » (34). Nel « Giornale », il Balsamo, transitando per la pianura di Ragusa, annota: « La sorte del frumento che più comunemente vi si semina, si è Gurria, rende dalle 6 alle 10 salme per salma » (35); più avanti si legge, sempre nel « Giornale », che a Caltavuturo « negli anni di una regolare fertilità il frumento sopra maggesi suole dare undici salme in una salma di terra, e sopra erba, o terrozzo, non più di 7 od 8 salme » (36).

Per finire egli lamenta, nelle « Memorie » (37), come « il prodotto medio di grano di Sicilia forse non ammonta a 8 salme \times per salma di terreno » mentre in Inghilterra, su cui il Balsamo si è ampiamente ragguagliato, il prodotto medio arriva addirittura al 16×1 . Non è perciò azzardato affermare che egli calcolasse una resa unitaria vicina alle 8 salme di grano per ogni salma di terra seminata in una normale annata.

D) Sulla resa per semente

Nel « Giornale di viaggio », l'economista siciliano in più di una occasione fa considerazioni e calcoli intorno al rendimento della semente. Transitando per Caltagirone annota: « Quando le stagioni erano quivi più regolari che da sette anni in qua non sono state, se ne solevano seminare, giusta il conghietturale parere del Sig. Antonio Gravina, e di altri, salme generali 5.600 circa e raccogliere presso a 40.000 all'anno » (38). Il che corrisponde a circa il $7,14 \times 1$.

A Siracusa, « di frumento » conghietturano alcuni, se ne semini ogni anno più di 2.550 generali e che se ne raccolga comunemente più di 12000 » con un rapporto, quindi di circa il 5×1 (39). A Ragusa « l'annua seminazione dei frumenti, inclusivi qualche poco d'orzo, e di legumi, si aggira tra 6 e 7000 salme generali e il corrispondente raccolto non è minore di 30.0000 » (40) con un rapporto che è press'a poco del $4\frac{1}{2}/5 \times 1$. È però significativo il fatto che il Balsamo non ci creda: « Quanto a me — dice — mosso da

(34) *Ibidem*, p. 204.

(35) *Ibidem*, p. 126.

(36) *Ibidem*, p. 282-283.

(37) P. BALSAMO, *Memorie...* op. cit., p. 97. Cfr. anche in G. DE FRANCISCI GERBINO, *La produzione...* op. cit., p. 12, n. 21.

(38) P. BALSAMO, *Giornale...* op. cit., p. 73.

(39) *Ibidem*, p. 225.

(40) *Ibidem*, p. 137.

diverse osservazioni e calcoli sono incline a crederlo di più ». Può darsi che qualche agricoltore, o nobile, o possidente, intimidito dai funzionari palermitani in visita, avesse usato « la accortezza » di minimizzare il rendiconto sulle rese.

Non bisogna dimenticare che il Balsamo fa queste considerazioni mentre si trova in località della Sicilia sud-orientale, ove le rese in grano sono più scarse di quelle ottenute in quella parte dell'Isola che sta a cavallo tra la Val Demone e la Val di Noto, fino ad incontrare il fiume Salso, più o meno al confine con la Val Mazzara (41).

Tanto che al suo passaggio per la piana di Catania, ad un certo punto, egli non omette di rammentare come, in più antichi tempi, lì si ottenevano ottimi risultati e rese dell' 8×1 e del 10×1 ed esclama: « Or qual è oggidì quel podere nella pianura di Catania nel quale non se ne facciano a nostri giorni simiglianti ed anche più vantaggiosi raccolti? » (42).

I dati riportati sono tutti quelli rintracciati (43) nel « Giornale »; essi sono oltremodo scarsi, ma già in prima approssimazione se ne può ricavare che il Balsamo era di opinione un po' più ottimistica rispetto a quella del Villabianca.

Lo stesso Villabianca, del resto, a colloquio in più di una occasione con l'Arnolfini, aveva dato modo al visitatore lucchese di annotare rese più lusinghiere: « Dicono che renderà tra 6 e 8 ragguagliatamente la semente (44)... »; « la raccolta del grano dicono essere tra 7 e 8 semente (45) », addirittura 8 da quanto « dal signor marchese

(41) Cfr. anche in L. GAMBI, *L'agricoltura... op. cit.*, p. 117.

(42) P. BALSAMO, *Giornale... op. cit.*, p. 267.

(43) Nel *Giornale* del Balsamo non è sempre chiaro, nel contesto, se l'indicazione *salma* si riferisca a misura di superficie o di capacità. Perciò scusandomi se posso essere incorso in qualche errore avverto che quando il Balsamo parla di *salma*, oppure di *salma generale* ho sempre interpretato l'espressione per misura di capacità, pari a 16 tomoli conformemente alla *salma legale* vigente in tutta l'Isola secondo la legge del 1809 (solo in alcune località si usava la salma di 20 tomoli). Quando invece il Balsamo parla di *salma di Palermo* (oppure di *salma misura di P.*) ho sempre inteso l'espressione per indicazione di superficie ragguagliata a quella in uso a Palermo, perché numerosissime erano le località siciliane aventi misura propria (sempre definita *salma*) con scarti di valore a volte notevolissimi tra l'una e l'altra. A ogni modo si confronti con *Tavole di ragguaglio dei pesi e delle misure già in uso nelle varie province del regno*, Roma, 1877.

(44) G. A. ARNOLFINI, *Giornale di viaggio... op. cit.*, p. 11.

(45) *Ibidem*, p. 12.

Villabianca si seppe » (46). Il Palmeri, che del Balsamo fu il più fattivo allievo e fece tesoro delle documentazioni da lui raccolte, assumerà, per i suoi calcoli sulla resa media per semente, il rapporto del 6×1 (47).

E) *Sulla semente per salma di terreno*

Il Balsamo riteneva, così come il Villabianca, che « la quantità di grano che si semina in una salma di terra è press'a poco una salma e mezza » (48).

Tuttavia, nelle « Memorie economiche » il Balsamo precisa, senz'ombra d'equivoco, quel press'a poco. Egli scrive: « In generale, nei campi bastantemente fertili, o meglio coltivati con le presenti nostre pratiche, da 18 a 20 tomoli si è la giusta quantità di semenza di grano nella buona stagione per una salma di terra, misura di Palermo » (49); e poco più avanti: « In Sicilia si spargono ordinatamente 20 tomoli di grano in una salma di terreno » (50).

Il Palmeri parla addirittura di un rapporto di 1 : 1 (cioè una salma di semente per una salma di terra), ma avverte anche che una siffatta proporzione dà rese piuttosto modeste (51) ed è alquanto disdicevole.

Si introduce perciò, da parte del Balsamo (e del Palmeri), un dato che in una certa misura si scosta da quello utilizzato dal Villabianca e che a quest'ultimo è servito per calcolare in 200.000 salme il seminativo a grano dell'intera Sicilia.

F) *Sulla superficie coltivata a grano*

Non abbiamo, né nelle « Memorie », né nel « Giornale », degli specifici riferimenti alla superficie complessiva coltivata a grano. Dobbiamo perciò far capo, a questo proposito, soltanto a riferimenti indiretti.

Si è detto in precedenza come il Balsamo ritenesse che il raccol-

(46) *Ibidem*, p. 22.

(47) N. PALMERI, *Cause e rimedi delle angustie dell'economia agraria in Sicilia*, a cura di R. GIUFFRIDA, Caltanissetta, 1962. A p. 15 si legge: « ... il prodotto medio in Sicilia è forse meno del sei... ».

(48) Il riferimento al Villabianca è dell'Arnolfini; l'opinione del Balsamo è riferita dal De Francisci Gerbino a p. 11, in nota, de *La produzione... op. cit.*

(49) P. BALSAMO, *Memorie... op. cit.*, p. 141.

(50) *Ibidem*, p. 161.

(51) N. PALMERI, *Cause e rimedi... op. cit.*, passim.

to medio annuo si aggirasse intorno ai 2.000.000 di salme con una resa di circa 8 salme di grano per salma di terra; ciò ci dice come egli pensasse a più o meno 250.000 salme di suolo a grano.

Questo dato ci viene confermato dal Palmeri. Egli considerava la superficie di Sicilia essere di 1.500.000 salme di cui circa la metà coltivabili a grano. Poiché la pratica corrente era quella di coltivare in *terzeria*, la terza parte di 750.000 salme era appunto 250.000 (52). Il Balsamo valutava addirittura la superficie siciliana in 1.600.000 salme e quindi il rapporto sarebbe stato anche maggiore (53).

A verifica basta rammentare che per il Balsamo il fabbisogno per le semine era di circa 300.000 salme di semente che a 18-20 tomoli a salma esigono non meno di 265.000-240.000 salme di terra.

G) Un quadro riassuntivo

Tutte queste informazioni « spigolate » da più fonti, a volte diversamente datate, meritano di essere « ordinate » in un unico quadro insieme a quelle fornite dal Villabianca.

VARIABILE	QUANTITÀ	FONTE
A - resa per semente	5,31	Villabianca
	4,7; 5; 7; 8-10	Balsamo
	6-8; 7-8; 8	Arnolfini
	6;	Palmeri
B - quantità di semente anno	300.000 salme	Villabianca
	300.000 o più	Balsamo
	300/350.000 salme	Arnolfini
C - produzione media annua	1.720.000 salme	Villabianca
	2.000.000	Balsamo
	2.400.000	Arnolfini

(52) *Ibidem*, passim.

(53) A p. 300 del *Giornale* si legge: « Dappoiché supponendola tutta piana si computa da nove a diecimila miglia quadrate geografiche, cioè da 1.371.789 a 1.524.209 salme; ed egli sembra molto verosimile, che le sue tante montagne, colline e valli l'accrescessero per lo meno sino al compimento di 1.600.000 salme di Palermo ». Più avanti il Balsamo aggiunge: « Pare che l'anzidetta ipotesi di 1.600.000 salme si potesse ammettere senza pericolo di grave errore ». Si tenga presente che la superficie della Sicilia è oggi indicata in 25.460 kmq pari a 1.457.975 salme di Palermo, quasi esattamente a metà fra le due stime riferite dal Balsamo.

VARIABILE	QUANTITÀ	FONTE
salma di terra	24 tomoli 18/20; 20 o poco più 24	Villabianca Balsamo Arnolfini
E - seminativo	200.000 salme 240/250/266.000 250.000	Villabianca Balsamo Palmeri
F - resa per salma di terra	salme 7,97 (10; 6-10; 11; 7-8; 5-6) mediamente 8	Villabianca Balsamo

CICLI, TREND DI PRODUZIONE ED ESPORTAZIONE DEI GRANI

Dalle informazioni rintracciate è possibile tentare una valutazione quantitativa intorno alla produzione media annua di grano, nel periodo considerato, da sottoporre ad una verifica alla luce delle altre variabili del sistema?

I valori raccolti non sono affatto collimanti e gli scarti, se a volte sono modesti, altre volte sono piuttosto sensibili. D'altra parte, quel che preme valutare è la produzione media di grano (C) nel quarantennio, che Villabianca ha stimato essere il prodotto tra la resa per semente (A) e la quantità di grano seminata (B) oltre un *quid* altrimenti determinato (Q) corrispondente cioè alla relazione:

$$\frac{\sum_{i=1}^n (C)_i}{n} = \frac{\sum_{i=1}^n [(A)_i \cdot (B)_i + (Q)_i]}{n}$$

Val la pena qui di rammentare il giudizio del Balsamo intorno ad un siffatto modo di calcolare. Nelle « Memorie economiche » egli afferma: « È cosa molto fallace il valutare il raccolto per semenza... il prodotto secondo l'estensione del campo e non già secondo la quantità della semenza si deve calcolare » (1).

Alla determinazione della produzione media secondo i criteri suggeriti dal Balsamo — una volta noti i dati — ci si può arrivare sostituendo, alla formula precedente, quest'altra, in cui la produzione è il prodotto fra superficie seminata (E) e resa per unità di superficie (F):

(1) P. BALSAMO, *Giornale...* op. cit., p. 150.

$$\frac{\sum_{i=1}^n (C)_i}{n} = \frac{\sum_{i=1}^n [(E)_i \cdot (F)_i]}{n}$$

la cui risoluzione, elaborati i dati raccolti, ci dà i seguenti valori arrotondati (2):

Produzione media annua = 1.840.000 salme di grano.

Superficie seminata = 230.000 salme di terra.

Le altre variabili, corrette secondo i nuovi calcoli, non contraddicono le notizie « spigolate » dai diversi autori; il campo di variabilità della *resa per semente* è definito tra il 5,25 ed il 6,13 per uno; quello della *semente per unità di terra* varia tra 19 e 24 tomoli.

Se il valore medio annuo della produzione così riscontrato presenta il grosso difetto di essere costruito a calcolo, su scarne testimonianze dell'epoca e senza probanti supporti di convalida, tuttavia esso ha il pregio — se mi è consentito affermarlo — di svincolarsi, pur tenendone conto, dalle serie proposte dal Villabianca o ricostruite sulla base dei suoi diari « i cui dati sono stati alterati », mentre, d'altro canto, nella sua determinazione, si tien conto della raccomandazione del Balsamo per il quale è « cosa molto fallace il valutare il raccolto per semenza », anziché basarsi sui rendimenti per unità di superficie.

La serie delle rese per semente (3) indicata dal Villabianca — posto che altre ad essa sostituibili non se ne conoscono — può invece servire per indicizzare la produzione nelle singole annate agrarie; i dati descrittivi del Villabianca sono stati resi « quantitativi »,

(2) Il procedimento del calcolo è il seguente. Ho calcolato ed ordinato in ordine crescente tutti i possibili valori della *superficie seminata a grano* tenendo conto delle indicazioni: a) della semente utilizzata per ogni salma di terra (18, 20, 24 tomoli); b) della quantità di semente utilizzata (300, 320, 350 mila salme di grano); c) della superficie totale a grano (200, 213, 250 mila salme di terra). Il valore mediano tra i detti valori è risultato essere 227.760. Dal calcolo delle medie aritmetiche mobili degli stessi valori, a tre e cinque termini, il valore medio più vicino alla media di posizione è risultato essere 228.920. Possiamo allora assumere per la nostra ipotesi, come misura del suolo seminato a grano (comprensivo di quello a colture miste) tale valore medio che, arrotondato, è di 230.000 salme di terra sulle quali si è supposto che vengano seminate da 300 a 350 mila salme di grano. Ottenuto questo valore è facile calcolare il medio raccolto annuo del periodo tenendo per fermo un rendimento, per unità di suolo, dell'8 × 1.

(3) Qui alla COL.B della tabella dei rendimenti riportata nel capitolo precedente.

secondo i criteri più addietro annotati (4); (la serie proposta dal De Francisci, del resto, non si discosta apprezzabilmente da quella costruita dal Cancila (5). L'andamento delle rese è tenuemente decrescente senza comunque che si possa desumere in qual misura il calo sia da attribuire ad irrazionale sfruttamento del suolo, a fattori meteorologici o ad altra causa. Il *trend* di rendimento è definito tra il 5,32 per uno nel 1759 e il 5,23 per uno nel 1800.

Sulla base di tale rendimento decrescente ed in difetto di messa a coltura di nuove terre non ci si possono aspettare incrementi di una produzione il cui *trend* (6), presa come base la produzione media

(4) Vedi qui, alla nota 20 del capitolo precedente.

(5) O. CANCEL3, *I dazi...* op. cit., p. 35. Orazio Cancila ha raccolto a propria volta in serie le indicazioni del Villabianca « rispulciate » dai Diari. I suoi dati non differiscono apprezzabilmente da quelli raccolti dal De Francisci salvo che, in luogo delle apposizioni *grosso*, *scarso*, egli usa i segni + e -. Tutte le altre indicazioni coincidono eccetto che per i seguenti anni:

Anno	De Francisci	Cancila
1762	4,3/4	4,1/3
1763	3	3-
1764	10	10+
1765	6	6-
1767	4,1/2	4,1/4
1768	5	5+
1771	4 sc	4
1772	4,1/2 sc	4,1/2
1780	5	5+
1799	5,1/4	5,1/2

(6) Ipotizzando una produzione media annua, nel periodo, di 1.840.000 salme di grano, sulla base delle rese per semente indicate di anno in anno dal Villabianca, le produzioni annue sarebbero le seguenti:

Anno	Produzione	Anno	Produzione	Anno	Produzione
1759	1.918.916	1773	1.918.916	1787	1.744.469
1760	1.744.469	1774	1.918.916	1788	1.918.916
1761	2.093.363	1775	2.180.586	1789	2.616.704
1762	1.657.246	1776	2.093.363	1790	1.395.575
1763	1.046.681	1777	1.831.693	1791	1.482.799
1764	3.488.939	1778	1.308.352	1792	1.395.575
1765	2.093.363	1779	2.267.810	1793	2.180.586
1766	1.395.575	1780	1.744.469	1794	1.831.693
1767	1.570.022	1781	2.267.810	1795	2.442.257
1768	1.744.469	1782	1.918.916	1796	1.395.575
1769	1.918.916	1783	2.006.139	1797	1.395.575
1770	1.918.916	1784	1.308.352	1798	2.442.257
1771	1.308.352	1785	1.831.693	1799	1.831.693
1772	1.482.799	1786	1.657.246	1800	1.570.022

Il calcolo del *trend* è stato eseguito con il sistema delle equazioni normali.

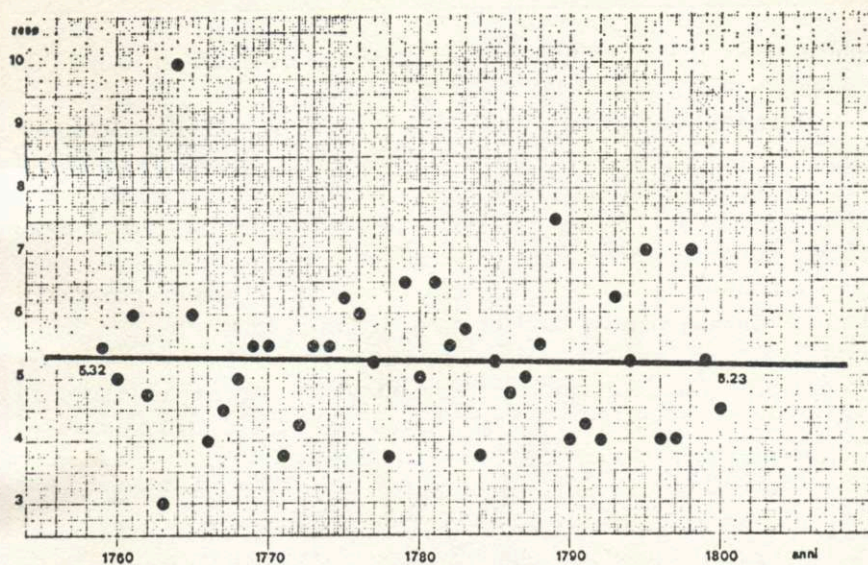


FIG. 3. — Il rendimento del grano per unità di seme in Sicilia dal 1759 al 1800.

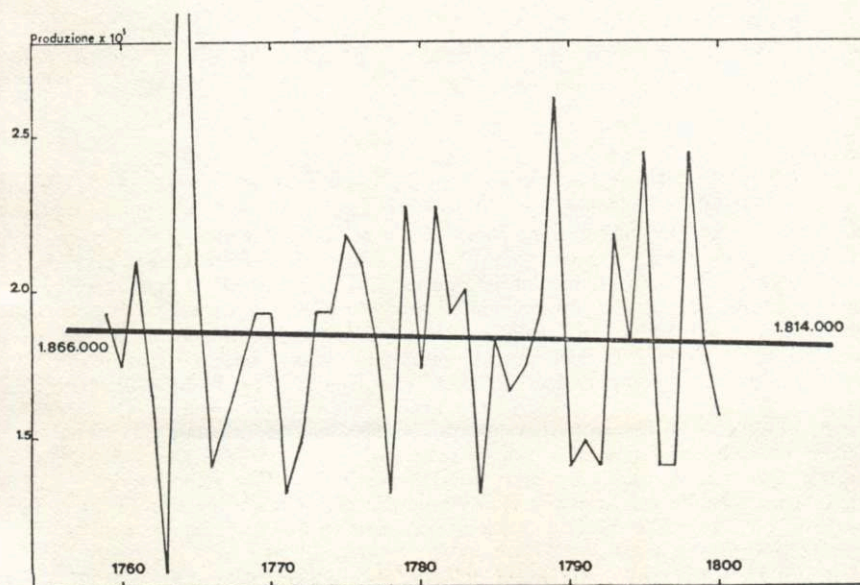


FIG. 4. — La produzione di grano in Sicilia dal 1759 al 1800. Il trend è definito da: 1759 = 1.866.000 salme; 1.800 = 1.814.000 salme di frumento.

nel periodo di 1.840.000 salme di frumento, è definito da 1.866.000 salme nel 1759 e 1.814.000 nel 1800 (7).

Significativo è il fatto che il Viceré Caracciolo, nelle « Riflessioni », lamenti come più abbondanti raccolti si potrebbero ottenere « coltivando più terreno e con maggior cura » e riducendo le estensioni degli incolti (8), segno che su quella strada nulla o quasi nulla si faceva mentre ancora molto si sarebbe potuto fare.

« L'abuso — dice il Caracciolo — che i grandi proprietari hanno fatto del sistema feudale, ha impedito di fabbricar liberamente nuove terre in qualunque luogo, e la loro ricchezza ha fatto correre la gente ne' paesi da loro scelti per abitazione, ed ha convertito gli agricoltori in artigiani e servitori, la vita de' quali è men faticosa ed il travaglio meglio ricompensato » (9).

Dall'andamento della produzione è possibile considerare che:

a) non è affatto vero, che ci fu « in questo periodo un incremento della produzione granaria capace di consentire di provvedere ai bisogni della popolazione in via di accrescimento, lasciando margine per l'esportazione » (10) e ciò indipendentemente dall'andamento della variabile *popolazione* di cui si discuterà più avanti.

b) Se è vero che ci fu « una netta tendenza al ristagno della produzione » è vero anche che il segno proprio di tale tendenza non è affatto positivo, come sembra aver ritenuto R. Romeo e come

(7) I calcoli eseguiti qui sopra e quelli alla precedente nota n. 2 di questo medesimo capitolo potrebbero da qualcuno essere impugnati per assolutamente arbitrari. Anziché con argomenti miei preferisco darne conto, dal punto di vista metodologico, mutuando ancora una volta da W. Kula (*Problemi e metodi... op. cit.*): « Le statistiche storiche sono sempre inficiate da margini di errore più o meno ampi. Solo una parte dei fattori che determinano il margine d'errore, di solito, è nota allo storico; in queste condizioni i valori assoluti (sia tratti direttamente dalle fonti, sia ottenuti come risultati di elaborazioni statistiche) devono essere assunti solamente come indicazione di un ordine di grandezza. Uno storico tradizionale potrebbe pensare che cifre del genere sono poco utili. Niente di più erroneo. Queste cifre hanno, invece, una funzione rilevante perché servono ad orientare la valutazione quantitativa di certi fenomeni sociali ed economici in una scala di grandezze ». E più avanti: « il metodo statistico apre enormi possibilità all'indagine storica; è un metodo inestimabile nelle ricerche storiche, ancora relativamente poco utilizzato ». Per parte mia mi riterrò soddisfatto se solo sarò riuscito a conseguire un risultato per quanto si voglia modesto.

(8) D. CARACCILO, *Riflessioni sull'economia e l'estrazione de' frumenti della Sicilia*, Palermo, 1785, p. 219.

(9) *Ibidem*, p. 247.

(10) Cfr., G. DE FRANCISCI GERBINO, *La produzione... op. cit.*, p. 1.

appare dal grafico costruito dal Petino (11), bensì negativo. Ristagno, comunque sia, assai grave in un periodo in cui la popolazione è in rapida crescita.

c) È certo invece che nella seconda metà del XVIII sec. ci troviamo di fronte ad una « produttività decrescente » (12) e che la crisi del grano del Settecento fu principalmente « crisi di produzione » (13); non può perciò essere assunto per eccessivamente pessimistico il giudizio espresso dal Cancila in proposito, nemmeno in presenza di una produzione più elevata rispetto a quella suggerita dal Villabianca.

Tutto ciò mi pare lo si possa affermare nonostante si siano qui assunti parametri superiori rispetto ai dati attribuiti al Villabianca, e cioè:

a) una produzione media nel periodo di 1.840.000 salme-anno anziché 1.720.000;

b) una superficie coltivata di 230.000 salme di terra in luogo di 200.000;

c) una resa per semente contenuta in un campo di variabilità anche superiore rispetto alle indicazioni del Villabianca;

d) una quantità di semente eccedente le 300.000 salme indicate dal Villabianca anche in ragione della maggiore quantità di terreno a coltura.

Osservava opportunamente il Cancila che « Il Villabianca poteva conoscere bene soltanto la resa media dei suoi feudi tra Partinico e Palermo, e non quella dell'intera Sicilia (14) », mentre sappiamo che le zone di più elevata resa dell'isola erano quelle comprese tra Caltagirone e Catania (15).

La posizione di grande proprietario terriero del Villabianca induce inoltre a pensare ad una eccessiva e non disinteressata « prudenza » nel valutare e segnalare rese e raccolti. Né si può escludere che il Villabianca, altolocato personaggio della Palermo del secondo Settecento, dove si pongono in atto vere e proprie operazioni di « aggrottaggio » a guisa di quello che si fa a Londra sopra le azioni

(11) Cfr. A. PETINO, *Il rilevamento...* op. cit., pp. 1230-1231 e R. Romeo, *Il Risorgimento in Sicilia*, op. cit.

(12) A. PETINO, *Il rilevamento...* op. cit., p. 1233.

(13) O. CANCELILA, *I dazi...* op. cit., p. 35.

(14) *Ibidem*, p. 32.

(15) Cfr. L. GAMBI, *L'agricoltura...* op. cit., p. 117.

della Compagnia delle Indie » (16), facesse parte di quel gruppo di proprietari « i quali scommettendo fra loro, spargendo contrarie voci su la raccolta e le ricerche esterne, e usando cotali altri argomenti e artifici s'ingegnano di dare ai frumenti un prezzo diverso da quello che avrebbero naturalmente » (17).

Ad ogni modo è indubitabile che il Villabianca fosse propagandista di una « doppia verità »: al marchese Arnolfini, lucchese, parla di rese per semente dell'8 × 1, mentre nei suoi taccuini tende a minimizzare.

Ma nonostante la produzione complessiva di grano fosse probabilmente più elevata di quanto il Villabianca voleva far credere, tuttavia non c'erano motivi per rallegrarsi dell'andamento agronomico siciliano.

Del resto la minimizzazione della produzione poteva servire da eccellente copertura per le esportazioni clandestine di grano e per imputare la scarsa disponibilità di cereale alle « cattive meteore ».

Se così non fosse non si comprenderebbe per qual motivo da ogni parte si reclamasse la liberalizzazione indiscriminata del commercio dei grani, fino a *far guerra* al Viceré, quando stando ai soli dati attribuiti al Villabianca, di grano da esportare, nella migliore delle ipotesi ce n'era alquanto poco, se addirittura non si doveva ricorrere all'importazione. D'altra parte la fiera opposizione del Caracciolo a lasciar via libera alle esportazioni, sottoponendole invece a rigoroso controllo, non poteva che essere motivata dalla preoccupazione di non assottigliare in eccesso le scorte interne. Infatti, se nelle buone annate, come ricorderà anche il Bianchini (18), era possibile far conto su qualche *surplus* per l'esportazione, in altre circostanze non era infrequente ritrovarsi con i magazzini privi di scorte nei mesi antecedenti la nuova mietitura. Ce lo ricorda il Balsamo nelle sue « Memorie » (19), così come nella « Lettera sopra la cagione della moderna scarsità » (20) non dimentica le annate in cui la Sicilia

(16) D. CARACCILO, *Riflessioni...* op. cit., p. 230.

(17) *Ibidem*, p. 229.

(18) Cfr. L. BIANCHINI, *Della storia economico-civile di Sicilia*, Napoli, 1841, vol. II, p. 229.

(19) Cfr. P. BALSAMO, *Memorie economiche...* op. cit., p. 52.

(20) P. BALSAMO, *Lettera sopra la cagione della moderna scarsità*, in *Magazzino georgico* vol. V.

era costretta a rifornirsi di grano dalla Russia o da altri mercati (21).

Il Caracciolo perciò non era insensibile alle spinte in direzione della liberalizzazione dei commerci e della intensificazione degli scambi che urgevano da ogni parte d'Europa e che si facevano sentire nella stessa Sicilia. Ma una cosa era avvertire la direzione verso cui deve essere indirizzata l'economia dell'isola ed altra il creare le condizioni per una « svolta » nella politica economica che fosse di segno liberista.

Le notizie che si hanno intorno allo scambio dei grani con l'estero sono malauguratamente troppo scarse e laconiche perché possano permettere più valide considerazioni. È però interessante osservare come i pochi dati intorno all'esportazione a noi noti vadano a combaciare fedelmente con le cuspidi delle fasi di *bossa* dei cicli della produzione granaria.

Se il *trend* individuato conferma, per l'intero quarantennio, un deterioramento della granicoltura siciliana destinato ad aggravarsi anche nei primi anni del XIX secolo, d'altrettanto interesse è il considerare l'andamento dei raccolti nel più breve periodo. Quella che il Balsamo, nel « Giornale », definiva come « corta epoca » infatti produceva effetti disastrosi quando l'ammontare del raccolto si poneva al di sotto del livello fissato dal trend. Ciò sotto un doppio profilo: da un lato esso non consentiva una disponibilità sufficiente alla sussistenza e, dall'altro, vanificava ogni possibilità di esportazione. Anche una forzatura in qualsivoglia direzione (riduzione dell'esportazione per sopperire al fabbisogno interno, oppure ulteriore compressione del consumo per salvaguardare l'esportazione) in assenza di beni sostitutivi da consumare od esportare, avrebbe prodotto risultati economici di segno fortemente negativo i cui effetti, sommati nel tempo, avrebbero condotto a sbocchi fallimentari. Dall'analisi dei dati risulta piuttosto evidente che ciò accadeva ad intervalli abbastanza regolari e secondo un puntuale andamento ciclico. Tenendo conto della prevalenza di rotazioni triennali nell'agricoltura siciliana, mi sembra assumibile quale durata dei cicli il periodo sessennale, all'interno del quale le fasi di *bossa* e di *bessa* assumono una durata di circa tre anni ciascuna.

(21) *Ivi*, p. 217.

L'ampiezza dei cicli è decrescente, a partire dal 1783 (22) ed i punti di inversione di tendenza coincidono, grosso modo con le seguenti annate:

Cronologia dei cicli - Sicilia 1759-1800

	Min.	Max.	
5 anni	{ 1762	1764 }	5 anni
	{ 1767	1769 }	
5 anni	{ 1772	1775 }	6 anni
	{ 1777	1781 }	6 anni
8 anni	{ 1785	1788 }	7 anni
	{ 1791	1794 }	6 anni
6 anni	{ 1797	1799 }	5 anni

Tra il '59 ed il '67 l'andamento della produzione procede a medie abbastanza sostenute; le annate peggiori, in particolare quella disastrosa del '63, trovano un compenso equilibratore negli eccezionali raccolti del '64.

Tra il '67 ed il '74 i raccolti, anche i migliori, si mantengono generalmente al di sotto della media generale del periodo 1759-1800, contrariamente a quanto avviene invece nel decennio successivo ('74-'83), fase in cui la granicoltura sembra segnare una certa ripresa che conosce una sola annata sensibilmente negativa, il 1778.

Dall'83 in avanti, tranne che per qualche singola annata eccezionale, la produzione si mantiene, con alterna vicenda, attorno ai valori medi generali del periodo con tendenza, però, a contrarsi.

Il '99, secondo l'andamento dei cicli, segna una inversione di tendenza e da una fase di contenuta prosperità si tocca la soglia di

(22) Per individuare gli andamenti ciclici mi sono servito del sistema delle medie mobili a più termini dispari e pari. La media mobile centrata a sei termini (Cfr. F. C. MILLS, *Metodi statistici*, Torino, 1958). Tale media è quella che più nettamente tende a scostarsi dall'andamento ciclico per accostarsi ad un andamento rettilineo. (Per questa ragione ed in considerazione della pratica agronomica delle rotazioni triennali ho ritenuto di assumere una ampiezza del ciclo di sei anni).

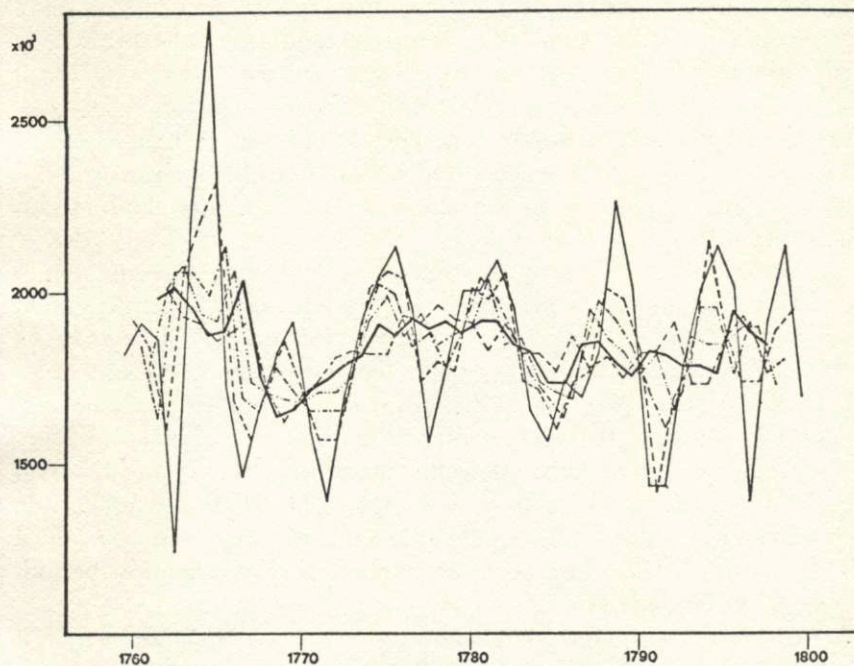


FIG. 5. — L'andamento ciclico della produzione granaria in Sicilia dal 1759 al 1800. Medie mobili; la spezzata nera più marcata è la media sessennale centrata.

un pezzo di terra da dissodare.

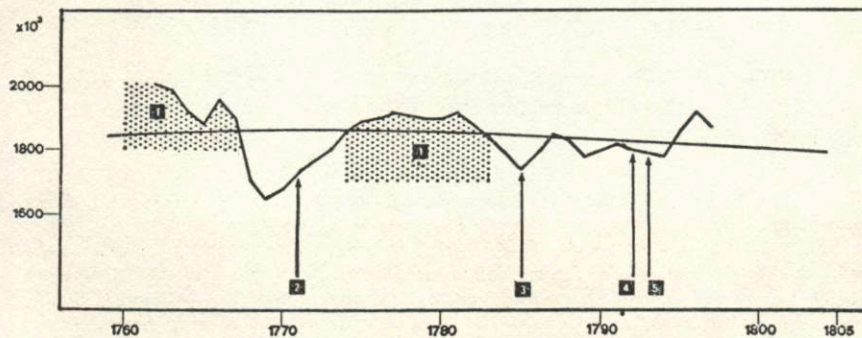


FIG. 6. — La produzione e l'esportazione di grano dalla Sicilia (1759-1800). I periodi di maggiore esportazione sono quelli in cui l'andamento della produzione passa al di sopra della curva del trend. - 1. Esportazione - 2/3. Blocco delle esportazioni - 4. Obbligo di denuncia delle giacenze - 5. Epidemia e fame.

una fase di *bossa* nella quale, ad aggravare un *trend* di produzione decrescente, contribuiscono disgraziate congiunture meteorologiche mal sopportabili da un sistema di coltivazione esaustivo della terra. La granicoltura siciliana si avvia a toccare così il fondo di quel drammatico periodo di depressione che durerà, per lo meno, fino al 1806, come dalle testimonianze del Balsamo risulta inequivoco, nonostante che un paio di annate abbiano dato risultati un po' meno disastrosi.

Tutto concorda insomma a mostrare l'ultimo venticinquennio del XVIII sec. alquanto più triste del precedente, nonostante quello avesse registrato il brutto periodo tra il '68 ed il '74, mentre la produzione media dell'intero periodo tende a scemare e lascia indovinare per i primi anni del XIX sec. un andamento fra i peggiori di quelli conosciuti negli ultimi cinquant'anni.

Premesso questo poco edificante quadro, è interessante osservare che i periodi per i quali ci sono noti alcuni dati concernenti le esportazioni, sono proprio quelli che concorrono tra il '57 ed il '67 (23) e tra il '74 e l'83 (24), esattamente corrispondenti ai periodi di maggior rendimento.

Ancora: i maggiori movimenti di grano dalla Sicilia verso il porto di Marsiglia coincidono con gli anni immediatamente successivi a quelli che segnano le punte massime dei periodi di *bossa*:

1765 e 1766 dopo la cuspide del 1764

1770 e 1771 dopo la cuspide del 1769

1782 dopo la cuspide del 1781

1789 e 1790 dopo la cuspide del 1788

Fanno eccezione solo gli anni 1773 e 1774 nei quali però le quantità esportate sono nettamente inferiori a quelle degli anni ora menzionati (25).

(23) Cfr. G. A. ARNOLFINI, *Giornale... op. cit.*, p. 17 e O. CANCELILA, *I dazi... op. cit.*, pp. 31-32.

(24) Cfr. in S. SCROFANI, *Memoria sulla libertà del commercio dei grani della Sicilia presentata a S. M. il Re di Napoli da Saverio Scrofani, siciliano*, in *Scrittori classici italiani di economia politica*, parte moderna, tomo XL, Milano, 1805.

(25) R. ROMANO, *Le commerce du Royaume de Naples avec la France et les pays de l'Adriatique au XVIII siècle*, Ecole pratique des hautes-études, VI section, Ports, Routes et Trafics, III, Paris, 1951. A p. 28 l'A. presenta una tabella dei «Grani del regno di Napoli e di Sicilia importati attraverso il porto di Marsiglia», nella quale sono riportate, anno per anno, le quantità di grano esportate dalla Sicilia dal 1756 al 1790 sul porto francese.

Nemmeno uno di essi va a coincidere con quelli che contrassegnano i minimi di produzione.

Tutto denuncia il progressivo deteriorarsi della capacità di produzione di grano della Sicilia nel lungo periodo; la crisi degli ultimi anni del XVIII sec. e dei primi del XIX sec. non è un fatto a sé stante, ma il cupo epilogo di una disastrosa politica agraria dei decenni che precedono e che il Caracciolo aveva saputo bene prevedere.

Nell'ultimo quindicennio del XVIII sec. i consumi interni non sono più ragionevolmente comprimibili, in vantaggio delle esportazioni, anche in conseguenza degli incrementi di popolazione, se non a rischio di pericolosi sommovimenti popolari che puntualmente arrivano proprio alla vigilia dello scadere del secolo.

Le tristi raccolte dei primi anni del XIX sec. faranno traboccar la misura e molte famiglie contadine saranno costrette a logorarsi nell'inedia e nella fame — come sembrano documentare il censimento condotto tra il 1805 ed il 1806 e lo stesso viaggio fatto dal Balsamo, per incarico del re, nel 1808 — oppure a migrare da una parte all'altra dell'isola in cerca di un pezzo di terra da dissodare.

DINAMICA DEL FABBISOGNO ALIMENTARE

Per formulare una stima del fabbisogno di grano in Sicilia nella seconda metà del XVIII sec. occorrerebbe conoscere, oltre alla consistenza della popolazione anno per anno, anche la propensione al consumo di grano da parte di quella popolazione; propensione che, nel giro di mezzo secolo, può essere stata soggetta a mutamenti. Se del primo dato (quello sulla popolazione) può essere tentata una ricostruzione, per il secondo (quello sulla propensione al consumo di grano), in carenza di documentazione, ci si dovrebbe affidare quasi unicamente alla fantasia. Troppo evanescenti, per non dire addirittura inesistenti, sono gli accenni a trasferimenti di propensione dal grano ad altri generi sostitutivi di consumo per l'alimentazione, nonostante non manchino sollecitazioni a tale trasferimento che stanno però ad indicare proprio una scarsa elasticità nelle scelte (1).

(1) Non vi è dubbio che nella seconda metà del Settecento il grano rappresenti la base dell'alimentazione. Una salma di grano di Palermo (pari a quattro bisacce

Né per trasferimenti di propensione si possono intendere, ad esempio, il ricorso da parte dei gruppi più poveri della popolazione al consumo di « fave, cicerchie, erba ed altro » (2) per l'alimentazione, conseguenza di una disponibilità di grano al di sotto del fabbisogno corrente.

D'altronde altra cosa è il *fabbisogno*, altra il *consumo* ed altra ancora la *disponibilità* che, in circostanze differenti, può essere, rispetto a quelli, maggiore o minore (3). Ad ogni buon conto, prima di tentare l'osservazione del fabbisogno e della disponibilità globali di grano, sarà opportuno spendere qualche parola sul fabbisogno individuale.

Nelle « Riflessioni » e nel « Commentario » del De Cosmi (4) si individua il fabbisogno annuo pro-capite di grano in una salma per testa. Secondo l'Arnolfini « si computa che abbisogni ad ognuno di detti manifattori [l'Arnolfini si riferisce a uomini dediti a lavori manuali] e gente della stessa estrazione almeno libbre 2,9 di pane per nutrirsi... (5). Per una invalsa considerazione per il nutrimento d'ogni persona di qualunque stato, età, condizione, sottosopra abbisogna una salma di formento l'anno per ogn'una... Se per esempio il Regno di Sicilia forma un milione di persone, v'abbisogna anco un [milione di salme] di formento per anno » (6).

D'egual parere sembra fosse il Sestini stando a quanto ne riferisce il Petino: « Quanto al consumo regionale, tenuto conto del fabbisogno individuale in ragione di una salma a tetsa per l'annata, e che la popolazione complessiva era costituita da circa 1.300.000 anime, sarebbe stato coperto con 1.300.000 salme di grano » (7).

Il marchese di Villabianca calcola a sua volta che il fabbisogno procapite di grano debba aggirarsi intorno alla salma ma egli basa il proprio calcolo su di una popolazione presunta di circa 1.500.000

a loro volta divisibili in quattro tomoli) corrisponde a circa 275 litri pari a circa 225 chilogrammi.

(2) P. BALSAMO, *Memorie inedite...* op. cit., p. 75.

(3) Ne *La produzione...* op. cit., p. 13 il De Francisci Gerbino scrive: « Il Villabianca — egli scrive — calcolava sempre che occorressero 1.500.000 salme per il fabbisogno interno della Sicilia e cioè 300.000 salme per le semine e 1.200.000 per il consumo. Questo dato medio di consumo si può ritenere probabilmente attendibile per la fine del secolo ».

(4) Cfr. G. DE FRANCISCI GERBINO, *La produzione...* op. cit., p. 13.

(5) Libbre 2,9 corrispondono a 872,75 grammi, pari a circa 310 kg anno di pane, corrispondente a circa 265 kg di frumento, cioè 1,18 salme.

(6) G. A. ARNOLFINI, *Giornale op. cit.*, p. 47.

(7) A. PETINO, *La questione...* op. cit., p. 95.

abitanti nel decennio 1773-1782, per cui — le parole sono del Villabianca — « il mangia del Regno è un milione e cinquecentomila salme, compresavi Malta » (8).

Lo Scrofani calcola « 1.500.000 salme necessarie per la consumazione di un'eguale popolazione » (9), mentre il viceré Caracciolo, scrivendo nel 1785, dice che la Sicilia abbisogna « per calcolo sopra il numero de' suoi abitanti di circa 1.200.000 salme l'anno » (10), cioè, stando alla popolazione del tempo, meno di una salma a testa.

Non è però impossibile che anche il Caracciolo come il Villabianca, oltre al Sestini, mal computino la popolazione di Sicilia nel momento in cui scrivono, valutandola meno di quel che in effetti essa è (11).

Nel 1790 il De Blasi ritiene addirittura che « la penuria non succede mai nella fertilissima Sicilia, ove a calcolo fatto il prodotto de' i grani a tre salme per ogni salma di seme, ch'è la più sterile raccolta, che sia possibile, basta per alimentare tutti i siciliani » (12).

Secondo i suoi calcoli circa un milione di salme di grano sarebbero dunque sufficienti per nutrire una popolazione di 1.600.000 anime consentendo un consumo di 10 tomoli pro-capite.

Anche senza definirlo quantitativamente con precisione, il Simonetti ritiene il fabbisogno di Sicilia dover comunque essere al di sotto della salma per testa. Egli infatti scrive che « il consumo di una salma di grano in un anno, valutato per un uomo addetto alla coltura, non poteva riferirsi al resto dei cittadini. I lattanti, gli

(8) O. CANCELA, *I dazi...* op. cit., p. 32. Si noti come questa testimonianza del Villabianca differisca da quella riferita dal De Francisci.

(9) S. SCROFANI, *Memoria...* op. cit., t. 301.

(10) D. CARACCILO, *Riflessioni...* op. cit., t. 211. So noti che la popolazione valutata a calcolo, sui risultati dei due censimenti più prossimi al 1785 (precedente e successivo) doveva aggirarsi intorno a 1.600.000 anime e quindi il fabbisogno per testa sarebbe stato, secondo il Caracciolo, di non meno di 12 tomoli pari a 3/4 di salma.

(11) Il censimento più recente, quando essi scrivono, risale al 1748 anno in cui la popolazione è comunque già di più di quella stimata dal Sestini nel 1775. Fra le due date ci fu la gravissima carestia del '63, ma essa parrebbe non aver dato luogo a vaste morie per inedia, tanto che lo stesso Sestini scrive che « per quanto scarsa sia andata in qualche anno la raccolta dei frumenti, sempre (la Sicilia) ha somministrato il sufficiente per il sostentamento dei suoi individui ».

(12) Cfr. A. PETINO, *La questione...* op. cit., p. 170.

impuberi, gli infermi, i decrepiti, le donne e tutta la gente delicata non consuma quel pane che consuma l'uomo di campagna » (13). Opinione contraddetta però, come abbiamo visto, dall'Arnolfini. Quanto al Balsamo, « scrivendo nei primi anni del secolo XIX, calcolava per una popolazione di 1.700.000 anime un consumo di 1.200.000 salme di grano, perché anch'egli riteneva eccessivo assegnare una salma a testa come consumo individuale e limitava questo a 10-11 tomoli per testa, basandosi particolarmente sulla povertà dell'infime classi siciliane » (14).

Nel « Giornale » del Balsamo leggiamo: « Il signor Cipolla mi scrisse che tutta la popolazione di Caltavuturo consumava 1.300 salme generali di grano in un anno; io dubito che egli intendesse parlare di quella quantità solamente che suole provvedere, ed incettare la comunità pel bisogno del pubblico: dappoiché non so credere che 4.000 persone mangiassero solamente in un anno 1.300 salme di frumento, ossia 5 tomoli e $1/5$ a testa » (15). Sempre nel « Giornale », mentre è in viaggio per Termini, Balsamo annota: « la sua popolazione [cioè quella del marchesato di Cerda] si computa 1.200 e più; e consuma in un anno salme generali 1.400 di frumento, inclusovi quello che smaltiscono i tanti forestieri, che vi passano, e che certamente è una quantità considerabile » (16).

Da Termini infine segnala: « La popolazione di questa città è sicuramente più di 14.000, e consuma in un anno presso ad 11.000 salme generali di frumento, cioè non più di tomoli 12,57 per capo » (17).

A Monterosso però, nella contea di Modica, viene segnalato al Balsamo che per una popolazione di 4.000 anime circa il fabbisogno annuo si aggira sulle 5.000 salme di frumento pari a 20 tomoli per testa. È questa una occasione per fargli considerare — al di là della sua incredulità sulla notizia (18) — che in Europa un uomo si sup-

(13) G. DE FRANCISCI GERBINO, *La produzione...* op. cit., p. 13.

(14) *Ibidem*. IL De Francisci fa riferimento alle *Memorie inedite* del Balsamo, ma occorre ricordare che esse apparvero postume e, probabilmente, non prive di qualche « adattamento ». Comunque il De Francisci nel riferire omette di rammentare che il Balsamo era d'opinione che le « infime classi » stessero morendo letteralmente di fame.

(15) P. BALSAMO, *Giornale...* op. cit., p. 283.

(16) Quasi 19 tomoli per testa, cioè più di una salma.

(17) *Ibidem*.

(18) *Ibidem*, pp. 93-94. « Monterosso, o è più popolata che comunemente non

pone mangiarne una salma generale, e che in Sicilia, per le mie ricerche, ed osservazioni, ne mangia piuttosto meno » (19).

A fronte di tanta molteplicità di opinioni e notizie, spesso discordi, e nemmeno suffragate in molti casi da un'esatta stima della popolazione siciliana, risulta alquanto difficile avanzare una ipotesi circa il fabbisogno di grano per testa. Quel che si può osservare è soltanto che, secondo l'opinione più diffusa, esso dovesse aggirarsi intorno alla salma e che comunque, anche in tempi di penuria, il grano a disposizione per l'alimentazione non dovesse ridursi al di sotto dei dodici tomoli pro-capite. Fissato entro tal margine il fabbisogno unitario di grano, per stabilire il fabbisogno totale occorre procedere ad una stima di quel che poté essere stato l'andamento della popolazione siciliana nella seconda metà del sec. XVIII e nei primi anni del XIX (20).

Il Beloch (21) studiò attentamente ed a lungo, verificando a più

ha fama — dice il Balsamo — o non vuole quella quantità di grano che si dice, per il sostentamento dei suoi abitanti ».

(19) *Ibidem*, p. 93.

(20) Ne *La produzione op. cit.*, (p. 14) il De Francisci calcola che nel quarantennio 1759-1800 un aumento della produzione di grano in Sicilia si sarebbe « verificato in misura più che sufficiente a nutrire l'intera popolazione ». In realtà abbiamo già visto come la produzione granaria, negli ultimi anni del secolo tendesse non già, come dice il Petino al « ristagno », ma addirittura ad un calo seppure modesto: tendenza che si aggraverà ulteriormente nei primi anni del XIX secolo con gli scarsi raccolti delle annate 1799-1806. L'opinione del De Francisci potrebbe quindi ritenersi valida solamente se gli incrementi di popolazione, nel periodo, si fossero contenuti entro un ristretto limite, mentre invece anche la Sicilia, nel XVIII secolo, conobbe una forte crescita demografica tanto nella prima che nella seconda metà del secolo. Il De Francisci considera, a documentazione della propria affermazione così perentoria, per il 1758, una popolazione di circa 1.600.000 anime e per il 1798 una popolazione di circa 1.650.000 con un incremento di circa 12.500 anime per decennio. Il suo calcolo è nettamente errato: nel quarantennio la popolazione siciliana crebbe alquanto più rapidamente né in alcun modo di cinquantamila unità soltanto. Infatti il De Francisci attinge a due serie demografiche differenti. Il primo dato (1758 = 1.600.000 anime) è mutuato da una serie costruita da Maggiore Perni (il dato preciso di Maggiore Perni è 1.601.546); il secondo dato si rifà al censimento del 1798 che dà una popolazione complessiva di 1.655.536 anime. Salvo che, per Maggiore Perni, ad una popolazione iniziale (1758) di 1.601.546 ne corrisponde una finale (1798) di 1.915.745, con uno scarto, in quarant'anni, di 304.199 anime, mentre secondo i censimenti, alla popolazione finale di 1.655.536 ne corrisponde una iniziale che, calcolati gli incrementi rispetto al precedente censimento del 1748, deve aggirarsi intorno ad 1.395.000 anime, con uno scarto, in quarant'anni, di 260.536 anime. Il De Francisci poteva far riferimento, a piacere, all'una o all'altra serie, ma non mescolarne i dati.

(21) K. J. BELOCH, *Bevölkerungsgeschichte Italiens*, I Grundlagen der Bevolke-

fonti, la popolazione siciliana. Per il XVIII sec. fa riferimento anche ai censimenti del 1748 e del 1798 quando fu censita rispettivamente una popolazione di 1.320.000 e 1.660.000 anime, con un incremento quindi di 340.000 in mezzo secolo. Maurice Aymard (22) ha condotto una verifica minuziosa sulla popolazione Siciliana tra il 1500 ed il 1800 quale risulta dai censimenti. Con l'esclusione della popolazione di Messina e Palermo egli segnala una numerazione di 1.136.322 anime nel 1748 e di 1.436.668 cinquant'anni dopo (23).

rung siziliens und die konigreichs Neapel, Berlino-Lipsia, 1937, Ed. De Gruyter & Co. Confronta anche, dello stesso autore: *La popolazione... op. cit.*

(22) M. AYMARD, *Sicilia... op. cit.*

(23) Messo in chiaro il grosso abbaglio preso dal De Francisci diventa comprensibile... l'incomprensione manifestata, a proposito delle forse troppo affrettate conclusioni da lui tirate in fatto di produzione e fabbisogno alimentare, dal Petino, ne *Il rilevamento... op. cit.*, p. 1231; al Petino nello stesso tempo si deve dar ragione quando parla, per la Sicilia della seconda metà de XVIII sec., di «produttività decrescente». Tuttavia anch'egli, discorrendo di demografia, ne *La questione... op. cit.*, incappa in un errore (che certo sospinge alla così grossolanamente alterata valutazione più sopra segnalata) ma che ci offre però una rappresentazione imprecisa dello sviluppo demografico di Sicilia nel XVIII sec. A p. 72 de *La questione* appare questa tabella:

Circoscrizioni		Mazzara	Demone	Noto	Regno
Superficie km ²		10.654	6.498	8.588	25.740
Popolazione	1714	368.701	331.423	283.039	983.163
»	1748	480.073	349.994	346.598	1.176.615
»	1798	791.787	356.149	512.331	1.660.267
Aumento in %	1748-1798	65	2	48	41
Densità ab. km ²	1714	35	51	33	41
»	1748	45	54	40	46
»	1798	74	55	60	65

Il Petino non omette di avvertire che la cifra esposta per il 1714 «non rappresenta la reale consistenza demografica del Regno non essendovi state comprese le anime di Palermo e gli ecclesiastici» ma dimentica che nemmeno la popolazione del 1748 ne tiene conto, per cui perdono di attendibilità, non essendo riferiti a dati omogenei, tutti i calcoli d'aumento di percentuale e di densità della popolazione. Si tratta certamente di una svista perché lo stesso Petino (*Ibidem*, p. 69) ha avvertito: «Dalla numerazione del 1748 si rileva una popolazione di 1.176.615 anime nella quale cifra non è compresa la popolazione di Palermo che, sullo scorcio del XVIII sec., pare rasentasse i 200.000 abitanti». Alla luce delle cifre torna evidente in ogni caso che, a coprire il maggior fabbisogno interno di grano nel 1800 rispetto al 1759 non potevano essere sufficienti, come asserisce il De Francisci, 35 mila salme di grano, ma ne occorreavano più di 230 mila, ancorché sia accettabile (il che non sembrerebbe dalle testimonianze prevalenti) un fabbisogno annuo pro-capite di 11 tomoli di grano. Con una produzione media di 1.840.000 salme di grano-anno della quale, accantonato il fabbisogno per le semine, ne restava grosso modo un milione e

Lo scarto è di 327.346 anime, mediamente secondo un incremento di poco meno di settemila l'anno che, per il nostro quarantennio, fanno quasi 300.000.

Noi non sappiamo esattamente quale fosse la produzione granaria siciliana nella seconda metà de Settecento ma, senza andare alla ricerca di un dato perentorio, possiamo ritenere si aggirasse tra le 1700 e le 2000 migliaia di salme annue; di questa produzione dovevano essere accantonate da 300 a 350 mila salme per le semine. Il restante cereale, sempre che non se ne esportasse, legalmente o di contrabbando, doveva servire per il fabbisogno interno in una misura variabile — così le testimonianze ci segnalano — tra i dodici ed i sedici tomoli annui pro-capite (24).

Sulla base di questi dati, corroborati dalle stime sulle oscillazioni nelle rese annue, non è difficile individuare una *fascia della produzione* (compresa fra la più contenuta stima del Villabianca e quella più ottimistica del Balsamo) ed una *fascia del fabbisogno alimentare* entro le quali presumibilmente possono essersi mossi, nella seconda metà del XVIII sec. sia la produzione che il fabbisogno alimentare effettivi (25).

mezzo, occorreva alimentare alla fine del XVIII sec., una popolazione di non meno 1.650.000 anime, se non addirittura di oltre 1.900.000 quale risulta dalle stime di F. Maggiore Perni, *La popolazione di Sicilia e di Palermo dal X al XVIII sec. Saggio storico-statistico*, Palermo 1892, e *La popolazione di Sicilia e di Palermo nel sec. XIX*, Palermo 1897. Sui procedimenti di calcolo e l'attendibilità delle stime di F. M. Perni è fatto qui ampio riferimento nell'ultimo capitolo.

(24) Di queste tre coppie di dati mi sono servito per costruire la fascia della produzione e quella del fabbisogno alimentare; per quanto riguarda la popolazione ho tenuto conto dei censimenti e delle rilevazioni empiriche rinunciando a far mie le stime di F. Maggiore Perni benché esista unanimità fra gli studiosi nel ritenere che i dati dei censimenti segnalano una popolazione inferiore al vero.

(25) Dal punto di vista metodologico il far ricorso, in mancanza di dati certi, ad uno *spazio d'inclusione*, non è cosa nuova. In proposito vale la pena di riprendere l'opinione di E. LE ROY LADURIE, *Première esquisse d'une conjoncture du produit décimal et dominial. Fin du Moyen Age, XVIII siècle*, scritto in collaborazione con J. Goy, pubblicato in *Les fluctuations du produit de la dime*, Paris, 1972. Scrive Le Roy Ladurie: « Nous approuvons entièrement l'approche pluraliste, pour un problème donné, non pas une chiffre, mais *plusieurs hypothèses chiffrées* (hypothèse haute, basse, moyenne etc.); bref, non pas *une* donnée, mais une 'fourchette' de données. Cette méthode devrait devenir la règle chez les historiens économistes des périodes lointaines (à statistiques souvent molles et flottantes), telle qu'est par exemple le XVIII siècle. L'intérêt de cette méthode, basée sur un ensemble d'approches et de tâtonnements progressifs, est évident: elle permet en effet d'aboutir graduellement, à définir un espace d'inclusion, hors duquel il est hautement improbable qu'on puisse rencontrer la vérité; elle aboutit en d'autres termes à resserrer

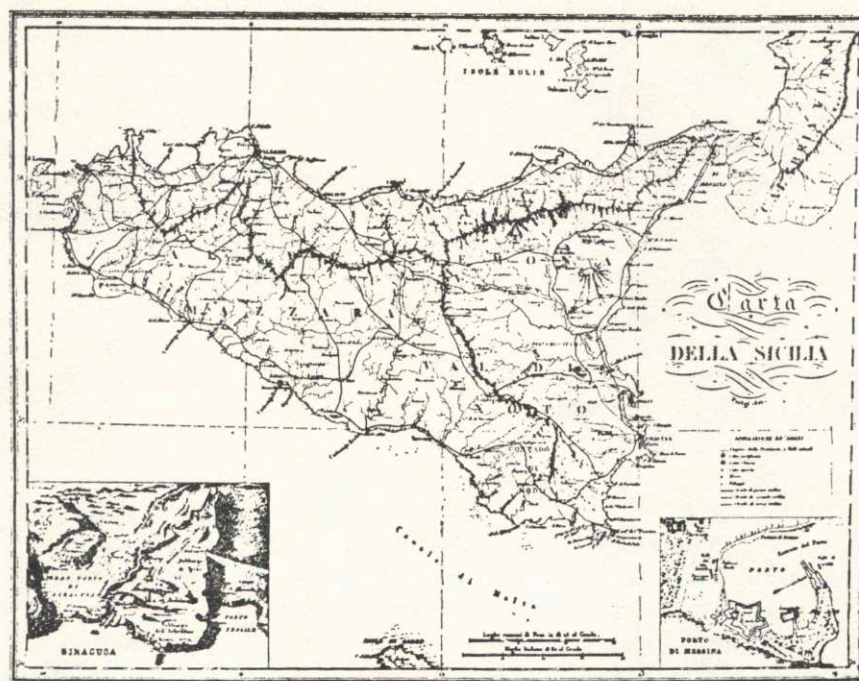


FIG. 7. — Carta della Sicilia incisa da A. Tardieu, Parigi, 1822. La carta è allegata al « Saggio su i mezzi da moltiplicare prontamente le ricchezze della Sicilia » di G. De Wetz.

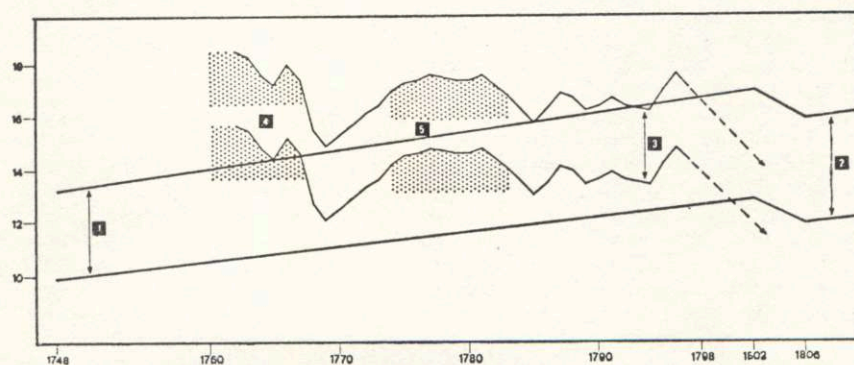


FIG. 8. — Fascia di inclusione della produzione e del fabbisogno alimentare della Sicilia. - 1/2. Fascia di inclusione del fabbisogno alimentare interno - 3. Fascia di inclusione della produzione disponibile al netto degli accantonamenti per le semine - 4/5. Esportazione di grano.

Le due fasce vanno via via convergendo e sovrapponendosi, muovendo in direzione discendente la prima ed ascendente la seconda.

Fino alla seconda metà degli anni Sessanta la fascia della produzione si muove al di sopra della fascia del fabbisogno alimentare: *c'è spazio per l'esportazione ed è minima la necessità di comprimere i consumi interni.*

Tra la metà degli anni Sessanta e la metà degli anni Settanta la fascia della produzione si sovrappone, negli anni più difficili, a quella del fabbisogno alimentare: *occorre far ricorso al blocco delle esportazioni per sopperire alle necessità del consumo interno.*

Tra la metà degli anni Settanta e la metà degli anni Ottanta il limite inferiore della fascia di produzione, nonostante un miglioramento dei raccolti, continua a muoversi all'interno della fascia del fabbisogno alimentare: *è assai probabile che per esportare occorra comprimere i consumi.*

Tra la metà degli anni Ottanta e la metà degli anni Novanta la fascia della produzione si muove quasi per intero all'interno della fascia del fabbisogno alimentare; si ritorna al blocco delle esportazioni, si ricorre all'obbligo di denuncia delle giacenze, scoppiano epidemie: *si può esportare solo a pena di una grave compressione dei consumi interni.*

Nell'ultimo scorcio del sec. XVIII la fascia della produzione tende a travalicare il limite inferiore di quella del fabbisogno alimentare; *esplode la rivolta popolare: i consumi non sono più comprimibili se non a prezzo della decimazione per inedia della popolazione rurale.*

Nei primi anni del sec. XIX continuano i cattivi raccolti: *la popolazione è decimata dalla fame.*

Orbene: il fatto che la produzione granaria, all'inizio del nuovo secolo fosse funestata da sfavorevolissime congiunture, con tendenza a

peu à peu le champ du possible et du crédible. Bien entendu, en agissant ainsi, nous nous exposons aux critiques naïves, ou parfois roublardes, des 'historiens en coulottes courtes', pour lesquels un chiffre est un chiffre, nécessairement vrai ou nécessairement faux, tout blanc ou tout noir à 100%; et auxquels par simple manque d'information est étranger le concept d'approximations successives, si familier pourtant dans des disciplines plus évoluées que la nôtre. Nous revendiquons le droit de présenter dans bien de cas, non pas 'des chiffres absolus, ou rien' (dilemme absurde dans lequel nos contradicteurs vaudraient nous enfermer), mais des fourchettes de pourcentage et de probabilités ».

contrasti ulteriormente rispetto agli anni precedenti, ci risulta per certo. Altrettanto certa è la caduta dei prezzi del grano dalla metà del primo decennio del XIX sec. in avanti, con le conseguenze negative per l'economia siciliana cui ho già accennato. Il brusco calo di popolazione registrato dal negletto censimento del 1806 ed il trasferimento di una parte di essa verso le zone cerealicole dell'Isola, ci danno conferma che quella decimazione deve esserci effettivamente stata e che sarebbero occorsi parecchi lustri prima di arrivare ad una netta inversione di tendenza.

CRISI AGRICOLA E DECLINO DEMOGRAFICO

Chi intenda affrontare uno studio, sia pure sommario, sulla crescita demografica della Sicilia negli anni che stanno a cavallo tra la fine del XVIII secolo e l'inizio del XIX, non può non chiedersi perché negli « Statuti dell'amministrazione civile » del 1817 la popolazione dell'Isola venne convenzionalmente fissata « giusta la numerazione delle anime del 1798 ».

Se è vero che, dopo quello del 1798, « un nuovo censimento fu tentato nel 1806, ma non riuscì », ed un altro nel 1814 non ebbe « alcun risultato » (1), e però anche vero che all'amministrazione siciliana degli inizi del XIX secolo non erano sconosciuti metodi, anche abbastanza raffinati (per i tempi), di valutazione e di stima atti a correggere attendibilmente errori di rilevazione nonché carenze negli aggiornamenti. Ecco perché non mi sento di accogliere come valida giustificazione del provvedimento del 1817 l'esito fallimentare delle due citate rilevazioni: la motivazione è troppo semplicistica.

Se nessuna turbativa ci fosse stata nella crescita della popolazione siciliana tra il 1798 ed il 1817, non sarebbe stato difficile calcolare un tasso di crescita annua della popolazione in quell'intervallo di tempo e fissare così un nuovo *plafond*, sia pur convenzionale, della popolazione isolana (2).

(1) D. DEMARCO, *I censimenti siciliani del XIX secolo*, in *Le fonti della demografia storica in Italia*, edito a cura del « Comitato Italiano per lo studio della demografia storica », vol. I, Roma, 1972, p. 479. Il De Marco fa propria l'opinione manifestata da F. MAGGIORE PERNI in *La popolazione di Sicilia e di Palermo nel sec. XIX*, Palermo, 1897.

(2) F. MAGGIORE PERNI, *La popolazione... op. cit.* Alle pp. 63-64 si legge:

Ciò non è stato fatto e lascia quindi verosimilmente ritenere che delle turbative, in senso negativo, ci siano state, tanto da far stimare che la popolazione del 1817 dovesse essere, su per giù, quella del 1798 e comunque non mutata a tal punto da giustificare un intervento correttivo determinato a calcolo.

Che si sia trattato di una decisione meditata lo conferma anche il fatto che nel 1816 si stimò che la Sicilia dovesse contare una popolazione di poco inferiore a quella censita nel 1798; nel 1819 e nel 1824 la popolazione avrebbe superato rispettivamente di sole 22.000 e 53.000 unità quella di circa cinque lustri prima (3).

Tutto ciò sembra confermare che fin da allora vi era piena consapevolezza che tra il 1798 ed il 1817 la popolazione siciliana aveva subito una grave flessione, o che comunque si era interrotta la continua crescita a tassi simili a quelli riscontrati durante tutto il XVIII secolo.

Ciò premesso, ne consegue che, se si vuole far luce su un travagliato ventennio di storia siciliana, non si può disinvoltamente sorvolare sui soli dati, fin che si vuole opinabili, che finora ci sono noti tra il 1798 ed il 1817.

Non mi riferisco tanto alla rilevazione del 1814, intorno alla quale, peraltro, nulla è dato di conoscere più di quanto Francesco Maggiore Perni riferisce; e cioè che « storici e politici dei tempi nel 1814 ritenevano la popolazione siciliana in cifra tonda 1.800.000, con un aumento di 139.773 sull'ultimo censo » (4), quanto invece a quella del 1806, per almeno un paio di buone ragioni. In primo

« Fra gli atti integrali della costituzione del 1812 abbiamo la divisione della Sicilia in 23 distretti e la designazione dei confini di ciascuno di essi a modo razionale... In riguardo alla popolazione però il Parlamento anziché ordinare un nuovo censimento si attenne alla numerazione del 1798, la cui popolazione figura nella mappa dei Comuni che danno rappresentanti alla Camera dei Comuni, nonché nelle città e terre assegnate ai distretti della nuova circoscrizione territoriale ».

(3) Cfr. in L. Izzo, *Introduzione allo studio della popolazione del Mezzogiorno d'Italia nel secolo XIX*, Napoli, 1965, pp. 97-98. I dati relativi alla Sicilia sono stati raccolti ed ordinati a cura di C. TRASELLI.

(4) F. MAGGIORE PERNI, *La popolazione...* op. cit. L'A. in proposito aggiunge: « Questa cifra di 1.800.000 fu ritenuta dal dottor Schmalt e su essa vi calcolò le varie condizioni dello stato della popolazione, cioè: per sesso: maschi 920.000, femmine 82.000 (?? così nell'originale. È evidente l'errore di stampa), per età: dalla nascita a 10 anni 300.000; da dieci a 20 anni 350.000; da 20 a 40 anni 450.000; da 40 a 60 anni 300.000; da 60 a 100 anni 400.000, per condizioni sociali: nobili 46.000, clero 54.000, gente civile 500.000, popolo 1.200.000. Classificazione arbitraria e mal rispondente ai criteri degli odierni censimenti ». (pp. 84-85).



FIG. 9. — I distretti amministrativi della Sicilia nel 1812. I 23 distretti, o comarche, nell'ordine sono: I. Messina - II. Castoreale - III. Patti - IV. Mistretta - V. Cefalù - VI. Termini - VII. Palermo - VIII. Alcamo - IX. Trapani - X. Mazzara - XI. Sciacca - XII. Bivona - XIII. Girgenti - XIV. Terranova - XV. Modica - XVI. Noto - XVII. Siracusa - XVIII. Catania - XIX. Nicosia - XX. Caltagirone - XXI. Piazza - XXII. Caltanissetta - XXIII. Corleone.

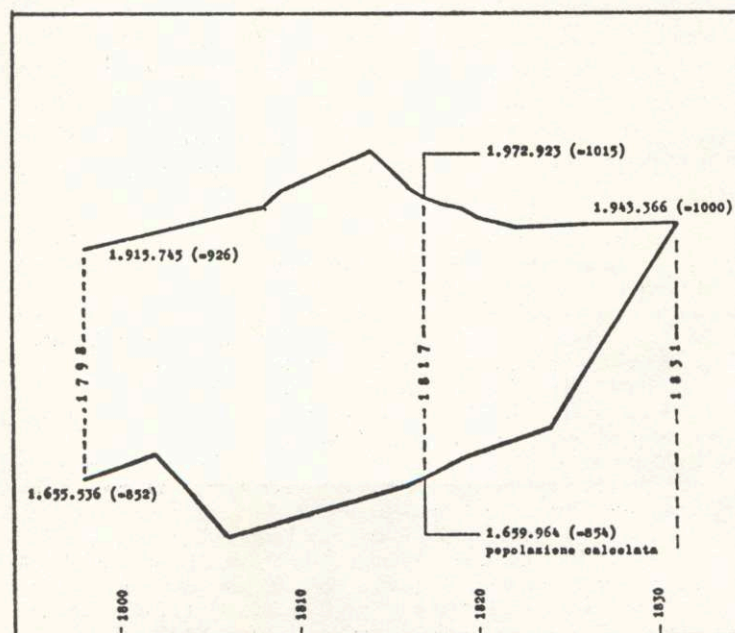


FIG. 10. — La popolazione siciliana tra il 1798 e il 1831. A) secondo F. Maggiore Perni; B) secondo i censimenti e le rilevazioni coevi (valori assoluti e %).

luogo, nel 1806 ci fu un vero e proprio censimento (e non una semplice stima della popolazione) i cui risultati sono consacrati in un documento conservato presso l'A.S. di Palermo (5). In secondo luogo i risultati della numerazione del 1806, dettagliati comunità per comunità, costituiscono per lo storico — al di là dell'interesse, più specifico ma più circoscritto, che possono rivestire per il demografo — un insostituibile punto di riferimento ed una preziosa fonte capaci di aiutare a riconoscere la durata, la natura, la portata e forse la causa della flessione demografica dell'inizio del XIX secolo.

Va da sé che premessa irrinunciabile per accogliere i dati del 1806 è di verificarne l'attendibilità, posto che essi, ben lontano dal confermare una crescita di popolazione anche dopo il 1798 — come vorrebbe la logica prosecuzione dell'andamento riscontrato durante tutto il XVIII secolo — ne registrano invece un sensibilissimo e gravissimo calo: da 1.655.536 a 1.591.234 anime, o forse anche meno in soli otto anni.

Non deve meravigliare il giudizio negativo intorno al censimento del 1806 espresso da Maggiore Perni: « non riuscì ». Quando egli scrive, la statistica e la demografia storiche battono ancora le strade dell'infanzia; d'altra parte, la sua preoccupazione più vistosa sembra essere quella di suffragare una propria tesi personale intorno alla crescita demografica della Sicilia, al punto di fargli accantonare i dati che gli appaiono scomodi.

Intorno alla discutibilità dei metodi adottati da Maggior Perni credo non occorra insistere; valgano, per tutte, le riserve avanzate in proposito dal Pontieri all'XI Congresso Geografico Italiano del 1930 (6).

Secondo Maggiore Perni il periodo che corre tra lo scadere del

(5) Cfr. in L. A. PAGANO, *La popolazione del Regno di Sicilia nell'anno 1806 secondo un censimento inedito*, in « Rivista italiana di Economia, Demografia e Statistica », vol. VI, nn. 1-2, gennaio-giugno, Roma, 1952. A p. 108 l'A. scrive: « nel corso di ricerche eseguite nell'Archivio di Stato di Palermo, ho avuto occasione di trovare... uno 'Stato della popolazione delle Città e terre di Sicilia dell'anno 1806 distribuita per valli' ...Il documento è stato da me ritrovato tra le scritture della Conservatoria di registro del R. Patrimonio, Busta n. 1367, in A. S. di Palermo ».

(6) E. PONTIERI, *Sulla distribuzione della popolazione in Sicilia nel secolo XVIII*, in *Atti dell'XI Congresso Geografico Italiano*, volume II, Napoli, 1930. A p. 5 si legge: « constatata l'inesattezza e l'insufficienza di tali dati (quelli dei censimenti) sarebbe scientificamente poco commendevole che noi li aumentassimo di un decimo, come taluno propose, per ottenere una cifra rispondente allo stato effettivo della popolazione siciliana ». L'allusione a Maggiore Perni è evidentissima.

XVIII secolo ed il 1831 può essere suddiviso in due distinte sezioni:

- dal 1798 al 1814: crescita della popolazione e prosperità;
- dal 1815 al 1831: ristagno della popolazione e penuria;

anche se è egli stesso, però, a segnalare alcune voci discordi, quali quella dell'allora console francese di Sicilia o quella che « fece innalzare un inno al governo e al re per parte dell'economista S. Scudieri » (7).

(7) F. MAGGIORE PERNI, *La popolazione... op. cit.*, p. 176. Si tratta di C. FUMIN, autore di *La Sicile considérée sous le rapport de l'agriculture*, secondo il quale nell'isola, dopo il 1815, anziché spopolazione vi dovette essere aumento di popolazione. Egli scrive: « ...all'inizio del XIX secolo la Sicilia si vide separata dal resto d'Europa e occupata militarmente dagli inglesi. La popolazione fu allora momentaneamente accresciuta dalla presenza di questi stranieri ma la sua parte permanente dovette considerevolmente diminuire: I perché un gran numero di siciliani presero servizio nell'armata e si sa che la nobile carriera delle armi permette raramente il matrimonio a chi vi si consacra; II perché l'incertezza dell'avvenire, la misintelligenza che regnava tra i siciliani ed i loro ospiti, la presenza inopportuna di questi stranieri, la cessazione delle relazioni commerciali, tutto contribuiva allora a rallentare i legami sociali e ad allontanare le circostanze generali che spingono ad un accrescimento di popolazione; III perché gli avvenimenti politici obbligarono molte famiglie ad emigrare ». E ancora il Maggiore Perni a ricordare come l'aumento di popolazione registrato tra il censimento del 1798 e quello del 1831 « fece innalzare un inno al governo e al Re per parte dell'economista S. Scudieri, il quale in questo aumento vide i buoni effetti delle savie leggi e delle buone amministrazioni dal 1816 in poi ». Da una parte, quindi, c'è chi ritiene la popolazione siciliana in diminuzione nel primo quindicennio del XIX secolo e dall'altra chi preferisce sottolineare, invece, una più accentuata crescita nel secondo quindicennio. L'una e l'altra tesi, comunque nate in netto contrasto con quella sostenuta dal Maggiore Perni. Ed è interessante notare come, tra l'altro, nessuno tra i « contendenti » ponga l'accento sugli anni che corrono tra il 1798 ed il 1808 e come essi preferiscano rivolgere la loro attenzione agli anni successivi. Riguardo al periodo 1798-1814 il Maggiore Perni fissa in 107.795 anime (30.000 immigrati e, per il resto, eccedenza delle nascite sulle morti) l'aumento della popolazione e calcola due serie di dati, la seconda delle quali terrebbe conto di più cauti incrementi di popolazione tra il '98 e l'08 che si farebbero invece sensibili tra il '09 e il '14 quando « diecimila soldati inglesi qui stanziavano e la immigrazione dei vinti cresceva, la popolazione ebbe un notevole aumento da 20 a 30.000 emigrati, che gradatamente entrarono nell'isola, e che da essa uscirono dal 1814 in poi ». « La popolazione dal 1815 al 1830 i scrive poi il Maggiore Perni — si può ritenere avesse avuto speciali vicende che la ridussero in meno fino al 1823 e che le diedero un leggero aumento dal 1823 al 1830 ». Intorno al dato finale (1831) lo statistico avverte poi che esso è da ritenere « oltre ogni credere inesatto ». « Certamente noi non possiamo correggere — aggiunge — il censo del 1831 per tutti i 350 comuni, formando esso la base su cui si calcolò, con l'eccesso dei nati sui morti, la popolazione sino all'effettivo censimento del 1861 ». La tesi del Maggiore Perni, basata su una serie di informazioni eterogenee, disonvolamente interpolate in modo da non lasciare più nemmeno intendere quali, fra i dati, siano empirici e quali frutto

In questo controverso panorama, i risultati del censimento del 1806 possono invece aiutare a far luce. Maggiore Perni aveva affermato: « È avvertito dagli storici che al 1806 fu tentato un nuovo censimento che non riuscì », senza aggiungere altro. I dati di quel censimento — comune per comune e complessivi — furono pubblicati nel 1952 sulla Rivista Italiana di Economia e Statistica, accompagnati da un saggio critico, a cura di Luigi Antonio Pagano il quale, sottolineata la genesi travagliata di quella rilevazione, conclude sulla « autenticità della numerazione delle anime dell'anno 1806, le cui modalità di esecuzione furono senza dubbio più rigorose di quelle praticate per il censimento del 1798 », non omettendo di segnalare tuttavia la presenza di « vari errori di calcolo », ivi compreso quello macroscopico riferito alla città di Catania (8).

Le cifre riferite dal Pagano sono o non sono attendibili? sono altrettanto aderenti al vero di quelle delle numerazioni del 1798 e del 1831?

È difficile rispondere con sicurezza a questo interrogativo ma, in caso di risposta affermativa, cade la tesi di Maggiore Perni e si avvalora invece quella secondo cui la popolazione siciliana agli inizi del XIX secolo si sarebbe sensibilmente assottigliata per ragioni presumibilmente militari, politiche ed economiche.

Trovarebbe anche una plausibile spiegazione l'assunzione « legale » della popolazione del 1798 negli « Statuti della amministrazione civile » siciliana, avvenuta quasi vent'anni dopo.

di calcolo, non è convincente per nulla e legittima la messa in dubbio del giudizio drasticamente negativo da lui espresso intorno al censimento del 1806 i cui risultati non rientravano nel suo « disegno demografico ».

(8) L. A. PAGANO, *La popolazione... op. cit.*, tra l'altro l'A. scrive: « riguardo alla forma del documento medesimo si notano vari errori materiali di calcolo, in dati singoli, che, pur osservati nella formazione del prospetto complessivo, furono mantenuti per non alterare il testo originale, come risulta dalla annotazione nella prima facciata del documento, ove è detto: ' per esattezza si sono qui ritenuti gli errori e gli sbagli che forse in alcun luogo possono notarsi nelle somme parziali come nella loro corrispondenza totale ' ». Nella numerazione delle anime di Catania, fatta nel 1805, era stato annotato il numero di 52.014 anime a fronte delle 38.727 del 1806. L'errore era evidente e, scrive il Pagano, « non potendo indugiare oltre nel portare al fine il censimento la Deputazione dovette contentarsi di ricorrere all'espedito, che pare sia stato altre volte praticato, di calcolare in modo empirico e approssimativo il totale della popolazione aumentando al dato erroneo la metà del sovrappiù della differenza con la cifra precedentemente computata ». Vale a dire $38.727 + (52.014 - 38.727) : 2 = 45.370$. BALSAMO nel suo *Giornale di viaggio* che è del 1808 parla, a proposito di Catania, di 45.000 abitanti (p. 239).

Occorre però tentare di individuare i termini *a quo* e *ad quem* del calo di popolazione denunciato dai risultati del censimento del 1806, oltre che, come è ovvio, corroborarne la possibile o probabile attendibilità.

Ad ogni buon conto, prima di procedere, mi pare opportuno fissare in una tabella « i termini della disputa », restituendo ai numeri quello che loro di diritto appartiene.

Va detto subito, a questo proposito, che più che far riferimento ai valori assoluti — poiché le sensibili differenze tra le due serie sono dovute anche al complicato procedimento di stima e di calcolo adottato da Maggiore Perni — occorrerà fissare l'attenzione sui rispettivi indici (9).

La rappresentazione grafica ripropone l'andamento della popolazione siciliana nel primo trentennio del XIX secolo. Si osservi come, se si tengono per attendibili i dati riscontrati per il 1816 ed il 1819, la popolazione corrisponderebbe, nel '17, a 1.659.964 anime, cioè solo il 2,5% in più nei confronti nel 1798. Si ponga altresì mente, se si tengono per attendibili i risultati del censimento del 1806, al brusco calo di popolazione a partire dal 1802. Ma è o non è accettabile la numerazione del 1806?

(9) Condensò in poche righe, omettendo le considerazioni più minute, il procedimento adottato dal Maggior Perni per fissare un possibile andamento della popolazione siciliana fino al 1831. Egli parte dal presupposto che i dati ufficiali del 1714 siano inferiori al vero perché la preoccupazione del Governo fu quella di « riparare alla disuguaglianza del censo del 1681 per le mutate condizioni avvenute nella popolazione, come si credeva, effetto del terremoto del 1693... e di conseguenza si ebbe la preoccupazione che la nuova numerazione doveva dare di meno... ma dell'aumento naturale della popolazione non si tenne conto ». Inoltre « il timore di imposte più pesanti sotto un governo che gravò la mano sulle imposizioni » indusse a far figurare cifre inferiori al vero « che la Deputazione, non volle correggere ». Infine non vi era alcuna ragione per ritenere che la popolazione del 1714 dovesse essere inferiore a quella di 35 anni prima (cioè al censimento del 1681). Ciò premesso, Maggiore Perni calcola che l'incremento di popolazione fra il censimento del 1653 e quello del 1681 fu dello 0,52 per cento ed applica tale tasso al periodo successivo, fino al 1714, defalcando — al 1693 — le vittime del terremoto. Apportati alcuni altri correttivi di minor rilievo egli fissa per il 1714, una « popolazione effettiva » di 1.138.386 anime esclusi gli ecclesiastici e gli abitanti di Palermo. A questa popolazione ed a quella censita nel '37 '48 e '98 egli aggiunge, così come aveva già operato per i secoli XVI e XVII (escluso il 1637 ed il 1574) un 10% ritenuto il valore dell'approssimazione per difetto della « popolazione effettiva » rispetto a quella reale. A tali dati somma, a stima, quelli della popolazione ecclesiastica e della città di Palermo che non vi erano compresi ed ottiene la serie plurisecolare di cui qui ho trascritto solo i dati dal 1798 in avanti.

La popolazione siciliana tra il 1798 ed il 1831
(valori assoluti e numeri indice - Pop. 1831 = 1000)

Anni	VALORI ASSOLUTI		NUMERI INDICE	
	A) - secondo Maggiori Perni	B) - censimenti e rilevazioni	Ai	Bi
1798	1.915.745 (a)	1.655.536 (b)	9.858	5.519
1799	1.920.450		9.882	
1800	1.925.155		9.906	
1801	1.929.860		9.925	
1802	1.934.565	1.687.007 (c)	9.955	8.681
1803	1.939.260		9.979	
1804	1.943.965		10.003	
1805	1.948.670		10.027	
1806	1.953.375	1.591.284 (d)	10.051	8.188
1807	1.958.080		10.076	
1808	1.962.785		10.100	
1809	1.980.702		10.192	
1810	1.989.264		10.236	
1811	1.997.886		10.280	
1812	2.006.478		10.325	
1813	2.015.070		10.369	
1814	2.023.665		10.413	
1815	2.006.425		10.324	
1816	1.983.251	1.648.955 (e)	10.205	8.485
1817	1.972.923		10.152	
1818	1.965.006		10.111	
1819	1.960.079	1.681.983 (e)	10.086	8.655
1820	1.949.925		10.034	
1821	1.944.822		10.007	
1822	1.940.009		9.983	
1823	1.940.382		9.985	
1824	1.940.755	1.714.000(e)	9.986	8.820
1825	1.941.138		9.988	
1826	1.941.811		9.992	
1827	1.942.884		9.997	
1828	1.942.257		9.994	
1829	1.942.627		9.996	
1830	1.943.900		10.002	
1831	1.943.366 (b)	1.943.366 (b)	10.000	10.000

(a) Popolazione calcolata come qui sopra descritto.

(b) Popolazione rilevata ai rispettivi censimenti. Per il 1798 la popolazione legalmente accreditata è di 1.660.267.

(c) Dato riferito da Maggiore Perni (*La popolazione... op. cit.* p. 318) senza indicazione della fonte («... a secondo le cifre che ci fu dato di trovare...»).

(d) Popolazione siciliana al censimento del 1806.

(e) Queste cifre, che si ritrovano nell'opera di Maggiore Perni, sono state altresì riscontrate dal Carmelo Trasselli (Cfr. qui a nota 3).

Notizie di demografia siciliana le ritroviamo nel « Giornale di viaggio » di Paolo Balsamo (10) del 1808. L'abate raccoglie una notevole quantità di informazioni per farne un resoconto al re; non è un viaggiatore « qualunque », ma un « esperto » che si è posto il compito di osservare segni di ripresa nell'Isola, martoriata per anni da una profonda crisi economica.

Nel 1809 il « Giornale » viene pubblicato. « La popolazione di Sicilia — scrive il Balsamo — per l'enumerazione fattane e pubblicata nel 1798 è di 1.655.536; in essa non vi furono compresi i regolari, ed alcuni altri, e vi sono gravissimi motivi per sospettare, che le varie città e terre abbiano voluto, come sempre hanno fatto, minorare il numero dei propri abitanti, anziché ingrandirlo. Per lo che non sono di parere, che la popolazione dell'intero reame non si debba stabilire per meno di 1.700.000 anime... ». È palese che, per il Balsamo, la maggior popolazione del 1808, anno in cui scrive, rispetto al 1798 non dipenda da una effettiva crescita demografica, bensì dalla *voluta minorazione* del dato iniziale. A conferma, sempre nel Balsamo, poco più avanti si legge: « La popolazione, per le tristi ricolte, è venuta meno in qualche parte dell'isola dal 1800 in qua: ma questo è un male di lieve momento e che il ritorno di migliori raccolti farà ben presto disparire ». Non di stasi demografica si parla quindi, ma di *calo* e di *ripresa* il cui momento, però, coinciderà con il « ritorno di migliori raccolti » (11). Questa valutazione sintetica è suffragata, nel Balsamo, da una serie di dati analitici.

La descrizione che egli fa di Chiaromonte è spaventosa: la popolazione, nei primi anni del secolo da 7.000 si è ridotta a 5.000 anime, « senza che vi fossero entrate per nulla le emigrazioni... o non so quali altre fantastiche ragioni ». Tra il 1788 ed il 1797 i nati superano i morti di 904 unità; nel decennio successivo i morti eccedono i nati di 59 unità (12).

Transitando per Scicli il Balsamo annota (13): « È fama che la popolazione di Scicli ecceda i diecimila e che da alcuni anni in qua abbia sofferto notabile diminuzione ».

Compulsati i registri parrocchiali il B. conclude: « ...Si può

(10) P. BALSAMO, *Giornale del viaggio... op. cit.*

(11) *Ibidem*, pp. 304-305.

(12) *Ibidem*, pp. 105-107.

(13) *Ibidem*, p. 163.

pretendere che il creduto minoramento degli abitanti sia avvenuto dal 1800 in poi in sequela delle scarse raccolte. Ciò non è improbabile... ». A riprova il B. dà il totale dei matrimoni celebrati nella città:

— negli anni sterili (1804-1806) = 139 matrimoni

— negli anni fertili (1806-1808) = 297 matrimoni

tanto da fargli concludere con una speranza di ripresa.

A S. Filippo d'Argirò alcuni notabili « confermarono... che la popolazione del luogo andava continuamente diminuendo per le incessanti emigrazioni degli abitanti suoi » lamentando quindi « lo scarso numero dei lavoratori di campagna » costretti « a cercare altrove patria, pane e lavoro » (14). A Caltavuturo, « sconcio di aspetto sucido e tristo... molti continuamente emigravano, al che noi ridendo rispondevmo che ci facevano minor meraviglia quelli che l'abbandonavano, che gli altri, i quali vi rimanevano » (15). Secondo una relazione locale (16), i suoi abitanti avrebbero avuto a disposizione meno di 6 tomoli di grano a testa.

La popolazione di Cerda, secondo il B. « si è nei trascorsi vent'anni aumentata, ma più nei primi dieci che negli ultimi, per motivo della grave sterilità delle raccolte avvenute dopo il 1800 » (17). Tra il 1787 ed il 1796 l'eccesso dei nati sui morti fu di 80, contro i 63 del decennio successivo. Lo stesso fenomeno investe, ma anche più gravemente, il non modesto centro di Termini, dove il supero dei nati è, tra il 1768 e l'87 di 3.347, contro i 1.736 del ventennio successivo. « Donde si deduce — commenta il B. — che negli ultimi venti anni per motivo della carestia, gli abitanti di Termini si accrebbero in una assai minor quantità di quello che fatto avevano nei venti anteriori... » (18).

Conclude amaramente il Balsamo queste sue note: « È fuori di ogni controversia che la Sicilia, considerata *fisicamente* sia capace di una assai maggior popolazione, che di presente non ha; ma nello stato attuale di sua industria, e ricchezza dev'ella desiderarne di più?

(14) *Ibidem*, pp. 275-276.

(15) *Ibidem*, pp. 281-282.

(16) *Ibidem*, p. 283.

(17) *Ibidem*, p. 285.

(18) *Ibidem*, p. 292.

Devono adoperarsi mai mezzi *diretti o sforzati* per accrescerla? Quanto a me, senza dubbio o scrupolo rispondono negativamente... » (19).

Ometto di far qui più ampia menzione intorno al gravissimo decadimento della popolazione di Siracusa (« V'ha chi crede che un secolo addietro essa ascendeva a 40.000 e che da quell'epoca in poi sia minorata di due terzi ») (20) o alle disastrose condizioni di Noto (« fa meraviglia come in 38.000 salme di terra ve ne siano 19.000 incolte, e come in tutte non vi siano più di 12.000 abitanti: e si può domandare se mai vi è poca gente perché vi è poca coltura o vi è poca coltura perché vi è poca gente ») (21).

Sì precarie condizioni delle popolazioni siciliane, tra la fine del XVIII e l'inizio del XIX secolo, si rivestono di ancor più sinistra luce se si pone mente al fatto che, a renderne più crudele la decimazione, si fecero alleati delle « sterminatrici meteore » non pochi signori, come accade a Priolo, ad opera dei Duchi di Villarosa, « perché una nascente popolazione arreca sempre del dispensio e del fastidio al barone » (22), oppure a Siracusa, teatro « dell'ingiusta, barbarica ed alla ragione ed all'umanità opprobiosa pratica dei così detti *peritori*, co' quali il Marchese di Sortino fa sprofondare e perdere in voragini a bella posta scavate tutte le acque, che ai suoi usi sopravvanzano e che altrimenti colerebbero nella campagna di Siracusa » (23); oppure al Pozzallo, il caricatoio di Modica, che certo potrebbe prosperare e assicurare più serene speranze di sopravvivenza e che così come è « acconcio al commercio conterebbe di certo più di 700 od 800 abitanti, quanti di presente ne contiene, se i Conti di Modica non avessero sempre proibito di fabbricarvisi delle novelle case, per timore che ingrandendo non potesse aprire l'adito a certe fiscali speculazioni. Motivi e principi di tale sorte non possono ormai più avere luogo... » — conclude amareggiato il Balsamo (24).

Queste sono solo alcune fra le più significative pagine del « Giornale »; molte altre se ne potrebbero aggiungere, se già esse non sembrassero sufficienti per riassumere l'opinione del Balsamo:

(19) *Ibidem*, pp. 305-306.

(20) *Ibidem*, p. 216.

(21) *Ibidem*, p. 199.

(22) *Ibidem*, p. 278.

(23) *Ibidem*, p. 225.

(24) *Ibidem*, p. 226.

a) la popolazione del 1798 era più numerosa di quella registrata dal censimento;

b) prima del 1808, nel nuovo secolo, essa, dove non era andata scemando soprattutto negli anni tra il '02 ed il '06, si era mantenuta grosso modo ai livelli del 1798;

c) è avvertibile, in diverse località, un fenomeno migratorio soprattutto determinato da ragioni di sopravvivenza;

d) ad aggravare le condizioni di vita dei contadini contribuisce spesso il comportamento padronale;

e) il calo demografico è soprattutto provocato dalla terribile carestia che per qualche anno ha afflitto la terra siciliana.

A quest'ultimo proposito, voglio riportare qui lo sconvolgente rapporto, sempre ad opera del Balsamo, sul podere di Maglitta, nella Baronia di Campopietro, di proprietà del barone di Perremuto (25).

Eccolo ridotto in cifre:

Salme di frumento

Anno	Seminato	Raccolto	Rapporto
1803	36	85	1/2,36
1804	27,8	13,12	1/0,50
1805	30	22	1/0,73
1806	29,6	28,14	1/0,98
1807	30	90	1/3,00
1808	36,8	225	1/6,16

Può darsi che questo fosse un caso limite, ma la realtà che esso denuncia è spaventevole, se si pensa che mediamente — secondo i dati rilevati dal marchese di Villabianca — negli ultimi quarant'anni del XVIII secolo il rapporto tra una salma di frumento raccolto e quello seminato varia tra il cinque ed il sei per uno, e che l'annata peggiore del quarantennio, che fu quella del 1763, aveva dato un raccolto pari a tre volte il seminato.

Ma la vicenda di Maglitta non può considerarsi isolata, se il Balsamo commenta inorridito: « La posterità stenterà a prestare fede ad un infortunio tanto serio, ed ostinato, qual si è quello avvenuto al principio del decimo nono secolo a quella più ricca parte della valle di Noto » (26).

(25) *Ibidem*, p. 269-270.

(26) *Ibidem*, p. 270.

Nel « Giornale » il Balsamo annota, viaggiando di città in città, di paese in paese, la consistenza della popolazione, raccogliendo i dati che direttamente in luogo gli vengono forniti, qualche volta compulsando di persona i registri dei nati e dei morti. Le cifre rilevate dal Balsamo sono arrotondate: suo scopo non è quello di censir anime, ma di fissare ordini di grandezza.

Riporto qui *tutte* le cifre segnalate nel « Giornale » accanto a quelle risultanti dai censimenti del 1798 e del 1806 per le medesime località.

Località	1798	1806	1808	« Giornale » pag.
Misilmeri	5665	5797	6000	5
Ogliastro	1268	1382	1000	6
Mezzojuso	4030	3827	5000	9
Vicari	4509	3777	4/5000	15
Roccapalumba	1268	1378	1200	17-18
Vallelonga	3987	3322	4000	26-27
Caltanissetta	15627	17468	16000	43
San Michele	2676	2155	3000	62
Caltagirone	19609	18200	20000	66
Monterosso	4126	3655	4000	90
Chiaromonte	6594	6082	7000	105-6
Vittoria	9966	9854	10000	113
Comiso	10445	10029	10000	122
Ragusa	16616	16426	17000	131
Modica e Pozzallo	19702	19702	18000 + 7/800	148/176
Scicli	9639	8941	10000	163
Noto	11065	11157	12000	197/99
Avola	6782	6815	7000	203
Siracusa	16264	13901	14000	216-21
Catania	45081	45370 *	45000	239
S. Filippo d'Argirò	6118	6426	6500	239
Lionforte	9757	9722	10000	277
Nissoria	1024	1156	1000	276
Alimena	3376	3505	3000	280
Caltavuturo	3984	3632	4000	282/3
Cerda	1136	1272	1200/1300	284/5
Termini	14150	13238	14000	292
Trabia	1153	1170	1000	293

(* Dato corretto; vedi qui nota n. 8)

La gran parte delle cifre esposte e le così abbondanti segnalazioni del Balsamo, se non ci possono dar prendere per assolutamente validi i dati del 1806, devono tuttavia indurci a qualche seria riflessione. Se anche non è consentito affermare con assoluta certezza che

nel primo decennio del XIX secolo vi fu un grave calo di popolazione, possiamo però ritenere senz'altro che essa, in quel periodo, *non aumentò*, contrariamente a quanto riteneva Maggiore Perni. È sufficiente dare un'occhiata ai totali della popolazione delle località or ora elencate per rendersene conto:

1798 = 255.617 abitanti

1806 = 249.359 abitanti

1808 = 256.200 abitanti

Si tratta di poco meno di un sesto dell'intera popolazione dell'isola e perciò il campione (anche considerando che le località esaminate sono sparse su di una vasta porzione di territorio) può considerarsi sufficientemente rappresentativo.

Il Balsamo sembra registrare con puntualità i primi segni di ripresa dopo la bufera culminata nel 1806 e costata, probabilmente, molte migliaia di vite umane; ma non si dimentichi che le settemila anime che egli ha « contato » in più rispetto al 1806 non costituiscono probante elemento per ritenere che la popolazione globale dell'Isola sia di nuovo in netta crescita.

L'itinerario che egli ha scelto (27), infatti, riguarda quella parte dell'Isola la cui popolazione, in termini percentuali, è andata meno pesantemente diminuendo ma ciò è da accreditarsi, molto probabilmente, sia ai nuovi apporti dal continente — dovuti a vicende politiche — sia ad un vasto movimento di migrazioni interne.

Le città, i paesi ed i villaggi che il Balsamo va attraversando fanno parte di quei distretti in cui — a stare ai dati raccolti nel censimento del 1806 — il numero delle morti (28) supera quello

(27) Le località visitate dal Balsamo sono, nell'ordine: Misilmeri, Agliastro, Mezzojuso, Vicari, Roccapalumba, Vallelunga, Caltanissetta, Pietraperzia, San Michele, Caltagirone, Monterosso, Chiaromonte, Vittoria, Comiso, Ragusa, Modica, Scicli, Noto, Avola, Siracusa, Catania, Catenanova, San Filippo d'Argirò, Nissoria, Lionforte, Alimena, Caltavuturo, Cerda, Termini, Trabia.

(28) Nel censimento del 1806 furono annotati, comune per comune, anche il numero dei nati, dei morti e dei matrimoni. L'elencazione è fatta nel documento originale, per Valli (Mazzara, Demone, Noto); ho ridistribuito i dati medesimi secondo la ripartizione in 23 distretti adottata nel 1812 e calcolato, in millesimi, l'indice di natalità e mortalità rispetto alla popolazione dei singoli comuni. Ecco i risultati distretto per distretto.

Distretto	Nati	Morti	Distretto	Nati	Morti
I Messina	34,30	20,52	III Patti	36,31	36,06
II Castoreale	30,09	32,27	IV Mistretta	30,60	33,01

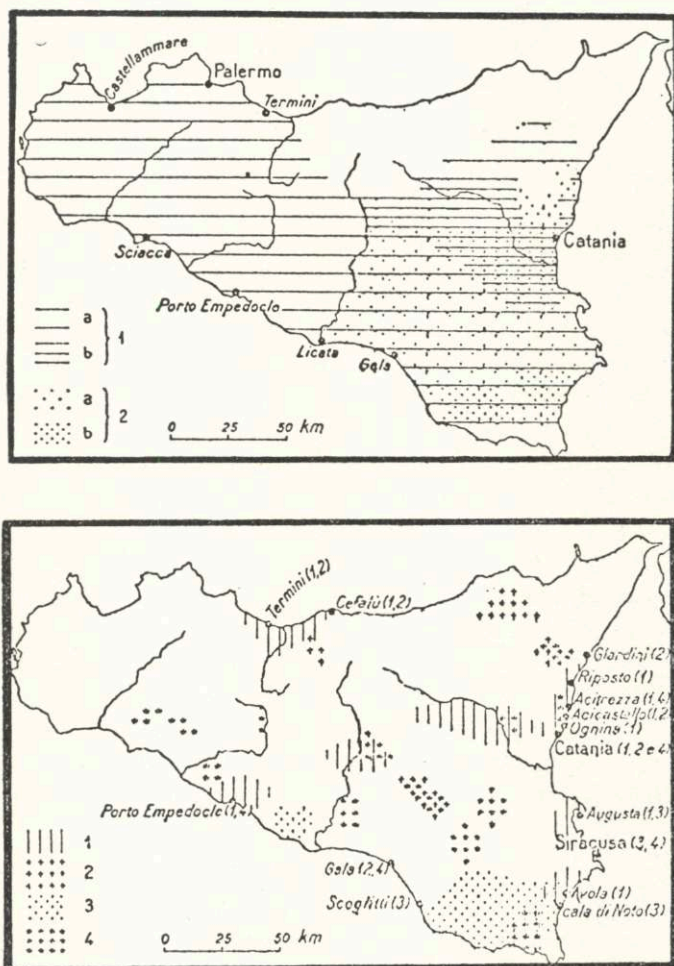


FIG. 11. — *Le principali coltivazioni siciliane intorno al 1755.* Queste cartine sono estratte da: L. Gambi, «L'agricoltura e l'industria della Sicilia intorno al 1755, negli scritti del toscano D. Sestini», in «Studi geografici pubblicati in onore del prof. Renato Biasutti», supplemento al vol. LXV (1958) della «Rivista geografica italiana».

delle nascite, a volte in misura drammatica. E l'abate sembra dirigersi appunto per rendersi conto di persona della portata della calamità abbattutasi su quella parte dell'Isola.

Se il Balsamo avesse volto i propri passi verso la val Mazzara anziché verso la Sicilia sud-orientale, al posto di settemila anime in più, nel 1808, ne avrebbe trovate parecchie migliaia in meno. Infatti, tra il 1798 ed il 1806 una notevole massa di rurali, sospinti dal bisogno di sussistenza, si spostò dalla Sicilia occidentale, dove la coltivazione del grano era risorsa quasi esclusiva, verso quella orientale, al di qua del fiume Salso, dove invece l'agricoltura era più varia e ricca. Qui, ad una più intensiva coltura del grano si accompagnava, assai diffusamente, quella dell'orzo ed erano praticate abbondantemente le coltivazioni legnoso-agrarie (mandorlo, nocciolo, carrubo, pistacchio) (29).

Ciò non di meno la rilevazione « sul campo » condotta dal Balsamo, lo stesso itinerario da lui scelto, confermano che il censimento del 1806 è ragionevolmente assumibile come valido indicatore di una crisi demografica siciliana nei primi anni del XIX secolo. Tra il 1802 ed il 1806 l'accavallarsi di vicende economiche e politiche avrebbe provocato in Sicilia una spaventosa perdita di vite umane. L'aver assunto, nel 1817, a misura legale della popolazione siciliana i dati del censimento del 1798 (giova ripeterlo alla luce di questi nuovi dati) non corrisponde, perciò, a fantasia di qualche burocrate, ma a meditata decisione suffragata dalle indagini allora condotte.

Noi non possediamo i dati sulla popolazione, anno per anno, in questo intervallo di tempo. L'unico confronto possibile è fra il 1798 ed il 1806: se si eccettuano i distretti di Messina (dove è registrabile

Distretto	Nati	Morti	Distretto	Nati	Morti
V Cefalù	33,48	35,14	XV Modica	36,05	45,44
VI Termini	35,45	33,18	XVI Noto	37,55	38,51
VII Palermo	35,23	27,05	XVII Siracusa	37,98	36,90
VIII Alcamo	39,34	35,25	XVIII Catania	31,10	36,78
IX Trapani	33,78	32,28	XIX Nicosia	35,41	45,82
X Mazzara	37,55	36,72	XX Caltagirone	36,15	51,14
XI Sciacca	33,28	34,06	XXI Piazza	35,32	43,63
XII Bivona	32,04	34,64	XXII Caltanissetta	43,79	38,46
XIII Girgenti	37,09	35,50	XXIII Corleone	32,73	30,11
XIV Terranova	44,86	41,35	SICILIA	35,15	34,83

Il censimento del 1806 dà, per tutta la Sicilia, un totale di 55.943 nascite e di 55.426 morti, con uno scarto, quindi di sole 517 unità.

(29) Cfr. L. GAMBI, *L'agricoltura... op. cit.*

un sensibilissimo addensamento di popolazione nel capoluogo), di Palermo (dove la capitale continua a rappresentare un punto di approdo per chi abbandona la campagna) e di Piazza (dove l'aumento di popolazione è assai modesto), tutta l'Isola è toccata dalla grave crisi demografica.

In 20 *distretti* il saldo totale negativo della popolazione ammonta ad anime 107.564.

In 3 *distretti* il saldo totale positivo ammonta ad anime 27.221.

In *tutta l'isola* (23 distretti) il saldo negativo è di anime 80.343.

I due terzi della perdita sono localizzabili nella Val Mazzara; circa un sesto è ripartibile tra i distretti di Catania, Castoreale e Patti; un altro sesto riguarda il resto dell'Isola. Le più gravi emorragie di popolazione si sarebbero riscontrate in un gruppo di distretti della Sicilia occidentale. Ecco quelli più sensibilmente interessati:

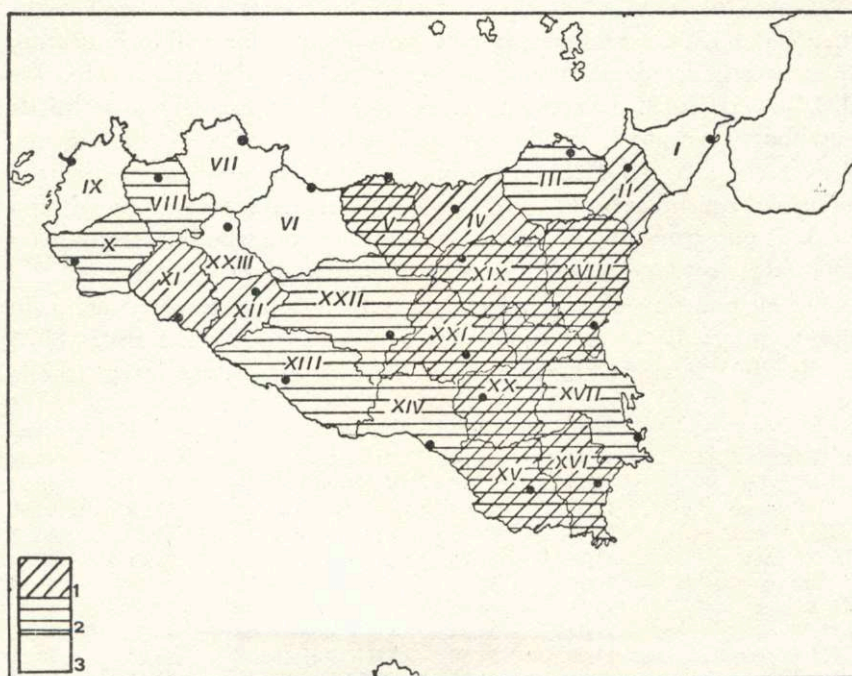


FIG. 12. — *Natalità e mortalità in Sicilia nel 1805.* - 1. Il numero dei morti supera quello dei nati - 2. L'indice di mortalità è superiore alla media dell'isola. - 3. Il numero dei nati supera quello dei morti.

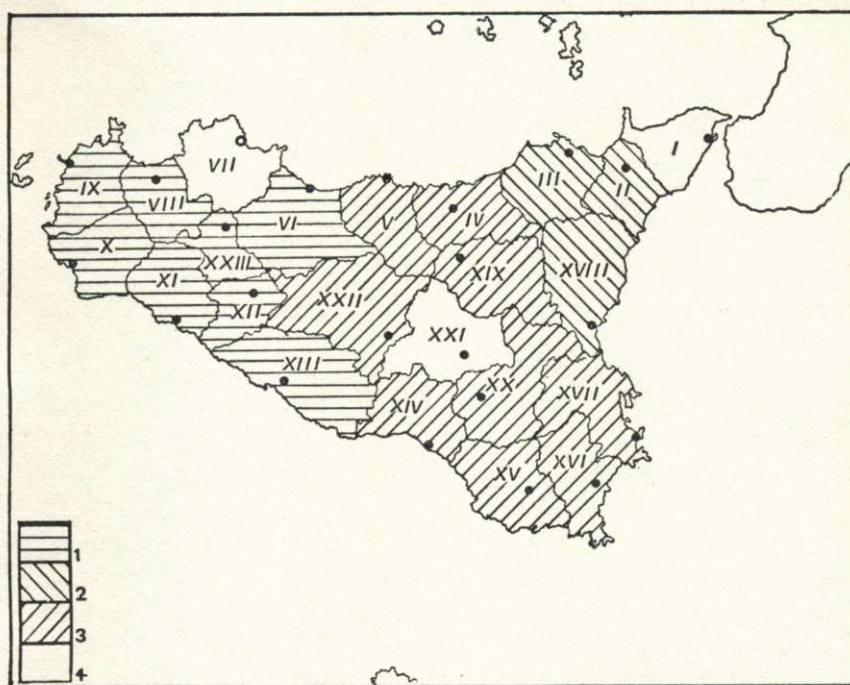


FIG. 13. — *Distribuzione della perdita di popolazione in Sicilia tra il 1798 ed il 1806.* La popolazione è in diminuzione in 20 distretti su 23. Fatto 100 il totale delle perdite, la distribuzione è la seguente: 1. Termini, Alcamo, Trapani, Mazzara, Sciacca, Bivona, Girgenti, Corleone, perdono complessivamente il 64,62% - 2. Castoreale, Patti, Catania, perdono complessivamente il 17,37% - 3. Mistretta, Cefalù, Nicosia, Caltanissetta, Terranova, Modica, Noto, Siracusa, Caltagirone, perdono complessivamente il 18,01%. Nei distretti di Palermo, Messina e Piazza la popolazione è in aumento.

Diminuzione della popolazione di alcuni distretti tra il 1798 ed il 1806. (%)

Termini	7,5%	Sciacca	17,0%
Alcamo	18,5%	Bivona	18,5%
Trapani	8,5%	Girgenti	13,5%
Mazzara	21,0%	Corleone	13,0%

La crisi avrebbe profondamente mutato anche la distribuzione di popolazione su tutto il territorio siciliano. Se il cinquantennio 1748-1798 aveva registrato un più pronunciato addensarsi di popolazione (dal 44,2 al 47,7%) nella Sicilia occidentale, tra il 1798 ed il

*Variazioni della popolazione dei 23 distretti siciliani alle date dei diversi censimenti *
(valori percentuali)*

		1714	1748	1798	1806	1831
I.	Messina	1.000	1.035	1.258	1.569	2.021
				1.215	1.247	1.288
		6,357	5,571	5,116	6,709	7,028
II.	Castroreale	1.000	1.104	1.274	1.137	1.450
				1.154	893	1.274
		4,064	3,797	3,313	3,109	3,223
III.	Patti	1.000	1.309	1.685	1.543	1.953
				1.287	916	1.265
		2,995	3,318	3,228	3,109	3,200
IV.	Mistretta	1.000	1.193	1.471	1.452	1.761
				1.233	987	1.761
		2,156	2,177	2,029	2,106	2,077
V.	Cefalù	1.000	1.085	1.554	1.461	1.536
				1.433	940	1.051
		3,696	3,392	3,674	3,632	3,105
VI.	Termini	1.000	1.215	1.860	1.719	2.020
				1.531	924	1.175
		4,080	4,195	4,856	4,718	4,509
VII.	Palermo	1.000	1.101	1.808	1.848	2.288
				1.643	1.022	1.238
		11,471	10,683	13,269	14,258	14,360
VIII.	Alcamo	1.000	1.261	2.013	1.640	2.194
				1.597	815	1.338
		2,130	2,272	2,743	2,350	2,557
IX.	Trapani	1.000	1.087	1.485	1.357	1.647
				1.367	914	1.214
		3,623	3,331	3,442	3,306	3,265
X.	Mazzara	1.000	896	1.433	1.134	1.380
				1.600	791	1.217
		3,574	2,708	3,277	2,725	2,698
XI.	Sciacca	1.000	1.304	1.908	1.579	2.065
				1.463	828	1.308
		2,094	2,311	2,555	2,224	2,365
XII.	Bivona	1.000	1.181	1.261	1.029	1.244
				1.068	816	1.209
		3,655	3,652	2,949	2,530	2,488
XIII.	Girgenti	1.000	1.372	1.672	1.450	1.729
				1.218	867	1.192
		7,269	8,441	7,774	7,090	6,873

	1714	1748	1798	1806	1831
XIV. Terranova	1.000	1.385	1.653	1.649	1.727
			1.194	997	1.047
	2,107	2,469	2,223	2,337	1,991
XV. Modica	1.000	1.181	1.295	1.246	1.622
			1.097	963	1.302
	6,801	6,794	5,632	5,701	6,035
XVI. Noto	1.000	1.332	1.717	1.602	1.927
			1.289	933	1.203
	2,529	2,850	2,778	2,725	2,666
XVII. Siracusa	1.000	1.086	1.190	1.163	1.522
			1.096	978	1.308
	4,540	4,173	3,456	3,553	3,779
XVIII. Catania	1.000	1.312	1.807	1.713	2.335
			1.377	948	1.363
	8,479	9,415	9,804	9,770	10,829
XIX. Nicosia	1.000	1.132	1.274	1.226	1.468
			1.125	962	1.197
	4,416	4,228	3,598	3,640	3,545
XX. Caltagirone	1.000	1.240	1.557	1.491	1.724
			1.256	956	1.156
	4,257	4,465	4,242	4,270	4,015
XXI. Piazza	1.000	1.040	1.428	1.474	1.676
			1.373	1.032	1.137
	3,507	3,087	3,204	3,476	3,217
XXII. Caltanissetta	1.000	1.367	1.807	1.745	1.876
			1.322	966	1.075
	3,483	4,029	4,029	4,089	3,574
XXIII. Corleone	1.000	1.149	1.616	1.408	1.750
			1.406	871	1.243
	2,717	2,642	2,809	2,573	2,601
Totale isola	1.000	1.182	1.563	1.487	1.828
			1.323	951	1.230

N.B.: I rapporti qui calcolati differiscono da quelli calcolabili sui dati empirici perché, per rendere omogenee le quantità da raffrontare, non ho potuto conteggiare (soprattutto per il 1806 ed il 1831) sulla base dell'universo risultante dai censimenti. L'approssimazione è comunque variabile tra un minimo dell'1‰, ed un massimo del 32‰.

* Nella prima riga: 1714 = 1000.

Nella seconda riga: censimento precedente = 1000.

Nella terza riga: ‰ della popolazione di ciascun distretto rispetto al totale dell'Isola.

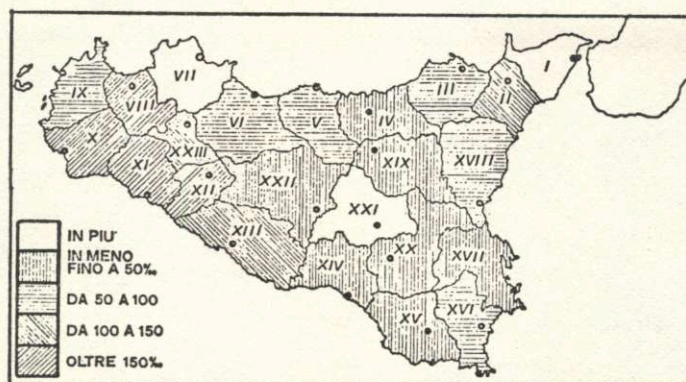


FIG. 14. — *Variazioni della popolazione siciliana nei singoli distretti per classi di ampiezza (1798-1806).*

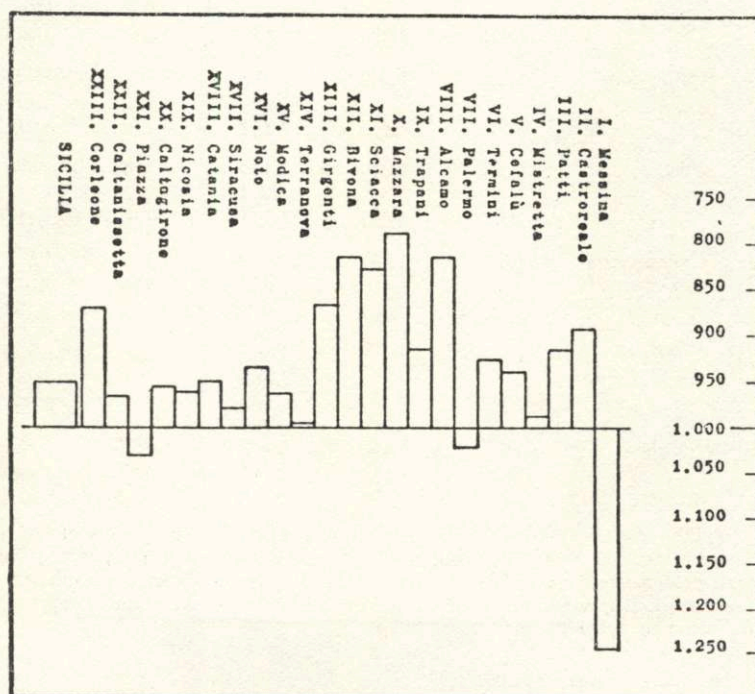


FIG. 15. — *Variazioni percentuali della popolazione di ciascun distretto siciliano tra il 1798 (= 1000) ed il 1806.*

1806 si assiste ad una inversione di tendenza e, proporzionalmente rispetto a tutta l'Isola, la popolazione residente nella Sicilia occidentale passa dal 47,7% al 45,8% nonostante la sensibile espansione di Palermo.

Durante tutto il XVIII sec., periodo di grande espansione demografica in Sicilia, gli spostamenti di popolazione da un distretto all'altro dell'isola sono frequenti; segno che masse contadine, a misura della crescita di popolazione, vanno alla ricerca di nuovi insediamenti in grado di garantir loro la possibilità di sostentamento.

Tra il 1714 ed il 1831 la popolazione siciliana è poco meno che raddoppiata, ma essa è andata ridistribuendosi sul territorio in maniera diversa durante le fasi della crescita demografica segnate dai censimenti. Prima del 1812 la Sicilia era suddivisa nelle tre grandi Valli di Mazzara, Demone e Noto; all'estremità sud-orientale la contea di Modica. A datare dal 1812 « fra gli atti integrali della Costi-

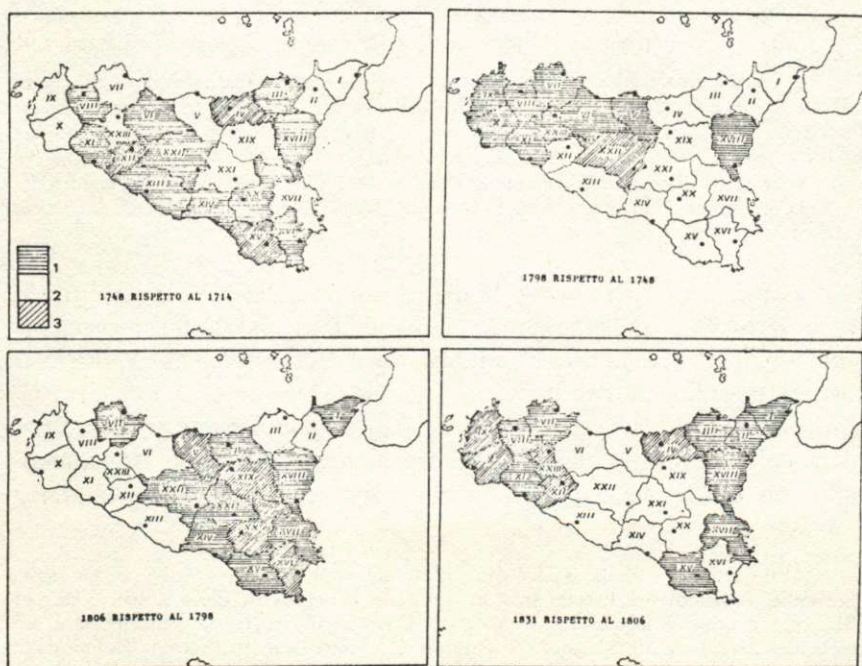


FIG. 16. — *Mutamenti nella distribuzione della popolazione siciliana alle date dei censimenti.* 1. Popolazione in aumento - 2. Popolazione in diminuzione - 3. Popolazione stazionaria (valori percentuali rispetto al totale dell'Isola).

tuzione abbiamo la divisione della Sicilia in 23 distretti, e la designazione dei confini di ciascuno di essi in modo razionale e seguendo le conformazioni naturali del terreno » (30). Ho fatto riferimento a questa suddivisione del territorio per osservare la distribuzione della popolazione anche nel periodo antecedente il 1812, ed ecco come essa è andata insediandosi nei vari distretti, in percentuale rispetto a quella totale dell'Isola, nell'arco di tempo che va dal 1714 al 1831.

Le cartine (e la tavola numerica) qui riprodotte sono sufficientemente significative.

La tabella che segue, riassuntiva per valli, aiuta ad osservare il fenomeno:

*Sicilia: Distribuzione della popolazione per Valli alle date dei censimenti (valori percentuali) **

	1714	1748	1798	1806	1831
Val Mazzara	44,096	44,264	47,703	45,863	45,290
Val Demone	32,163	31,898	30,762	32,075	33,007
Val Noto	23,741	23,838	21,535	22,062	21,703
Totale	100,000	100,000	100,000	100,000	100,000

* Questa ripartizione non corrisponde con esattezza a quella delle Valli, antecedente il 1812, come può rilevarsi anche dalla cartina. Tuttavia i raffronti percentuali sono omogenei. Alle tre Valli ho sempre ascrivito (anche prima del '12) i seguenti distretti: Mazzara (Termini, Palermo, Alcamo, Trapani, Mazzara, Sciacca, Bivona, Girgenti, Caltanissetta, Corleone); Demone (Messina, Castoreale, Patti, Mistretta, Cefalù, Catania, Nicosia); Noto (Terranova, Modica, Noto, Siracusa, Caltagirone, Piazza).

Tra il 1714 ed il 1748: la distribuzione della popolazione tra le tre grandi Valli siciliane tende a mantenersi inalterata; incrementi percentuali di popolazione interessano prevalentemente i distretti costieri meridionali dell'isola.

Tra il 1748 ed il 1798: la crescita di popolazione è più accentuata nella Sicilia occidentale rispetto al resto dell'Isola. Ad aumentare non è solo la popolazione ella capitale e del suo circondario

(30) Le cartine della Sicilia qui riprodotte sono state costruite da me sulla base delle descrizioni del Fazello (per le tre Valli) e degli Atti della Costituzione del 1812 (per i ventitré Distretti o Comarche). Descrizioni rispettivamente riportate nei lavori del Pagano e di Maggiore Perni qui già citati. Per tracciare i confini delle Valli e dei Distretti mi sono servito della *Carta della Sicilia* incisa da A. TARDIEU, Parigi, 1822 ed allegata a: G. DE WELTZ, *Saggio su i mezzi da moltiplicare prontamente le ricchezze della Sicilia*, conservata presso la B. C. di Bergamo. I dati demografici utilizzati sono quelli dei censimenti ufficiali.

bensi, sempre in termini percentuali, quella di nove su undici distretti. Per converso, nella Sicilia orientale la popolazione tende dappertutto a rarefarsi, con l'eccezione del distretto di Catania, dove la crescita è però in gran parte dovuta alla sensibile espansione del capoluogo.

Tra il 1798 ed il 1806: la tendenza si inverte nettamente nonostante Palermo continui ad aumentare, nel quasi generale calo di popolazione, tanto in percentuale che in cifre assolute. In quasi tutta la Sicilia orientale la popolazione dei singoli distretti, sempre in rapporti percentuali, tende a crescere a dispetto della « decimazione » che, in quegli anni, colpisce gli abitanti di tutta l'Isola.

Tra il 1806 ed il 1831: si ristabiliscono grosso modo i rapporti di distribuzione, tra Sicilia Occidentale ed Orientale, del 1748; sole accentuazioni da rilevare sono, da una parte la crescita delle tre maggiori città (Palermo, Catania, Messina) e dei rispettivi distretti; dall'altra la progressiva decadenza dei distretti di Bivona e Girgenti.

Per quanto più in particolare riguarda i primi anni del XIX sec. c'è da ritenere, a differenza di quanto reputava F. Maggiore PERNI (31), che a modificare la distribuzione della popolazione siciliana, più che gli espatri ed i rimpatri, siano state le migrazioni interne. Proprio tra il 1798 ed il 1806 — accanto ad una possibile migrazione dal continente verso la Sicilia, soprattutto su Messina — sono da registrare quei movimenti interni di popolazione da Occidente verso Oriente, con sensibili addensamenti nella parte interna della Sicilia (Piazza e Caltanissetta in particolare), oltre che sulla costa, ai quali ho dianzi accennato. Tra il 1806 e il 1831 la tendenza è al ripopolamento di quelle zone che più avevano perduto nel precedente periodo; in particolare Alcamo e Sciacca verso occidente, Patti e Castoreale verso oriente: modesti segni di superamento di quella crisi che nei primi anni del secolo aveva indotto una parte della popolazione a ricercare altrove un più sicuro insediamento. Che quelle migrazioni vi furono è, del resto, esplicitamente e ripetutamente consacrato nel « Giornale di viaggio » di Paolo Balsamo.

(31) F. MAGGIORE PERNI, *La popolazione... op. cit.* p. 181. Scrive l'A.: « Noi al principio del secolo abbiamo una popolazione che cresce per immigrazione ed eccesso dei nati sui morti sino al 1804; indi un'accrescimento più forte e continuo, per immigrazione ed eccesso dei nati sui morti, causa la crescente ricchezza che si verifica dal 1806 al 1814 e poscia una decadenza sulla popolazione per emigrazione e per minor eccesso dei nati sui morti ch'è forte nel 1815, '16, '17 ».

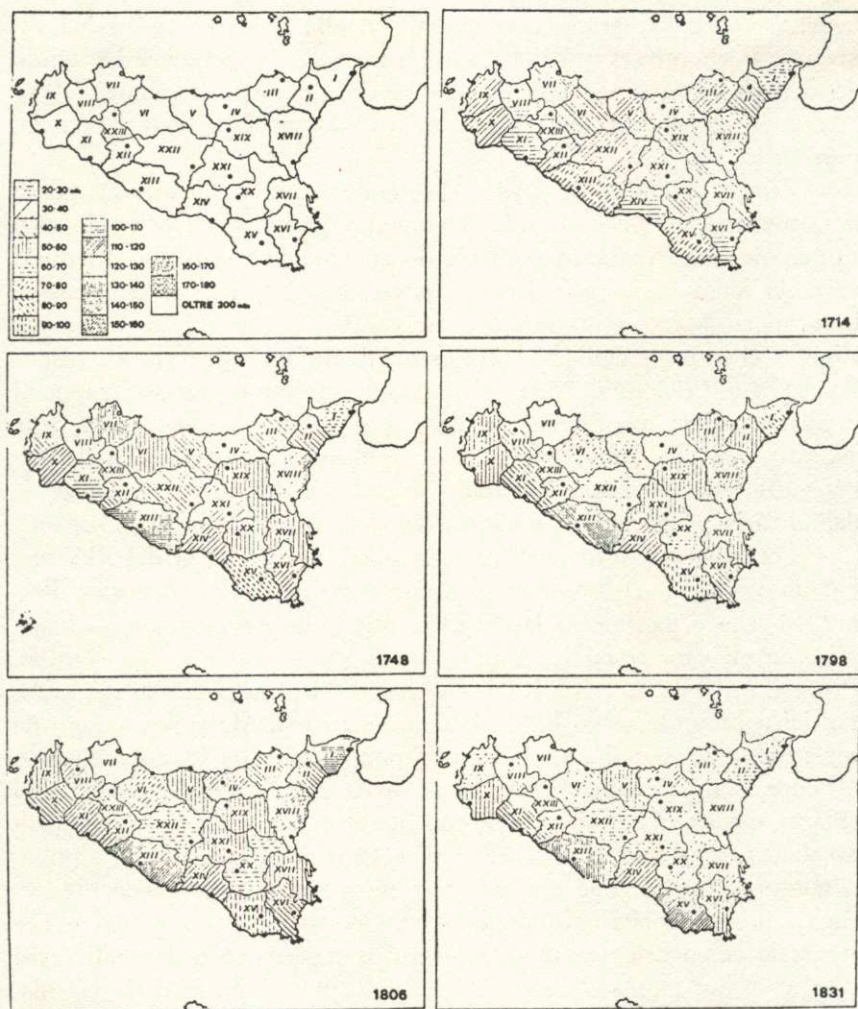


FIG. 17. — La popolazione siciliana ai censimenti dal 1714 al 1831, distribuita per classi d'ampiezza. La prima cartina evidenzia soltanto la suddivisione dell'isola per distretti (dopo il 1812). Le successive cartine segnalano, per classi d'ampiezza, la popolazione residente in ciascun distretto alle date dei rispettivi censimenti. Nel 1714 soltanto Palermo, col suo entroterra, supera i 100.000 abitanti; appena quattro distretti ne contano più di 50.000: quelli di Messina e Catania, nonché due fra le zone più accentuatamente granifere dell'isola, Girgenti e Modica. Alla fine del periodo, nel 1831, i distretti più popolosi sono ancora gli stessi; Palermo e Catania con più di 200.000 abitanti, mentre Messina è rapidamente cresciuta — in maniera più vivace proprio tra il 1798 ed il 1806 — fino a raddoppiare la propria popolazione ed a superare per numero di abitanti, tanto Girgenti che Modica.

CONCLUSIONE

Durante gli ultimi quarant'anni del Settecento il trend della produzione granaria siciliana andò, sia pur tenuamente, scemando, mentre cresceva sensibilmente, come ci confermano i censimenti del '48 e del '98, la popolazione dell'Isola. Al fabbisogno interno di grano in continuo aumento non corrispose una proporzionale crescita della produzione granaria, né quella di beni alimentari sostitutivi del grano; prova ne sia che le esportazioni legali di grano, per le quali poteva ancora esservi un margine tra il 1755 e il 1765, ebbero ancora luogo tra il 1773 ed il 1783 a prezzo della compressione della disponibilità per il fabbisogno interno, fino a scomparire del tutto o quasi verso la fine del secolo; nelle annate più difficili si dovette addirittura ricorrere all'importazione.

Le gravi condizioni di arretratezza dell'agricoltura siciliana, incapace di far fronte alle necessità di sussistenza, anche nelle annate « fertili », di una popolazione in continua crescita durante tutto il XVIII secolo, concorrono a rendere più pesanti le conseguenze della carestia che colpisce l'Isola nei primi anni del XIX secolo.

Quando la produzione di grano e delle altre derrate agricole viene compromessa da sfavolissime congiunture naturali ed economiche e tende a contrarsi ulteriormente rispetto alle annate precedenti, il fabbisogno di grano non trova più copertura nella produzione corrente.

La crisi agraria, giunta al culmine proprio nei primi anni del XIX sec., è resa anche più drammatica dal lungo periodo di sfruttamento esaustivo dei suoli e dalla persistente resistenza a dar mano a trasformazioni agronomiche. Ad esse è sempre restata sorda tanto la nobiltà terriera che la borghesia rurale siciliana nonostante non fossero mancate sollecitazioni da parte di menti illuminate nel cui novero degnissimo posto ebbe l'abate Paolo Balsamo qui ripetutamente menzionato.

La crisi agraria, per una Sicilia il cui mercato interno, ancorché povero, è animato essenzialmente dallo scambio di prodotti alimentari, le cui partite commerciali attive con l'estero derivano prevalentemente dalla esportazione di cereali e prodotti del primario, si trasforma rapidamente in crisi economica.

L'intero sistema ne rimane compromesso ed a farne le spese

sono un po' tutti, cittadini e villici: possidenti, commercianti, negozianti, ma soprattutto il contadiname per il quale la crisi economica significa crisi di sussistenza.

In tali condizioni non può suscitare meraviglia il fatto che la popolazione delle campagne non solo cessi di aumentare ma addirittura tenda a diminuire e che si accentuino le migrazioni interne di braccianti e contadini poveri.

Anche se il censimento del 1806 e la decisione del 1817 di convenzionare la popolazione siciliana « giusta la numerazione delle anime del 1798 » non possono fornircene l'esatta misura, mi pare abbastanza sostenibile che tra il 1802 ed il 1806 vi fu, nell'Isola, una grave caduta demografica recuperata, poi, in un non breve giro di tempo.

Si osservi l'andamento demografico siciliano nel più lungo periodo, « tradotto » in rappresentazione grafica, come risulta dalle numerazioni d'anime (1).

Dal 1624 al 1714 la popolazione siciliana, stando ai dati raccolti dal Beloch, cessa di crescere; il suo andamento, osservabile nel grafico, è pressoché parallelo all'asse delle ascisse; dal 1714 al 1802

(1) Per la costruzione grafica mi sono avvalso della serie di F. MAGGIORE PERNI e dei dati raccolti da K. J. BELOCH, *Bevölkerungsgeschichte... op. cit.* Ecco la tabella compilata dal Beloch:

La popolazione siciliana tra il 1277 ed il 1798

	Descrizioni	Palermo	Messina	Landgebiet Palermo	Geistliche	Zusammen
1277	—	50000	30000	—	—	600000
1374	—	—	—	—	—	500000
1501	502761	50000	35000	—	23500	610000
1548	671560	80000	50000	15000	32500	850000
1570	788362	90000	75000	15000	38500	1007000
1583	801401	90000	75000	15000	39000	1010000
1607	831401	104983	100774	15000	42000	1100000
1616	857698	111818	100000	15000	43000	1128000
1624	855764	128417	100000	15000	44000	1143000
1642	888062	100000	90000	15000	44000	1137000
1652	873742	100000	90000	15000	43000	1121000
1681	1011076	100000	—	15000	45000	1171000
1713	983742	100000	—	15000	44000	1143000
1737	1260201	—	—	—	47006	1307207
1747	1136422	117600	—	15000	50000	1319000
1798	—	—	—	—	—	1660267

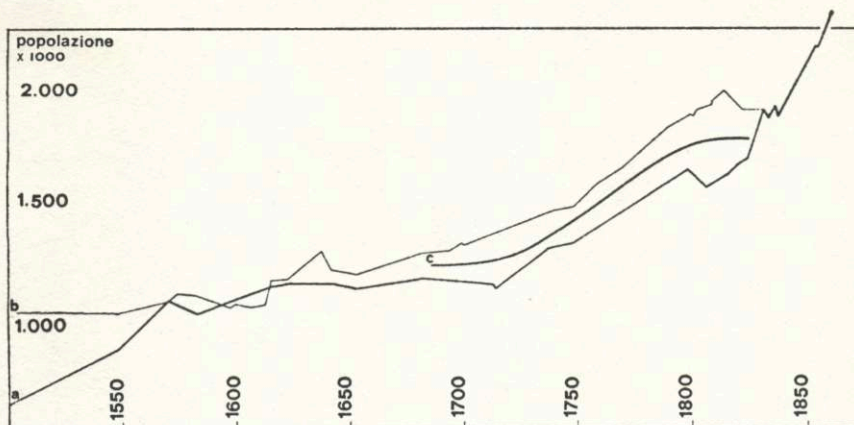
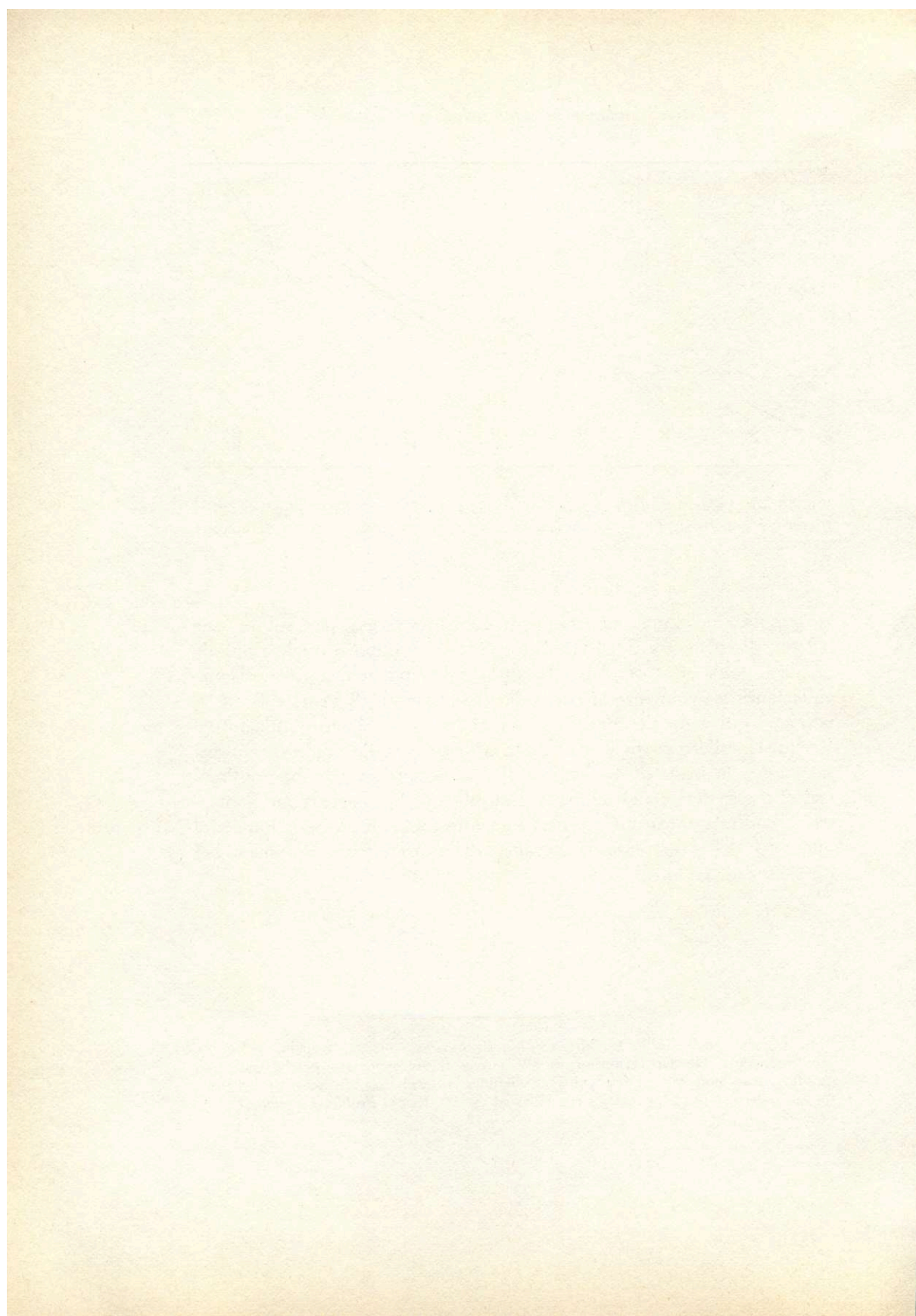


FIG. 18. — *Andamento della popolazione siciliana dal 1500 al 1861: a) censimenti e rilevazioni empiriche; b) serie calcolata da F. Maggiore Perni; c) curva di accrescimento.*

la popolazione torna ad essere in costante ascesa per subire una battuta d'arresto tra il 1802 ed il 1824, anno dopo il quale riprende un'altra volta ad ascendere. In un simile andamento riconosciamo abbastanza agevolmente la curva di accrescimento di Pearl e Reed. E non sarà qui vano ricordare che essi, rielaborando la curva ideata dal Verhulst, vollero rappresentare, con un apprezzabile grado di approssimazione, la legge di evoluzione di una popolazione in base all'ipotesi che essa tenda nel tempo a moltiplicarsi in progressione geometrica, contrastata tuttavia in misura direttamente proporzionale al quadrato della popolazione a causa della limitatezza dei mezzi di sussistenza (2).

SANTE VIOLANTE

(2) Cfr. anche in F. C. MILLS, *Metodi statistici*, op. cit. Appendice F., pp. 739 e seguenti. Ho fatto riferimento alla curva di accrescimento perché, nel caso specifico, essa non mi sembra priva di significato anche se, in sede di statistica storica, è accolta con alquanto riserva (Cfr. ad es. W. KULA, *Problemi e metodi...* op. cit.).



Ambiente, insediamento e regime agrario nella pianura dauna agli inizi del secolo XIX

« Un nudo sasso, senza abitazioni, senza alberi e con poca terra coltivabile » (1): così sul finire del '700 il Galanti descrive le campagne che dal Gargano degradano verso il Tavoliere pugliese, ma la desolazione che traspare da questa descrizione è tipica di tutta la vasta pianura compresa tra il Fortore e l'Ofanto. « D'estate — aggiunge il Galanti a proposito della bassa Daunia — queste campagne assomigliano a quelle dell'Africa: tutto vi è arso e ridotto in cenere » (2). Alcuni decenni più tardi, l'abate Cagnazzi sottolinea i due aspetti che più colpiscono il viaggiatore che percorre il Tavoliere: la mancanza di centri abitati ed il totale abbandono in cui nella stagione estiva vengono lasciati i campi. « L'aspetto di desolazione che si sparge in tale tempo nelle nude campagne della Daunia (...) — scrive il Cagnazzi — fa orrore. Si cammina per qualche ora senza incontrare un sol uomo né bestiame alcuno, emigrando in questo tempo nelle montagne. Non si vede che il suolo vestito di arido fieno e il cielo » (3).

Una caratterizzazione così netta del paesaggio agrario della Capitanata ci dà immediatamente la misura della grande coerenza e diffusione a cui è giunto in questa zona un regime estensivo cerealicolo-pastorale che nell'età moderna ha plasmato uniformemente non solo il paesaggio, ma anche le forme dell'insediamento umano e la cultura delle popolazioni, condizionate dai tempi e dalle esigenze della cerealicoltura e della pastorizia. Agli inizi del secolo XIX i

(1) G. GALANTI, *Della descrizione geografica e politica delle Sicilie*, Napoli, 1969, I, p. 517.

(2) Ivi, p. 518.

(3) L. DE SAMUELE CAGNAZZI, *Sulle campagne di Puglia*, in « Atti del Real Istituto d'Incoraggiamento », Napoli, 1811, p. 345.

cereali ed il pascolo occupano la quasi totalità della superficie agraria, mentre la percentuale delle terre adibite a colture arboree o arbustive (soprattutto olivo e vite) raramente raggiunge il 10% ed è in genere molto inferiore. L'orticoltura e la frutticoltura hanno un peso assolutamente irrilevante.

È possibile indicare le cause dell'instaurarsi di un regime agrario così marcatamente estensivo? E quali sono le caratteristiche della società che su tale regime si fonda? Cercheremo di rispondere almeno in parte a queste domande, indicando alcuni dei fattori che sembrano assumere particolare rilevanza nel processo di interazione tra ambiente e società umana nella pianura dauna dei primi decenni dell'Ottocento.

I. L'AMBIENTE

Struttura fisica e clima. La regione pugliese si presenta come una vasta e uniforme pianura, interrotta da rilievi di limitata elevazione e di ridotta pendenza. La sua formazione è avvenuta per il sollevamento e la saldatura di tre massicci calcarei che ne costituiscono le tre grandi aree subregionali (Gargano, Murge e Salento) (4). I materiali detritici emersi dal fondo marino e quelli portati a valle dal vicino Appennino hanno determinato l'aspetto uniforme e pianeggiante della regione.

Per quanto riguarda più specificamente la zona che è oggetto di questo studio, si è formata in tal modo anche l'estesa pianura alluvionale compresa tra il Fortore e l'Ofanto, che sale gradatamente dall'Adriatico verso l'Appennino. La sua impalcatura è costituita da un grande blocco di roccia calcarea. La notevole frequenza dei fenomeni carsici alimenta una ramificata idrografia sotterranea, con una ricca falda freatica, poco profonda, ed una falda carsica al livello del mare. L'idrografia di superficie è invece molto povera: il Fortore e l'Ofanto sono gli unici fiumi e tutti gli altri corsi d'acqua che attraversano la zona hanno un carattere torrentizio. Il regime irregolare delle acque di superficie, le vaste paludi e lagune intorno a Manfre-

(4) Tutte le notizie riguardanti la struttura fisica della regione pugliese e le sue caratteristiche ambientali sono tratte da C. COLAMONICO, *Memoria illustrativa della carta dell'utilizzazione del suolo della Puglia*, Roma, 1960.

donia e Lesina, gli acquitrini provocati dal riaffiorare delle acque sotterranee sono stati causa, fino all'inizio del nostro secolo, dell'imperversare della malaria, uno dei due grandi flagelli estivi delle campagne della Capitanata insieme alla siccità. Aperta ai venti e priva di massicci montuosi che fermino l'umidità dell'aria, la pianura dauna è una delle zone meno piovose d'Italia, con una coincidenza, peraltro, delle punte massime di temperatura con i periodi di minore piovosità. I venti occidentali, che portano la pioggia, vengono fermati dagli Appennini e, « di conseguenza, le precipitazioni annue sul Tavoliere sono molto inferiori a quelle dell'altro versante della penisola (400 mm sul Tavoliere, contro gli 865 mm di Napoli) » (5).

Più favorevolmente la struttura fisica ed il clima hanno influenzato il processo di formazione dei terreni. Mentre nella vicina Terra di Bari la roccia madre si è evoluta dando luogo alle famose terre rosse, spesso poco profonde e povere di humus, il processo di pedogenesi è andato più avanti nella pianura dauna, generando terreni più profondi e ricchi di humus, grazie anche all'apporto di materiali detritici alluvionali. Tutta la fascia centrale del Tavoliere, dal Fortore all'Ofanto, è formata prevalentemente da terre brune e nere, presenti anche nell'alta valle del Fortore e lungo il corso del Carapelle.

Demografia, insediamento, colture. La malaricità della pianura ha limitatato fortemente fino al secolo scorso la densità della popolazione ed ha notevolmente contribuito a determinare l'accentramento dell'insediamento umano. Le caratteristiche climatiche (scarsa piovosità, forti venti, coincidenza delle punte massime di temperatura con i periodi di siccità) e la scarsità di acque superficiali hanno creato, prima che in tempi recenti il problema dell'irrigazione venisse in buona parte risolto, un quadro fortemente selettivo per la vegetazione spontanea e le colture. Se la fertilità del terreno consentiva una rigogliosa crescita del pascolo ed un buon risultato dei raccolti, la lunga stagione torrida impediva per molti mesi lo sviluppo della vegetazione.

La bassa densità della popolazione ed il suo forte accentramento, la possibilità delle sole colture con periodo vegetativo compreso tra il termine dell'autunno e la fine della primavera, spingevano dunque

(5) C. DELANO SMITH, *Daunia vetus*, Foggia, 1978, p. 36.

con forza verso la coltura cerealicola e l'utilizzazione del pascolo invernale. In età storica, la vegetazione arborea non ha mai trovato nel Tavoliere un ambiente particolarmente favorevole al suo sviluppo. L'impianto di colture arboree avrebbe richiesto le cure assidue dell'uomo, ma proprio la bassa densità della popolazione, la malaricità delle campagne e le condizioni generali del mercato hanno reso fino alla metà del XIX secolo più convenienti, dal punto di vista economico, le colture estensive.

Posizione geografica. Anche la posizione geografica ha avuto grande importanza nel determinare la scelta del regime agrario e la sua successiva evoluzione verso una forte commercializzazione.

La vasta pianura, confinante con l'Appennino abruzzese e napoletano e con l'altopiano lucano, ha costituito fin da epoche remote un insostituibile pascolo invernale per la pastorizia transumante delle regioni finitime. La pratica della transumanza ha ostacolato enormemente le possibilità di impianto delle colture arboree, sia perché, vincolando una percentuale altissima delle terre al sostentamento delle popolazioni delle province vicine, ha impedito un sensibile e rapido aumento della densità della popolazione della pianura dauna; sia perché le servitù di pascolo a cui venivano assoggettate le terre coltivate rendevano impossibile lo sviluppo di una vegetazione arborea o arbustiva.

Analoga importanza ha avuto lo sbocco sul mare e la facilità delle comunicazioni terrestri. Da un lato, la necessità di difesa dalle incursioni provenienti dal mare ha costituito il fattore che, forse più di ogni altro, ha concorso a determinare il forte accentramento dell'insediamento, imponendo un grave limite alla possibilità di intensificazione delle colture. Dall'altro lato, la possibilità di un facile trasporto marittimo delle merci ha favorito la commercializzazione dei prodotti principali, lana e cereali, e quindi lo sviluppo della produzione agricola fino a livelli molto superiori a quelli necessari per soddisfare la domanda dei mercati locali.

La coerenza e la diffusione del regime estensivo cerealicolo-pastorale è quindi il risultato dei fattori che determinavano la bassa densità della popolazione e la possibilità di un numero molto limitato di colture, e che creavano le condizioni favorevoli per un successivo sviluppo commerciale.

Ma la forma in cui si sviluppa l'attività economica di una popola-

zione è essa stessa un fattore di rapida o lenta trasformazione dell'ambiente. Nel continuo gioco di interazione tra ambiente fisico e società umane, l'idoneità di un sistema economico « a ricavare un certo rendimento alimentare dallo spazio occupato fissa i limiti massimi di popolazione » (6) e di incremento demografico, e lo sviluppo di un sistema economico può rendere possibile, o addirittura indispensabile, una profonda trasformazione dell'ambiente da parte dell'uomo. Nel nostro caso, tuttavia, il regime agrario estensivo vigente nella pianura dauna non solo si adattava al quadro ambientale e demografico, ma lo consolidava e perpetuava, impedendo l'intensificazione culturale, l'aumento significativo della densità della popolazione, le opere di trasformazione fondiaria, di regolamentazione del regime delle acque, di creazione di una rete irrigua, che sole avrebbero potuto modificare la struttura delle opportunità e delle convenienze economiche, la demografia, l'ambiente.

Si creava così un circolo vizioso che determinava una situazione di notevole staticità economica e sociale, destinata a durare molti secoli, sancita e rafforzata dal regime della Dogana di Foggia, contraddistinta da una demografia di *ancien régime* e dall'uso estensivo della terra. Solo un lento processo di crescita demografica e di estensione del seminativo a spese del pascolo, e la crescente commercializzazione dell'economia introducevano degli elementi di dinamismo all'interno di questo quadro. Questi fenomeni, che hanno interessato in varia misura tutto il Tavoliere, hanno trovato la loro espressione più emblematica ed evidente nello sviluppo demografico ed economico della città di Foggia. Tuttavia, agli inizi del XIX secolo la densità della popolazione della pianura dauna è ancora bassissima e le forme in cui l'uomo interviene sull'ambiente per soddisfare le proprie esigenze non vanno al di là dell'utilizzazione dei fattori produttivi più immediatamente disponibili: la terra da coltivare, il pascolo spontaneo, i pochi animali da lavoro che si nutrono sui maggese o sulle *mezzane* (7). Le acque delle falde sotterranee, che spesso sono artesiane e portano l'acqua in superficie senza bisogno di costosi lavori di scavo, e l'abbondante concime ovino, il cui impiego consentirebbe un notevole incremento della produttività, non vengono utilizzati.

(6) P. GEORGE, *Manuale di geografia della popolazione*, Milano, 1973, p. 125.

(7) Veniva chiamata *mezzana* la parte delle terre dell'azienda tenuta incolta per il pascolo degli animali da lavoro.

II. LA SOCIETÀ

Passiamo ora ad illustrare alcune delle caratteristiche della società che si fonda su tale tipo di attività economiche, così come si presentano nei primi decenni dell'Ottocento, quando ancora non è incominciato il processo che porterà ad una sensibile trasformazione degli assetti e delle tecniche colturali, con la rapida diffusione dell'olivo e della vite e con l'avvio del processo di meccanizzazione. I dati disponibili presso l'Archivio di Stato di Napoli ci permettono di definire con sufficiente approssimazione alcuni aspetti della struttura della società dauna tra il 1810 ed il 1830 circa. Analizzeremo, in particolare, la zona del Tavoliere delimitata a nord dal Fortore, a sud dall'Ofanto, ad ovest dall'Appennino e ad est dal mare Adriatico e dal monte Calvo. Si tratta, come abbiamo già detto, di una zona pianeggiante, che sale dal mare Adriatico fino quasi a mille metri di altezza. Tuttavia, solo una parte estremamente ridotta si trova ad una altitudine superiore ai 500 metri ed assume la fisionomia della montagna. Oltre al Fortore ed all'Ofanto, tre corsi d'acqua, con una portata idrica molto modesta ed irregolare, attraversano la pianura dauna: il Cervaro, Il Candelaro ed il Carapelle.

Nel 1811 la zona comprende 40 comuni amministrativamente autonomi (8), con una popolazione di 165.000 abitanti circa (9), ripartiti su di una superficie di 5.300 kmq (10), con una densità media di 31 abitanti per chilometro quadrato. Si tratta di una densità molto bassa. Il regno di Napoli ha sul finire del '700 una densità media di 58 abitanti per chilometro quadrato. Negli stessi anni Terra di Bari e Terra di Lavoro hanno, rispettivamente, una densità di 60 e di 86 abitanti per chilometro quadrato (11). Nel 1820 Terra d'O-

(8) Si tratta dei comuni di Alberona, Apricena, Ascoli, Baselice, Biccari, Bovino, Candela, Carlantino, Casalnuovo, Casalvecchio, Castelluccio dei Sauri, Castelnuovo, Celenza, Cerignola, Deliceto, Foggia, Foiano, Lesina, Lucera, Manfredonia, Montaguto, Motta, Orsara, Orta, Panni, Pietra, Rignano, Roseto, Sansevero, S. Agata, S. Bartolomeo, S. Giovanni Rotondo, S. Marco in Lamis, S. Marco la Catola, S. Paolo, Stornarella, Torremaggiore, Troia, Volturara, Volturino.

(9) Archivio di Stato di Napoli (ASN), Min. Interni, I Inv., f. 2287.

(10) ASN, Min. Int., I Inv., f. 2185.

(11) L. GRANATA, *Economia rustica per lo Regno di Napoli*, Napoli, 1830, tabella contenente il « Quadro sinottico della corografia del Regno di Napoli », p. non numerata. Il Granata utilizza i dati forniti dal Galanti nella sua « Descrizione... », cit.

tranto, una delle province più colpite dalla malaria, ha una densità di 46 abitanti per kmq (12), vale a dire del 50% superiore a quella della pianura dauna, che presenta, inoltre, una significativa differenziazione al suo interno.

I comuni racchiusi nel poligono che ha per vertici Lesina, Torremaggiore, Ascoli, Cerignola e Manfredonia (13) hanno nel 1811 una popolazione di 100.656 abitanti, il 60% degli abitanti dell'intera zona, con una densità di 24 abitanti per kmq, sensibilmente più bassa della densità media della pianura dauna. I comuni posti all'esterno di questo poligono (14), situati a ridosso dell'Appennino, fanno registrare una densità della popolazione più che doppia (56,3 abitanti per kmq) rispetto a quella dei comuni precedenti. Ulteriori differenziazioni emergono analizzando la densità abitativa di ogni comune rispetto al proprio territorio. Il quadro della prima sottozona, con densità più bassa, si presenta abbastanza omogeneo. Solo i due grandi centri di Foggia (39,1 abitanti per kmq) e di Sansevero (45,1 abitanti per kmq) presentano dei valori più alti della media della sottozona a cui appartengono, soprattutto a causa della considerevole concentrazione di attività secondarie e terziarie. La maggior parte degli altri comuni ha valori prossimi alla media, tranne i comuni del Tavoliere meridionale, che si distinguono per una densità estremamente bassa (Cerignola: 17,2 abitanti per kmq; Ascoli: 14 abitanti per kmq; Castelluccio dei Sauri: 7,9 abitanti per kmq) e quei comuni, come Lesina e Manfredonia, nei quali più diffusa è la presenza di acquitrini malarici (rispettivamente 10,2 e 13,5 abitanti per kmq).

Diverso si presenta il quadro dei comuni della sottozona a ridosso dell'Appennino, che hanno in genere densità oscillanti tra i 40 ed i 60 abitanti per kmq, con punte molto alte a Roseto (102 abitanti per kmq) e a S. Marco la Catola (160,4 abitanti per kmq).

(12) F. ASSANTE, *Città e campagne nella Puglia del sec. XIX*, Genève, 1974, p. 95.

(13) Sono compresi in questa zona i seguenti comuni: Apricena, Ascoli, Castelluccio dei Sauri, Cerignola, Foggia, Lesina, Lucera, Manfredonia, Orta, Rignano, Sansevero, S. Giovanni Rotondo, S. Marco in Lamis, S. Paolo, Stornarella, Torremaggiore, Troia.

(14) Si tratta dei comuni di Alberona, Baselice, Biccari, Bovino, Candela, Carlantino, Casalnuovo, Casalvecchio, Castelnuovo, Celenza, Deliceto, Foiano, Montaguto, Motta, Orsara, Panni, Pietra, Roseto, S. Agata, S. Bartolomeo, S. Marco la Catola, Volturara, Volturino.

Nel complesso, quindi, la parte della pianura dauna prossima al livello del mare e, come vedremo, con i più alti valori della produzione pro capite di cereali e con le rese medie più alte, presenta una densità della popolazione bassissima, mentre nella parte più alta della pianura, dove minore è la disponibilità di sussistenza e più basse sono le rese delle colture, la popolazione raggiunge densità molto maggiori. Agli inizi del XIX secolo questa contraddizione è tipica delle demografie d'*ancien régime* e caratterizza questa ed altre zone del mezzogiorno per cause di carattere naturale (soprattutto la malaria) e di carattere sociale, come per esempio, la forte concentrazione della proprietà nelle aree più fertili di pianura, che determina in molte pianure meridionali una spinta verso forme di sfruttamento della terra meno intensive rispetto a quelle riscontrabili nelle aree collinari e montane di agricoltura contadine.

Per quanto riguarda l'insediamento, questo è caratterizzato nella pianura dauna da un fortissimo accentramento. La popolazione risiede in grandi villaggi o città, quasi tutti al di sopra dei 2.000 abitanti, mentre le case rurali o altre forme di insediamento decentrato sono praticamente assenti. Tutti i comuni sono separati tra di loro da enormi distanze, ognuno arroccato al centro del proprio territorio comunale, in genere molto esteso. Solo qualche masseria, nella quale dimorano i salariati indispensabili alla conduzione dell'azienda anche durante i periodi morti, svolge una funzione di decentramento dell'insediamento. Ma si tratta di un decentramento *sui generis*, in quanto le famiglie dei lavoratori continuano a risiedere nei centri urbani. Intorno a Foggia, per esempio, per un raggio di circa 20-30 chilometri non si trovano altri centri abitati, sia pure piccoli. Ventisette chilometri di campagna disabitata separano, in linea d'aria, Foggia da Sansevero, 18 da Lucera, 22 da Troia, 18 da Castelluccio dei Sauri, 28 da Ascoli, 20 da Orta, 32 da Cerignola, 36 da Manfredonia. Le distanze che separano i comuni vanno invece diminuendo via via che ci si allontana dal centro del Tavoliere e ci si avvicina all'Appennino. Di pari passo diminuiscono anche le dimensioni dei comuni, che scendono, in genere, al di sotto dei 5.000 abitanti.

L'accentramento dell'insediamento costituisce una caratteristica tipica delle penisole mediterranee. Malaria, necessità di difesa e difficoltà di approvvigionamento idrico ne sono le cause principali. Ma nella pianura dauna l'accentramento è ulteriormente accentuato dalla presenza di altri fattori che concorrono a determinarlo. La

relativa facilità dei trasporti terrestri e marittimi, favorendo la commercializzazione dell'economia, comporta la concentrazione della popolazione in grandi e medi centri mercantili. Inoltre, la forte concentrazione della proprietà e le grandi aziende condotte con massiccio impiego di manodopera salariata creano l'esigenza di uno stabile mercato del lavoro, che richiede e rafforza l'accentramento abitativo.

Anche per quanto riguarda l'insediamento si riscontrano differenze sensibili. Nel 1811 i comuni a ridosso dell'Appennino hanno una media di 2.795 abitanti, mentre i comuni situati più in basso hanno una media di 5.921 abitanti ciascuno. Pur non sottraendosi alle caratteristiche di accentramento tipiche dell'insediamento della pianura dauna, i comuni posti ad una altitudine maggiore sono meno distanti tra loro ed hanno dimensioni minori tanto i loro nuclei abitati, quanto i loro territori. La maggiore frammentazione dell'insediamento si deve mettere in relazione con la maggiore lontananza dal mare (e quindi con una minore necessità di difesa), con la più elevata altitudine, che rende l'ambiente meno idoneo allo sviluppo dell'anofele e, probabilmente, con la più diffusa presenza di punti di approvvigionamento idrico.

Distribuzione della proprietà. Nella pianura dauna il processo di concentrazione della proprietà si presenta molto più avanzato che nelle altre zone del mezzogiorno, con la sola eccezione della provincia di Napoli. È ormai largamente documentato che nel mezzogiorno del '7-'800 la proprietà, per quanto spesso ridotta a frazioni insignificanti, è estremamente diffusa. Nel 1811 il regno di Napoli conta mediamente 12 proprietari di case o di terreni ogni 10 nuclei familiari (15). Solo in due province del regno, la provincia di Napoli e la Capitanata, si registra un numero di proprietari inferiore a quello dei nuclei familiari (rispettivamente 7,5 e 9 su 10). In tutte le altre province i proprietari sono numerosissimi e spesso si arriva a valori che oggi possono destare sorpresa, come nel caso dell'Abruzzo Ulteriore II, dove troviamo ben 18 proprietari ogni 10 famiglie (15).

Nella pianura dauna vi sono, nel 1811, 26.658 proprietari (15) su un totale di circa 33.500 nuclei familiari, con circa 7,9 proprietari ogni 10 famiglie. La proprietà ha dunque una diffusione piuttosto

(15) ASN, Min. Fin., f. 2812, « Matrici di ruolo della fondiaria ».

scarsa, soprattutto se si considera che solo una metà circa dei proprietari possiede terreni. Una fortissima concentrazione della proprietà si registra nei grandi comuni del Tavoliere centrale ed orientale. A Foggia abbiamo 2,9 proprietari ogni 10 famiglie, a Cerignola 4,9, ad Ascoli 6,4, a Troia 5,7, a Lucera 4,7, a San Severo 4,8, a Manfredonia 5,5. Una diffusione molto maggiore della proprietà si riscontra invece nei comuni della zona occidentale, dove, in alcuni casi, si raggiungono anche valori leggermente superiori a quelli medi del regno. Si deve inoltre segnalare la grande diffusione della proprietà ad Orta (15 proprietari ogni 10 famiglie) e a Stornarella (14 proprietari), diretta conseguenza degli esperimenti di colonizzazione del Tavoliere compiuti da Ferdinando IV di Borbone.

Anche le differenze riguardanti la concentrazione della proprietà si inseriscono organicamente all'interno dei diversi quadri naturali. Man mano che l'altitudine aumenta, diminuisce la temperatura media e lo strato di terreno coltivabile diventa più povero e sottile, sempre più conveniente diviene una gestione fortemente frazionata della terra. La conduzione familiare dell'azienda, infatti, non deve ricorrere all'impiego massiccio di manodopera salariata, che comporta un costo di produzione esplicito fisso difficilmente compatibile con le più basse rese unitarie delle zone di collina e di media montagna. Per tale ragione, l'interesse dei grandi proprietari tende ad indirizzarsi verso l'acquisto di terre al piano, più in basso, dove i terreni sono più fertili e più adatti alla conduzione estensiva con salariati, e situati in una posizione in cui più facile risulta la commercializzazione dei prodotti.

TABELLA 1 - Percentuale dei proprietari sul totale degli articoli di ruolo dell'imposta personale (ASN, Min. Fin. ff. 2812 e 2814)

Alberona	119	Orsara	70	Cerignola	49
Baselice	86	Panni	113	Foggia	29
Biccari	114	Pietra	99	Lesina	74
Bovino	110	Roseto	96	Lucera	47
Candela	80	S. Agata	120	Manfredonia	55
Carlantino	102	S. Bartolomeo	90	Orta	155
Casalnuovo	109	S. Marco la C.	116	Rignano	138
Casalvecchio	131	Volturara	134	Sansevero	48
Castelnuovo	112	Volturino	103	S. Giovanni R.	116
Celenza	108			S. Marco in L.	93
Deliceto	122			S. Paolo	114
Foiano	107	Apricena	83	Stornarella	141
Montaguto	91	Ascoli	64	Torremaggiore	98
Motta	135	Castelluccio	60	Troia	57

Anche i movimenti migratori hanno influito sulla distribuzione della proprietà. In molti comuni del Tavoliere la popolazione è cresciuta non solo per l'incremento naturale, ma anche per i flussi di immigrazione provenienti dalle aree sovrappopolate del subappennino dauno (dove, come abbiamo visto, si registra un ben più sfavorevole rapporto terre-abitanti) e delle province finitime. La possibilità di trovare lavoro nel Tavoliere centrale, afflitto da una cronica carenza di manodopera, ha attirato per secoli un flusso continuo di braccianti, che andavano ad alimentare il mercato del lavoro dei grandi centri della coltura cerealicola. La stessa struttura urbanistica e sociale di alcuni comuni risulta segnata da queste migrazioni. A Foggia, per esempio, durante il '700 i braccianti vanno ad abitare « quasi tutti, per l'alto costo delle pigioni, fuori della città, in (...) baracche che erano sorte lungo i tratturi principali, invadendoli progressivamente » (16) ed indicando le direttrici dell'espansione urbanistica della città.

Gli effetti dei movimenti migratori sulla struttura sociale dei centri di immigrazione sono immaginabili: aumenta il numero dei *senza proprietà*, e si creano le condizioni per un allargamento della cerealicoltura estensiva con impiego di manodopera salariata. La migrazione dei braccianti fa aumentare la percentuale dei proprietari sul totale degli abitanti nel centro che abbandonano, e la fa diminuire nel centro in cui si trasferiscono.

I redditi. In tutta la pianura dauna figurano, nel 1811, 33.489 contribuenti dell'imposta personale (17). La zona è caratterizzata da una considerevole presenza di titolari di redditi alti. Ben 6.949 contribuenti hanno un reddito superiore ai 120 ducati annui, vale a dire superiore, grosso modo, ad un livello di pura e semplice sussistenza. Si tratta del 21% circa dei contribuenti, una percentuale che oggi può apparire estremamente bassa, ma che nel mezzogiorno del primo '800 è indice di una situazione estremamente felice. Basti pensare che nello stesso anno in tutto il regno solo l'8,4% dei contribuenti dispone di un reddito superiore ai 120 ducati, e, se si esclude dal computo la provincia di Napoli, la percentuale dei redditi superiore ai 120 ducati scende al 6,9%. Nessuna provincia, fatta eccezione

(16) V. PILONE, *Storia di Foggia*, Foggia, 1971, p. 11.

(17) ASN, Min. Fin., f. 2814, « Matrici di ruolo della personale ».

ancora una volta e per ovvi motivi per quella di Napoli, presenta concentrazioni di redditi alti paragonabili a quelle riscontrabili nella pianura dauna, che si stacca nettamente, da questo punto di vista, dal quadro di generale depressione e di scarsa articolazione sociale tipico del mezzogiorno. Si deve però, anche a questo proposito, prestare attenzione alle diverse caratteristiche della zona occidentale e della zona orientale.

La maggior parte dei grandi comuni posti al centro del Tavoliere raggiunge una percentuale estremamente alta di titolari di redditi superiori al livello di sussistenza. A Sansevero i contribuenti con un reddito superiore ai 120 ducati sono il 22%, ad Ascoli il 24%, a Lucera il 37%, a Cerignola il 40%, a Foggia il 46%. Intorno a questi centri vi è poi una rete di comuni da essi dipendenti, con una percentuale molto bassa di redditi superiori ai 120 ducati. Nei comuni a ridosso dell'Appennino, infine, su 12.612 contribuenti, solo 1.641, vale a dire il 13% circa, hanno un reddito superiore al livello di sussistenza. Si tratta di un valore molto superiore a quello medio del regno, ma la distanza che separa questi comuni da quelli più ricchi è molto più grande di quanto possa a prima vista apparire. Solo nei grandi centri del Tavoliere orientale i redditi superiori al livello di sussistenza raggiungono importi veramente alti. I contribuenti con redditi superiori ai 500 ducati annui sono 9 ad Ascoli, 19 a Cerignola, 33 a Lucera, 11 a Sansevero, 10 a Manfredonia, 95 a Foggia.

TABELLA 2 - *Redditi superiori ai 120 ducati annui. 1811. Percentuali*
(ASN, Min. Fin., f. 2814)

Alberona	3,8	Orsara	8,3	Cerignola	39,8
Baselice	25,1	Panni	4,6	Foggia	45,5
Biccari	8	Pietra	10,7	Lesina	1,2
Bovino	11,8	Roseto	7,7	Lucera	36,6
Candela	13,3	S. Agata	12	Manfredonia	13,8
Carlantino	18,6	S. Bartolomeo	20,6	Orta	20,2
Casalnuovo	11,5	S. Marco la C.	27	Rignano	1,3
Casalvecchio	22,2	Volturara	18,1	Sansevero	22
Castelnuovo	19,3	Volturino	10,4	S. Giovanni R.	3,3
Celenza	6,8			S. Marco in L.	4,5
Deliceto	1,9			S. Paolo	4,8
Foiano	15,5	Apricena	7,9	Stornarella	37,6
Montaguto	6,8	Ascoli	24,1	Torremaggiore	1,2
Motta	6,4	Castelluccio	3,4	Troia	18,8

A ridosso dell'Appennino, invece, le percentuali dei redditi superiori al livello di sussistenza, anche quando sono molto alte, esprimono sempre redditi appena superiori ai 120 ducati annui. A S. Marco la Catola, per esempio, uno dei comuni del Tavoliere occidentale, benché i titolari di redditi superiori ai 120 ducati rappresentino ben il 27% del totale, solo il 4,1% dei contribuenti gode di un reddito superiore ai 200 ducati ed in nessun caso si superano i 500 ducati annui.

La rendita fondiaria. Importanti indicazioni sul funzionamento del sistema economico della pianura dauna ci vengono fornite dall'analisi della distribuzione geografica della rendita netta imponibile fondiaria (18). La maggior parte della rendita fondiaria della zona si concentra in pochi comuni. A Sansevero (144.000 ducati), Lucera (118.000), Troia (72.000 ducati), Ascoli (123.000 ducati), Cerignola (200.000 ducati), Manfredonia (88.500 ducati) e Foggia (252.000 ducati) si registra una rendita complessiva di 998.000 ducati circa, il 56% della rendita totale dell'intera zona, mentre gli altri 33 comuni si ripartiscono una rendita di 790.000 ducati circa, il 44% del totale. Ciò significa che è in quelle che la statistica murattiana indica come « città di lusso » che si produce la maggior parte della ricchezza della pianura dauna, anche se tali centri hanno solo il 38,4% della popolazione ed il 44% della superficie totale. Se è probabile che da parte dei titolari di alti redditi di questi comuni si effettui un prelievo di ricchezza anche dai comuni circostanti, è tuttavia evidente che l'origine prima di tali redditi va ricercata all'interno dell'economia dei grandi comuni. Inoltre, alcuni giudizi sul rapporto di sfruttamento esistente tra i gruppi monopolistici finanziari e commerciali della capitale del regno e le province meridionali (19) ci sembrano, se non certo da respingere, perlomeno da sfumare, se proprio i centri della pianura dauna nei quali è più sviluppata la commercializzazione dell'economia, e nei quali tali gruppi agiscono con grande

(18) ASN, Min. Fin., f. 2812, « Matrici di ruolo della fondiaria ». Nel sistema fiscale instaurato durante il decennio francese viene indicato con l'espressione *rendita netta imponibile fondiaria* il reddito imponibile che deriva da tutti i beni immobili (quasi esclusivamente terreni e case), stimato sulla base di standard omogenei dagli ufficiali fiscali.

(19) Ci riferiamo soprattutto alle tesi sostenute in P. MACRY, *Mercato e società nel Regno di Napoli*, Napoli, 1974 ed in J. DAVIS, *Società e imprenditori nel regno borbonico*, Bari, 1979.

forza, si distaccano dagli altri comuni della zona per l'ammontare della rendita imponibile e, come vedremo tra poco, della produzione, oltre che, come già sappiamo, per una forte concentrazione di titolari di redditi molto alti. Se esaminiamo il dato relativo alla imposta fondiaria media per articolo di ruolo dell'imposta personale, che meglio esprime il tono generale dell'economia dei singoli comuni, notiamo che i comuni della zona orientale, con una spiccata vocazione commerciale, si distinguono per valori molto più alti di quelli riscontrabili nei comuni della zona occidentale, anche se due centri dell'importanza di Foggia e Sansevero figurano questa volta con valori alti, ma non eccezionali. Nel complesso, tuttavia, la differenza

TABELLA 3

A) *Rendita fondiaria media per articolo di ruolo dell'imposta personale. 1811. Ducati (ASN, Min. Fin., ff. 2812 e 2814)*

B) *Valore medio della rendita fondiaria dei terreni per unità di superficie. 1808. Ducati per versura (ASN, Min. Fin., f. 2864)*

Alberona	27,1	Orsara	27	Cerignola	80,4
	3,2		3		5,1
Baselice	25,2	Panni	17	Foggia	58,6
	3,2		2,9		4,5
Biccari	50,2	Pietra	45,8	Lesina	123
	4,4		4,1		—
Bovino	34,2	Roseto	20,5	Lucera	60,6
	3,6		3,4		3
Candela	54,3	S. Agata	35,9	Manfredonia	87,8
	3,1		2,5		—
Carlantino	24,2	S. Bartolomeo	28,5	Orta	152,6
	3,6		2,9		5,9
Casalnuovo	34,2	S. Marco la C.	27,4	Rignano	53,5
	3,2		4,9		—
Casalvecchio	36,6	Volturara	40,8	Sansevero	45,2
	3,7		2,9		—
Castelnuovo	38,6	Volturino	34,4	S. Giovanni R.	51,1
	5,2		3		—
Celenza	30			S. Marco in L.	20,7
	3,4				—
Deliceto	37,4			S. Paolo	56,4
	2,9				—
Foiano	37,7	Apricena	51,4	Stornarella	99,1
	3,5		—		—
Montaguto	33,5	Ascoli	123	Torremaggiore	73,2
	4,7		4,1		—
Motta	18,9	Castelluccio	156,3	Troia	77,2
	2,8		3,7		5,3

tra zona occidentale ed orientale è evidente e conferma che la forte concentrazione della proprietà che caratterizza la parte orientale della pianura dauna non ha un effetto depressivo sull'economia. Non è possibile, d'altra parte, sostenere che proprio la concentrazione della proprietà, attraverso sistemi di conduzione più avanzati, concorra in modo diretto a determinare la particolare prosperità della zona. La rendita fondiaria media per articolo di ruolo della personale è infatti condizionata non tanto dalla concentrazione della proprietà, quanto dalla densità della popolazione. Il coefficiente di cograduazione (20) tra densità della popolazione e rendita fondiaria media per articolo di ruolo della personale è infatti molto alto sia per la zona orientale (0,736), sia per quella occidentale (0,798). Tuttavia, non è solo il più o meno favorevole rapporto terre-abitanti a determinare il tono economico complessivo. Differenze significative separano le due zone anche per quanto riguarda il valore medio della rendita imponibile fondiaria per unità di superficie dei terreni. Anche se i dati dei quali disponiamo sono relativi al solo distretto di Foggia, è evidente che i comuni di Foggia, Troia, Ascoli, Cerignola ed Orta fanno riscontrare valori elevati, che si pongono ad un livello al quale solo eccezionalmente si arriva nei comuni della zona occidentale.

La produzione di cereali. Anche la maggior parte della produzione cerealicola si concentra nella zona di Foggia e dei comuni circostanti, che svolgono non solo un'importante funzione di erogazione di servizi, ma soprattutto una diretta funzione produttiva, di estrema importanza per l'approvvigionamento alimentare del regno e della capitale. È proprio in questi comuni che si registrano non solo i più alti valori assoluti della produzione cerealicola, ma anche i più alti valori pro capite. Nel 1811 la produzione di cereali e legumi della pianura dauna viene stimata in circa 1.991.500 tomoli (1 tomolo = hl 0,555) (21). La sola Foggia produce 298.840 tomoli, il 15% del totale. Se si sommano i raccolti di Foggia, Ascoli, Sansevero, Lucera, Cerignola e Troia si ottiene una produzione di 1.079.680

(20) Per il calcolo della cograduazione è stato usato il coefficiente di Spearman.

(21) ASN, Min. Int., II Inv., f. 508. Il 1811 viene spesso indicato come un anno di forte crisi della produzione cerealicola. I dati relativi alla Capitanata indicano, tuttavia, rese unitarie più che soddisfacenti in tutta la provincia, con la sola eccezione dei comuni garganici, nei quali i raccolti sono molto scarsi a causa dei bassissimi rendimenti ottenuti.

tomoli, corrispondente a circa il 54% del totale della pianura dauna. Nel complesso, tutta la zona orientale ha una produzione di 1.555.944 tomoli, più che tripla rispetto alla produzione della zona occidentale, che produce 435.579 tomoli.

Per quanto riguarda la produzione pro capite, nel 1811 solo da Foggia (8,1 tomoli per abitante), Lucera (9,3), Troia (9,3) e Ascoli (12) possono venire consistenti surplus di grano tenero e duro, anche se valori molto alti si riscontrano in alcuni comuni di più ridotte dimensioni, come Orta (22,3), Stornarella (24,5), Castelluccio dei Sauri (46,5), Candela (17,2), Alberona (8,7), Apricena (10,6) e Rignano (11,6). Prendendo in considerazione tutti i cereali ed i legumi, tali centri conservano la loro posizione, ma emergono anche Cerignola e Sansevero, mentre si accresce il distacco da tutti i rimanenti comuni. Si delinea in tal modo abbastanza nettamente il confine tra una zona caratterizzata da un'economia di autoconsumo, che produce le proprie sussistenze in aziende a conduzione familiare, ed una zona con un'economia prevalentemente rivolta al mercato. I dati relativi ai raccolti degli anni '20 e '30 (22) confermano la netta differenza fra le due zone emersa sulla base dei dati del 1811.

TABELLA 4 - *Produzione pro capite di cereali e legumi. 1811. Tomoli*
(ASN, Min. Int., II Inv., f. 508)

Alberona	11	Orsara	8,1	Cerignola	21
Baselice	—	Panni	4,7	Foggia	15,5
Biccari	8,7	Pietra	4,8	Lesina	—
Bovino	7	Roseto	2,7	Lucera	22,7
Candela	31,7	S. Agata	4,1	Manfredonia	2,4
Carlantino	3,2	S. Bartolomeo	1,5	Orta	48,1
Casalnuovo	12,1	S. Marco la C.	3,1	Rignano	16,9
Casalvecchio	4,4	Volturara	1,8	Sansevero	13,5
Castelnuovo	5,7	Volturino	5,6	S. Giovanni R.	0,7
Celenza	5,6			S. Marco in L.	2,7
Deliceto	8,9			S. Paolo	9,5
Foiano	—	Apricena	15,8	Stornarella	43,4
Montaguto	—	Ascoli	21,4	Torremaggiore	8,7
Motta	6,5	Castelluccio	102	Troia	10,8

Il confronto con i dati relativi alla produzione pro capite per gli anni 1826-1833 nelle altre province del regno (23), nelle quali si

(22) ASN, Min. Int., I Inv., ff. 2192, 2198 e 2206.

(23) Cfr. E. CERRITO, *La produzione dei cereali nelle province continentali del Regno delle due Sicilie*, comunicazione presentata al convegno su « Problemi di storia dell'agricoltura meridionale » (Bari, 1979), i cui atti sono in corso di stampa.

registrano valori di gran lunga inferiori a quelli di molti dei più importanti comuni del Tavoliere orientale, evidenzia la peculiarità e la marcata caratterizzazione commerciale dell'agricoltura di questa zona, che appare come una delle poche aree del mezzogiorno in cui la coltura dei cereali è rivolta quasi esclusivamente alla commercializzazione piuttosto che all'autoconsumo locale e di sussistenza.

Una ulteriore conferma delle differenze nella disponibilità di cereali esistenti tra le due zone della pianura dauna ci viene dall'oscillazione dei prezzi del grano duro tra la fine del 1811 e l'inizio del 1812. A Foggia, che è il mercato cerealicolo più importante del Tavoliere, il grano duro fa registrare dal periodo agosto-settembre

TABELLA 5

A) Media (non ponderata) delle rese dei grani duri e teneri nel quadriennio 1829-1832.

Tomoli per versura (ASN, Min. Int., I Inv., f. 2198; Min. Int., II Inv., f. 508)

B) Numero dei buoi per 100 versure di seminativo. Anni '30 (ASN, Min. Int., I Inv., f. 2192; Min. Int., II Inv., f. 549)

Alberona	19,2	Panni	21	Foggia	26,5
	8		7		16
Baselice	—	Pietra	18,5	Lesina	27,7
	—		7		16
Biccari	18,5	Roseto	20,7	Lucera	—
	7		9		—
Bovino	21,5	S. Agata	17,7	Manfredonia	26,5
	10		10		14
Candela	23	S. Bartolomeo	28	Orta	23,7
	23		7		9
Carlantino	21	S. Marco la C.	11,7	Ordona	26,7
	5		8		15
Casalnuovo	23	Volturara	17,2	Rignano	23,5
	14		5		6
Casalvecchio	16,2	Volturino	21,2	Sansevero	22
	13		11		13
Castelnuovo	18,2			S. Giovanni R.	22,5
	5				15
Celenza	17,5			S. Marco in L.	26
	10				1
Deliceto	22,5	Apricena	21	S. Paolo	18
	9		9		3
Foiano	—	Ascoli	21,7	Stornara	20
	—		7		12
Montaguto	22,5	Carapelle	24,5	Stornarella	21
	8		—		10
Motta	22	Castelluccio	29,5	Torremaggiore	19,5
	7		8		5
Orsara	27,5	Cerignola	22,7	Troia	23,5
	7		15		32

1811 al periodo gennaio-febbraio 1812 un aumento del prezzo del 6,9% (24). Aumenti molto contenuti si registrano anche in altri tre grandi centri di commercializzazione: a Lucera il prezzo aumenta del 9,6%, a Sansevero del 5,1% e a Manfredonia dello 0,4%. Aumenti di così limitata entità sono ancora più degni di nota se si considera che a Sansevero ed a Manfredonia la produzione procapite di grano, sia duro che tenero, è nel 1811 molto bassa (rispettivamente 3,3 e 1,4 tomoli). Evidentemente in questi mercati il continuo flusso di frumento proveniente da altri centri per essere immesso sul mercato meridionale ed internazionale mantiene basso il prezzo anche a molti mesi dal raccolto. La consolidata struttura commerciale operante in questi comuni riduce sensibilmente le strozzature del mercato. Aumenti molto forti si verificano invece nei centri che hanno rapporti solo marginali ed episodici col mercato, sia dal lato dell'offerta che della domanda. A S. Marco in Lamis dall'agosto 1811 al febbraio 1812 il prezzo del grano sale del 24,4%, a Deliceto del 16,4%, a S. Marco la Catola del 23,8%, a Bovino del 22,4%.

Alle differenze relative ai livelli di commercializzazione ed alla disponibilità di surplus che si riscontrano tra le due cerealicolture della zona occidentale e di quella orientale della pianura dauna, si accompagnano le differenze relative alle modalità con cui vengono svolte le operazioni colturali. Mentre nella zona orientale le aziende dispongono in media di un bue ogni 7,7 versure (1 versura = ha 1,226) di seminativo non a riposo, nella zona occidentale la media sale fino ad un bue ogni 10 versure (25). Dove prevale l'azienda familiare, il lavoro umano ha un ruolo essenziale e la forza di trazione animale impiegata nelle operazioni colturali è minore. E nei centri nei quali prevale la grande azienda con salariati che si registra la più alta intensità di buoi per versura. A Foggia troviamo un bue ogni 6,3 versure a coltura, a Cerignola ogni 6,6, a Manfredonia ogni 7,1, a Sansevero ogni 7,7, a Troia ogni 3,2. La diversa disponibilità di buoi per la coltivazione delle terre non sembra, tuttavia, avere alcun effetto sul risultato dei raccolti. Il coefficiente di correlazione (26) tra il numero di buoi per versura e la media (non ponderata) della rese

(24) ASN, Min. Int., II Inv., f. 508 e Min. Int., II App., f. 146.

(25) Si sono utilizzati i dati della « Statistica de' Bovi, Vacche e Giovenchi » del 1836 (ASN, Min. Int., II Inv., f. 549) ed i dati sull'estensione della semina dell'annata 1832-33 (ASN, Min. Int., I Inv., f. 2192).

(26) Si è utilizzato, in questo caso, il normale coefficiente di correlazione.

del grano duro negli anni 1829-30-31-32 è bassissimo sia per la zona occidentale (0,104) che per quella orientale (0,229). Almeno per questi anni, non sembra esistere nessuna relazione significativa tra l'impiego di un maggior numero di buoi ed i risultati della produzione. Evidentemente, anche lì dove maggiore è la disponibilità di forza di trazione animale, le operazioni colturali non raggiungono sempre una profondità ed una accuratezza tali da poter fare aumentare sensibilmente le rese unitarie. Nel complesso, tuttavia, grazie probabilmente alla maggiore fertilità dei terreni ed alle condizioni climatiche più favorevoli, i risultati dei raccolti sono migliori nella zona delle grandi aziende con salariati. La tabella n. 5 mostra chiaramente come nella zona orientale le rese medie del frumento nel quadriennio 1829-32 siano più alte, anche se non di molto, di quelle della zona occidentale. Qui, invece, la maggiore intensità del lavoro umano che caratterizza le operazioni colturali non sembra garantire risultati particolarmente positivi, e solo in parte riesce a supplire alla minore fertilità dei terreni ed alla scarsità di animali da lavoro.

Le attività secondarie e terziarie. La commercializzazione e la conservazione dei prodotti della pastorizia e dell'agricoltura, l'erogazione di servizi, un attivo mercato dei capitali e dei mezzi di produzione e l'artigianato costituiscono la struttura portante dei settori secondario e terziario dell'economia della pianura dauna. Purtroppo, i dati a nostra disposizione sono molto scarsi. È possibile, tuttavia, ricavare qualche informazione su questi settori dalle matrici di ruolo dell'imposta di patente (26). Tale imposta sottopone a tassazione le attività commerciali, artigianali, industriali ed i servizi. La tassa è formata da un *diritto fisso*, la cui entità è stabilita dalla legge, e da un *diritto proporzionale*, pari al 10% dell'affitto dei locali in cui si svolge l'attività soggetta a tassazione. Si tratta di un indice rozzo, ma sufficiente per cominciare a delineare un quadro approssimativo dello sviluppo delle attività secondarie e terziarie, che studi più analitici potranno confermare o correggere. Dal momento che il diritto fisso è, per legge, più alto nei centri con un maggior numero di abitanti, abbiamo ritenuto opportuno detrarre la quota del diritto fisso dal totale della tassa di ogni comune. Abbiamo utilizzato il solo dato relativo al diritto proporzionale per calcolare un *indice di centrali-*

(27) ASN, Min. Fin., f. 2813, « Matrici di ruolo della patente ».

tà (28) che permette di accertare in quale misura un comune svolge una funzione (o un insieme di funzioni) produttiva o di erogazione di servizi con un'intensità superiore (o inferiore) a quella media della regione in cui è situato. Si può così stabilire con notevole approssimazione se le funzioni secondarie o terziarie, svolte da questo centro servano un'area più vasta del centro stesso, o se i suoi abitanti dipendano da altre città per ottenere beni e servizi non disponibili nei comuni di residenza. Si delinea in tal modo una rete di comuni nei quali le funzioni secondarie e terziarie si concentrano con una notevole intensità e con un potere di attrazione anche sui centri circostanti, caratterizzati, invece, dalla loro dipendenza dai centri maggiori rispetto a tali funzioni economiche.

TABELLA 6 - Intensità delle attività secondarie e terziarie. Indici di centralità. 1811 (ASN, Min. Fin., f. 2813). L'indice di Foggia è calcolato su base provinciale, mentre l'indice degli altri comuni è calcolato su base provinciale corretta con l'esclusione di Foggia

Alberona	-	21,7	Orsara	-	37,1	Castelluccio	+	10,4
Baselice	-	38,4	Panni	-	31,1	Cerignola	+	50,6
Biccari	+	0,3	Pietra	-	9,8	Foggia	+	2156,7
Bovino	+	7,3	Roseto	-	36	Lesina	-	25,3
Candela	+	35,8	S. Agata	-	42,9	Lucera	+	50,8
Carlantino	-	14	S. Bartolomeo	-	26,6	Manfredonia	-	8,7
Casalnuovo	-	6,3	S. Marco la C.	-	31,5	Orta	+	102,8
Casalvecchio	-	22	Volturara	-	21,2	Rignano	-	6,7
Castelnuovo	-	30,5	Volturino	-	20,2	Sansevero	+	155,6
Celenza	-	38,3				S. Giovanni R.	-	34,8
Deliceto	-	48,2				S. Marco in L.	-	64,5
Foiano	-	18				Stornarella	+	38,7
Montaguto	+	37,6	Apricena	-	6,1	Torremaggiore	-	43,5
Motta	-	15,2	Ascoli	+	352,1	Troia	+	129,9

(28) L'indice di centralità venne introdotto da W. CHRISTALLER nei suoi studi sulla rete urbana tedesca. La formula da noi usata per il calcolo della centralità delle funzioni secondarie e terziarie è la seguente:

$$I_c = p - \frac{p}{N} n,$$

dove p = totale dell'imposta di patente pagata nel comune, n = numero degli abitanti del comune, P = totale dell'imposta di patente pagata nella provincia, N = numero degli abitanti della provincia.

Nel nostro caso l'indice di centralità esprime la differenza tra l'ammontare dell'imposta di patente in un comune e l'imposta che nel comune si dovrebbe pagare se le attività sottoposte a tassazione avessero una intensità media per abitante pari a quella media della provincia di Capitanata.

Il primo elemento di rilievo che emerge dall'analisi degli indici di centralità è costituito dal valore eccezionalmente alto di Foggia (+2156,7), che testimonia dell'importanza non solo agricola di questa città. I valori degli altri centri, anche di quelli più grandi, sono tutti di gran lunga inferiori, tanto che per gli altri comuni si è preferito calcolare l'indice di centralità sulla base della media provinciale della Capitanata, corretta con l'esclusione di Foggia.

Considerando l'indice di centralità corretto, si distinguono per valori positivi i comuni di Ascoli (+352,1), Troia (+129,9), Orta (+102,8), Sansevero (+155,6), Cerignola (+50,6), Lucera (+50,8), Candela (+35,9). Tutti gli altri comuni hanno valori negativi o prossimi allo zero. È da sottolineare il valore negativo di Manfredonia (-8,7), il cui porto è all'inizio dell'Ottocento in una crisi profonda. Valori debolmente positivi si riscontrano invece nei comuni di Castelluccio dei Sauri (+10,4), Bovino (+7,3) e Montaguto (+37,6), posti lungo la strada che, passando per il valico di Bovino, unisce Foggia alle province campane ed a Napoli.

I centri con una maggiore intensità delle attività secondarie e terziarie sono, dunque, proprio i centri più importanti della cerealicoltura dauna. Il commercio, il credito, l'artigianato, i servizi si sviluppano sulla base di un solido settore primario. L'avvio del processo di sviluppo e di commercializzazione dell'agricoltura appare come condizione basilare ed indispensabile per l'avvio di un più generale sviluppo economico.

III. CONCLUSIONE

Abbiamo esaminato alcuni degli aspetti più importanti della realtà ambientale e sociale della pianura dauna. Altri aspetti, pure importanti, sono stati trascurati. La lacuna più grave è costituita senza dubbio dalla mancanza di una approfondita analisi demografica. Mortalità, natalità, tassi di incremento, costumi matrimoniali e successori sono fattori fondamentali nella evoluzione di una società, soprattutto se rurale e quindi legata ad una risorsa difficilmente incrementabile come la terra. Tuttavia, gli elementi emersi da questo sommario sguardo gettato sulla pianura dauna degli inizi del XIX secolo permettono di svolgere alcune considerazioni che, anche se certo non conclusive, possono però costituire un punto di partenza

per uno studio più completo dell'interazione tra ambiente e società umana in questa zona del mezzogiorno.

I fattori climatici ed ambientali, influenzando tanto sulla demografia che sulla vegetazione, impongono per lunghi secoli alla popolazione la ristretta possibilità di scelta tra due sistemi di utilizzazione estensiva della terra: pastorizia e cerealicoltura. La densità della popolazione viene fortemente limitata dalla malaricità della pianura. La malaria, da un lato concorre a determinare un forte accentramento dell'insediamento, che permette di creare una zona in cui il pericolo di contagio si riduce, e, dall'altro, impone la ricerca di forme di attività agraria che richiedano la permanenza più breve possibile nelle campagne durante il periodo estivo. La pastorizia soddisfa ampiamente questa esigenza. I pastori abruzzesi tornano sui monti a maggio con le loro greggi. La coltura dei cereali la soddisfa meno, ma se richiede un intenso lavoro nei mesi estivi, lo concentra in un periodo di pochi giorni o settimane. D'altra parte, la bassa densità della popolazione e l'alto rapporto terre-abitanti rendono il regime agrario estensivo estremamente conveniente. La mancanza di una seria alternativa a questo regime determina l'omogeneità della zona, sia per quanto riguarda il paesaggio agrario, sia per quanto riguarda il patrimonio di conoscenze tecniche, la periodicità del lavoro nei campi, le esigenze ed i problemi della vita di tutti i giorni. Ma dietro questa omogeneità troviamo due società molto diverse per quanto riguarda alcuni aspetti fondamentali della vita economica e sociale. Due differenti sistemi cerealicoli, due strutture sociali, diversi rapporti di produzione caratterizzano la zona occidentale e la zona orientale della pianura dauna.

La zona occidentale ha un'altitudine superiore ai 300 metri ed una popolazione sensibilmente più densa di quella della zona orientale. La grande diffusione della proprietà, la limitata disponibilità di terra, le rese dei cereali, in genere più basse che nella zona orientale, la ridotta quantità del surplus commerciabile caratterizzano una struttura agricola in cui prevale l'azienda familiare. Gli animali da tiro sono pochi, le operazioni colturali vengono svolte con un notevole contributo del lavoro umano. Le unità familiari e, più in generale, i comuni hanno un'economia basata sull'autoconsumo. Le forti oscillazioni del prezzo del frumento mostrano chiaramente l'episodicità e la scarsa rilevanza delle relazioni col mercato provinciale e meridionale. Alla chiusura della comunità ed all'autoconsumo fami-

liare si accompagna un forte livellamento ed una scarsa articolazione della società. Pochissime famiglie godono di un reddito superiore, e solo di poco, a quello necessario per una povera sussistenza. Lo sviluppo delle attività secondarie e terziarie è minimo e si deve supporre che la specializzazione all'interno di questi settori sia molto ridotta. La scarsa fertilità dei terreni, la pressione demografica, la distanza dal mare e la difficoltà di comunicazione via terra con Napoli determinano, ancora agli inizi del sec. XIX, il carattere statico, chiuso e scarsamente articolato della società della zona occidentale della pianura dauna. Cerealicoltura e pastorizia convivono anche nella zona orientale, aperta sul mare e posta ad un'altitudine inferiore ai 300 metri. Alcuni grandi centri svolgono in quest'area un'importante funzione produttiva e commerciale e sono sede di residenza di grandi proprietari terrieri. Intorno a questi centri si snoda una catena di comuni di più limitate dimensioni, spesso legati ai centri maggiori da un rapporto di dipendenza che può assumere varie forme (credito, proprietà della terra, commercializzazione dei prodotti, erogazione di servizi), e con una struttura sociale ed economica simile a quella tipica della zona occidentale. Soprattutto nei centri più grandi la proprietà della terra è molto concentrata. Le aziende sono molto grandi e caratterizzate da una conduzione capitalistica, se a questa espressione si dà il significato di una conduzione che si basa sull'impiego quasi esclusivo di manodopera salariata. Di conseguenza, esiste in questa zona una forte concentrazione di braccianti completamente privi di proprietà. La disponibilità di animali da tiro è sensibilmente superiore a quella della zona occidentale e le operazioni colturali vengono svolte prevalentemente con l'aratro, mentre il lavoro umano svolge una funzione importante soprattutto al momento del raccolto. Lavorazioni talvolta più profonde e una maggiore fertilità della terra, peraltro più abbondante, consentono, rispetto alla zona occidentale, rese più alte ed una elevata produzione pro capite. Il forte surplus alimenta un intenso commercio con la capitale del regno e le altre province. La produzione è finalizzata in larga misura (in alcuni casi quasi esclusivamente) al mercato. Lana e cereali vengono raccolti e redistribuiti attraverso una fitta e articolata rete commerciale.

Alla caratterizzazione « capitalistica » e commerciale delle principali attività economiche corrisponde un'articolata struttura sociale. Un considerevole numero di abitanti dei grandi centri gode di redditi notevolmente superiori al livello di sussistenza. Tali redditi sono

spesso molto alti. La presenza di una forte struttura commerciale e creditizia, egemonizzata dai famosi « monopolisti », non impedisce a questa zona uno sviluppo di gran lunga superiore a quello della zona solo marginalmente interessata dai processi di commercializzazione. Il mercato ed il credito divengono invece strumenti essenziali di questo sviluppo, verso il quale la loro funzione risulta più di limite interno che di ostacolo pregiudiziale. Le attività secondarie e terziarie raggiungono una forte intensità e si concentrano nei comuni nei quali maggiore è la produzione di surplus agricolo ed il processo di commercializzazione è più avanzato. Lo sviluppo dell'agricoltura svolge una funzione essenziale per la preparazione di un ambiente favorevole alla nascita ed allo sviluppo di attività economiche diversificate e ad un processo di articolazione sociale.

Due società diverse convivono nella pianura dauna. Autoconsumo e mercato, comunità povere ma omogenee e comunità fortemente differenziate, agricoltura familiare e capitalistica convivono fianco a fianco, adattandosi ai diversi condizionamenti ed alle diverse opportunità che i fattori ambientali e la posizione geografica determinano. Per tutto il corso del sec. XIX la diversità delle caratteristiche ambientali e sociali delle due zone si rivelerà di grande importanza e determinerà le forme dell'evoluzione dell'agricoltura dauna, caratterizzata dall'accentuarsi del ruolo commerciale e del dinamismo « delle aree di pianura e di bassa collina, in fase di rapida e intensa trasformazione colturale », e dalla staticità delle aree collinari e del subappennino, « sempre più emarginate dalle correnti di traffico, (ed) in cui l'incremento delle superfici seminate segu(irà) solo l'incremento della popolazione » (29).

ELIO CERRITO

(29) S. Russo, *Materiali per la storia del paesaggio agrario di Capitanata nel XIX secolo*, comunicazione presentata al convegno su « Problemi dell'agricoltura meridionale ».

Il finanziamento dell'azienda agraria nel Regno di Napoli *

I monti frumentari agli inizi dell'Ottocento
(da una ricerca in corso)

Nel 1836, relazionando al re sui monti frumentari del regno e sul lavoro compiuto fino ad allora per ridare ad essi l'*antico splendore*, il ministro Nicola Santangelo, entusiasta dei risultati ottenuti, poteva concludere: « allorché la storia dovrà narrare i progressi del vivere civile nel Regno delle Due Sicilie non andrà certamente obliato che la maestà Vostra facea rivivere una istituzione nobilissima dove la cristiana virtù alla sapienza governatrice degli stati era congiunta » (1).

Particolare tipo di monti di pegno furono i monti frumentari napoletani, i quali, per lo più dietro garanzia di pegno, prestavano capitali granari e solo in un secondo momento avrebbero accomunato alle caratteristiche dei monti di pietà quelle dei granai pubblici (2). Indipendentemente dalla retorica dei contemporanei e dalla demagogia delle relazioni ufficiali coeve e per quanto abbiano inciso relati-

* Nel corso del presente articolo si fa continuamente riferimento ad una ventina di tavole statistiche sullo sviluppo quantitativo dei monti frumentari dal 1800 al 1860, delle quali esigenze finanziarie non hanno consentito la pubblicazione. L'Autore, la Direzione e l'Amministrazione della Rivista se ne scusano con i lettori. Le tavole sono a disposizione presso l'Autore.

(1) A.S.N., *A. Borbone*, I, 1875, (Rapporto al Re), Napoli, 14 gennaio 1836. Il rapporto è stato poi pubblicato anonimo e con lievi modifiche in « *Annali Civili del Regno delle Due Sicilie* », 1839, XXXIX, pp. 65 sgg.

(2) Franco Venturi nel lamentare la carenza di studi sui monti frumentari scriveva nel 1964: « scarsi e insoddisfacenti sono gli studi sui monti frumentari. Eppure nella loro doppia forma italiana e spagnola (modellati gli uni nei monti di pietà e gli altri sui granai pubblici, sugli *alholies* di origine araba) nella loro complessa storia (soprattutto nell'Italia meridionale e insulare dove variamente si mescolano e si combinano le due forme italiana e iberica), i monti potrebbero fornire un interessante punto di partenza per lo studio della realtà agraria delle terre mediterranee tra il Quattro e l'Ottocento ». Cfr. F. VENTURI, *Il conte Bogino, il dottor Cossu e i monti frumentari*, « *Rivista Storica Italiana* », LXXVI, 1964, 2, p. 486, n. 5.

vamente sul finanziamento dell'azienda agraria del Regno di Napoli, è indubbio che i monti frumentari costituiscano un capitolo assai importante della storia socio-economica delle campagne meridionali durante la prima metà dell'Ottocento. Negli anni '50 1200 istituzioni frumentarie ponevano oltre mezzo milione di tomoli di frumento a disposizione dei contadini ad un tasso di interesse che si aggirava sul 10%. Si vedrà oltre se questo interesse fosse modico o meno e in che misura consentisse effettivamente di porre freno ai prestiti usurari. Sta di fatto che, nonostante il tentativo di diffondere i monti pecuniari a integrazione e non in sostituzione dei monti frumentari e benché le autorità si sforzassero di incoraggiare l'apertura di casse di prestanza agraria e di risparmio, i monti frumentari restarono l'unico punto di riferimento per il finanziamento della piccola azienda agraria.

Le origini della istituzione nel Regno delle Due Sicilie si fanno comunemente risalire al 1489, quando a Sulmona, per impulso di Fra Andrea da Faenza l'ospedale e la chiesa dell'Annunziata fondarono il primo monte frumentario italiano, erogando 250 tomoli di grano ai contadini « poveri e bisognosi per mangiarselo per la famiglia sua, ovvero sementarlo ». Due registri garantivano la liceità delle operazioni di entrata e di uscita del capitale granario, dato in prestito dietro pegno a lieve interesse, da riscuotere a fine anno con il capitale, « sotto una certa sorveglianza ed un certo controllo del consiglio comunale ». Nel 1614 la Confraternita della trinità di Pescocostanzo nel Secondo Abruzzo Ulteriore assegnò 500 tomoli di grano ad un monte frumentario, del quale delegò l'amministrazione a due deputati eletti dalla università; nel 1624 tale Michele Ajassa di Volturara Appula « legò ai coloni di quel comune una dote in fondi urbani perché la rendita fosse volta ad uso di sementi per i contadini bisognosi »; al 1643 risale il monte frumentario di Reggio Calabria, al 1649 quello di Potenza, al 1661 quello del Gargano, al 1679 quello di Manfredonia, dovuto al senso di pietà del cardinale Orsini, e al 1682 quello di Venosa (3). Questi sono solo alcuni dei primi

(3) Per il monte frumentario di Sulmona cfr. A. GHINATO, *Studi e documenti intorno ai primitivi monti di pietà*, V, *I primitivi monti frumentari*, « Studi e testi francescani », Roma, 1963 (ma si vedano i voll. I-IV, Roma, 1956-1962). Cfr. anche F. F. MASTROIANNI, *La fondazione del monte frumentario di S. Filippo Neri in Arienzo*, (1733), « Rivista Storica di Terra di Lavoro », II, 1977, 2, pp. 24-25. Per il monte frumentario di Pescocostanzo cfr. A.S.N., *Interni*, II App., 1898 e 1829 (*Stato*

monti frumentari del regno, dei quali si ha notizia: contemporaneamente, però, anche se timidamente, nel clima post-tridentino della controriforma, contestualmente alla proliferazione delle confraternite, delle quali il più delle volte sono una diretta filiazione, l'iniziativa incomincia a prendere corpo pure nelle altre province (4). L'impulso

dei monti frumentari del Secondo Abruzzo Ultra, 1810); per quello di Volturara Appula cfr. A. SALADINO, *I monti frumentari e l'istituzione dei monti pecuniari nel Principato Citeriore*, «Rassegna Storica Salernitana», XII, 1951, 1-4, p. 222; G. FORTUNATO, *I monti frumentari nelle province napoletane*, «Rassegna Settimanale», 21 marzo 1880, ora in G. FORTUNATO, *Il Mezzogiorno e lo stato italiano*, Vallecchi, Firenze, 1973², p. 28; per i monti di Potenza e Venosa cfr. A.S.N., *Interni, II app.*, 1898 (*Stato dei monti frumentari della Basilicata 1810*); per quello del Gargano P. SARNELLI, *Cronologia de' vescovi et arcivescovi sipontini, colle notizie storiche di molte notabili cose ne' loro tempi avvenute tanto nella vecchia e nuova Siponto quanto in altri luoghi della Puglia*, in Manfredonia, nella stamperia arcivescovile, 1680, p. 412 (il cardinale Cappelletti fondò «nel monte Gargano a proprie spese un monte frumentario per sovvenimento de' bisogni del detto luogo e prescrisse ottime regole per lo felice reggimento di quello»); per quello di Manfredonia cfr. P. SARNELLI, *Cronologia de' vescovi et arcivescovi sipontini...* cit., p. 422; P. SARNELLI, *Memorie cronologiche de' vescovi et arcivescovi della S. Chiesa di Benevento...*, Rosselli, Napoli, 1891, p. 157 (notizie di questo monte dà anche G. DE CARO nella scheda *Benedetto XIII* curata per il *Dizionario biografico degli italiani*, VIII, p. 384); per il monte frumentario di Reggio Calabria si veda, infine, E. MISEFARI, *Storia sociale della Calabria*, Milano, Jaca Book, 1976, p. 244.

(4) Già durante il XVI secolo nel contesto dei monti di pietà incomincia a delinearsi la tendenza ad aprire monti frumentari. Così, per esempio, nel Molise ed esattamente ad Andrea nel 1567 tale Vincenzo d'Evoli «istituiva monti graniferi ed a gratuita prestazione nel caso di semina; dando a soccida animali di ogni specie ad annua prestazione; francava così i bisognosi dall'usura di ingordi speculatori». Cfr. A. CARANO, *I luoghi pii laicali del Molise*, «Samnium», XLVIII, luglio-dicembre 1975, pp. 145-146. L'intendente del Molise rivendica alla propria provincia il diritto di nascita della istituzione: «il prestito delle sementi mercé delle istituzioni de' monti frumentari che nel nostro regno aveva cominciamento da questa provincia, come vi è noto, ha sempre formato oggetto di una delle principali cure di questa». G. SABBATELLI, *Discorso al Consiglio Generale della provincia del Molise*, Campobasso, Tipografia dell'Intendenza, 1857. Lo stesso fenomeno si sarebbe verificato in Puglia (cfr. G. DE GENNARO, *Studi di storia creditizia pugliese dal medioevo all'età moderna*, Giuffrè, Milano, 1972, pp. 35 sgg.) mentre in Calabria le iniziative sarebbero state limitate all'apertura di monti di pietà (cfr. G. GALASSO, *Economia e società nella Calabria del Cinquecento*, Feltrinelli, Milano, 1975², p. 272; F. MONTELEONE, *Aspetti della riforma e controriforma religiosa in Calabria*, Tipografia La Badesa, Vibo Valentia, 1930, pp. 164-165). Sulle confraternite laicali sviluppatasi nel clima della controriforma cfr. P. LOPEZ, *Riforma cattolica e vita religiosa e cultura a Napoli dalla fine del '500 ai primi del '700*, Napoli, Istituto Editoriale per il Mezzogiorno, 1964, pp. 59 sgg.; P. LOPEZ, *Le confraternite laicali in Italia e la riforma cattolica*, «Rivista di studi salernitani», Salerno, 4, 1969, pp. 153 sgg.; G. PINTO, *Riforma tridentina*, voll. I-III, Bari, 1968; G. MASI, *Organizzazione ecclesiastica e ceti rurali in Puglia nella seconda metà del Cinquecento*, Bari, 1957.

ad una vasta diffusione delle istituzioni era venuto dal cardinale Orsini, arcivescovo di Benevento, il quale, dopo l'esperienza vissuta nella chiesa sipontina dove aveva avuto modo di costatare l'utilità del monte frumentario fondato dal suo predecessore cardinale Cappelletti, a decorrere dal 1694 si sarebbe prodigato per la moltiplicazione dei monti (5). Ad animarne concretamente la diffusione erano state le organizzazioni periferiche della chiesa: la molla propulsiva fu, infatti, la parrocchia che anche attraverso l'utilizzazione di lasciti privati e legati pii nel XVIII secolo assume sempre più la fisionomia di «...un insieme di organizzazioni assistenziali, dai monti frumentari, agli ospedali, alle varie opere pie», al punto che sarebbe di certo interessante seguire la problematica legata ai monti frumentari attraverso lo studio sistematico dei sinodi diocesani del Mezzogiorno e delle visite pastorali (6).

Le regole del monte frumentario di Benevento, fondato dal cardinale Orsini, e i sinodi diocesani della chiesa beneventana, contenenti tra l'altro gli *editti* del futuro Benedetto XIII relativi alla diffusione dei monti frumentari, consentono di vedere da vicino l'atto di nascita di queste istituzioni.

(5) Sul cardinale Orsini, per quanto riguarda l'impulso dato alla diffusione dei monti frumentari, si vedano innanzitutto le schede di G. DE CARO nel *Dizionario Biografico degli italiani...*, cit., VIII, p. 384 sgg e la bibliografia ivi riportata e di A. ZAZO nel suo *Dizionario bibliografico del Sannio*, Napoli, 1973. Cfr., poi, oltre le già citate opere di POMPEO SARNELLI (*Cronologia de' vescovi et arcivescovi sipontini...* cit. e *Memorie cronologiche de' vescovi et arcivescovi della S. Chiesa di Benevento...*, cit.), G. B. VIGNATO, *Storia di Benedetto XIII*, voll. I-III, Milano, 1952-56; S. LE LUCIA, *Fra Vincenzo Maria Orsini e le sue opere sociali*, «Samnium», 1929, 4, pp. 39 sgg.; A. MELLUSI, *Il papa Orsini*, Tipografia Forche Caudine, Benevento, 1909, pp. 16 sgg.; L. PASTOR, *Storia dei papi nel periodo dell'assolutismo*, XV, Desclée e C. Editori Pontifici, 1943, (a p. 497 l'autore fa riferimento al monte di pietà di Benevento).

(6) Cfr. G. DE ROSA, *Chiesa e religione popolare nel Mezzogiorno*, Laterza («Biblioteca di Cultura Moderna», 880) Bari, 1979², pp. 34, 21 sgg. Sulla parrocchia si veda anche M. ROSA, *Le parrocchie nell'età moderna*, in M. ROSA, *Religione e società nel Mezzogiorno*, De Donato, Bari, 1976, pp. 157-181. L'elenco dei Sinodi diocesani si può seguire in *Sinodi diocesani italiani. Catalogo bibliografico degli atti a stampa 1534-1878*, cura di P. SILVINO DA NADRO, Città del Vaticano, 1960. Sulle visite pastorali si veda G. DE ROSA, *Storia e visite pastorali nel Settecento italiano*, «Rassegna di Politica e Storia», XIV, 1969 (da cui si cita). Il saggio è stato poi ristampato con qualche integrazione in G. DE ROSA, *Vescovi, popolo e magia nel Sud*, Guida Editori («Esperienze», 8), Napoli, 1971 pp. 277 sgg. Il Masi lega le origini di queste benefiche istituzioni agli ideali economici post-tridentini. Cfr. G. MASI, *I monti frumentari e pecuniari in Terra di Bari*, in *Studi in onore di Amintore Fanfani*, V, Giuffrè, Milano, 1962, p. 341.

La maggior premura del nostro ufficio pastorale — si legge nelle *Regole* — quella è, non ha dubbio, che Iddio commise al profeta Geremia, cioè di diroccare, e svellere, ed insieme di edificare e piantare. Quindi è, che colla medesima ci siamo studiati, per quanto alla nostra debolezza è permesso, di erigere il Monte Frumentario in questa nostra città, per essa e per gli suoi casali, sperando nel Signore che con questo si diroccherà e svellerà di mezzo a' nostri sudditi ogni contratto usurario per cui vanno in rovina le famiglie: e si edificherà insieme, e planterà, una casa di rifugio a' poveri bisognosi (7).

Nel 1675, venti anni prima, il predecessore del cardinale Orsini aveva fondato a Benevento un monte di pietà « per ovviare alle usure e rimediare alle necessità de' poveri », legando 400 ducati « da prestarsi a' poveri bisognosi », i quali entro « certo termine » erano tenuti a restituire « la somma del debito », unitamente ad un interesse del 5%, « acciòché il detto monte si fosse mantenuto senza discapito, ed inoltre da sì tenue vantaggio se ne fosse ritratto lo stipendio de' ministri ». Non tutti i prestiti e i relativi interessi, però, rientrano nelle casse del monte, per cui dopo venti anni, nel 1694, il cardinale Orsini pensa « di commutare detto monte in un monte frumentario », che conserva, non diversamente dalle istituzioni affini che vanno diffondendosi altrove, la prerogativa fondamentale del pegno a garanzia del prestito. Nel nuovo monte frumentario 500 dei 632 ducati provenienti dalle casse del vecchio monte di pegni del 1675 vengono investiti per una rendita annua di ducati 25 e i restanti 132 ducati sono utilizzati per l'acquisto di 146 tomoli di grano, ai quali sono da aggiungere 4 tomoli provenienti da « limosina ». A fine esercizio 1694 il monte ha un capitale di 452 tomoli, oltre i 500 ducati investiti, e alla fine del 1695 ha un capitale di

(7) A.S.N., Interni, II Inv., 3159, *Copia estratta dal libro in istampa intitolata « Regole per lo buon reggimento del monte frumentario eretto in Benevento a' 14 febbraio 1694 riportate nell'Appendice del Sinodo X, n. 5, ristampate nel 1720, che in questo secondo ufficio si conserva rimessa da S. E. il Ministro Segretario di Stato degli Affari Interni con ministeriale de' 27 luglio 1833. Si veda anche Synodicon Sanctae Beneventanensis Ecclesiae cura, labore et studio Fr. Vincentii Mariae Cardinalis Ursini, E Typographia Archiepiscopali, Beneventi, 1695 e (per la ristampa del 1723, da cui si cita) Synodicon Diocesanum S. Beneventanae Ecclesiae, Pars II, App. ad tit. XXV..., E Typographia Archiepiscopali, Beneventi, 1723, p. 821. Sui Sinodi diocesani del Cardinale Orsini cfr. A. BELLUCCI, *Di una inedita ed ignota corrispondenza del cardinale Vincenzo Maria Orsini arcivescovo di Benevento e poi papa Benedetto XIII 1680-1717*, « Samnium », IV, aprile-giugno 1931, 2, pp. 5 sgg. Sul problema cfr. anche A.S.N., A. BORBONE I, 875, *Relazione Santangelo 1836...* cit.*

920 tomoli di grano e 500 ducati. L'amministrazione del monte è affidata a due *governatori* e a due *depositarii*. Il grano, si legge nelle *Regole*, « si dee imprestar a quelle persone che veramente si trovano in necessità, onde queste porteranno le attestazioni dei loro parrochi, quando non siano conosciute da' governatori », e i debitori « per sicurezza del monte saranno tenuti lasciare il pegno in potere del depositario, il quale pegno vaglia il doppio del valore del grano che loro s'impresterà, perché il pegno non sia soggetto a tarli o ad altra corruzione ». Qualora alla scadenza i debitori si fossero trovati nella impossibilità di saldare il debito con il relativo interesse dell'8%, i governatori avrebbero venduto « i pegni al pubblico incanto al più offerente », in modo da « consegnare liberamente al padrone il danajo... (avanzato) al prezzo ritratto di detto pegno » e nell'eventualità che i pegni non fossero stati venduti per mancanza di compratori, i governatori « per negligenza » sarebbero stati responsabili del prestito e del relativo interesse. Fino a quando il capitale granario non raggiunse i 500 tomoli si prestava un massimo di « quattro tomoli per ciaschedun povero e per ciascheduna famiglia bisognosa »; dopo i 500 tomoli fu concesso ai bisognosi un prestito superiore ai quattro tomoli; solo quando il capitale avesse raggiunto i 1000 tomoli le operazioni di prestito sarebbero state estese anche ai masari. Il rimanente, oltre i 1000 tomoli, sarebbe stato impiegato nell'acquisto di rendite fino a « rendere 300 dsucati all'anno di frutti » e, oltre, « tutto si sarebbe impiegato in aumento di maggior capitale di grano da distribuirsi come sopra più copiosamente ». Il grano doveva essere restituito al momento della raccolta, ovvero entro il 15 agosto, e poteva essere prestato in quattro occasioni: « in ottobre per ajuto della semenza; nel mese di dicembre per sovvenire ai bisogni in onore delle feste del Santo Natale; nel mese di marzo in onore della Santa Pasqua e nel mese di maggio a gloria di S. Filippo Neri, protettore della città ».

Fin qui le *Regole* del monte frumentario di Benevento: con le citate disposizioni del 1696 il cardinale Orsini « commise a' vescovi della sua diocesi la fondazione de' monti frumentari pe' comuni di essa, compresi nelle province di Principato Ulteriore, di Molise e di Capitanata, ove maggiore si sentiva il bisogno del loro beneficio » (8). Lo stesso editto indicava, poi, i comuni « ove furo-

(8) A.S.N., M.A.I.C., 528, *Memorandum pe' monti frumentari del Regno*. Ma si veda *Synodicon Diocesanum...* cit., p. 360.

no istituiti per lo più con fondi de' luoghi pii » i monti frumentari (9), ovvero 16 in Capitanata, 71 nel Principato Ultra e 10 nel Molise (10). Nel 1720 i monti frumentari delle stesse province sono 168, dei quali il monte frumentario di Benevento ha un capitale di 1000 tomoli di grano e 11.000 ducati, 115 monti « sono giunti allo stabilito fondo di tomoli 19.435 » e 52 « non peranche giunti al loro fondo di tomoli 11.575 ma bensì a tomoli 3.828 » (11).

Tra l'enorme massa di documenti consultati (12) soprattutto quattro relazioni hanno attirato la mia attenzione. Di una di esse è inutile parlare: è la citata relazione del ministro Santangelo presentata al re nel 1836 (13), pubblicata qualche anno appresso anonima e con qualche lieve variazione sugli « Annali Civili », la quale fino ad ora è stata l'unico documento a cui ha fatto riferimento chi si è occupato dei monti frumentari del regno di Napoli (14); delle altre una è relativa al 1831 e si deve ugualmente al ministro Santangelo (15), un'altra al 1842 (16) e una quarta al 1845 (17). Complessi-

(9) A.S.N., M.A.I.C., 528, *Memorandum pe' monti frumentari del Regno...* cit., *Synodicon Diocesanum...* cit., p. 377.

(10) *Synodicon Diocesanum...* cit., p. 377. Si veda anche A.S.N., *Interni, II Inv.*, 600, *Mappa redatta sulle carte dell'abolito tribunale misto relativamente ai monti frumentari rapportati nella bolla in istampa del cardinale Orsini arcivescovo di Benevento.*

(11) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 3159, *Regole...* cit.; A.S.N., *A. Borbone, I*, 875, *Relazione Santangelo 1836...* cit. Nel 1722 sono 169 e l'anno successivo 171. Cfr. *Synodicon Diocesanum...* cit., p. 879; S. DE LUCIA, *Fra Vincenzo Maria Orsini e le sue opere sociali...* cit., pp. 42-43.

(12) Ho visto tra l'altro i documenti dei seguenti fasci: A.S.N., *Interni I Inv.*, 2027-2265; A.S.N., *Interni, II Inv.*, 449-462, 2567-2582, 2666-2687, 3788-3813, 3269-3284, 490-528, 596-698, 3152-3193, 922-926; A.S.N., *Interni, II App.*, 1285, 1829, 1920, 1946, 1527, 1237, 1560, 1612, 1898, 1999, 1712, 1696, 73, 1699, 1065; A.S.N., *A. Borbone, I*, 829-1, 875; A.S.N., M.A.I.C., 1-28, 490, 492, 512, 528.

(13) Cfr. n. 1.

(14) Valga per tutti l'esempio di D. DEMARCO, *Il crollo del Regno delle Due Sicilie, I, La struttura sociale*, Università agli Studi di Napoli-Biblioteca del « Annali » dell'Istituto di Storia Economica e Sociale, Napoli, 1963, p. 31.

(15) È conservata in duplice copia in A.S.N., *Interni, II Inv.*, 599 e 600 e fa il punto sulla situazione quando l'opera di revisione delle vecchie carte ha dato i primi risultati positivi.

(16) A.S.N., *A. Borbone, I*, 829-1. Si tratta delle *Notizie storico-legali su la situazione de' monti di prestanza per l'agricoltura denominati monti frumentari e monti pecuniari relative ai Domini Citeriori e Ulteriori*, le quali contengono tra l'altro l'elenco di tutti i provvedimenti di approvazione dei regolamenti dei monti frumentari e pecuniari.

(17) A.S.N., M.A.I.C., 528, Si tratta del *Memorandum pe' monti frumentari del Regno...* cit.

vamente esse consentono uno sguardo d'assieme alla storia di queste istituzioni dal punto di vista economico e amministrativo. Divenuto papa col nome di Benedetto XIII nel 1734, il cardinale Orsini non risparmiò di raccomandare « ai prelati del regno anche col vivo della voce allorché accedevano *ad sacra limina* onde dassero opera per la propagazione di quelle benefiche istituzioni » (18), per cui « non vi fu provincia del regno ove non sorgessero monti frumentari sia per le cure degli stessi vescovi, sia per quelle de' luoghi pii, sia da ultimo per lo zelo de' privati cittadini » (19). Certo « non si può dire con precisione in qual modo e da chi fossero amministrati i monti frumentari nella loro prima istituzione », si legge nel *memorandum* del 1845, tuttavia « pare probabile che quei istituiti con fondi de' luoghi pii lo fossero da particolari deputati eletti o dalle congreghe o dal decurionato e gli altri fondati con capitale proveniente dalle mense vescovili da' cononici che si eleggevano dal capitolo cattedrale » (20). Essi comunque, relaziona al re il ministro Santangelo, in linea di massima si uniformavano quasi dovunque alle stesse regole:

somministrarsi il grano per la semenza a' poveri agricoltori sotto il reggimento di un governo da durare un anno, rinnovellandosi al principio dell'anno colonico; obbligarsi chi ricevea il grano alla restituzione ne' giorni del raccolto con un tenuissimo aumento della stessa derrata; presentarsi dagli amministratori alle autorità il conto esatto quando l'esercizio avea fine (21).

(18) A.S.N., A. Borbone, I, 829-1, *Notizie storico-legali...* cit., A. Borbone, I, 875, *Relazione Santangelo 1836...* cit. Si vedano anche E. ISERNIA, *Intorno alla città di Benevento*, Stabilimento tipografico D'Alessandro, 1912, pp. 202-203 e la citata scheda di G. DE CARO nel *Dizionario biografico degli italiani*. In linea più generale si veda V. FRANCHINI, *Gli indirizzi e le realtà del Settecento economico romano*, (« Collana dell'Istituto di storia economica dell'Università di Bologna »), Giuffrè, Milano, 1950, pp. 85-94.

(19) A.S.N., A. Borbone, I, 875, *Relazione Santangelo 1836...* cit. Un fenomeno affine, ma con cinquanta anni di ritardo, si è avuto in Sardegna, dove i monti frumentari per quanto introdotti nel 1624, sono 9 nel 1754 e 357 nel 1767. Si veda F. VENTURI, *Il conte Bogino...* cit., pp. 480, 488.

(20) A.S.N., M.A.I.C., 528, *Memorandum pe' monti frumentari del regno...* cit.

(21) A.S.N., A. Borbone, I, 875, *Relazione Santangelo 1836...*, cit. Per quanto riguarda l'interesse un altro contemporaneo riferisce che esso non supera mai il 3%. Scrive, infatti, il Gicca: « il loro costume (dei monti frumentari) è quello di imprestare dei tomoli di grano rasi per servir di semenza, per essere quindi restituiti dopo la messe colmi: la differenza costituisce l'interesse che percepisce la *banca agricola*, e che tradotta in linguaggio economico non supera mai il 3 per cento ». Cfr. A. GICCA, *Del credito in generale e condizioni del regno di Napoli*, « Annali Civili del Regno delle Due Sicilie », 1859, CXXXIV, p. 133 (il corsivo è mio).

Del resto lo stesso *memorandum* del 1845 fissa il tasso d'interesse al 16° del tomolo, ovvero ad una misura e mezza-due misure a tomolo. Del pegno, dunque, incomincia a non farsi più parola; o per lo meno, pur essendo esso una norma fondamentale degli statuti, in pratica incomincia a diffondersi l'usanza di sostituirlo con garanzia cartolare. Inoltre a fine esercizio prende corpo l'abitudine di riscuotere solo l'interesse, restando i capitali nelle mani dei debitori. Col pegno, però, scompare la garanzia del prestito e con essa la sicurezza della restituzione, per cui da questo momento i monti frumentari appaiono sempre più votati al fallimento. In forza del Concordato del 1741 i monti frumentari furono assoggettati al controllo del Tribunale Misto (22), composto da un presidente del regno nominato dal papa su una terna proposta dal re, da due ecclesiastici del regno nominati dal papa e proposti dal re e da due secolari sempre del regno nominati dal re e proposti dal papa, vigendo il diritto di censura da ambo le parti (23). Da questo tribunale « veniva approvato lo stato discusso di ciascun monte e tutto l'andamento della loro amministrazione veniva regolato ». Alla nuova magistratura viene addebitato il progressivo deperimento che nella seconda metà del Settecento caratterizza i monti frumentari (24). In effetti, come scrive ancora il Santangelo,

questo collegio non obliava fin dalle prime di fermare che dovesse pagarsi al compier dell'anno da ciascun monte frumentario un quindici carlini per sopperire alle spese del tribunale ma poca o niuna cura

(22) Il testo del Concordato, o meglio del *Trattato di accomodamento tra la Santa Sede e la Corte di Napoli...*, come si chiamava, è stato pubblicato in VITO GILIBERTI, *Polizia ecclesiastica del Regno delle Due Sicilie*, Tipografia F. Azzolino, Napoli, 1845, pp. 253 sgg. Si veda anche *Collezione degli atti emanati dopo la pubblicazione del Concordato dell'anno 1818*, Napoli, voll. 15, 1818-1859 (cfr. I, pp. 61-92). I primi quattro volumi titolano semplicemente *Concordato fra Sua Santità Pio VII Sommo Pontefice e Sua Maestà Ferdinando I re del Regno delle Due Sicilie*.

(23) *Trattato di accomodamento...*, cit., cap. IX-1, in VITO GILIBERTI, *Polizia ecclesiastica...*, cit., p. 277. Si vedano anche L. BIANCHINI, *Storia delle finanze nel Regno delle Due Sicilie*, a cura di L. De Rosa, Edizioni Scientifiche Italiane, Napoli, 1971, p. 363; G. M. GALANTI, *Della Descrizione geografica e politica delle Due Sicilie*, a cura di F. Assante e D. Demarco, E.S.I., Napoli 1969, I, p. 22; G. LANDI, *Istituzioni di diritto pubblico del Regno delle Due Sicilie, 1815-1861*, Giuffrè, Milano, 1977, II, p. 806.

(24) Cfr. per tutti D. COSIMATO, *La crisi dei monti frumentari nella seconda metà del Settecento*, « Il Picentino », 1969, 3-4.

prendevasi di mantenere le pie istituzioni nello stato di floridezza cui miravano i desideri del venerando promotore, e la volontà espressa de' fondatori che vennero dopo.

Non è strano, allora, che i monti frumentari « o andarono spegnendosi, o deviarono dal loro scopo, o governati da uomini poco teneri del pubblico bene giunsero a segno che per la maggior parte solo in carta esistevano e con voce di uso chiamavansi *monti cartolari* » (25). È un accenno alla responsabilità dei galantuomini, sulla quale avrebbero con energia insistito Giustino Fortunato e, più recentemente, Antonio Saladino (26). Certo il problema sussiste e, come non avrebbe mancato di evidenziare la storia delle istituzioni frumentarie nei primi decenni del secolo successivo, l'incompetenza degli amministratori, talora analfabeti, e la loro disonestà contribuirono a minare le fondamenta dei monti frumentari, svuotando le loro casse. Ma è anche la stessa natura dei monti frumentari che ne causa la rovina. La mancanza di solide garanzie che consentissero il recupero del prestito nei casi certo non rari di insolvenza e il carattere di sussistenza dell'arretrata agricoltura napoletana, con le sue basse rese e le continue perdite di interi raccolti, costituivano della loro rovina una causa certamente da non trascurare (27).

Come che siano andate le cose, già nel secondo Settecento i monti frumentari « giacevano in sì triste condizione che solo il nome ritenevano della loro prima istituzione, tanto erano o rovinati o male amministrati » (28). Così nel 1781 Ferdinando IV, constatata la generale rovina delle istituzioni, cercò di porre riparo alla loro crisi, creando in pari tempo un *monte frumentario* generale con un fondo

(25) A.S.N., A. Borbone, I, 875, *Relazione Santangelo* 1836..., cit.

(26) A. SALADINO, *I monti frumentari...*, cit., p. 28. Anche Leopoldo Cassese insiste sulla « disonestà degli amministratori, i quali si appropriavano sfacciatamente del patrimonio dei poveri ». Cfr. L. CASSESE, *Contadini e operai nel Salernitano nei moti del quarantotto*, « Rassegna Storica Salernitana », IX, 1943, 1-4, riprodotto in L. CASSESE, *Scritti di storia meridionale*, a cura di A. Cestaro e P. Laveglia con una premessa di G. De Rosa, Pietro Laveglia Editore, Salerno, 1970, p. 207.

(27) Ad entrambi le cause fa riferimento G. N. DURINI, *I monti frumentari nel Regno di Napoli*, « Annali Civili del Regno delle Due Sicilie », LX, 1842, pp. 80-81. Cfr. anche M. SCHIPA, *IL Regno di Napoli al tempo di Carlo di Borbone*, Stabilimento tipografico Luigi Pierro e figlio, Napoli, 1964, p. 681 (il volume edito in 270 esemplari è tratto da « Archivio Storico per le Province Napoletane », 1902-03. Di esso nel 1923 l'editore Albrighi e Segati, Milano-Napoli, ha dato una nuova edizione in due tomi di complessive pp. 306, XI-312).

(28) L. BIANCHINI, *Storia delle finanze...* cit., p. 262.

di 120.000 ducati, che poteva anticipare ai censuari della Capitanata fino a 18 ducati a versura, all'interesse del 3% (29). Ma la situazione continuò a peggiorare e la carestia del 1803 la rese ulteriormente più grave, mettendo molti contadini nella condizione « di non poter restituire quello che avevano preso, né pagarne l'interesse » (30). Con l'arrivo dei francesi del 1806 essa si aggravò ancor di più, rendendo *cartolari* anche quei pochi monti che bene e male erano sfuggiti alla rovina.

Infatti i Decreti 31 marzo e 31 luglio 1806 assoggettarono gli enti di beneficenza al nascente Ministero degli Interni (31), ma l'Amministrazione del Demanio, confondendo i monti frumentari, al

(29) La prammatica 17 ottobre 1781, con la quale il re creò il Monte Frumentario, diceva « (...) Or togliendosi col Monte Frumentario, con cui si soccorre al bisogno della capitale e del Regno, la sorgente del male (...) ha il Re destinato per fondo della medesima tutt'i frutti delle chiese e dei benefici vacanti e di libera collazione, e di suo padronato regio, e gli spogli dei vescovi ii regio padronato, i quali peo legge del regno dalla M. S. rinnovata, debbonsi appunto impiegare al sollievo dei poveri, e ad opere di pubblico bene (...) ». Cfr. L. GIUSTINIANI, *Nuova collezione delle prammatiche del Regno di Napoli*, Napoli, I, 1804, pp. 211-213 e, più particolarmente, *Raccolta delle varie determinazioni pel Monte Frumentario del Regno di Napoli*, Napoli, 1784. Il Concordato del 1818 pose fine di norma alla vita del monte che di fatto già aveva cessato di vivere nel 1806. Cfr. *Concordato fra Sua Santità Pio VII Sommo Pontefice e Sua Maestà Ferdinando I Re del Regno delle Due Sicilie*, vol. I della *Collezione degli atti...* cit., p. 10, art. 17. Si veda anche VITO GILIBERTI, *Polizia ecclesiastica...* cit., pp. 90 sgg.; F. SCADUTO, *Chiesa e Stato nel Regno delle Due Sicilie*, Palermo, 1888, pp. 12, 541, 546-7 (nel 1969 la Regione Sicilia ha pubblicato una nuova edizione dell'opera in due volumi, a cura di ARTURO CARLO IEMOLO); A. SALADINO, *I monti frumentari...* cit., pp. 22-23; G. MASI, *I monti frumentari...* cit., pp. 348 sgg.

(30) G. N. DURINI, *I monti frumentari...*, cit., pp. 80-81. Sulla carestia del 1802-03, « più grave, a detta dello Zurlo, di quella memorabile del 1763-64 », cfr. P. VILLANI, *Giuseppe Zurlo e la crisi dell'antico regime nel Regno di Napoli*, già in « *Annuario* » dell'Istituto Storico Italiano per l'età moderna e contemporanea, VII, 1955, Roma, 1956, pp. 55 sgg., ora in P. VILLANI, *Mezzogiorno tra riforme e rivoluzione*, Editori Laterza, Bari, 1974², pp. 292-93; P. PIERI, *Il Regno di Napoli dal luglio 1799 al marzo 1802*, « *Archivio Storico per le Province Napoletane* », XIII-LII, Napoli, 1927, pp. 144 sgg.

(31) Il Decreto 31 marzo 1806 crea il Ministero degli Affari Interni e gli attribuisce, tra l'altro, la giurisdizione su « ospedali civili, i soccorsi, stabilimenti per la mendicizia, case di travaglio ed altri stabilimenti di beneficenza » (*Coll. LL. e DD.*, 1806, pp. 78179). Il Decreto 31 luglio 1806 sottopone « i luoghi pii, cappelle e fondazioni » all'Amministrazione Generale dei Demani (*Coll. LL. e DD.*, 1806, p. 246), istituita e organizzata con il Decreto 27 giugno 1806 (*Coll. LL. e DD.*, 1806, p. 160). Sulla costituzione del Demanio cfr. L. NICOLINI, *L'amministrazione della registratura e dei demani durante il governo francese a Napoli (1806-1815)*, Ricciardi, Napoli, 1935; P. VILLANI, *La vendita dei beni dello stato nel Regno di Napoli 1806-1815*, Banca Commerciale Italiana, Milano, 1964, pp. 25 sgg.

pari dei restanti luoghi pii, con gli enti ecclesiastici e le loro proprietà e i loro capitali in genere con i beni nazionali, contribuì « in certo modo a distruggerli, investendone i fondi per usi estranei alla loro istituzione e creando arretrati considerevoli fino al punto da farli diventare (...) senza generi da distribuirsi per la semina » (32). Nel 1808 un nuovo Decreto dichiarava che al Ministero degli Interni spettava solo l'amministrazione dei monti puramente frumentari, ovvero di una parte assai esigua delle istituzioni, mentre quella dei monti misti gli sarebbe stata affidata a partire dal primo gennaio 1814, quando al Demanio sarebbero subentrati il Consiglio degli Ospizi e le Commissioni di Beneficienza comunali creati nel 1809 (33). In sostanza nel quadro delle riforme amministrative pro-

(32) A.S.N., M.A.I.C., 528, *Memorandum...* cit.; A.S.N., A. Borbone, I, 875, *Relazione Santangelo* 1836... cit. Anche le *Notizie storico-legali...* cit. (A.S.N., A. Borbone, I, 829-1) sottolineano che i monti frumentari « per le politiche vicende del 1806 si videro crollare quasi in assoluta rovina per la niuna cura presa per essi lungo il decennio della militare occupazione ». Spiega l'intendente dell'Abruzzo Citeriore che « la molteplicità dei cespiti che esso (il Demanio) abbracciava, l'incarico di guardare gl'interessi in generale, e gli obblighi di applicarsi soltanto a fare effettuare il versamento degli avanzi delle rispettive casse, non permisero ai precettori delle sezioni circondariali di prendere positiva conoscenza di sì utile stabilimento, come neppure dei pesi intrinseci a ciascun luogo pio: quindi i procuratori operavano sempre a loro arbitrio ». Il documento si trova in A.S.N., Interni, II App., 1699 (Intendenza dell'Abruzzo Citeriore-Consiglio Generale degli Ospizi al Ministro degli Affari Interni, Chieti, 2 ottobre 1830). « Parrebbe — ha scritto di recente il Landi — che nei primi momenti dell'occupazione militare tale regime sia stato fonte di una certa confusione in quanto i beni di istituzioni ritenute ecclesiastiche perché soggette al tribunale misto furono alienate in applicazione delle leggi eversive dell'Asse ecclesiastico ». Cfr. G. LANDI, *Istituzioni di diritto pubblico...* cit., II, p. 806. Si veda, infine, N. COMERCI, *Corso di diritto amministrativo per lo Regno delle Due Sicilie*, Stabilimento dell'Ateneo, Napoli, 1836, I, 234. Sul problema si sofferma anche il Rambaud (J. RAMBAUD, *Naples sous Joseph Bonaparte 1806-1808*, Typographie Plon-Nourrit, Paris, 1911, p. 445). Sui beni nazionali in genere si veda P. VILLANI, *La vendita dei beni dello stato...* cit.

(33) Il Decreto 13 settembre 1808 specifica che « sono comprese tra le attribuzioni del Ministero degli Interni tutt'i luoghi e corporazioni composte dirette e amministrate da' laici per lo esercizio di pubblico bene » (*Coll. LL. e DD.*, II Semestre 1808, p. 225). Il Decreto 2 dicembre 1813 chiarisce che « l'amministrazione de' beni e la percezione delle rendite di tutti i luoghi pii laicali del Regno che erano soggetti secondo le antiche leggi al rendimento de' conti del Tribunale Misto, qualunque sia l'oggetto della loro istituzione, è messa tra le attribuzioni del Ministero degli Interni ». Dal 1° gennaio 1814 al posto del Demanio si sarebbe occupato della loro amministrazione il Consiglio degli ospizi (*Coll. LL. e DD.*, II Semestre 1813, p. 278). Il Decreto 16 ottobre 1809 istituiva il Consiglio Generale di Beneficienza (*Coll. LL. e DD.*, 1809, II Semestre, p. 996) e organizzava l'amministrazione delle opere pie per gruppi di comuni o per singoli comuni e non più per singoli stabilimenti, facendo scomparire di fatto l'autonomia degli enti. Del resto i Decreti 2 ottobre e 26

mosse dai francesi (34) si verificò un processo di accentramento e razionalizzazione anche nel settore della beneficenza. Ma un'altra questione si pone, oltre l'aspetto amministrativo del problema, ed è relativa ai rapporti stato-chiesa giacché la legislazione del *decennio* liquida di fatto l'antica pretesa della chiesa di ingerenza nell'amministrazione della beneficenza, e quindi dei monti frumentari: benché nel 1800 i vescovi siano conservati membri di diritto del Consiglio degli Ospizi, per la prima volta anche gli enti amministrati dagli ecclesiastici sono soggetti alla vigilanza delle autorità civili, anzi gli ecclesiastici vengono in pratica spogliati del diritto di amministrazione (35). Nel 1816, però, ritornati i Borboni, non diversamente da quanto accadde per altre innovazioni introdotte dai francesi, con un nuovo provvedimento il Consiglio dei Ospizi e le Commissioni comunali

dicembre 1806 avevano stabilito che i sindaci e gli intendenti dovevano essere rispettivamente membri e presidenti di diritto di tutti gli enti di beneficenza della propria provincia (*Coll. LL. e DD.*, 1806, pp. 343 e 490-91).

(34) Sul problema si vedano J. RAMBAUD, *Naples sous Joseph Bonaparte...* cit., pp. 369-400; G. LA VOLPE, *Gioacchino Murat re di Napoli, Amministrazione e riforme economiche 1808-1815*, «Nuova Rivista Storica», XIV, 1930, p. pp. 538 sgg. e XV, 1931, 1-2, pp. 124 sgg.; A. SALADINO, *Note per una storia delle amministrazioni civili e finanziarie del Regno delle Due Sicilie*, «Notizie degli Archivi di Stato», XIV, 1954, 3, pp. 7-8; A. SALADINO, *Aspetti del problema per la ricerca della fonti per la storia della riforma amministrativa in Napoli durante il decennio francese*, «Rassegna degli Archivi di Stato», XVIII, 1958, 2, pp. 227 sgg.; A. SALADINO, *Organi centrali dell'amministrazione consultiva in Napoli durante il decennio francese 1806-1815*, «Rassegna degli Archivi di Stato», XVI, 1956, pp. 130 sgg.; A. SALADINO, *La crisi della pubblica amministrazione alla vigilia del crollo del Regno delle Due Sicilie*, «Archivio Storico per le Province Napoletane», n.s., a. XXXVIII-LXXVII, Napoli, 1959, pp. 393 sgg.; C. GHISALBERTI, *Contributi alla storia delle amministrazioni preunitarie* («Ricerche sull'Italia moderna»), Giuffrè, Milano, 1963, pp. 1-65. Sulla «centralizzazione burocratica» insistono anche A. SCIROCCO (*I corpi rappresentativi nel Mezzogiorno dal decennio alla restaurazione. Il personale dei consigli provinciali*, «Quaderni Storici», 37, 1978, pp. 202 sgg.) e G. CIVILE (*Appunti per una ricerca sull'amministrazione civile nelle province napoletane*, *ibidem*, pp. 228 sgg.).

(35) Su questi problemi cfr. A. CESTARO, *La ricerca storico-religiosa nel Sud con particolare riferimento alla tipologia dell'organizzazione ecclesiastica nell'Ottocento*, in *La società religiosa nell'età moderna. Atti del convegno studi di storia sociale e religiosa*, Capaccio-Paestum 18-21 maggio 1972, Guida Editori («Esperienze»), Napoli, 1973, a cura di F. MAUGERI, p. 135; F. SCADUTO, *Cappelle ed opere pie nelle Due Sicilie. Amministrazione e governo, tutela e vigilanza*. Tipografia della Gazzetta «Diritto e Giurisprudenza», 1906 (estratto), specie pp. 22-24; F. SCADUTO, *Stato e chiesa nel Regno delle Due Sicilie...* cit., p. 220; J. RAMBAUD, *L'église de Naples sous la domination napoléonienne*, «Revue d'Histoire ecclésiastique», IX, 1908, pp. 298 sgg. Sulla distinzione delle opere di beneficenza in «ecclesiastiche» e «laicali» si veda N. COMERCI, *Corso di diritto amministrativo...* cit., p. 535.

furono conservati, ed è il meno che potesse accadere, e i monti misti furono restituiti agli ecclesiastici e alle congreghe da cui erano amministrati prima del 1805 (36). Nello stesso Ministero degli Interni permaneva una certa confusione sulla natura di queste particolari istituzioni e, dopo una polemica tra l'ufficiale del quarto ripartimento, competente in materia di beneficenza, e quello del quinto, che abbracciava il rame di agricoltura, con apposito regolamento il 9 settembre 1817 fu riservata al IV ripartimento la giurisdizione sui monti misti e al V quella sui monti puramente frumentari (37), il che

(36) Il Decreto 1 febbraio 1816 all'art. 2 stabiliva che «l'amministrazione diretta di questi monti, ospedali, cappelle ed istituzioni pie (all'art. 1 si parlava di 'stabilimenti di pietà e luoghi pii laicali') che nel 1805 veniva sostenuta da' deputati e dagli agenti eletti da' comuni continua(va) a rimaner confidata alle commessioni amministrative nel modo che si trova(va)no stabilite, all'art. 3 che «l'amministrazione de' beni che forma(va) il patrimonio delle congregazioni e delle pie adunanze di qualunque natura e(ra) restituita a' confratelli delle medesime secondo il possesso in cui erano nel 1805» e all'art. 4 che «gli ecclesiastici che avevano il diritto di amministrare direttamente qualche pia istituzione, che lo esercitavano senza contraddizione nel 1805 e che ne furono privati in seguito della istituzione delle commessioni amministrative e(rano) reintegrati nel loro antico possesso». Cfr. *Coll. LL. e DD.*, I Semestre 1816, p. 110. Sul tentativo di conservare nella restaurazione il meglio delle riforme francesi si vedano R. ROMEO, *Momenti e problemi della restaurazione nel Regno delle Due Sicilie*, già in «Rivista Storica Italiana», LXVII-1965, 3, pp. 365 sgg. ed ora in R. ROMEO, *Mezzogiorno e Sicilia nel Risorgimento*, E.S.I., Napoli, 1963, pp. 51-141; G. CINGARI, *Mezzogiorno e Risorgimento. La restaurazione a Napoli dal 1821 al 1830*, Laterza Editori, Bari, 1970, pp. 13 sgg. Sulla tradizione dell'accentramento «napoleonico» in generale si veda R. MOSCATI, *La tradizione dell'accentramento «napoleonico» negli stati italiani della restaurazione*, Atti del convegno sul tema *Napoleone e l'Italia*, Roma, 8-13 marzo 1969, Accademia Nazionale dei Lincei, Roma, 1973, I, pp. 265 sgg.

(37) A.S.N., M.A.I.C., 4. «I monti frumentari — scrive l'ufficiale del V Ripartimento — han fatto parte integrale dell'amministrazione di beneficenza col danno dell'agricoltura in beneficio della quale sono stati istituiti per volontà dei fondatori. Gli stati delle province finora pervenuti in questo Ripartimento — scrive ancora il funzionario — fanno vedere chiaramente quanto si è di sopra assunto sia con essersi fatto scomparire moltissimi di questi stabilimenti, sia per la parzialità che si è usata nel dare la semenza non a' poveri che ne potevano avere di bisogno, ma ai parenti ed aderenti agli agenti de' monti frumentari, sia infine con non aver esatti dei titoli che avessero potuto far realizzare i capitali all'epoca della raccolta. Aggiunte a questi inconvenienti — egli conclude — le malversazioni degli agenti e la mancanza di vigilanza dell'amministrazione di beneficenza per le sue molteplici incompense, il risultato che si ha è il più spaventevole». Di fronte a questa denuncia, l'ufficiale del IV Ripartimento non può che notare l'atto di fondazione dei monti frumentari, giacché svincolarli dalla *beneficenza* significa ledere il diritto di proprietà delle congregazioni, anche perché molte di esse ancora finanziano «con le loro rate... case di matti, orfanotrofi, e diversi altri stabilimenti». A niente valsero le sue proteste perché non solo la competenza dei monti puramente frumentari passò al ramo di

per ovvie ragioni aumentò la confusione. Anche per il più facile controllo al quale era possibile assoggettarli, a partire dal 1820 s'incominciano ad avere notizie certe sui risultati conseguiti dal lavoro di recupero solo per monti puramente frumentari, mentre per i misti bisogna attendere il 1830. Del 1820 sono le *Istruzioni per l'amministrazione degli stabilimenti di beneficenza e dei luoghi pii laicali del regno* (38), le quali confermano che tra gli stabilimenti di beneficenza e i luoghi pii laicali sono compresi i monti frumentari (39), ma confermano altresì che non rintrano tra gli istituti di beneficenza amministrati dalle commissioni comunali le istituzioni di beneficenza e i luoghi pii amministrati fino al 1805 dagli ecclesiastici e ad essi restituiti nel 1816. Il Consiglio degli Ospizi doveva solo confermare le nomine stabilite autonomamente dalle congreghe (40), che, però, dovevano ugualmente dar conto della propria gestione: tra questi ultimi, si sa, rientravano i monti frumentari misti.

agricoltura, ma si cercò anche di svincolare negli stessi monti frumentari misti dalle altre attività l'anticipazione delle granaglie per la semina, predisponendo per essa un apposito stato discusso autonomo. Per il Regolamento cfr. A.S.N., *Interni, II Inv.*, 597, l'Ufficiale del IV Ripartimento del Ministero degli Affari Interni all'Ufficiale del V Ripartimento, Napoli, 15 ottobre 1836. Anche un'altra nota del Ministero degli interni avverte che nel 1817 i monti frumentari (certo i monti puramente frumentari) a causa delle «verificate moltissime distrazioni per cui i capitali si erano resi cartolari» vengono passati al ramo di agricoltura del V Ripartimento. Cfr. A.S.N., *Interni, II Inv.*, 491.

(38) *Istruzioni per l'amministrazione degli stabilimenti di beneficenza e dei luoghi pii laicali del Regno, emanate dal segretario di stato Ministro degli Affari Interni*, Cataneo e De Bonis, Napoli, 1820 (una copia in A.S.N., A. Borbone, II, 2060). Le istruzioni sono riprodotte anche in F. DIAS, *Corso completo di diritto amministrativo ovvero esposizione delle leggi relative all'amministrazione civile ed al contenzioso amministrativo del Regno delle Due Sicilie*, Tipografia dell'Ariosto, Napoli, 1843², pp. 295 sgg.; P. PETITTI, *Repertorio amministrativo, ossia collezione di leggi, decreti, reali rescritti, ministeriali di massima, regolarmente ed istruzioni sull'amministrazione civile del Regno delle Due Sicilie*, Tipografia di Gaetano Satto, Napoli, 1856⁶, pp. 204 agg.; G. E. FILIPPONE, *Istruzioni per l'amministrazione degli stabilimenti di beneficenza e dei luoghi pii laicali del Regno delle Due Sicilie, emanate nel 1829 da S. E. il Segretario di Stato Ministro degli Affari Interni, seguite da una collezione di reali decreti, rescritti e ministeriali dal 1741 al 1846*, Palermo, 1847; F. DE ROSSI, *Istruzioni per l'amministrazione di beneficenza e di luoghi pii laicali*, Napoli, 1856 (nella premessa il De Rossi spiega che nel volume non riproduce le circolari relative all'amministrazione dei monti frumentari perché essa è di competenza degli enti locali). Infine si vedano le osservazioni di G. LANDI, *Istituzioni di diritto pubblico... cit.*, II, pp. 864-839.

(39) *Istruzioni per l'amministrazione degli stabilimenti di beneficenza... cit.*, art. 2.

(40) *Ibidem*, art. 93.

Cause diverse, dunque, procurarono la rovina dei monti frumentari, la quale nei primi anni dell'occupazione francese si manifestò in tutta la sua completezza. Da questo momento, però, inizia pure la difficile opera di risanamento. Nel 1810, infatti, nel riordinare i diversi ripartimenti del suo ministero e le relative competenze, il Ministro degli Interni pone l'accento sulla necessità di rimettere ordine « tra le molte istituzioni di monti frumentari (che) esistono nel regno, quasi tutte perdute. Conviene liquidarle — aggiunge — farne uno stato, recuperare quello che è possibile, riorganizzarle » (41). Ancora nel 1816 una nota dello stesso Ministero degli Interni è costretta a notare:

esiste nel regno un considerevole numero di monti frumentari o cappelle di simile istituzione che danno dei capitali in grano e taluni anche in granone destinate ad anticiparli a' coloni bisognosi in tempo di semina per riscuoterli poi in tempo di raccolta con un discreto aumento, che per lo più è di una misura e mezza al tomolo, (ma) nel ministero non vi sono che poche carte di tali stabilimenti (42).

Nel 1812, a dire il vero, l'opera di ricerca di carte e notizie relative ai vecchi monti sembrava completa (43), ma quattro anni appresso mancavano gli stati discussi dei monti frumentari delle pro-

(41) A.S.N., *Interni*, II *Inv.*, 2567. *Istruzioni per il burò di agricoltura per l'anno 1810*. Nel 1811 una circolare del ministro Zurlo parla di « migliorare i fondi ed il regime dei monti dei pegni e dei monti frumentari » e fissa il tasso d'interesse da riscuotersi sui grani prestati al 6%. Cfr. G. MASI, *I monti frumentari e pecuniari...* cit., p. 355. Il Masi, non senza esagerazione identifica la responsabilità del mancato decollo dei monti frumentari con la cattiva volontà dei francesi di rifondare le istituzioni e sostiene con il Saladino che il decennio francese « non fu il periodo più adatto alla rstaurazione dei monti frumentari » perché la borghesia « non era disposta a cedere l'amministrazione dei monti frumentari mediante la quale poteva mantenere il controllo delle plebi agricole, né il governo aveva intenzione alcuna di dispiacerle » (*Ibidem*, p. 355 e A. SALADINO, *I monti frumentari...* cit., p. 224). Ci sono indubbiamente delle forzature, ma bisogna convenire con il Masi quando, più oltre, sottolinea che in fondo fu possibile rifondare i monti frumentari grazie al grande impegno profuso dal 1816 al 1820 dai ministri Medici e Tommasi in « siffatta opera moralizzatrice ». G. MASI, *I monti frumentari...* cit., p. 357.

(42) A.S.N., *M.A.I.C.*, 4. Cfr., *Ibidem*, anche le *Notizie sui monti frumentari del Regno nel 1810*.

(43) A.S.N., *Interni*, II *App.*, 1829, fascicolo: *Monti frumentari esistenti nel Regno nel 1812*. Ma il fascicolo contiene l'elenco di tutte le province e solo il duplicato dello stato dei monti della provincia di Aquila. In calce si legge: « la compilazione fattasi in questo burò di tutti i sopradetti monti trovati passata alla terza Divisione per esame ed informo; ora trovati presso il capo-divisione ».

vince di Calabria Citra e Ultra, Primo Abruzzo Ultra e Principato Citra, mentre erano completi gli *stati* provenienti dalle province di Terra di Bari, Capitanata, Terra di Lavoro, Abruzzo Citra, Secondo Abruzzo Ultra, Terra d'Otranto e Napoli, relativi al 1810 e quelli del Principato Ultra e della Basilicata, relativi al 1813. Per il Molise le autorità disponevano solo di alcuni progetti di *Budget* « non discussi » (44). Ma questi documenti non sono che un arido elenco di cifre assolutamente non corrispondenti al vero, per cui al massimo potevano costituire uno strumento di lavoro per l'inizio dell'opera di recupero. La *statistica* murattiana dimostra in fondo l'impossibilità di disporre a breve scadenza di una sintesi generale dei monti frumentari del Molise su cui fare affidamento (45) e, infatti, quando nel 1817 essa sarà pronta non sarà diversa da quella delle altre province (46). Quali fossero, però, realmente gli estremi della situazione generale si evince da una lettera dell'intendente della Basilicata, il quale si sofferma sulle difficoltà incontrate nel reperimento delle notizie necessarie:

non per tutti (i monti) si son potute soddisfare le indicazioni descritte nella modula che V. E. mi trasmise e che ho dovuto seguire, giacché l'antichità, l'ignoranza degli agenti, la perdita delle scritture antiche, la non curanza che sempre si è avuta per questi degni stabilimenti e finalmente la malizia di coloro che li han rivolti a proprio

(44) A.S.N., M.A.I.C., 4, *Notizie sui monti frumentari...* cit. Gli *stati*, invece, sono conservati in A.S.N., *Interni*, II App., 1829 e 1898.

(45) Il documento è in A.S.N., *Interni*, I Inv., 2202. Scrive il relatore: « vi sono in Molise molti monti frumentari che anticipano il soccorso delle sementi a' coltivatori alla discreta ragione di due o tre misure a tomolo: essi appartengono tutti a cappelle, e luoghi di pubblica beneficenza. Il relatore ha cercato di avere notizie esatte sul loro numero, amministrazione, capitale e rendita: si è perciò diretto alla direzione del Demanio della provincia, ma non ha potuto avere una sola notizia; oggi essi appartengono alle Commissioni di pubblica beneficenza, dalle quali nemmeno si son potuti avere de' lumi ». Anche la *murattiana* di Capitanata dopo aver rilevato che « nessun pubblico stabilimento esisteva per favorire l'agricoltura e promuoverla con gli opportuni aiuti » ricorda « con rimpianto i soppressi monti frumentari ». Cfr. V. RICCHIONI, *La statistica del Reame di Napoli del 1811. Relazioni sulla Puglia*, Vecchi e C. Editori, Trani, 1842, p. 163.

(46) A.S.N., *Interni*, II Inv., 606, *Stato dei monti frumentari esistenti nella provincia del Molise nel 1817*. Ancora due anni prima l'intendente aveva fatto notare: « siccome questi (monti) formano una parte delle rendite dei pii stabilimenti così non mi riesce possibile di poter rilevare dagli *stati* discussi i pesi a' quali van soggetti, né tutte le altre notizie che V. E. esige... ». Cfr. A.S.N., *Interni*, II App., 1899, L'Intendente al Ministro, Campobasso, 7 novembre 1815.

vantaggio, son le cause per le quali non si può conoscere per molti la vera loro origine.

Bisogna adattarsi, continua l'intendente, « per lo più a delle tradizioni che si ricavano per la bocca dei vecchi » e la conclusione che se ne può trarre è sconcertante: « quasi tutti questi stabilimenti sono in deteriorazione per un abuso al quale si è dato luogo per l'avarizia di coloro che li han tenuti in amministrazione ». Generalmente i monti frumentari

si son stabiliti per sostenere ed animare l'agricoltura (e) in ognuno di essi per legge della fondazione si è determinato che il grano si dia ad impianto agli agricoltori coll'obbligo di restituire nel nuovo raccolto lo stesso genere coll'aumento di mezzo stoppello o di due misure, assicurandone l'adempimento con pegni di valore corrispondente. (Senonché) gli amministratori nel tempo del raccolto non hanno curato di riscuotere il capitale, ma soltanto l'aumento come quello che in tutto o in parte ricadeva a lor beneficio, (per cui) è avvenuto che i debitori si son resi decotti e le scritture si son perdute, e i pegni non si son trovati del valore corrispondente.

... Per molti monti la dote non esiste affatto, e per altri consiste in sole carte, ossia scritture, le quali quando avviene che gli amministratori siano animati da qualche zelo si soglion rinnovare (47).

Dagli *stati* disponibili, relativi ad anni che vanno dal 1809 al 1817, è possibile desumere che complessivamente si hanno notizie intorno a 63 monti frumentari del Molise (48), 71 del Principato Ultra (49), 31 dell'Abruzzo teramano (50), 43 del Secondo Abruzzo Ultra (51), 5 di Terra d'Otranto (52), 34 di Capitanata (53), 12 di

(47) A.S.N., *Interni*, II App., 1899.

(48) A.S.N., *Interni*, II Inv., 606. Lo *stato* è del 1817.

(49) A.S.N., *Interni*, II Inv., 600. Lo *stato* è del 1816. Si veda anche un importante resoconto in A.S.N., *Interni*, II Inv., 597.

(50) A.S.N., *Interni*, II Inv., 596, Il cavaliere Gennaro Cornacchia all'Intendente, Teramo 29 aprile 1816. Già nel 1810, però, l'Intendente aveva trasmesso al Ministero degli Affari Interni la situazione dei monti frumentari « e un elenco di quelli che esistevano solo di nome, essendo per lo più dissipati i fondi de' medesimi ». Cfr. A.S.N., *Interni*, II App., 1899, l'intendente al Ministro degli Affari Interni, Teramo, 17 novembre 1816.

(51) A.S.N., *Interni*, II App., 1829 e 1808.

(52) A.S.N., *Interni*, II App., 1898.

(53) *Ibidem*.

Terra di Bari (54), 57 di Basilicata (55), 1 di Napoli (56) e 9 di Terra di Lavoro (57). Si tratta complessivamente di 336 monti frumentari che, pur considerando le istituzioni frumentarie delle altre province (58), sono tuttavia assai lontani dai 500 e più monti del secondo Settecento (59). Al di là del numero, poi, sono gli stessi *stati* elaborati dagli intendenti che a margine fanno generalmente osservare « che la sorte principale dei monti frumentari per la maggior parte consiste in scritture e polizze » e « che l'infelicità delle raccolte molto ha contribuito alla loro rovina », unitamente alla poca accortezza degli amministratori (60).

Come non soffermarsi sul danno che all'economia contadina reca la crisi dei monti frumentari? Nell'Abruzzo aquilano, per esempio, un tempo essi

formavano la tutela dell'agricoltura. In un suolo sterile, montuoso e rigido, ove frequentemente buona parte dei grani seminati perisce sotto i geli, l'agricoltura trovava in queste pie e liberali istituzioni il

(54) *Ibidem.*

(55) *Ibidem.* Lo *stato* è del 1810. Tuttavia i monti sarebbero 172 nel 1816, con un capitale granario di tomoli 32.932. A.S.N., *Interni, II Inv.*, 3166.

(56) A.S.N., *Interni, II App.*, 1898.

(57) *Ibidem.*

(58) Per quanto riguarda le altre province è da notare che il relatore della *murattiana* della Calabria Citeriore, Matteo Galdi, nota che « non esiste veruno stabilimento per promuovere e per soccorrere a' miseri coloni — e che — la fondazione d'un monte d'imprestito allontanerebbe un grandissimo principio di miseria, qual è quello che i contadini sono allo spesso costretti comprare il frumento al prezzo di maggio e soddisfare con quello che si raccoglie in agosto, il cui valore è sempre del primo molto più minore ». Cfr. MATTEO GALDI, *Caccia pesca ed economia rurale calabri*, in U. CALDORA, *Fra patrioti e briganti*, Adriatica editrice, Bari, 1974, p. 354 (con il titolo *La statistica murattiana del regno di Napoli: le relazioni sulla Calabria* il lavoro era già stato pubblicato in « Quaderni di geografia umana » dell'Università di Messina, V, 1968, pp. 1-107). Il futuro Ministro degli Affari Interni Nicola Santangelo, nel 1817 intendente della prima Calabria Ultra, da parte sua nota che nella provincia sottoposta alla sua giurisdizione « per effetto di una cattiva amministrazione e delle passate vicende » ha trovato « questi stabilimenti o obliati o soppressi ». Cfr. A.S.N., *Interni, II Inv.*, 490, « Intendente della Prima Calabria Ulteriore al Ministro degli Affari Interni, Reggio, 8 ottobre 1817.

(59) L. BIANCHINI, *Storia delle finanze...* cit., p. 362; G. M. GALANTI, *Della descrizione...*, I, p. 222. Sarebbero, però, quattrocento secondo la Schipa. Cfr. M. SCHIPA, *Il Regno di Napoli...* cit., p. 681.

(60) Senza contare la citata lettera dell'intendente del Primo Abruzzo Ultra (A.S.N., *Interni, II App.*, 1899) si veda per esempio lo *stato* del Principato Ultra del 1817 (A.S.N., *Interni, II Inv.*, 600).

grano per alimentarsi e per la nuova semina. Una leggera retribuzione era il solo compenso che i monti esigevano, e l'usura, *questa peste dei poveri*, era bandita dalle campagne (61).

Negli ultimi tempi, però, anche qui le cose sono cambiate e « la condizione degli abitanti è ben diversa (dal passato) e a questo riguardo ben infelice » perché « una serie di cattive stagioni presenta loro l'aspetto più lagrimevole del bisogno in un suolo poco fecondo, ed avendo perduta la speranza di trovare le antiche risorse nei monti frumentari, che mostransi pressoché interamente distrutti, (essi) tralasciano di coltivare e di seminare una parte ben grande del territorio, ed emigrano in folla nel vicino stato romano » (62). Ma quali sono le cause che hanno provocato la loro rovina? Anche qui

nella primiera istituzione furono dati ad amministrarsi a persone o affatto idiote, o non probe. Queste oltremodo indolenti a procurarne i vantaggi, hanno permesso che immense quantità di grano ristagnassero per più anni appresso indigenti debitori, i quali alfine divenuti assolutamente insolubili ne hanno sofferto i monti una sensibilissima sottrazione. Le occultazioni, le dilapidazioni, han chiusa questa lagrimevole scena, e ne hanno compiuto il deperimento » (63).

Agli inizi la critica situazione politica e la non buona situazione economica in cui la fine del decennio francese aveva lasciato il regno rendono più difficile l'opera di risanamento dei monti frumentari. Una serie di annate agricole poco felici, che ad eccezione del 1818 si dilungano fino alla metà degli anni 20 (64), non consentono il recu-

(61) A.S.N., *Interni*, II Inv., 596, l'intendente di Aquila al Ministro degli Affari Interni, Aquila, 16 novembre 1816.

(62) *Ibidem*.

(63) *Ibidem*. Ma se « buona parte dei grani seminati perisce sotto i geli », in che modo si sarebbero potuti restituire poi capitali e interessi? È anche questa la causa della rovina dei monti frumentari? L'intendente non lo dice, ma sembra evidente una risposta affermativa.

(64) A.S.N., *Intinerari*, I Inv., 2085, 2162. Per gli anni 1826-1860 cfr. A. DI BIASIO, *L'agricoltura nel Regno di Napoli nella prima metà del XIX secolo: produzione e tecniche agronomiche*, comunicazione presentata al Convegno sulle trasformazioni delle campagne europee nell'età napoleonica, tenuto a Roma nel mese di novembre del 1978, i cui Atti sono in corso di stampa nell'Annuario dell'Istituto Storico Italiano per l'età moderna e contemporanea. Del problema si è successivamente occupato E. CERRITO, *La produzione dei cereali nelle province del Regno di Napoli dal 1826 al 1833*, comunicazione ad un convegno sull'agricoltura nel Mezzogiorno d'Italia tra Sette e Ottocento, i cui atti sono in corso di stampa. Per il

però dei debiti e, anzi, aggravano ancora la situazione. D'altra parte durante la rivoluzione del 1820 il governo di Canosa le autorità napoletane non sembrano preoccuparsi eccessivamente di questo come di altri problemi sociali e solo con il ritorno dei Medici è possibile registrare una inversione di tendenza (65). Perdurando le difficoltà degli scambi commerciali, il carattere di sussistenza dell'agricoltura napoletana fa sentire sempre più il suo peso (66): talora i contadini non solo mangiavano i generi destinati alla semina degli anni successivi, per quanto messi alle strette macellavano i pochi animali da lavoro (67). In tale contesto non è strano se, quando nel 1820 si fa il punto della situazione per presentarla al parlamento nazionale, si scopre che essa non è delle più rosee (68). Per quanto i quadri riassuntivi, ancora in evidente stato di elaborazione, non consentano una pur sommaria conclusione, tuttavia è evidente che l'opera di risanamento è ancora agli inizi. Risultano, infatti, revisionati 2 monti frumentari con un capitale granario di 445 tomoli in Terra di Lavoro, 14 per 4.698 tomoli nel Principato Ultra e 21 per 13.474 tomoli in Capitanata (69).

Molise si veda ora A. MASSAFRA, *Orientamenti colturali, rapporti produttivi e consumi alimentari nel Molise tra 700 e 800*, «Quaderni Storici», 1980, 43, pp. 61 e sgg. L'intendente del Principato Ulteriore registrava nel 1822 che gran parte dei debitori dei monti frumentari «erano impossibilitati a poter realizzare la restituzione dei generi ricevuti», per cui proponeva «di farsi semplicemente la riscossione dell'aumento dovuto, qual mezzo esso intendente considerava come indispensabile». Per evitare la generale rovina dei monti frumentari la proposta veniva accettata solo per quei casi, autorizzati di volta in volta dal re, in cui si fosse resa effettivamente necessaria. Cfr. A.S.N., *Interni*, II Inv., 603, Rapporto al re, agosto 1822.

(65) A.S.N., *Interni*, II Inv., 596, L'intendente di Aquila al Ministro degli Interni, Aquila, 11 settembre 1821.

(66) Cfr. A. DI BIASIO, *Gli «ordegni rustici» nell'agricoltura napoletana del primo Ottocento (una ricerca in corso)*, «Rivista di Storia dell'Agricoltura», XIX, 1979, 2, pp. 73 sgg.; G. DELILLE, *Agricoltura e demografia nel Regno di Napoli nei secoli XVIII e XIX*, Guida Editori, Napoli, 1977; G. CINGARI, *Il dibattito sullo sviluppo economico del Mezzogiorno dal 1825 al 1840*, in G. CINGARI, *Problemi del risorgimento meridionale*, (Università agli Studi di Messina-pubblicazioni della Facoltà di Magistero) Casa Editrice G. D'ANNA, Messina-Firenze, 1965, pp. 6 sgg.

(67) È il caso dell'Abruzzo Citra nel 1816, per esempio. Cfr. A.S.N., *Interni*, I Inv., 2162, L'intendente al Ministro, 30 luglio 1816.

(68) A.S.N., *Interni*, I Inv., 2167. Queste notizie, però, non sono state utilizzate nel *Rapporto al Parlamento Nazionale sulla situazione del Ministero degli Affari Interni letto dal Ministro nel giorno 23 ottobre 1820* (a stampa). Cfr. p. 56. Una copia del *Rapporto* sta in A.S.N., *A. Borbone*, II, 2529.

(69) A.S.N., *Interni*, I Inv., 2167, *Stato dei monti frumentari pervenuti al Ministero degli Interni su ciascuno dei quali è stata fatta la dovuta discussione*. Lo stato

Ciò che soprattutto si vuole raggiungere è il pareggio dei conti, per cui incessantemente il ministro insiste su tre richieste, non facili a realizzarsi, al punto da restare per lungo tempo inevase: l'elaborazione di uno stato discusso per ogni singolo monte, l'elenco dei debitori con l'indicazione delle relative somme da incamerare, nonché l'elenco delle misure prese per il recupero dei debiti (70).

Invano, almeno agli inizi, gli intendenti cercarono di applicare alla lettera le istruzioni ministeriali, diramando misure drastiche, come quelle dettate dall'intendente di Aquila (71) e quelle che chie-

registra anche un monte frumentario con un capitale in denaro di ducati 2741 a Fossaceca nell'Abruzzo Citeriore. C'è da registrare che neanche lo *Stato dei monti frumentari sopra de' quali non è stata ancora seguita la discussione* è assai nutrito: registra, infatti, appena 3 monti frumentari nella Seconda Calabria Ultra e 5 nella Basilicata.

(70) A.S.N., *Interni*, II Inv., 596, 598, Circolari del Ministero degli Interni in data 7 settembre 1816, 12 novembre 1817, 13 giugno 1818, 22 settembre 1821, 17 luglio 1822, 23 novembre 1822, 24 maggio 1823. Con la circolare 12 novembre 1817 si cerca effettivamente di portare l'opera di risanamento dei monti frumentari sulla strada giusta. Con essa il ministro raccomanda innanzitutto la redazione di « uno stato chiaro e distinto di ciascun monte propriamente detto sia esistente, sia malversato (?), sia da ripristinarsi », con tutte le indicazioni opportune. « Io bramo — egli scrive ancora — che non solo si dica la costituzione di ciascun monte, ma lo stato attuale de' suoi fondi, e sien presi in considerazione gli attrassi ed i malversamenti, che abbiano potuto aver luogo, proponendosi non solo i mezzi da procurare l'indennizzazione, anche con dell'equie transazioni, ma altresì i regolamenti da impedire per l'avvenire tali abusi a danno dell'agricoltura ». E non basta, perché da incarico agli intendenti di « pretendere tutte le notizie de' stabilimenti frumentari dissipati e su di essi volgere la stessa attenzione, perché possan ripristinarsi », nonché di praticare tutte le indagini per conoscere se sianvi istituzioni e legati testamentari per tali stabilimenti che non abbiano avuto effetto finora per colpa degli eredi, o di altri » e dare « secondo gli eventi le disposizioni convenienti ». Già nel 1816, d'altra parte, con la circolare del 7 settembre gli intendenti avevano ricevuto l'ordine « di pigliar esatto conto dei monti frumentari, di ricavarne l'origine, la rendita, i pesi, lo stato attuale di ciascun monte ed ogni altra circostanza degna di osservazione ».

(71) Scrive l'intendente di Aquila: « gli amministratori dovranno esigere per tutto il mese di settembre prossimo dai debitori de' monti tutte le quantità de' grani da essi dovute in virtù di obblighi, registri, e significatorie, servendosi anche de' mezzi coattivi contro i renitenti ». Essi dovranno naturalmente riscuotere in pari tempo « le retribuzioni che andranno in aumento de' monti — e — rispetto ai debitori meno solvibili si procederà per vie regolari al sequestro dei frutti pendenti e s'esistono presso le amministrazioni pegni dati per cautela del grano, e non venga restituito per tutto il mese di settembre, si procederà immediatamente alla vendita de' medesimi ». La circolare, inoltre, fa obbligo agli amministratori di formare « per i debitori assolutamente decotti uno stato colla indicazione della quantità di grano dovuto, dell'epoca della cautela, e registro esistente, da rimettersi al consiglio generale per il primo ottobre prossimo, di unita ad una dichiarazione del decurionato che contesti la qualità miserabile dei debitori annotati », di non « accordare dilazioni ai

de di dettare l'intendente di Bari (72), in modo da liberare tra l'altro gli stati discussi dei singoli monti dalle cifre fittizie dei crediti comunque inesigibili: i risultati non sono assai promettenti. Per evitare ogni sorta di abuso da parte degli amministratori, gli stati discussi dovevano essere accompagnati da una *distinta* a giustificazione delle « spese varie ed eventuali » (73), gli intendenti avevano il preciso dovere di vigilare a che la scelta degli amministratori a cura dei decurionati fosse oculata e cadesse su persone oneste (74) e, unitamente ai decurionati, dovevano preoccuparsi di controllare che alla scadenza del proprio mandato, il 31 agosto, gli amministratori uscenti presentassero effettivamente i conti, con le relative *significatorie* (75), ai propri successori per evitare il ripetersi dei vecchi

debitori » e di non « rinnovar polizze ed obblighi ». Cfr. A.S.N., *Interni, II Inv.*, 596, Circolare ai sindaci e amministratori..., Aquila, 1 agosto 1818.

(72) Le disposizioni che chiede di essere autorizzato ad emanare l'intendente di Bari sono ancora più drastiche e, in caso di insolvenza dei debitori, richiamano sempre in causa direttamente gli amministratori. « Il genere — si legge in esse — si rilascia per la maggior parte ai coloni che costituiscono la classe più povera. Parrebbe che per assicurare al nuovo raccolto la riscossione del capitale e dell'aumento stabilito a ragione del 6% debba il colono possidente obbligare i suoi fondi; colui che nulla possiede presentasse un solvibile garante; per coloro, infine, che nemmeno avranno modo di procurarsi un fidejussore dovrebbero i ricollettori essere chiamati personalmente a rimborsare le perdite che potrebbero sperimentare, qualora essi nel tempo della trebbia mancassero di vigilanza in assicurare le quantità di riscuotere. Grave responsabilità — conclude l'intendente — è d'uopo che sia pronunziata contro gli amministratori quando, spirato il settembre di ogni anno, abbiano omesso l'introito di tutte le quote in capitale concesso nell'esercizio precedente — e — le quantità non riscosse dovrebbero imputarsi a particolare loro carico, lasciando ad essi il regresso contro i debitori primitivi. Senza il concorso di tante energiche misure le anzidette istituzioni non possono vedersi conservare ». Cfr. A.S.N., *Interni, II Inv.*, 599, L'intendente di Terra di Bari al Ministro degli Affari Interni, Bari, 6 ottobre 1818.

(73) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 596, Circolare del 15 maggio 1824.

(74) *Ibidem*, Circolare del 17 luglio 1822.

(75) Per rendere più semplice il passaggio delle consegne da parte degli amministratori, dietro suggerimento dell'intendente di Basilicata, si ritorna all'anno colonico. « L'amministrazione non poteva andare che con l'anno agrario — scrive il funzionario — fissando a settembre il principio di tali amministrazioni e facendolo terminare a tutto agosto seguente. Ciò allontanava, qualora non vi era oscitanza da parte degli amministratori, la morosità dei debitori, mentre nel cambiamento degli amministratori medesimi dovevano quelli che uscivano consegnare ai loro successori genere e non *carte*, e così si trovava più facilmente chi volesse assumere volontariamente questo incarico e senza difficoltà potevano aversi delle corrispondenti cauzioni ». Senonché le *Istruzioni di beneficenza* (cfr. nota 38) « adottando per tutti gli stabilimenti pubblici l'istesso anno civile » hanno introdotto elementi di confusione. Infatti « per essere d'accordo col calendario si fa un disaccordo colle stagioni e con

abusi. Tuttavia tutti questi controlli non pagano se ancora nel 1824 il ministro è costretto a notare con amarezza « che tutti i nuovi contabili risultano debitori di quantità di grano che hanno trascurato d'infondacare ne' depositi de' rispettivi stabilimenti, nonostante che ne abbiano fatta la riscossione » (76).

Due difetti minano ancora l'opera di risanamento dei monti frumentari di questo periodo e la revisione dei loro conti. Su uno di essi, vecchio e cronico male dei monti frumentari, insistono gli stessi intendenti e una nota ministeriale del settembre 1823 registra

un abuso ch'esiste nell'amministrazione dei monti frumentari, dal quale deve ripetersi il generale deperimento di tali utilissimi stabilimenti facendoli diventare in gran parte cartolari. Quest'abuso consiste nell'accordarsi di anno in anno a' coloni debitori de' monti frumentari delle dilazioni, rinnovando periodicamente le scritture e facendosi figurare negli stati discussi annuali di detti monti, come riscossione ordinaria, quella che da anni si è trascurata di fare, per cui invece del beneficio della semina prescritto dalle regole di fondazione, si son fatti perpetuare i capitali nelle mani delle stesse persone (77).

l'annua riproduzione ed il disordine ne fu la conseguenza come doveva esserlo ». Cfr. A.S.N., *Interni, II Inv.*, 507, L'intendente di Basilicata al Ministro degli Affari Interni, Potenza, 12 maggio 1818. Osservazioni troppo giuste: pochi giorni appresso una nuova circolare fissava l'anno colonico al 1° settembre-31 agosto. Cfr. A.S.N., *Interni, II Inv.*, 596, Circolare del 13 giugno 1818. Solo nella provincia di Aquila il suolo montuoso, faceva notare l'intendente, « esigea di protrarsi l'anno colonico di un mese, cioè dal 1° ottobre al 30 settembre » (A.S.N., *Interni, II Inv.*, 596, l'intendente al Ministro, Aquila, 11 settembre 1821), ciò che venne accordato con rescritto reale.

(76) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 596, Circolare del (?) luglio 1824. È possibile, continua la nota ministeriale, che ciò sia da addebitare alla mancata vigilanza dei conti dei vecchi amministratori, che anche i nuovi contabili hanno l'obbligo di verificare al momento delle consegne. Ne sono, però, comunque responsabili: gli amministratori, oltre che onesti, debbono essere anche istruiti.

(77) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 596, Circolare del 24 novembre 1810. « È fuori di dubbio — scrive nel 1830 il Consiglio Generale degli Ospizi dell'Abruzzo Citra al Ministro degli Affari Interni — che gli antichi capitali in grano consistevano in tante polizze le quali restavano ammortizzate col passaggio da un procuratore all'altro delle cappelle laicali e pie congregazioni. Nessuno si occupava della esazione dell'effettivo genere, ma di quella parte soltanto degli aumenti che riusciva riscuotersi. Ciò è dimostrato dagli antichi stati discussi dell'abolito tribunale misto e dalla discussione dei conti posteriori al 1815 ». A.S.N., *Interni, II App.*, 1699, Intendenza di Abruzzo Citeriore-Consiglio Generale degli Ospizi al Ministro degli Affari Interni, Chieti, 2 ottobre 1830. È un problema al quale si è più volte fatto riferimento. Lo stesso intendente dell'Abruzzo Citra l'anno precedente aveva notato: « In generale qualun-

Aggrava la situazione il fatto che parte del grano mancante nel tempo finiva nei granai degli amministratori (78). Sono ancora gli intendenti che fanno notare al ministro un altro pesante limite che frena l'opera di risanamento delle istituzioni. Siamo nel 1824 e le indagini condotte fino ad allora erano state limitate ai monti puramente frumentari, di competenza del V ripartimento del ministero degli interni. Già nel 1816 il ministro aveva posto l'accento sui monti misti, senonché le sue parole erano rimaste lettera morta.

Vi sono molti stabilimenti di altra natura — (si legge in una sua circolare) — che fra i loro articoli hanno ben anche qualche fondo destinato all'incoraggiamento dell'agricoltura, come sono capitali in grano granone e simili generi addetti ad accreditarsi a' coloni poveri in tempo di semina per riscuotersi coll'aumento di un tanto a tomolo dopo la raccolta, (per cui) bisogna pigliar conto anche di questi stabilimenti, ma per quella sola parte che riguarda tali capitali senza entrare in tutto il resto, e (evidenziare) il capitale impiegato nelle anticipazioni, l'aumento che se ne riscuote, l'uso che se ne fa, se si aggiunge al capitale stesso, se si spende in beneficio de' coloni, se si versi per supplire alle spese generali dello stabilimento a cui è annesso, quale sia questo stabilimento, a chi ne sia affidata l'amministrazione, lo stato di aumento del capitale stesso (79).

Le premure del ministro, però, cadono nel vuoto e comunque non riscuotono l'effetto voluto, di modo che la confusione è tale che ancora nel 1824 non si riesce a distinguere i monti puramente fru-

que potesse essere lo stato dei monti frumentari si è verificato sempre in ciascuno un notevole attrasso in quanto agli arretrati prodotto dagli antichi amministratori che si contentavano di ricevere dagli antecessori le cosiddette polizze invece del grano. Questo inconveniente non può assolutamente essere del tutto rimosso, mentre costa che vari debitori non più esistono, diversi sono ridotti alla mendicizia ed altri sono passati a domiciliare altrove, e sono ignoti, né è sperabile rivolgere l'azione contro gli amministratori antichi giacché si osserva una impotenza effettiva ne' medesimi». Cfr., A.S.N., *Interni, II Inv.*, 597, l'Intendente dell'Abruzzo Citeriore al Ministro degli Affari Interni, Chieti, 3 novembre 1819.

(78) Scrive, per esempio, il Cordella che « poco profitto se n'ebbe (dai monti frumentari) per la mala fede degli amministratori che adescati dalla lieve ragion di retribuzione con che doversi somministrare il grano ai coloni poveri, sel prendevano essi stessi, sotto il nome di qualche loro aderente ». E. CORDELLA, *Uno sguardo nella storia della beneficenza nei domini continentali del regno*, « Annali Civili del Regno delle Due Sicilie », CXXII, 1857, p. 116. Anche questa denuncia, però, è assai diffusa.

(79) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 596, Il Ministro degli Interni agli Intendenti, Napoli, 7 settembre 1816.

mentari da quelli misti, ovvero « annessi a cappelle, a luoghi pii laicali e stabilimenti di beneficenza », i più varii, « la cui amministrazione è regolata da uno stesso stato discusso ». Ora, « siccome la natura e l'istituzione di queste due specie di stabilimenti è stata diversa », alcuni intendenti chiedono « che con differenti principi sia regolata la loro amministrazione » (80). Facendo seguito a tali richieste, il ministro incarica gli intendenti di predisporre che « i monti frumentari annessi a cappelle, congregazioni o altri luoghi pii, i quali non hanno per fondazione pesi estranei al loro istituto, abbiano uno stato discusso a parte, e siano diretti nella loro amministrazione co' medesimi principi stabiliti per gli altri monti frumentari ». Per quanto riguarda i monti che abbiano *pesi estranei al loro istituto*, il Consiglio Generale degli Ospizi « esami gli stati discussi... e si faccia esibire l'atto di fondazione », per vedere se eventuali « pesi di limosine, messe, maritaggi e altre spese di culto » presenti negli stati discussi siano prescritte negli statuti. « Nel caso negativo sarà ordinata la redazione di uno stato discusso separato nel modo di sopra indicato » (81). Tante sono le difficoltà che solo dopo sette anni, nel 1831, le autorità potranno disporre di una mappa completa e di tutti i monti, puramente frumentari e misti, fino ad allora revisionati (82).

Nel frattempo la confusione contribuisce a rendere ulteriormente più grave la situazione, al punto che agli inizi degli anni '20 il pareggio dei conti sembra quasi impossibile, il bilancio permane negativo e i fondi *cartolari*. Il ritorno del Medici impone un nuovo corso al problema e l'opera di risanamento ricomincia, ma le difficoltà non si dissolvono. « Mi chiede conto dei mezzi impiegati onde obbligare i debitori morosi al pagamento del rispettivo dare, e mi richiede lo stato mensile della riscossione degli arretrati », scrive l'intendente di Teramo al ministro degli affari interni nel 1823, « ma gli ostacoli che indispensabilmente debbonsi incontrare nella riscossione di un arretrato per tanto tempo lasciato in abbandono, mi hanno impedito di corrispondere esattamente agli ordini suoi » (83).

(80) Tutte le richieste degli intendenti sono in A.S.N., *Interni*, II Inv., 596.

(81) A.S.N., *Interni*, II Inv., 596, Circolare del 21 aprile 1824.

(82) A.S.N., *Interni*, II Inv. 600, *Stato generale de' monti puramente frumentari e di quelli annessi a cappelle nelle sottoscritte province del regno di Napoli per l'anno colonico dal settembre 1830 al 31 agosto 1831* (con l'indicazione del relativo capitale effettivo, arretrato esigibile e inesigibile).

(83) A.S.N., *Interni*, II Inv., 596, L'intendente del Primo Abruzzo Ultra al Ministro degli Interni, Teramo, 31 gennaio 1823.

Anche in Basilicata, per quanto siano stati spediti in periferia a più riprese commissari verificatori, non è pensabile di poter disporre a breve scadenza degli stati discussi singoli, dell'elenco di tutti i debitori e dei relativi debiti, nonché di quello delle misure prese per recuperare i prestiti. Questo lavoro — scrive l'intendente al ministro — che dee poggiar sulla discussione de' conti non può arrivarle sicuramente al prossimo cader dell'anno, perché nel toccar queste materie, dopo il mio arrivo in provincia, ho trovato che malgrado le premure praticate dagli amministratori e commissioni, mancano perfettamente tutti i conti, ad eccezione di uno solo » (84).

I quadri statistici dimostrano delle progressive difficoltà incontrate nell'opera di revisione generale dei bilanci dei monti frumentari. Il fatto che da un anno all'altro talune province manifestino calo anziché aumento di monti e capitali è indice della impossibilità di avviare il problema a soluzione in tempi rapidi. Certo, alcune province erano prive o quasi di queste istituzioni, ed è il caso della Prima Calabria Ultra (85), ma altre come il Molise e la Basilicata ne erano ricche, eppure i quadri sono indicativi dello stato in cui erano ridotti i monti, al punto che non si riusciva a riordinare il bilancio nemmeno in una parte esigua di essi (86).

Nel mentre la molteplicità delle disposizioni « generali e particolari », emanate anche in tempi e situazioni diverse, faceva sentire con forza la necessità di un regolamento che consentisse una più spedita e semplice amministrazione dei monti frumentari. Il progetto iniziale era venuto dal Consiglio provinciale del Primo Abruzzo Ul-

(84) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 598, L'intendente al Ministro, Potenza, 10 dicembre 1822. Lo stato del 1818 era in pratica inservibile.

(85) « In questa provincia — scrive l'intendente — non se ne trova neppure uno esistente e quelli che esistevano una volta erano stati stabiliti da famiglie particolari e non già dal denajo pubblico ». L'intendente vorrebbe crearne di nuovi con pubblico denaro, ma il Ministro nega l'autorizzazione e osserva « che ciò solo può ottenersi non tanto dalla generosità dei vescovi e pastori delle anime, quanto dalla generosità de' ricchi proprietari ch'ella procurerà in ogni modo di eccitare ». La lettera dell'intendente e la risposta del ministro portano rispettivamente la data del 31 ottobre e del 7 novembre 1821 e sono conservate in A.S.N., *Interni, II Inv.*, 602.

(86) In qualche provincia i monti erano addirittura ignorati dalle autorità. Il 12 novembre 1822 il Ministro degli Interni scrive all'Intendente della Calabria che fino a quel momento non gli ha inviato le circolari relative ai monti frumentari perché convinto che in quella provincia non ne esistessero. Ora, siccome l'intendente gli ha trasmesso « diversi stati discussi di stabilimenti di simil natura », gli manderà le circolari e le disposizioni relative. A.S.N., *Interni, II Inv.*, 596.

tra (87) e il relativo provvedimento era stato emanato il 2 luglio 1819 (88). Il re, però, nel sanzionare il provvedimento medesimo « comandò che il regolamento proposto avesse luogo per la sola provincia del Primo Abruzzo Ultra, che l'aveva domandato, e che si fosse fatto sapere agli altri intendenti, onde se i consigli provinciali lo credessero lo damandassero a S. M. ». Quindi una copia del regolamento del I Abruzzo Ultra fu inviata agli intendenti della altre province « coll'incarico di farla esaminare da' rispettivi consigli provinciali affin di deliberare se credessero utile doversi adottare per la retta amministrazione della rispettiva provincia » (89). C'era una sola raccomandazione ai consigli provinciali, in quanto « fu prescritto che (essi) occupati si fossero di sì interessante oggetto e avessero rassegnato a S. M. un progetto di regolamento che assoggettando questi utili stabilimenti ad una uniforme amministrazione si fosse altresì allontanato il meno possibile da quello da S. M. approvato per la provincia del I Abruzzo Ultra » (90). Si pensava di arrivare in breve tempo all'approvazione di tutti i regolamenti provinciali, ma le osservazioni della periferia furono assai marcate e non poche, anche se quasi tutte rigettate, per cui le cose andarono per le lunghe (91), e fu possibile approvare l'ultimo regolamento, quello dei monti frumentari di Terra di Lavoro, solo nel 1831 (92). Nonostante le tante osservazioni, i regolamenti provinciali risultarono quasi identici tra

(87) Cfr. A.S.N., M.A.I.C., 528, *Memorandum pe' monti frumentari del regno...* cit. I fascicoli originali sono in A.S.N., M.A.I.C., 20.

(88) *Coll. LL. e DD.*, Decreto 2 luglio 1819, II sem. 1819, p. 1. Cfr. anche A.S.N., M.A.I.C., 20.

(89) A.S.N., M.A.I.C., 528, *Memorandum...* cit.

(90) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 599, Real Segreteria di Stato degli Affari Interni, L'ufficiale del V Ripartimento all'ufficiale del II Ripartimento, Napoli, 2 novembre 1821.

(91) Le osservazioni dei consigli provinciali delle province di Abruzzo Ultra Secondo, Terra d'Otranto, Calabria Citra, Principato Citra, Principato Ultra, Basilicata e Abruzzo Citra e i relativi regolamenti approvati sono in A.S.N., M.A.I.C., 20; quelle del consiglio provinciale della Basilicata anche in A.S.N., *Interni, II Inv.*, 599; quelle dell'Abruzzo Citra anche in A.S.N., *Interni, II App.*, 1696; quelle del Secondo Abruzzo Ultra anche in A.S.N., *Interni, II Inv.*, 596; il *Memorandum...* cit (A.S.N., M.A.I.C., 528) le enumera tutte.

(92) *Coll. LL. e DD.*, Decreto 5 agosto 1831, II semestre 1831, p. 18. L'elenco dei decreti è riportato nelle *Notizie storico-legali...* cit. (A.S.N., *A. Borbone, I*, 829-1) e nel Decreto 7 febbraio 1850 che sanziona la responsabilità dei decurionati nella scelta degli amministratori. Cfr. P. PETITTI, *Repertorio amministrativo...* cit., I, p. 358. Mancano solo i regolamenti di Napoli e della Prima Calabria Ultra. Cfr. G. LANDI, *Istituzioni di diritto pubblico...* cit., II, pp. 836-37.

loro (93), in quanto il governo si rifiutò di ratificare quelle proposte di modifica che, senza essere dettate da reali necessità locali, avesse compromesso il proposito iniziale di un'unica regolamentazione, per cui si limitò in linea di massima a ratificare solo le richieste relative alla variazione dell'interesse da riscuotere. L'amministrazione veniva regolata secondo le esigenze dell'anno colonico e all'inizio di ogni anno il decuzionato suggeriva sei nomi « della classe de' più ricchi del comune, ne' quali concorreva anche la più costante non equivoca probità », in modo che tra essi si potessero scegliere i due amministratori annuali, che al termine del mandato non potevano essere rieletti se non dopo un anno. Il grano veniva depositato in un mahazzino chiuso con tre chiavi, delle quali una spettava al sindaco per gli opportuni controlli e due agli amministratori. Una commissione composta dagli amministratori, dal parroco e dal sindaco compilava l'elenco di distribuzione, « avuto riguardo alla circostanza de' coltivatori, all'estensione de' terreni ch'essi coltivavano, ed a tutt'altro ch'è necessario aversi in simili casi » (94). Ultimata la distribuzione ai contadini, nel mese di ottobre il grano restante era « accreditato in preferenza ai naturali del luogo con obbligo strettissimo, e garanzia solidale, della quale erano responsabili solidamente gli amministratori, di renderlo nel seguente agosto coll'aumento di due vigesime parti di ciascun tomolo, ed a patto che il grano fosse di qualità seminabile, cioè scevra di erbone, di golpa, di loglia, di vecchia e di ogni altra estranea semenza ». Il regolamento faceva esplicito diniego di prestare il grano *per accreditamento* « sia direttamente sia indirettamente a' negozianti, ed incettatori di grano sotto pena del doppio a carico degli amministratori ». Il nome dei coltivatori che ottenevano il prestito veniva notato in un registro insieme a quello di *un garante*. Per i morosi era previsto il piantonamento della casa. Al termine del mandato gli amministratori che « fossero manchevoli a consegnare in generi i grani accreditati nell'anno precedente, e che non presentassero almeno gli atti coattivi impresi contro i debitori, sar(ebbero stati) tenuti del proprio a norma di legge ». All'inizio del proprio mandato anche i nuovi amministratori erano dovuti a presentare all'intendente « la nota del grano esistente nel deposito,

(93) Si veda anche L. CASSESE, *Guida storica dell'Archivio di Stato di Salerno*, Camera di Commercio, Industria e Agricoltura, Salerno, 1957, p. 126.

(94) Una copia del regolamento è in A.S.N., M.A.I.C., 20. Cfr. nota 92. I regolamenti sono stati poi pubblicati in tutti i giornali delle intendenze.

ed ogni dieci giorni del mese di ottobre quella della distribuzione fattane, coll'indicazione degli agricoltori cui il grano si era distribuito e della rispettiva quantità, e circa il grano accreditato ne dovevano anche passar nota » entro otto giorni « coll'indicazione ben anche della persona cui si e(ra) dato, del guerante, e coobligato *in solidum*, e delle quantità di grano ». I nuovi amministratori erano dovuti a pretendere la presentazione dei conti dai predecessori e ad accertarsi che essi corrispondessero effettivamente alla realtà, specie relativamente al grano in magazzino e agli *obblighi* del grano *accreditato*. I vecchi amministratori, che omettevano di presentare i conti alla scadenza del mandato, « erano multati irremissibilmente in dieci tomoli di grano per ciascheduno a beneficio del monte ». Anche l'applicazione scrupolosa di queste norme, ad eccezione di particolari deroghe, di volta in volta chieste ed ottenute dal ministro, consentì al termine degli anni venti di ridare vita a gran parte dei monti *cartolari*.

Nel perdurare della crisi dei monti frumentari, ancora nella prima metà dell'800 il finanziamento della piccola azienda contadina era affidato all'usura dei contratti alla voce. Scrive Paolo Macry che nel contratto alla voce « viene sostituito al sistema dell'interesse fisso come garanzia di profitto l'uso del ciclo stagionale dei prezzi nell'arco di un anno agricolo ». In sostanza

il contratto detto alla voce si è quello che passa tra il mercante e l'agricoltore il primo dei quali si riceve in genere il valore di quella quantità di denaro che ha anticipato al secondo a quel prezzo che sarà stabilito dopo il raccolto in una pubblica assemblea composta da mercanti e agricoltori. Questo prezzo... non regola la vendita in generale delle derrate raccolte, ma riguarda soltanto coloro che contrattati abbiano alla voce (95).

(95) V. PECORARI, *Lettera scritta ad un amico sul contratto alla voce*, 1-1-1783, s.c., pp. 4-5. Sulle origini ed il significato del contratto alla voce si è soffermato di recente Paolo Macry (P. MACRY, *Ceto mercantile e azienda agricola nel Regno di Napoli: il contratto alla voce nel XVIII secolo*, « Quaderni Storici », 1972, 21, pp. 851 sgg.; P. MACRY, *Mercato e società nel Regno di Napoli. Commercio del grano e politica economica del '700*, Guida Editori, Napoli, 1974). Di esso si sono occupati anche R. VILLARI (*Mezzogiorno e contadini nell'età moderna*, Laterza (« Universale »), Bari, 1977, pp. 34 sgg.) e P. CHORLEY (*Oil Silk and Enlightenment Economic problems in XVIIIth Century Naples*, Istituto Italiano per gli studi storici, Nella sede dell'Istituto, Napoli, 1965, pp. 83 sgg.).

Lo studioso napoletano identifica nel tardo Settecento tre tipi di contratto alla voce ugualmente capestro, e parimenti esistenti nella prima metà dell'800. Nel primo il grano prestato a ottobre-novembre viene valutato alla restituzione con la voce esistente al momento del raccolto: « in riferimento a questo prezzo — il più basso — si calcola la quantità di derrate che devono essere versate per il saldo del debito, mentre il valore del debito stesso è stabilito dai prezzi correnti al momento del prestito e dal denaro versato ». Nel secondo il grano prestato a ottobre-novembre viene valutato con la voce di maggio per essere restituito con quella di agosto-settembre. Il terzo tipo di contratto anticipa denaro e derrate a ottobre-novembre con la clausola della restituzione del denaro a giugno, quando ancora i contadini non dispongono materialmente del raccolto, oppure di derrate a settembre, « sulla base del valore stabilito comunque a giugno », di modo che « il meccanismo della voce acquista... tutta la sua concretezza di contratto-capestro ». In tale modo i mercanti conseguono interessi del 100-200% (96). Così concepito il contratto alla voce « implica quell'estraneazione degli agricoltori dal momento distributivo denunciato dal Galanti » (97) e benché costituisca « un modo di finanziare l'agricoltura pur in una situazione di scarsità del numerario (tramite l'anticipazione di derrate oltre/invece di denaro) », tuttavia consente al creditore di « percepire interessi superiori a quelli correntemente espressi sul capitale, aggirando perciò le disposizioni contro l'usura » (98). Il contratto alla voce è regolato dalle vecchie consuetudini locali e — scrive il Bianchini — non esiste nella « raccolta delle nostre antiche e nuove leggi... non solo... alcuna sanzione sovrana pel metodo di fissare la voce, ma neppure per lo stesso contratto alla voce » (99). Non sarebbe stata possibile, d'altra parte, o almeno sarebbe stata alquanto difficile l'elaborazione di un regolamento generale, vista l'incidenza delle tradizioni locali nel calcolo della voce. Tuttavia un minimo di regolamen-

(96) P. MACRY, *Ceto mercantile...* cit., pp. 878-879.

(97) *Ibidem*, p. 862.

(98) *Ibidem*, p. 865.

(99) L. BIANCHINI, *In difesa dei compratori delle lane che hanno contrattato alla voce nel 1834*, s.c., s.a. (ma Napoli, 1835), p. 26. Cfr. anche L. BIANCHINI, *Sulle questioni che riguardano il contratto alla voce del 1834*, Napoli, 1835; L. BIANCHINI, *De' reati che nuocciono alle industrie alla circolazione delle ricchezze ed al cambio delle produzioni*, Tipografia della Pietà dei Turchini, Napoli, 1830.

to si cercò di introdurre con il rescritto reale del 16 settembre 1787, col quale si ordinava che

la voce delle dettare si facesse sentendosi dai governatori e dai deputati tutti gli interessati. Che eseguita si rimettesse alla Camera della Sommaria colle corrispondenti giustificazioni. Che quel tribunale conoscesse i gravami in quanto all'atto dovuto (100).

L'anno successivo il regolamento si accresce di ulteriori dettagli: con il dispaccio del 7 maggio 1788, infatti, il re,

considerato che il prezzo vero e giusto è quello per cui comunemente si compra e vende e che lo esame dell'abbondanza e della scarsità del genere, de' bisogni e delle ricerche sia inutile e superfluo poiché il prezzo corrente è il risultato di tali rapporti, bastando dar loro tempo che si sviluppino ed assicurino i fatti, (comanda che) ne' luoghi destinati a formar voci il magistrato faccia notare e registrare dal cancelliere tutti i prezzi delle vendite seguite nello spazio stabilito in ciascun luogo a quest'oggetto (e) che a tale oggetto assistano il magistrato i procuratori, o sia due persone incaricate dalle parti medesime, e tutti si sottoscrivessero.

In caso di disaccordo la decisione, continua il dispaccio, va rimessa alla corte locale, visto che « non si deve registrare partita alcuna di vendita se non collo assenso e sottoscrizione delle due parti ». Ciò fatto, il magistrato e le due parti calcolano il prezzo, « che risulterà dalla coacervazione, val quanto dire che la somma de' prezzi annotati divisa dal loro numero darà il prezzo medio e comune, sia della voce » (101). Si tratta di norme abbastanza precise che contraddicono in parte quanto asserito dal Bianchini, anche se il tempo entro cui registrare i prezzi viene lasciato alla consuetudine locale. Nel 1814 si tenta di rendere ulteriormente uniforme nel regno il processo di formazione della voce. Una circolare del Ministero degli Affari Interni spiega, infatti, che « perché si possono fissare le voci de' generi colla maggiore equità possibile » è necessario

(100) L. BIANCHINI, *In difesa dei compratori delle lane...* cit., p. 88.

(101) Dispaccio 7 maggio 1788, in POMPILIO PETITTI, *Repertorio amministrativo...* cit., IV, p. 1.

che da' rispettivi decurionati siano regolarmente riconosciuti i prezzi precorsi tra contraenti del genere in quistione, formandone processo verbale sull'attestazione de' venditori e compratori, quindi sommando tutti tali prezzi dividere il risultato nel numero di essi prezzi, e così stabilirsi la voce predetta.

Gli intendenti hanno sempre

la facoltà di rivedere questo processo se siavi mancante e alterato qualcheduno di essi prezzi precorsi, se meriti eccezione per qualche circostanza, ed infine se siasi con esattezza proceduto.

Nella eventualità che « niun prezzo siasi fatto », continua il ministro,

dal decurionato siano prescelti due o più periti, metà della classe de' venditori e metà di quella de' compratori, i quali, prendendo in esame le voci formate ne' luoghi i più vicini ad esso comune e ponderando le qualità rispettive del genere di essi comuni, le circostanze di trasporto e di altro, ed infine la spesa di produzione fatta da' venditori in confronto del lucro, che possono farne i compratori, manifestino il loro parere della voce, la quale sia proposta dal decurionato perché su di essa possano farsi le osservazioni pria di essere ammessa (102).

La circolare è un documento assai importante perché riassume i termini della questione cercando di fare ulteriormente chiarezza nel meccanismo di calcolo della voce, senza tuttavia proporsi la modifica dei termini del contratto, definito dai riformatori una rapina a danno dei contadini. D'altra parte, la difesa del principio della proprietà privata e degli interessi del forte ceto dei mercanti non lo avrebbero consentito. Senonché la Gran Corte dei Conti boccia il regolamento, forse perché era la stessa chiarezza a toccare gli interessi dei mercanti, introducendo un minimo di difesa del ceto dei produttori, generalmente più debole e meno istruito. « Atteso che », si legge nella motivazione della Corte,

l'uniformità dei metodi onde fissare le voci de' grani ed altri generi in tutte le province del regno possa incontrare non pochi osta-

(102) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 490, Ministero degli Affari Interni, Circolare agli intendenti, Napoli, 2 febbraio 1814.

coli derivati dalle circostanze particolari di ciascuna di esse, (la Gran Corte dei Conti)... per evitare gl'inconvenienti che potrebbero derivarne e per istabilire a ragion veduta delle norme generali (ritiene che) sia regolare d'incaricarsi tutti gli intendenti a presentare un progetto di regolamento per la fissazione delle voci nelle rispettive province ed anche in ogni distretto o circondario se la necessità lo esiga (103).

Così al Ministro degli Interni non resta che emanare un'altra circolare nella quale si chiede di

conoscersi tutte le circostanze particolari che possono concorrere sia nella provincia in generale sia ne' distretti sia ne' circondari alla formazione di dette voci... per potersi stabilire una norma sicura della fissazione delle voci dei grani ed altri generi perché — si insiste nella nota ministeriale — queste voci non risentano dell'arbitrio dei principali speculatori a danno delle altre classi della popolazione (104).

Le risposte degli intendenti danno un panorama non esaltante della situazione. Anche i centri più piccoli hanno un proprio sistema di calcolare le voci, analizzando le quali si evidenziano i tre tipi di contratto su cui si è soffermato Paolo Macry e un insieme enorme di altre regole particolari. C'è comunque un elemento comune nelle denunce degli intendenti ed è che il contratto alla voce è sempre funzionale agli interessi dei mercanti e dei monopolisti e mai agli interessi dei produttori, mentre si evince una quasi generale sfiducia delle intendenze di poter radicalmente modificare il sistema in modo da non avvilire del tutto le esigenze della produzione.

Scrive l'intendente della Calabria Citeriore che

qualunque misura si possa adottare per evitare intieramente gli abusi, con difficoltà vi si arriva (perché) i decurionati, composti sempre da proprietari ed industrianti, cercano di fare il loro profitto e non mai gl'interessi degli agricoltori che per lo più sono nullatenenti (105).

Da parte sua l'intendente del Principato Ulteriore non tace

(103) A.S.N., *Interni*, II Inv., 490, Estratto dalle minute della Segreteria Generale della Gran Corte dei Conti, Camera del contenzioso, Seduta del 20 agosto 1817.

(104) A.S.N., *Interni*, II Inv., 490, Ministero degli Interni, Circolare agli intendenti, Napoli, 6 ottobre 1817.

(105) *Ibidem*, L'intendente di Calabria Citra al Ministro degli Interni, 15 settembre 1817.

che in moltissimi comuni non si osserva verun principio, né metodo per istabilire legalmente le voci né de' generi che si danno a' coloni, né degli altri che si contrattano. L'interesse privato, l'intrigo, lo scandaloso monopolio profittando del bisogno regolano per lo più la base delle contrattazioni (106).

Ove più, ove meno le ingiustizie si verificano dovunque. Così nel Principato Citra, specie nei luoghi sprovvisti di mercato,

la voce la fanno i pochi e più ricchi particolari quasi sempre interessati a fissare i prezzi analoghi alle loro vedute, come incettatori o creditori di generi alle voci da stabilirsi, (e non agli interessi del) povero e del colono il quale non ha altra risorsa che le anticipazioni de' ricchi e degli accaparratori (107).

Non diversamente in Terra d'Otranto « sono facili le frodi in avvilire ed alterare i prezzi, secondo gl'interessi e la maggiore e minore influenza de' contraenti » (108). E potrei continuare, ma senza dilungarmi sulle risposte degli altri intendenti, per l'autorevolezza della sua firma, voglio soffermarmi solo su quella dell'intendente della Prima Calabria Ultra. Scrive Nicola Santangelo, futuro Ministro degli Interni, allora intendente della provincia calabrese, che per lo più nei comuni della sua provincia il decurionato sceglie tre deputati coll'incarico di raccogliere i prezzi giornalieri e fornirli ad una commissione composta dal sindaco, dal parroco e da un decurione, la quale provvede al *coacervo*. Ma questo procedimento « manca di autorizzazione e di legalità » perché « l'autorità pubblica e il magistrato che la rappresenta non vi ha parte veruna ». Ne consegue che « i metodi sono arbitrari » e « non vi è nulla che assicura l'esattezza e che formi ostacolo alla frode », per cui « vendite fraudolenti e contratti simulati àn quasi sempre somministrato i mezzi alla fissazione delle voci, ed àn recato la calamità e la miseria alla classe utile degli agricoltori ». Qui come altrove « i deputati sono proprietari e speculatori interessati alla minorazione del prezzo », mentre « i ven-

(106) *Ibidem*, L'intendente del Principato Ultra al Ministro degli Interni, Avellino, 5 ottobre 1817.

(107) *Ibidem*, L'intendente del Principato Citra al Ministro degli Interni, Salerno, 17 settembre 1817.

(108) *Ibidem*, L'intendente di Terra d'Otranto al Ministro degli Interni, Lecce, 30 ottobre 1817.

ditori di questa specie di contratto sono de' bisognosi, per lo più poco calcolatori, che rare volte possono mettersi in opposizione coi creditori dai quali dipendono ». Così « la classe degli agricoltori non ha parte veruna in quest'operazione. Dedita ai travagli della raccolta, per lo più ignora e sempre non ha mezzi per resistere alle manovre dei proprietari e degli speculatori ». Il guaio è che « infelicamente son pochi i rimedi per questa specie di mali » e « non possono attuarsi direttamente » per non avvilire la libertà della contrattazione e per non procurare « disordini maggiori ». Del resto « la mancanza del numerario nelle provincie ha fatto introdurre il contratto detto alla voce » e « si han dovuto tollerare in un certo modo gli abusi per non sopprimere il mezzo unico alle spese della raccolta e della semina ». E tuttavia questi abusi non costituiscono il guaio peggiore, giacché « il male non si è arrestato in questi limiti »...

Infatti, « non contenti gli speculatori dell'utile che a loro assicurava la voce ne cercano un altro maggiore a ragione fissa... I contratti alla voce son quasi obliati. Tutto si contratta a prezzo fisso, in contraddizione delle leggi » (108 bis). Un economista contemporaneo, Carlo De Cesare, consente di vedere con quanta facilità la pratica dell'interesse fisso, unita a quella del contratto alla voce, possa portare i contadini alla rovina. In sostanza la semenza viene pattuita a ottobre-novembre all'1% al mese (ma i piccoli usurai praticano addirittura fino al 10% al mese su pegni di oro e argento; a maggio il debitore deve restituire interesse e capitale, senonché, sprovvisto di mezzi, deve rincorrere ad altro prestito con la speranza di pagarlo sempre con il futuro raccolto. Se non riesce a trovare un nuovo *monopolista* è costretto a vendere il frutto al vecchio usuraio ad un prezzo di favore, quello che si sarebbe avuto al momento della consegna. Se il raccolto, caso non raro, è infelice è costretto ancora a rinnovare il prestito: ben che gli va lavora per l'usuraio, se gli va male è la rovina completa, per cui, conclude il De Cesare, « l'agricoltore non solo lavora per arricchire pochi infingardi e oziosi, ma deve aggiungere anche del suo e sovente l'intero patrimonio, ciò che fa dell'usuraio un ladro e dell'agricoltore un derubato » (109).

(108 bis) *Ibidem*, L'intendente della Prima Calabria Ultra al Ministro degli Interni.

(109) C. DE CESARE, *Delle condizioni economiche e morali delle classi agricole nelle tre province di Puglia*, Tommaso Guerriero e C. Napoli, 1859, pp. 86-89. Cfr. anche D. DEMARCO, *Il crollo del Regno delle Due Sicilie*, I, *La struttura sociale*,

È questa la situazione a cui si vorrebbe porre mano (110), una situazione oggettivamente difficile a cambiare, per cui il governo preferisce dirigere i suoi massimi sforzi verso un rilancio dei monti frumentari, con il quale non lede, almeno non subito e comunque non direttamente, gli interessi del potente ceto dei mercanti, e dei *capitalisti-usurai* in genere. Così il contratto alla voce continua a mietere vittime e a mandare in rovina molti contadini, per cui incominciano ad arrivare al Ministero degli Affari Interni sempre più numerose richieste affinché l'interesse percepito dai negozianti-prestatori fosse coattivamente ridotto. Tra le tante suppliche una soprattutto credo opportuno evidenziare, la quale,

esponendo le circostanze infelici cui trovansi ridotti i coloni della Puglia per l'avidità dei negozianti di grano, domanda obbligarsi costoro a riciversi per contratti fatti con i detti coloni ogni specie di genere col semplice aumento del dieci per cento, senza tenersi conto de' contratti medesimi alla voce (111).

La Gran Corte dei Conti, cui il Consiglio di Stato trasmette le suppliche il 4 luglio 1821, esprime parere negativo, osservando

che quando anche i contratti conchiusi fra i negozianti ed i coloni potessero reputarsi gravi a' coloni, locché non è dimostrato, pure il rimedio che si propone di annullare o di modificare tali contratti contiene mali maggiori di quelli a' quali si vorrebbe occorrere (perché) annullare con una legge posteriore i contratti già fatti, abolire il dritto di credito e violare il dritto di proprietà sono cose sinonime.

Università agli Studi di Napoli, Biblioteca degli « Annali » dell'Istituto di Storia Economica e Sociale, Napoli 1966, p. 30.

(110) Per vedere da vicino il meccanismo della formazione delle voci si veda A.S.N., *Interni, I Inv.*, 2067, voce delle vettovaglie a Foggia, 1815-1826.

(111) A.S.N., *Interni, II App.*, 140. Una « nota » del Consiglio ricorda che già nel passato il problema si era posto nel 1793 e nel 1803, quando con apposite prammatiche « fu sovraneamente prescritto che da i prestatori ed i creditori di grani ed altri cereali si accordasse il venti per cento di più sopra il valore che i generi suddetti ebbero la voce di luglio e di agosto dell'anno precedente, con dichiarazione che se per avventura vi fosse stato luogo nel Regno in cui il prezzo di maggio non fosse alterato fino al quinto di più del prezzo della voce di agosto da' debitori si pagasse questo minore e non quello maggiore ». Ma, ricorda la stessa nota, in entrambi le occasioni « fu in essi bandi dichiarato che tale stabilimento di prezzo non dovesse servire di esempio negli anni successivi ».

Senza contare che « le conseguenze (sarebbero) troppo funeste alla classe de' coltivatori » poiché, rifiutandosi i mercanti negli anni successivi

a far loro le solite anticipazioni necessarie per la coltura delle terre e per il loro sostentamento, sarebbero ridotti, come la sperienza ha dimostrato in casi simili, alla più desolante miseria ed alla dura necessità di vendere le poche terre che formano il solo loro patrimonio (112).

Mentre il problema ristagna in tutta la sua gravità si dà esito negativo a tutte le richieste e le suppliche tese ad ottenere una modifica coatta degli interessi percepiti in modo solo formalmente regolare nel contratto alla voce: inizia, così, una lunga controversia sulla legalità dell'interesse convenzionale e sulla opportunità di regolarlo con legge, giacché l'art. 1777 delle *leggi civili* consentiva « la stipulazione degli interessi nel semplice mutuo, sia di derrate e di altre cose mobili » e l'art. 1779 stabiliva che l'interesse poteva essere legale e convenzionale: « l'interesse legale è fissato dalla legge; l'interesse convenzionale può eccedere quello fissato dalla legge se la legge non lo proibisce. La misura dell'interesse convenzionale deve essere determinata per iscritto » (113). Il 7 aprile 1828 una legge dello stato cerca di ovviare alla carenza che consente gli abusi: « considerando che niuna legge esistendo sulla misura dell'interesse convenzionale — si legge in essa — siasi cominciato ad abusar di frequente del silenzio della legge per pattuire e riscuotere scandalosi interessi a danno talora d'infelici padri di famiglia, il che sommo pregiudizio arreca alla proprietà, all'agricoltura, all'industria ed al commercio », si comanda che « in materia civile come commerciale l'interesse convenzionale potrà eccedere la misura dell'interesse che verrà rispettivamente indicata nel corso degli interessi », stabilito « nel semestre che precede ciascun anno » dalla Camera consultiva di commercio per Napoli e province contermini, dal Tribunale

(112) *Ibidem*, Estratto dalle minute della Segreteria Generale della Gran Corte dei Conti, Camera del Contenzioso amministrativo, Sessione de' 9 luglio 1821. Cfr. anche P. PETITTI, *Repertorio amministrativo...* cit., IV, p. 77; G. LANDI, *Istituzione di diritto pubblico...* cit. II, p. 836.

(113) *Codice per lo Regno delle Due Sicilie. Parte Prima: Leggi civili*, Dalla Reale Tipografia del Ministro di Stato della Cancelleria Generale, Napoli, 1819, pp. 353-354.

di commercio di Monteleone per la Calabria e dal Tribunale di commercio di Foggia per la Capitanata e per le restanti province (114). Istruzioni particolari avrebbero, poi, dovuto stabilire il modo in cui fissare il corso degli interessi, ma le misure tardarono ad arrivare, per cui, anche dietro le sempre maggiori insistenze della periferia che sollecitava una rapida applicazione della legge, il Ministro di Grazia e Giustizia e quello degli Affari Interni si fecero carico di questa esigenza presso il competente Ministero delle Finanze. Di più: il Ministro degli Interni elaborò un progetto per il calcolo dell'interesse convenzionale:

per mezzo delle camere notarili (gli intendenti) veggano di conoscere le precedenti contrattazioni; e riunite a tal notizie le altre che possono averne dalle diverse specie di contrattazioni che non si fanno per mezzo de' notaj, diano un ragionato avviso sulla quantità dell'interesse, che credono potersi stabilire (115).

Nonostante tutto, però, la legge resta sulla carta e le aspettative dei contadini disattese. Nel frattempo la Gran Corte dei Conti nel 1833 affronta di nuovo il problema del contratto alla voce, che era stato posto ben quindici anni prima. Senonché i suoi componenti non riescono a raggiungere l'unanimità di consensi intorno ad un'unica ipotesi di lavoro, per cui si rende necessario varare due progetti di regolamento, tesi a fissare finalmente in modo definitivo « le regole per la riunione e per lo registro dei prezzi » a base delle voci, « il modo come debbano fissarsi e dopo fissate rendersi pubbliche, il modo della discussione delle voci già stabilite, la quale dee farsi dai consigli d'intendenza » e le modalità dei reclami, escludendo le voci del pane, dei formaggi e delle lane che avevano un proprio regolamento. Nel progetto di minoranza, voluto dal procuratore generale Santarelli, tra le altre cose si sostiene la necessità di conteggiare anche i prezzi dei comuni « del territorio contiguo » (116).

Perdurando le difficoltà e il disaccordo sui due progetti di regolamento, il re con rescritto 11 settembre 1834 chiede il parere della

(114) *Coll. LL. e DD.*, Legge 7 aprile 1828, I Semestre, p. 70.

(115) A.S.N., *Interni*, II *App.*, 140, Il Ministro di Grazia e Giustizia al Ministro degli Interni, Napoli, 14 maggio 1828; il Ministro degli Interni al Ministro delle Finanze, Napoli, 28 maggio 1828.

(116) A.S.N., *Interni*, II *Inv.*, 490, « Nota per lo Consiglio ». Cfr. pure nello stesso fascio i due progetti di regolamento elaborati dalla Gran Corte dei Conti.

Consulta, la quale si pronunzia nel maggio dell'anno successivo. Ma la conclusione cui essa giunge è assai amara: sembra che questo problema non debba arrivare mai a soluzione, come se mancasse il coraggio di una scelta definitiva. Infatti la Consulta, dopo tanti anni di discussione, in pratica azzera tutto il lavoro fatto fino a quel momento e suggerisce di iniziarlo *ex-novo*, inviando i due progetti di regolamento per una opportuna analisi ai consigli provinciali (117). Da questo momento non sembra che si sia più parlato della elaborazione di un regolamento generale sul contratto alla voce, che pur senza modificarne la natura consentisse almeno di chiarirne definitivamente gli estremi, in modo da evitare ulteriori imbrogli a danno dei contadini. Del resto a niente erano valse le proteste di un riformatore illuminato, Ludovico Bianchini, il quale aveva denunciato con forza « i difetti, gl'inconvenienti ed i disordini di cotal sistema, che abbandona quasi sempre le cose in balia della ignoranza e del raggiro » (118). Il contratto alla voce « meglio dir si dovrebbe scommessa », aggiungeva ancora il Bianchini, sottolineando « il male che ne ha sofferto e che ne soffre la nostra economia, onde savio consiglio sarebbe vietare a tutto quelle contrattazioni » (119). A niente erano valse queste proteste, dunque, anche perché troppo grossi erano gli interessi che si celavano dietro il contratto alla voce, troppo potente era il ceto che da esso traeva smisurati vantaggi. Del resto la forma nel *diritto* napoletano era salva e i mercanti-usurai seppero far valere il loro diritto di vendere la merce-denaro al prezzo voluto, aggirando le deboli leggi che vietavano l'usura. *Diritto e giustizia sociale*, d'altra parte, per il tempo di cui si discute, erano antitetici.

Nel frattempo il Ministro di Polizia fa sapere che in mancanza di norme precise che regolino il calcolo dell'interesse convenzionale, gli stessi abusi si verificano nei monti dei pegni, dove vengono richiesti interessi ugualmente usurari. Nel 1825, a dire vero, il Ministro di Polizia ha emanato un apposito regolamento per garantire l'origine non furtiva dei pegni, il quale per quanto utile « a scoprire de' frutti » non si è però dimostrato capace di combattere « l'abuso e l'avidità dei pignoratori che a loro bellagio (...) esigono usure ingen-

(117) *Ibidem*, Decisione della Consulta.

(118) L. BIANCHINI, *Storia delle finanze...*, cit., p. 211.

(119) L. BIANCHINI, *In difesa dei compratori delle lane...* cit., pp. 7-8; L. BIANCHINI, *De' reati che nuocciono alle industrie...* cit.

ti, le quali col volger di pochi mesi montano al valore della sorte istessa data in pegno ». Solo applicando la legge 7 aprile 1828, conclude la nota del Ministero di Polizia, è possibile « refrenare una volta l'ingordigia di siffatti speculatori e rendere men triste la condizione de' bisognosi » (120): ed è la stessa richiesta che viene di nuovo con insistenza dalla periferia. Tra le altre sollecitazioni a me pare interessante riferire quella dell'intendente del Molise, la quale si segnala per la lucidità dell'analisi che fa della situazione.

Or la miseria in cui sono caduti (i contadini) per lo scarso raccolto dell'andante anno e per lo esorbitante interesse che son costretti a pagare sui generi che prendono a prestanza per seminare il proprio campo e per sostenersi, il quale si riscuote alla più discreta ragione del quarto per tomolo, ha reso la di loro condizione assai misera e calamitosa, tanto in rapporto alle rispettive loro circostanze, quanto relativamente alla condizione economica della provincia ».

Che fare, dunque? Si chiede l'intendente, consapevole che

il pregiudizio di dover essere gratuito il mutuo è stato smentito da tutte le legislazioni, né vi è chi possa negare che le merci, anche il denaro, che è il rappresentante di tutte le cose, sono de' capitali redditizi, i di cui interessi in parte son dovuti ad essi, in parte alla industria umana che li feconda, (per cui) è superfluo di parlare sulla legittimità degli interessi.

Molti ritengono, continua l'intendente del Molise, che si debba lasciare alle parti contraenti il diritto di stabilire l'interesse, ma

l'esperienza di tutti i secoli ha dimostrato che ha legge regolatrice degli interessi forma uno dei bisogni più essenziali della società. Essa presenta agli onesti cittadini una norma certa da seguire senza compromettere la propria coscienza; toglie il mezzo agli usurai di abusare dei bisogni e delle sventure dei mutuari, i quali spesso obbligati dalla durezza della loro posizione debbono per forza aderire ad ogni esorbitante condizione che loro s'impone; dà il potere ai magistrati di riprovare le turpi e scandalose stipulazioni (121).

(120) A.S.N., *Interni, II App.*, 140, Ministero e Real Segreteria di Stato della Polizia Generale al Ministero degli Interni, Napoli, 1-3-1839, *Ibidem* anche il regolamento.

(121) *Ibidem*, L'intendente del Molise al Ministro degli Interni, Campobasso, 11 ottobre 1844.

Non si chiede, dunque, di abolire l'interesse, fatto ovviamente impossibile, ma di abolire o almeno contenere l'usura, possibile invece proprio applicando la legge 7 aprile 1828, anche se di fronte al dilagare della rovina contadina non manca chi, come l'intendente di Aquila, chiede « di obbligarsi i proprietari di terreni abbandonati da' fittuari a somministrare a costoro la semenza » senza limitazioni (122).

Finalmente dopo tante, anche autorevoli, sollecitazioni il Ministro delle Finanze rompe il silenzio e, solo allora, si scopre che *la legge 7 aprile 1828 è inattuabile, ingiusta e inutile*.

E veramente io credea — continua il ministro — che il tempo dovesse bastare a far cadere nell'oblio una disposizione, la quale provocata da un eccessivo zelo è riuscita inapplicabile come sono inapplicabili tutte quelle disposizioni che tendono a riparare mali di loro natura impossibili.

Subito dopo l'emanazione della legge, egli aveva incaricato l'agente del contenzioso della tesoreria di elaborare il progetto di regolamento sul corso forzoso degli interessi:

il progetto fu presentato, ma con esso si prescrivevano tante condizioni e si facevano tante sottili distinzioni di tempo, di luogo, di rischi e di uso del denaro, che sebbene indispensabili pur confermavano nel fatto la sentita difficoltà di fissare il corso degli interessi.

Del resto, lo stesso autore del progetto

proponeva che si fosse aggiunta alla legge una tolleranza dell'uno al due per cento affinché fosse data una latitudine in cui potessero aver luogo le naturali oscillazioni del commercio. Proponeva in secondo luogo che fosse perciò posposta di qualche anno l'esecuzione della legge.

Il Consiglio di Stato dedicò ben due sedute al problema, l'11 agosto e l'11 novembre 1828, concludendo « che la legge fosse messa in vigore appena che l'autorità governativa potesse essere al caso di pubblicare il corso degli interessi », ma le cose restarono ferme perché il corso degli interessi non fu mai fissato.

(122) A.S.N., *Interni*, I Inv., 2176, L'intendente di Aquila al Ministro degli Interni, Aquila (?) 1844.

Le vessazioni degli usurai — conclude il ministro — son certamente una triste cosa; ma la tassazione dell'interesse non farebbe che tiranneggiare i contraenti di buona fede, senza diminuire, anzi aggravando, le vessazioni degli usurai.

...Sarebbe ingiusta per un lato ed assolutamente inutile per l'altro.

D'altra parte

la fissazione dell'interesse di un capitale che si presta dipende tutta dalle particolari circostanze in cui si trovano il mutuario ed il mutuante nel momento del contratto. La qualità delle persone, la qualità dell'impiego, il termine dell'impiego, le condizioni del contratto, le sicurezze maggiori o minori o i rischi maggiori o minori che si corrono determinano nel fatto ogni volta l'ammontare dell'interesse convenzionale.

Inoltre, anche nel caso che la legge fosse effettivamente applicata, niente potrebbe impedire ai prestatori di esigere interessi usurai.

tutti sanno che una limitazione obbligatoria nell'interesse apparente non fa che crescere e forse raddoppiare l'interesse mascherato (perché) il prestatore pretende allora un premio di assicurazione tutto particolare che si bilancia coi pericoli di un giudizio e di una condanna giudiziale (123).

Che dire? Sono osservazioni più o meno discutibili, ma indubbiamente acute. Come non osservare, però, che allo stesso risultato porta la difesa ad oltranza degli interessi dei mercanti-monopolisti

(123) Per tali motivi, conclude il Ministro, i provvedimenti indiretti sono più adatti delle leggi dirette a raggiungere lo scopo di moderare le usure. «... I provvedimenti indiretti dovrebbero prevenire il monopolio del denaro ed assicurare la restituzione del denaro che si dà ad prestito». Cfr. A.S.N., *Interni, II App.*, 140, Il Ministro delle Finanze al Ministro degli Interni, Napoli, 12 agosto 1846. In realtà anche il Ministro degli Interni nel 1840 aveva fatto notare all'intendente del Molise che «l'usura in quella parte che sfuggiva alle sanzioni penali doveva essere repressa indirettamente assai più che con disposizioni governative». L'equivoco che si creò intorno alla legge 7 aprile 1828 fu tale che anche Luigi Granata la considerava ormai acquisita nel 1830. «È però da notare — egli scrive — che sulla considerazione che alcuni presso di noi pattuivano e riscuotevano scandalosi interessi, con R. Decreto (sic!) del 7 aprile 1828 fu stabilito un limite all'interesse convenzionale, con essersi prescritto che questo non dovesse eccedere la misura che in ogni anno sarebbe stata indicata...». L. GRANATA, *Economia rustica per lo Regno di Napoli*, Dai Torchi di Nunzio Pasca, Napoli, 1830, I, pp. 19-20.

prestatori di denaro? Come non evidenziare ancora che è sempre difficile, se non impossibile, elaborare dei regolamenti che tutelino gli interessi di lavoratori della terra?

Così, tutto restò come prima.

Ciò non toglie, però, che qualcosa si cercò di fare, richiamando in vigore un provvedimento del 1811, quando, per sollevare le sorti dei piccoli produttori dopo una serie di annate agricole non positive (124), fu varato un nuovo tipo di contratto con « le obbligazioni così dette di *semenze e soccorsi* e di *mercanti a massari* ». Di fatti con l'editto del 7 ottobre 1834 e con il rescritto reale del 23 ottobre 1835 veniva dato mandato ai sindaci « di insinuare e prestare la loro opera con tutti i mezzi che crederanno più conducenti, perché siano abilitati alla semina i coltivatori mediante i soccorsi di generi e danaro che i proprietari ad essi diano nella sicurezza che saranno agevolati per lo rimborso dei loro crediti ». Inoltre, concludeva il provvedimento sovrano, « l'obbligazione nascente da tali soccorsi » poteva contrarsi « per mezzo di pubblici strumenti, di libri burgensatici, e di altre scritture private, ovvero di taglie », era registrata gratuitamente e prevedeva « la restituzione della semenza, e dei soccorsi con l'aumento di tomoli due o più secondo il costume », valutando « il prezzo dei frumenti per semenze e soccorsi al tempo della consegna da restituirsi coi frutti del sette per cento al tempo del raccolto » (125). Benché il rescritto prevedesse la restituzione coatta in caso di insolvenza e il piantonamento dei fondi e dei frutti a spese del debitore, il provvedimento restò sulla carta come se non fosse stato mai varato, proprio perché, aggirando gli ostacoli, esso portava un duro attacco al contratto alla voce. D'altra parte il rescritto non imponeva la stipula del contratto in sostituzione del contratto alla voce, ma si limitava semplicemente ad autorizzarlo e non poteva essere diversamente, vista la travagliata storia del mancato controllo dell'interesse convenzionale e quella del regolamento generale dei contratti alla voce, per cui la diffusione veniva lasciata in balia dei rapporti di forza esistenti tra i due contraenti, debitori e

(124) Sul raccolto del 1810-1811 cfr. A.S.N., *Interni, II Inv.*, 493, 497, 503-2, 505, 506, 507, 508. Sulla crisi del 1810 cfr. A.S.N., *Interni, I Inv.*, 2259 e ora A. DI BIASIO, *Alcuni aspetti dell'economia napoletana nel decennio francese*, « Critica Storica », XV, 1978, 2-3, pp. 153 sgg., dove è pure riprodotto un importante documento inedito di Luca De Samuele Cagnazzi, relativo alla crisi di quell'anno.

(125) A.S.N., *A. Borbone, I*, 829-1, Palermo, 1 ottobre 1835 (a stampa).

creditori: non è strano, allora, che ad esso mai, o quasi mai, fu fatto ricorso per finanziare l'agricoltura.

La travagliata storia di tutti i provvedimenti che, tesi ad alleviare la condizione dei contadini strappandoli alle morse dell'usura, toccavano in qualche modo gli interessi dei negozianti e degli *speculatori* (126), consente di capire perché con tanta caparbia e ostinatezza le autorità perseguirono l'opera di risanamento dei monti frumentari. Nessuno poteva pensare di ostacolare quest'opera ed in effetti contro di essa nessuno osò esplicitamente levare la voce. Così nel 1830-31 fu possibile raggiungere un primo risultato. « La vigilanza delle autorità e il rigore usato — scrive il ministro al re — con in ricorso in qualche occasione a delle misure straordinarie » hanno consentito « un luminoso risultamento ». L'abuso « di far rimanere i capitali in mano ai debitori a perpetuità è stato distrutto ». Anche con l'ausilio di commissari straordinari, « il credito arretrato secondo la minore o maggiore facilità di realizzarlo è stato distinto in esigibile ed inesigibile ». Per il primo sono state avviate le pratiche per il recupero « accordando anche delle agevolazioni in quanto al modo e al tempo de' pagamenti ». Relativamente al secondo, « dalla discussione de' conti si è prima rilevato il tempo e gli autori della malversazione. Si è quindi esaminato se l'arretrato teneva o al non aver esatto le cautele convenienti o all'aver trascurata la riscossione al tempo tuile ». In questo caso, continua il ministro, sono stati condannati gli amministratori « a far indennizzare sul proprio gli stabilimenti messi alla loro cura ». La ricerca ha richiesto « l'esame de' conti da venti anni sin'oggi e qualche volta si è dovuto riportarla indietro sino all'anno 1756 ». Un quadro elaborato dal ministro mostra le cifre del « luminoso risultamento ». I monti frumentari revisionati al 1830-'31 sono 698; il capitale in grano è di tomoli 140.404, quello in granone di tomoli 5.531; l'arretrato esigibile è di tomoli 110.871 di grano e 885 di granone; quello inesigibile è di tomoli 43.783 di grano e 103 di granone. Le *significatorie* riguardano 57.000 tomoli di grano, 3.000 di granone e 3.000 duca-

(126) L'espressione *speculatori* è del De Cesare (C. DE CESARE, *Delle condizioni economiche e morali...* cit., p. 87). Più avanti lo stesso autore avverte che l'opera di rivitalizzazione dei monti frumentari « non ha conseguito alcuno scopo nelle tre province pugliesi appunto perché dovevano operare i soli privati » (*Ibidem*, p. 147).

ti (127). Nonostante tutto, però, il lavoro non è ancora finito: oltre al recupero del capitale arretrato esigibile, bisogna ancora revisionare i bilanci di non pochi monti di alcune province. Si prenda il caso dell'Abruzzo Citeriore: ancora nel 1831 si tenta il pareggio del bilancio di un numero rilevante di monti, sollecitando la riscossione degli arretrati a partire dal 1806 (128). La situazione sembra aggravarsi sempre più e nel 1832 l'intendente scrive ai sindaci che

in ogni progetto di stato discusso figura una quantità di grano come inesigibile perché ne sono debitori individui poveri o che si dicono tali. Questo arretrato inesigibile che in genere presenta l'ammontare di tomola 28.387 (...) dev'essere posto a carico di quegli indolenti amministratori che ne fecero la distribuzione senza cautele o che ne trascurarono la riscossione a tempo proprio (129).

Tutto sembra inutile, per cui si richiede la nomina di una commissione speciale per discutere i conti di quei monti frumentari (130) e ancora nel 1833, in occasione della visita a Chieti del re, il Consiglio Generale degli Ospizi chiede la nomina di « ispettori per ramo di beneficenza » per verificare i bilanci di 565 stabilimenti laici con una rendita di ducati 30.091 e di 139 monti frumentari con un arretrato di tomoli 100.296.

Il numero dei monti frumentari occultati — si legge nella supplica al re — non si è ancora conosciuto. Che vi siano, però, è indubitato. La dote di tali stabilimenti è stata sempre variabile e fino ad ora presenta un quantitativo detto inesigibile di tomoli 29.083,05. Questo in buona parte potrà realizzarsi quando saranno sorvegliati gli ammi-

(127) A.S.N., *Interni*, II Inv., 599, 600. Per le ricerche nel Grande Archivio si veda soprattutto A.S.N., *M.A.I.C.*, 4. Per un caso specifico cfr. le vicende del monte frumentario di S. Marco La Catola, uno dei più importanti del Mezzogiorno, in A.S.N., *Interni*, I Inv., 2045. Cfr. anche A. SALADINO, *I monti frumentari...* cit., p. 225. Per la riscossione degli arretrati e delle significatorie relativi al periodo 1750-1831 cfr. A.S.N., *Interni*, II Inv., 596, 597, 598, 3176.

(128) A.S.N., *Interni*, II Inv., 3180. Sulla crisi dei monti frumentari dell'Abruzzo Chietino si veda R. DE NOVELLI, *Sul pauperismo e le cagioni del suo rapido accrescimento nella provincia di Abruzzo Citra, Chieti*, Tipografia dell'Intendenza, 1846, p. 97.

(129) *Ibidem*.

(130) A.S.N., *Interni*, II Inv., 3179, 3180 (molte verifiche della Commissione verificatrice).

nistratori laicali che per lo più per umani riguardi e per propri interessi trascurano l'adempimento degli ordini superiori (131).

Il caso dell'Abruzzo Citra naturalmente non è isolato. Anche nel Principato Ulteriore, per esempio, dove ancor di più si sentono gli effetti della crisi cerealicola del 1830, si chiede al Ministro la nomina di una commissione speciale (132) e il ministro, da parte sua, rileva

con dispiacere lo stato in cui trovasi l'amministrazione dei monti frumentari, (...) cioè che essi sieno divenuti del tutto cartolari e che giammai si sieno messe in pratica le diverse disposizioni per eliminare l'abuso introdotto da molti anni di abbandonarsi il frumento destinato alla semenza a' coltivatori poveri nelle mani degli stessi debitori (133).

Spesso, in sostanza, nonostante i buoni risultati raggiunti, qui come altrove si ripetono i vecchi mali, mentre le autorità proseguono senza pausa l'opera di rivitalizzazione. Le nuove disposizioni prevedono che venga compilato l'elenco degli aspiranti debitori, con l'indicazione della estensione dei relativi fondi e della utilizzazione che essi intendono fare del grano (134). In effetti finiscono al ministero

(131) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 3180, «Memoria sulla necessità nella provincia di Abruzzo Citra di aversi gl'ispettori pel ramo di beneficenza», elevata al Re in occasione della sua visita a Chieti.

(132) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 3159. Per la cattiva produzione cerealicola del 1830 si veda A. DI BIASIO, *L'agricoltura nel Regno di Napoli: produzione e tecniche agronomiche*, comunicazione presentata al Colloquio *Le campagne europee nell'età napoleonica: la terra, le persone, la produzione*, tenuto a Roma il 12-14 ottobre 1978, i cui atti sono in corso di stampa nell'Annuario dell'Istituto Storico Italiano per l'Età moderna e contemporanea, organizzatore dell'incontro. Si veda la Tavola XXI. Anche nella Seconda Calabria Ulteriore «magrado i forti impulsi agli amministratori in quanto riguarda l'esazione delle significatorie non si è avuto un risultato appieno soddisfacente a causa che i maggiori ostacoli sono a superarsi per ottenere incasso di siffatti debiti, talvolta a carico di eredi di passati amministratori, e poveri, e perché le liti intrapprese han bisogno di tempo per essere espletati i giudizi di espropri». A.S.N., *Interni, II Inv.*, 597, L'Intendente della Calabria Ulteriore Seconda al Ministero degli Affari Interni, Catanzaro, 1 dicembre 1831.

(133) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 3189, Il Ministero degli Affari Interni all'Intendente del Principato Ulteriore, Napoli, 11 settembre 1831.

(134) A.S.N., *Interni, II App.*, 1696. Ancora nel 1834 una circolare agli intendenti invita gli amministratori ad applicare scrupolosamente le norme dei regolamenti provinciali, tenendo in considerazione soprattutto tre elementi: distribuire il grano ai coloni effettivamente poveri; nominare nella commissione di distribuzione il parroco, che conosce da vicino le condizioni materiali dei contadini; impedire abusi nella

molti elenchi particolareggiati di debitori e di amministratori inadempienti (135). L'opera non si arresta neanche quando sono stati raggiunti risultati apprezzabili ed il grano ristagna in parte nei magazzini per mancanza di aspiranti debitori: è il caso del Primo Abruzzo Ultra, dove nel 1851 sono avanzati 3.000 tomoli (136). Anzi sono proprio i risultati apprezzabili che determinano il supero dei grani relativamente alle esigenze della semina. Scrive assai indicativamente l'intendente del Primo Abruzzo Ultra al ministro che

(data) l'ubertosa raccolta che si è avuta nello scorso anno e le circostanze d'essersi le doti di alcuni pii stabilimenti aumentati a segno di superare i bisogni di quelle popolazioni, continueranno a rimanere indistribuite almeno una gran parte delle divisate quantità di grano (...). Le mappe analitiche sono state ultimate e rassegnate all'E.V., e si è anche fatta la esazione di parte delle antiche significatorie e di quelle i di cui debitori sono stati ammessi a transazione (137).

Molte lacune nell'amministrazione dei monti frumentari si determinano perché la presentazione dei conti e il passaggio delle consegne dai vecchi ai nuovi amministratori, nonostante l'adozione dell'anno colonico, non coincidono il più delle volte con il tempo del raccolto, il quale nelle province si protrae fino a ottobre e, talora, a

distribuzione e vigilare, infine, affinché i capitali non diventino *cartolari* e permangano effettivi. A.S.N., *Interni, II Inv.*, 597, Circolare agli intendenti, Napoli, 2 aprile 1834. Controlli effettivi nei magazzini dei monti, compiuti da agenti fiduciari degli intendenti, consentivano l'ultima verifica. Cfr., per esempio, *Discorso dell'intendente GIUSEPPE VALIA Nell'apertura del Consiglio Provinciale di Teramo il 15 maggio 1845*, Teramo, Tipografia Scalpelli, 1845, pp. 26-27. Secondo il Reale Rescritto del 22 agosto 1846, sempre allo scopo di evitare gli abusi, « lo stato di ripartizione del grano debbensi tenere affisso al pubblico per otto giorni pria di esaminarsi dal Decurionato ed approvarsi dall'intendente ». Cfr. P. PETITTI, *Repertorio amministrativo...* cit., I, p. 343.

(135) Si veda per esempio il caso del Secondo Abruzzo Ultra (A.S.N., *Interni, II Inv.*, 3193) e del Molise (A.S.N., *Interni, II Inv.*, 3161), dove la situazione non sembra del tutto normalizzata ancora nel 1846 (ma si veda anche A.S.N., *Interni, II Inv.*, 3162). Per il Molise e la Capitanata cfr. A.S.N., *Interni, II App.*, 1696 e per il Molise e il Principato Ulteriore ancora A.S.N., *Interni, II App.*, 1712. Sul monte *cartolare* di Campobasso si veda, infine, A.S.N., *Interni, II Inv.*, 608.

(136) A.S.N., M.A.I.C., 6, *Stato dei monti frumentari del Primo Abruzzo Ultra, 1851*. L'avanzo è relativo ai monti di 16 comuni. Ma si veda C. GAMBACORTA, *La cassa di risparmio e gli altri istituti di credito della provincia di Teramo*, Cassa di Risparmio della provincia di Teramo, Teramo, 1980, pp. 72-78.

(137) A.S.N., M.A.I.C., 6, L'intendente al Ministro degli Affari Interni, Teramo, 11 agosto 1851.

novembre, per cui al momento delle consegne i nuovi amministratori ricevono dai predecessori non generi effettivi in magazzino, ma titoli e garanzie varie e in caso di inadempienze sono responsabili del grano mancante che non hanno direttamente distribuito (138). Il problema è finalmente risolto dal ministro: questi quantitativi di grano sono da considerare capitali attivi e nella redazione dello stato discusso vanno registrati nell'apposita voce delle *significatorie*, di modo che risalendo alle garanzie *cartolari* sia possibile addebitare l'eventuale mancanza ai vecchi amministratori da cui sono stati distribuiti (139).

La costanza delle autorità nel perseguire le responsabilità degli amministratori inadempienti, se raggiunge l'obiettivo di moralizzare la vita delle istituzioni, crea una situazione di particolare diffidenza verso questa carica, anche per le oggettive difficoltà nelle quali gli amministratori si trovavano ad operare, al punto che essa resta sempre più spesso vacante, rifiutandosi i più di assumerne l'onere. Su sollecitazione dell'intendente di Chieti viene interessata del problema la Consulta di Stato, la quale

opinò concordemente prescriversi per regola generale che gli amministratori dei monti frumentari dovessero, dopo essere giunti all'esercizio della loro carica, continuarvi tuttavia fino al momento della consegna ed effettivo possesso de' loro successori (140).

Interessata, inoltre, da varie intendenze, la Consulta Generale aveva stabilito nel 1844

che agl'individui, i quali ricusassero senza legittimi motivi di mettersi in esercizio della carica di deputati dei monti frumentari, dovessero applicarsi le disposizioni contenute nell'articolo 137 della legge de' 12 dicembre 1816 a carico di sindaci che ricusano di entrare nel possesso della carica (141).

(138) A.S.N., *Interni*, II Inv., 597, L'intendente di Terra di Lavoro al Ministro degli Interni, Caserta, 3 ottobre 1832; L'intendente dell'Abruzzo Citra al Ministro degli Interni, Chieti, 6 ottobre 1832.

(139) *Ibidem*, « Nota a margine ».

(140) « Giornale della Intendenza di Terra di Lavoro », XIV, 1845, p. 114.

(141) A.S.N., *Interni*, II Inv., 598, Ministero degli Interni, « Nota per lo Consiglio », Parere della Consulta Generale del Regno delle Due Sicilie..., S. M. approva, 20 maggio 1844. La nota è riprodotta anche in « Giornale della Intendenza di Terra di Lavoro », XXI, 1844.

Nonostante tali disposizioni, assai spesso in periferia, in mancanza di persone provviste dei requisiti necessari, i decurionati sono costretti a scegliere degli analfabeti come amministratori dei monti frumentari (142), con tutte le conseguenze che è facile immaginare. Ed è sempre lo stesso problema a spingere le autorità, dietro formale richiesta del Consiglio Generale del Primo Abruzzo Ultra, a deliberare che i monti frumentari di uno stesso comune, a condizione che non fossero di villaggi diversi, potessero essere posti sotto la giurisdizione di un'unica amministrazione: del resto il ristretto numero di persone eleggibili, a parte la loro resistenza ad assumere questa carica, non consentiva un'altra scelta (143). Ma la responsabilità degli amministratori chiama direttamente in causa i sindaci ed i decurionati da cui sono stati investiti della carica. Il problema si pose per la prima volta nel 1838, quando l'intendente di Chieti, per stimolare i sindaci ad una maggiore e più oculata vigilanza, li informava che li avrebbe considerati corresponsabili delle irregolarità commesse dagli amministratori dei monti frumentari. Senonché la Consulta Generale, investita del problema, riteneva illegittimo l'atto e intimava il ritiro della circolare (144). Ma nel 1842, su richiesta del Consiglio Generale della Basilicata, la Consulta ritornò sulle sue decisioni e stabilì che

coll'essersi, oltre le due chiavi date agli amministratori, data una terza al sindaco perché ispezionasse il grano depositato e ne vigilasse la riscossione, implicitamente si è voluto renderlo responsabile degli accidenti, de' quali potesse venir danno al monte (145).

Il problema si ripropose nel 1850. Più di un decurionato si era chiesto « se la responsabilità de' decurionati nella scelta degli amministratori de' monti frumentari limitarsi dovesse alle qualità de' soggetti proposti all'epoca della nomina o veramente riportar si dovesse ai risultamenti della gestione de' medesimi ». La risposta ai dubbi avanzati non era difficile giacché

(142) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 597, 599, 3161.

(143) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 599. Così, per esempio, nell'Abruzzo Citeriore 140 monti vennero ridotti a 73. Cfr. A.S.N., *A. Borbone, I*, 875, *Relazione Santangelo* 1836... cit.

(144) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 3179.

(145) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 596, Consulta Generale del Regno, Commissione Straordinaria, Sessione del 15 giugno 1842. Cfr. anche « *Giornale della Intendenza di Terra di Lavoro* », XXXII, 1842, p. 428.

la bontà della scelta di un amministratore non può altrimenti conoscersi che ne' risultamenti della gestione, e quindi colui che risponder dee della scelta di esso non può non restare obbligato alle conseguenze della gestione medesima. (Inoltre), la limitazione della responsabilità del decurionato nella scelta degli amministratori alle qualità personali di probità e di agiatezza di essi nel momento solo della scelta, oltre d'involgere un concetto logicamente inesatto, tradirebbe lo scopo che si prefigge il regolamento, che sta nel rendere coobbligato ai gestori il decurionato, e preparerebbe la distruzione dei monti frumentari (146).

Nonostante tali vicissitudini, i monti frumentari si moltiplicano e da più parti perviene la richiesta di crearne in tutti i comuni del regno: richiesta accolta, a condizione che non si ponga mano ai fondi pubblici e comunali, ma si patrocini l'iniziativa incoraggiando la generosità dei privati (147). Così alla fine degli anni '50 i monti sono 1200 con un capitale di 650.000 tomoli di grano, senza contare gli introiti straordinari e gli arretrati esigibili.

Ma il fatto più importante da notare è che, benché chi si è occupato da vicino del problema abbia detto praticamente il contrario (148), i monti frumentari rivitalizzati vennero effettivamente in-

(146) R. Rescritto e Circolare ministeriale in « Giornale della Intendenza di Terra di Lavoro », VIII, 1850. Cfr. anche P. PETITTI, *Repertorio amministrativo...* cit., I, p. 358.

(147) Si vedano per esempio le richieste del Consiglio Provinciale del Principato Ultra relative al 1841 (« Giornale della Intendenza di Terra di Lavoro », 1841, pp. 308-309) e al 1851, quando si propose la creazione di monti frumentari con un capitale iniziale di 30 tomoli nei comuni inferiori a 3000 abitanti e di tomoli 100 in quelli con popolazione superiore ai 3000 abitanti « formandosi la dotazione con fondi comunali e di beneficenza e... anche col mezzo di volontarie sottoscrizioni » (A.S.N., M.A.I.C., 6, Ministero degli Interni, I carico, All'Ufficiale del Ripartimento di Agricoltura e Commercio, Napoli, 23 gennaio 1852). Per le risposte del Ministro cfr., per esempio, « Giornale d'Intendenza di Terra di Lavoro », XXXIII, 1841, p. 310; *ivi*, XX, 1845, pp. 161-162 e, per il Principato Citra, A.S.N., *Interni, II Inv.*, 661. Nel 1842 il re aveva ordinato che anche le congregazioni « fossero stimulate a seguire questo esempio ». Cfr. A.S.N., *Interni, II Inv.*, 599. La proposta di creare monti frumentari in tutti i comuni era venuta nel 1841 pure dal Consiglio provinciale di Terra di Lavoro ed il re aveva risposto che bisognava prima sentire il parere dei decurionati. Cfr. « Giornale d'Intendenza di Terra di Lavoro », XXXIII, 1841, pp. 308-309.

(148) Cfr. T. PEDIO, *La Basilicata durante la dominazione borbonica. Note e appunti per la storia economica e sociale del Mezzogiorno d'Italia*, Montemurro, Matera, 1961, pp. 76-77 (ma anche T. PEDIO, *Saggio bibliografico sulla Basilicata...*, Arnaldo Forni Editore, Bologna, s.d., *ad vocem*); G. MASI, *I monti frumentari e*

contro alle esigenze e alle necessità dei contadini, fornendo loro la semenza o *accredenzando* loro il grano esuberante per il consumo (149). In conclusione, tolta Napoli che ne era del tutto priva, e la Calabria Ulteriore Prima (150), tre erano le province particolarmente prive di monti frumentari: Terra di Lavoro, Terra di Bari e

pecuniari in provincia di Bari, in *Studi in onore di Amintore Fanfani*, Giuffrè, Milano, 1962, V, pp. 341 sgg.; A. SALADINO, *I monti frumentari...* cit. F. ASSANTE, *Città e campagne nella Puglia del secolo XIX. L'evoluzione demografica*, Biblioteca dei « Cahiers internationaux d'histoire économique et sociale », 21, Librairie Droz, Genève, 1974, pp. 73, 75. Diverso è il giudizio di Domenico Demarco (cfr. D. DEMARCO, *Il crollo del regno delle Due Sicilie...* cit., p. 31); Leopoldo Casese, secondo cui « per arginare il male che dilagava e che inghiottiva riducendole al fallimento le piccole proprietà, si cercò di allargare la diffusione di una vecchia, benefica istituzione la quale quando era ben governata dava risultati molto proficui » (L. CASSESE, *Contadini e operai del salernitano nei moti del quarantotto...* cit., p. 206); Luigi Izzo, per il quale i monti frumentari sono « una istituzione di credito ancora in parte efficiente ma invecchiata rispetto alle necessità delle nuove attività industriali, agricole commerciali » (L. IZZO, *La popolazione calabrese nel secolo XIX*, E.S.I., Napoli, 1965, p. 58) e Aldo di Biasio, che ne lamenta con Adriana Ballanti la trasformazione *coatta* in casse di prestanza (A. DI BIASIO, *Cooperative credito agrario e banche popolari in Terra di Lavoro 1860-1890*, in LEGA NAZIONALE DELLE COOPERATIVE E MUTUE-FONDAZIONE FELTRINELLI, *Il movimento cooperativo nella storia d'Italia 1845-1975*, a cura di Fabio Fabbri, Feltrinelli, Milano, 1979, pp. 481 sgg.; A. BALLANTI, *L'ordinamento del « fondo Opere Pie » nell'Archivio di Stato di Caserta*, « Rassegna degli Archivi di Stato », sett.-dic. 1961, XXI, 3, pp. 347 sgg), contro la quale si batté il consigliere provinciale Antonio Theo (A. THEO, *I monti frumentari in Terra di Lavoro*, s.c., 1878, pp. 15. Giudizio positivo, infine, hanno espresso Carino Gambacorta (C. GAMBACORTA, *La cassa di risparmio e gli altri istituti di credito della provincia di Teramo*, Teramo, Cassa di Risparmio della provincia di Teramo, 1980) e Guido De Lucia (G. DE LUCIA, *Saggio sullo stato economico della provincia di Teramo*, « Rassegna Storica del Risorgimento », 1957, p. 347. Si tratta di una Comunicazione al XXIV Congresso di Storia del Risorgimento Italiano).

(149) Già nel 1826 su un capitale effettivo di 74.289 tomoli ne sono stati distribuiti per la semina tomoli 72.217 (A.S.N., *Interni*, I Inv., 2148). Per le quantità effettivamente distribuite dopo il 1831 cfr. A.S.N., *Interni*, II Inv., 3159, 3162, 3172, 600, 601, 602 e 606; A.S.N., *Interni*, II App., 1696; A.S.N., M.A.I.C., 18, 24 e 25.

(150) Un monte frumentario si trovava a Castellamare nel 1811 (A.S.N., *Interni*, II App. 1828, 1898), ma di esso si è persa ogni traccia negli anni immediatamente successivi. Per quanto riguarda le Calabrie, di cui si è già notato il monte di reggio tra i primi del Regno, « l'atto col quale il canonico Don Lorenzo De Rocco di Malocchio istituiva un monte frumentario e di maritaggi di ducati 400 » nel 1802 è riportato in E. MISEFARI, *Storia sociale della Calabria...* cit., pp. 431-434. La vita di un monte di pietà e di un monte frumentario, progettati a Squillace nel 1837 (Coll. LL. e DD., Primo Semestre, Dr. I aprile 1837, p. 81) e funzionanti a decorrere dal 1852 sotto la giurisdizione del vescovo di Squillace in deroga alle vigenti disposizioni ministeriali, è meticolosamente descritta in D. IVONE, *Associazione operaie, clero e borghesia nel Mezzogiorno tra Ottocento e Novecento*, Giuffrè, Milano, 1979, pp. 221 sgg.

Terra d'Otranto. Per quanto riguarda Terra di Lavoro scrive il ministro che « scarsi e poveri sono i monti frumentari... e ben dovrebbe un esperto e laborioso intendente incoraggiare in questa contrada agricola così bella istituzione » (151). Nel 1842 l'intendente spiega che « sulla convenienza d'istituire siffatti stabilimenti alcuni decurionati si sono attenuti alla negativa pura e semplice » ed « hanno asserito non sentirne il bisogno perché le terre vengono coltivate dagli stessi agiati proprietari e da comodi fittajuoli che sovente trovano il terreno dotato di semenza e animali, oppure ne ottengono, ed a modestissimo interesse, dal proprietario per antica consuetudine ». Altri decurionati, sempre secondo l'intendente, « hanno dichiarato superflua e non necessaria (l'apertura di monti frumentari) in quei comuni in cui esistono stabilimenti analoghi, come monti di pegni... » (152). La spiegazione non regge e induce a dubitare specie quello strano *modestissimo interesse* (153). Infatti nel 1860 il nuovo intendente deve, suo malgrado, notare al ministro: « in questa provincia per lunghissimi anni l'amministrazione de' monti frumentari era allo stato negletto, né vi erano elementi sicuri per ravvivarla » (154). Anche in Terra di Bari « il numero dei monti frumentari è scarso, ma è questa una delle più ubertose contrade del regno e riescono per modo i suoi abitatori dediti al traffico e all'industria che molta agiatezza regna in generale da per tutto, sì che inutile vuolsi reputare il pensiero di accrescere i monti frumentari » (155). Ugual-

(151) A.S.N., A. Borbone, I, 875, *Relazione Santangelo 1836...* cit.

(152) A.S.N., Interni, II Inv., 599, Estratto dalle deliberazioni del Consiglio Provinciale di Terra di Lavoro, 1842 (nel 1842 i monti frumentari della provincia sono solo 14).

(153) Su un contratto alla voce *usuraio* praticato a Campodimele cfr. A.S.N., Interni, II App., 617.

(154) A.S.N., M.A.I.C., 18, L'intendente al Ministro degli Interni, Caserta, 10 aprile 1861. Sui monti frumentari della provincia di Terra di Lavoro si vedano A. DI BIASIO, *Cooperative credito agrario banche popolari...* cit.; A. BALLANTI, *L'ordinamento del fondo opere pie nell'Archivio di Stato di Caserta...* cit.; A. THEO, *I monti frumentari...* cit. Per alcune osservazioni sui monti frumentari del distretto di Piedimonte d'Alife si rimanda a F. VITI, *Sul distretto di Piedimonte d'Alife in provincia di Terra di Lavoro, Cenni economici e amministrativi*, Tipografia del Fibreno, Napoli, 1857, pp. 58-60. Lo statuto del monte frumentario S. Filippo Neri di Arienzo è stato pubblicato in F. F. MASTROIANNI, *La fondazione del monte frumentario S. Filippo Neri in Arienzo...* cit.

(155) A.S.N., A. Borbone, I, 875, *Relazione Santangelo 1836...* cit. Tuttavia già alla metà del settecento i monti frumentari in Terra di Bari avevano consentito agli ecclesiastici che li amministravano di sostenere « una fascia abbastanza nutrita di terraggieri annuali ». Cfr. A. CORMIO, *Le classi subalterne in Terra di Bari nella crisi*

mente insufficienti sono i monti frumentari in Terra d'Otranto « senza che il suo stato economico pareggi quello della vicina provincia di Bari » (156). Le province più ricche di queste istituzioni sono, invece, gli Abruzzi, il Molise, la Basilicata e i due Principati. Per gli Abruzzi, il Molise e la Basilicata non c'è da meravigliarsi: sono le province dove maggiormente si sentiva l'esigenza dei monti frumentari e dove con maggiore evidenza l'agricoltura presentava i suoi caratteri di arretratezza. Nel Primo Abruzzo Ultra la diffusione è tale che neanche il più piccolo comune ne è privo. Il Principato Ultra, in fondo, è stato la culla dei monti frumentari e nel Principato Citra l'obiettivo raggiunto dall'opera di risanamento è stato così ragguardevole per il particolare riguardo delle autorità nei suoi confronti (157).

dell'antico regime, « Quaderni Storici », 21, 1972, p. 961. Si veda il parere contrario di Franca Assante, secondo la quale sebbene i monti frumentari fossero « una specie di istituzioni di credito agricolo, particolare nel napoletano, che ben rispondeva agli usi e alle abitudini del paese », tuttavia « era poca cosa l'aiuto che poteva derivare da essi ai contadini » e comunque in Terra di Bari erano di numero esiguo. F. ASSANTE, *Città e campagne nella Puglia del secolo XIX. L'evoluzione demografica*, Biblioteca dei « Cahiers Internationaux d'Histoire Economique et Sociale », 21, Genève, Droz, 1974, pp. 75, 77. È inutile, infine, il rinvio a G. MASI, *I monti frumentari e pecuniari...* cit.

(156) A.S.N., A. Borbone, I, 875, *Relazione Santangelo 1836...* cit. Cfr. anche F. ASSANTE, *Città e campagne nella Puglia del secolo XIX...* cit., p. 73. Sulla diffusione dei monti frumentari in Capitanata (erano 33 nel 1839) cfr. F. DELLA MARTORA, *Discorso sulla situazione economica della Capitanata*, « Giornale degli Atti della Società Economica di Capitanata », V, 1839-1840, p. 8. Le Tavole statistiche allegate al presente studio dimostrano che neanche nel periodo 1830-1860 i monti frumentari si svilupparono proporzionalmente alle reali esigenze della Puglia (ma i dati dell'Assante citati a p. 74 sono leggermente diversi). La stessa Assante riferisce una osservazione di Carlo De Cesare secondo cui, considerando l'estensione della Capitanata, necessiterebbero 200 mila tomoli di capitale granario per soddisfare le esigenze dei proprietari, capitale impossibile a realizzarsi anche nei centri più ricchi del paese perché « assorbirebbe un quarto e forse un terzo del prodotto che sogliono dare i loro terreni in un anno ». C. DE CESARE, *Intorno alla ricchezza pugliese*, Tipografia Gioia, Bari, 1853, pp. 35-36 (citato in F. ASSANTE, *Città e campagne...* cit., p. 74). Eppure non sfuggiva al De Cesare che i monti frumentari dovevano soddisfare solo le esigenze dei piccoli produttori. Cfr. C. DE CESARE, *Delle condizioni economiche e morali...* cit., p. 145.

(157) A.S.N., *Interni*, II Inv., 596, 597, 601. Per i monti frumentari di questa provincia si è già fatto riferimento a L. CASSESE, *Contadini e operai del salernitano nei moti del quarantotto...* cit., pp. 206-207. Per l'Abruzzo teramano si veda C. GAMBACORTA, *La cassa di risparmio e gli altri istituti di credito della provincia di Teramo...* cit., pp. 59-79. Il Gambacorta, tra l'altro segue l'evoluzione del problema attraverso lo studio sistematico dei *Discorsi* tenuti dagli intendenti Clodoveo Onofri (segretario Generario f.f. da intendente), Bonaventura Palanella, marchese di Spaccaforno, Giuseppe Valia, Santo Roberti, Giuseppe De Nava, Abramo Moscati (Segreta-

Conseguiti risultati sempre più concreti, e le tavole statistiche le testimoniano, si pongono problemi e difficoltà di ordine diverso. Una circolare ministeriale del 1835, infatti, informa che « per due cause naturali i capitali dei monti frumentari possono andare soggetti a diminuzione ». Si può verificare che « il raccolto sia abbondantissimo » e allora « i coloni poveri non abbisognano del genere per la semina », per cui esso « deve vendersi al prezzo delle mercuriali per non farlo deperire », avendo cura di impiegare « il ritratto in acquisti di altro grano del nuovo raccolto ». Il genere raccolto, però, può risultare anche « di cattiva qualità, per cui venendo rifiutato per semenza deve procurarsene parimenti la vendita » (158). Quando il grano dei monti frumentari incomincia a superare abitualmente le necessità degli abitanti locali si rende comunque indispensabile una sua diversa utilizzazione (159). Dai monti frumentari si passa allora ai monti pecuniari, i quali danno al contadino maggiori possibilità in quanto prestano con garanzia, ma ad un tasso di interesse ancora più basso di quello dei monti frumentari, i capitali necessari non alle esigenze della sola semina, ma a quelle dell'intero ciclo del lavoro fino al raccolto. L'antesignano si ha a Melfi, dove furono venduti mille tomoli di grano del locale monte frumentario, esuberanti alle necessità della popolazione, e con il ricavato fu aperto un monte pecuniario (160). L'intendente, a dire il vero, aveva intenzione di destinare

rio Generale f.f. da intendente) e ancora Giuseppe De Nava in occasione dell'apertura dei consigli provinciali. Per l'Abruzzo chietino, infine, si veda R. DE NOVELLI, *Sul pauperismo e le cagioni del suo rapido accrescimento nella provincia di Abruzzo Citra...* cit., pp. 97 sgg.

(158) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 597, Circolare del Ministero degli Affari Interni agli Intendenti, Napoli, 26 settembre 1835. Per migliorare la qualità del grano il Consiglio Provinciale del Primo Abruzzo Ultra aveva disposto già nel 1821 che per alcuni anni la semenza fosse restituita al momento del raccolto senza interesse, obbligando in cambio coloro che avevano ricevuto « la semenza (stessa) in detti anni a purgare esattamente la quantità di grano » da restituire, « a togliere ogni seme di zizzania e a ridurre il grano medesimo a perfetta purità in compenso di dette vigesime parti che si rilasciavano », A.S.N., *Interni, II Inv.*, 596, Estratto dalla Sessione del Consiglio Provinciale del Primo Abruzzo Ultra del 18 ottobre 1821. La zizzania era assai diffusa nella massa dei grani ed era dovuta alle imperfette tecniche della trebbiatura. Cfr. in merito A. DI BIASIO, *Gli « ordegni rustici » nell'agricoltura napoletana del primo Ottocento...*, cit., pp. 118-119.

(159) Si veda anche A. SALADINO, *I monti frumentari...* cit., pp. 228-231; G. MASI, *I monti frumentari e pecuniari...* cit., p. 344.

(160) A. SALADINO, *I monti frumentari...*, cit., pp. 231-237; Gli stati discussi del monte frumentario di Melfi relativi agli anni 1831, 1832 e 1833 sono in A.S.N., *Interni, II Inv.*, 3165.

il ricavato ad un monte di pegni, ma il Santangelo, interessato del problema, suggerì di utilizzare l'investimento per l'apertura di un monte pecuniario, « da servire — scrisse all'intendente — pei coloni poveri onde sieno soccorsi nella semina del grano che prendono dai monti frumentari, e nelle spese occorrenti alla coltivazione ed al raccolto » (161). I monti pecuniari, in sostanza, dovevano integrare l'opera dei monti frumentari e non sostituirsi ad essi. Il loro regolamento ricalcava quello adottato per i monti frumentari, tranne che per il pegno, essendo sufficiente un garante solvibile, e per l'interesse, che, essendo del 6%, era inferiore di ben quattro punti a quello praticato dai monti frumentari (162). Nota il Saladino che i borghesi e i galantuomini fecero di tutto per ostacolare la diffusione dei monti pecuniari: non a caso le amministrazioni locali chiedevano che il grano eccedente dei monti frumentari fosse impiegato nella fondazione di monti di pietà, visto che i contadini avevano da impegnare solo il proprio lavoro e non oro e argento, oppure in casse di risparmio e banche locali, o ancora intendevano conservarlo per fare fronte ad eventuali carestie (163). Tutto, insomma, volevano fare tranne che aprire monti pecuniari, ancor più utili di quei monti frumentari dalla cui amministrazione erano state allontanate le mire di certi amministratori. L'interesse del 6% era, infatti, assai basso e consentiva di contenere la piaga dell'usura: di qui l'accanimento di chi voleva ostacolarne la crescita ad ogni costo. Gli inizi non furono felici e dal 1833 al 1842 furono istituiti solo 5 monti pecuniari (164) a Melfi, S. Marco La Catola (165), Torella (166), Venosa (167) e Palombaro (168). A dire il vero le richieste dei decuriona-

(161) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 925, L'Intendente al Ministro degli Affari Interni, Potenza, 9 marzo 1833 e il Ministro degli Affari Interni all'Intendente della Basilicata, Napoli, 18 marzo 1833. Cfr. anche A. SALADINO, *I monti frumentari...* cit., pp. 232-233.

(162) Il Regolamento è in A.S.N., *Interni, II Inv.*, 925. L'atto di fondazione ed il Regolamento sono anche in *Coll. LL. e DD.*, I semestre, 11 maggio 1833, pp. 100 sgg.; *ivi*, 1834, I semestre, I febbraio 1834, pp. 39 sgg.

(163) A. SALADINO, *I monti frumentari...* cit., pp. 234-235.

(164) A.S.N., *A Borbone, I*, 829-1, *Notizie storico-legali...* cit.

(165) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 924, e *Coll. LL. e DD.*, Primo semestre 1837, Dr. 2 marzo 1837, p. 70. Per il monte di Melfi cfr. A.S.N., *Interni, II Inv.*, 3165.

(166) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 923 e *Coll. LL. e DD.*, Secondo semestre 1837, Dr. 11 novembre 1837, p. 196.

(167) A.S.N., *Interni, II Inv.*, 925 e *Coll. LL. e DD.*, Primo semestre 1839, Dr. 20 febbraio 1839, p. 91.

(168) A.S.N., *M.A.I.C.*, 2 e *Coll. LL. e DD.*, Secondo semestre 1840, Dr. 20

ti relative alla vendita del grano dei monti frumentari per aprire monti pecuniari, non sono poche, ma gran parte di esse vengono respinte dal ministro: si approvano, cioè, solo quelle relative alla vendita della parte del capitale in grano dei monti frumentari esuberante alle necessità della popolazione e si respingono quelle tese a vendere l'intero capitale granario dei monti frumentari onde sostituire ad essi i monti pecuniari (169). Del resto lo stesso ministro spiega chiaramente che

i monti frumentari sono stabilimenti esclusivamente addetti ad incoraggiare l'agricoltura (e) (...) non debbono essere confusi con gli stabilimenti di beneficenza come sono i monti di pegni, gli ospedali, gli orfanotrofi, le cappelle laicali ecc., i quali stabilimenti essendo istituiti per sovvenire la gente povera in generale, nulla hanno di comune coi monti frumentari, la cui speciale istituzione è quella di soccorrere i poveri coloni per la semina.

Quando i capitali dei monti frumentari, aggiunge il ministro

giungono a tal grado che superano il bisogno della semina del comune ove esistono, può investirsi l'eccedente, previa approvazione, nella fondazione di monti pecuniari per soccorrere i coloni nelle spese occorrenti nei vari raccolti (170).

Superate le difficoltà iniziali, anche i monti pecuniari godono di una certa diffusione: nel 1848, infatti, le richieste relative all'apertura di nuovi monti pecuniari sono una quarantina e nel 1854 complessivamente se ne contano 59 con un capitale di 52.210 ducati. Non a caso il maggior numero si registra nel Primo Abruzzo Ultra, dove nel 1854 se ne contano ben 18, visto che la provincia di Teramo non solo vantava un monte frumentario per ogni comune, per quanto il capitale granario era spesso esuberante rispetto alle

agosto 1840, p. 49. Il Saladino registra anche il monte pecuniario di Ferrandina (da A.S.N., *Interni, II Inv.*, 925). Cfr. A. SALADINO, *I monti frumentari...* cit., p. 239.

(169) A.S.N., *M.A.I.C.*, 1, 2, 9, 11 e A.S.N., *Interni, II Inv.*, 926 (per il Primo Abruzzo Ultra), A.S.N., *Interni, II Inv.*, 922 (per il Principato Citra) e A.S.N., *Interni, II Inv.*, 923 (per il Principato Ultra).

(170) A.S.N., *M.A.I.C.*, 1, Il Ministro degli Affari Interni all'Intendente di Basilicata, Napoli, 6 dicembre 1848, riprodotta integralmente in A. SALADINO, *I monti frumentari...* cit., pp. 263-264.

reali esigenze e necessità della popolazione locale (171). Nonostante gli sforzi delle autorità, però, la diffusione dei monti pecuniari non registra punte simili a quella dei monti frumentari, benché dopo il 1851 (172) si consentisse con maggiore facilità la conversione dei monti frumentari in monti pecuniari e l'apertura di nuovi monti pecuniari attraverso l'utilizzazione degli avanzi di cassa dei comuni e, talora, di fondi appositamente elargiti dal re, che nel 1858, per esempio, concesse 18.000 ducati del suo patrimonio per la creazione di 14 monti pecuniari (173).

Quale effettivo beneficio i monti pecuniari abbiano recato ai contadini è difficile dire; è un fatto, però, che i loro capitali potevano essere investiti solo secondo le precise norme statutarie. In questo consiste la sostanziale differenza dal monte di pietà, « stabilmente di natura affatto diversa (...) destinato a dar denaro a chiunque ne ha bisogno mediante pegno, beneficio, di cui ben altri che i coloni poveri possono profittare » (174).

I monti di pietà sono antichissimi nel Regno di Napoli. Specie

(171) « Annali Civili del Regno delle Due Sicilie », 1854, p. 27. Sono 55 secondo i documenti d'archivio in mio possesso (A.S.N., M.A.I.C., 24 e 25). Per il Primo Abruzzo Ultra cfr. C. GAMBACORTA, *La cassa di risparmio e gli altri istituti di credito della provincia di teramo...* cit., pp. 83-87.

(172) Ma nel periodo 1848-1851 il Saladino registra una stasi durante la quale lo stesso re avrebbe osteggiato la creazione di nuovi monti pecuniari perché in qualche modo venivano incontro alle esigenze *comunistiche* dei contadini. Lo « spettro del comunismo » si aggirava in quel periodo anche nelle campagne napoletane? Probabilmente il re aveva paura di favorirne la diffusione. Cfr. A. SALADINO, *I monti frumentari...* cit., p. 251; A.S.N., M.A.I.C., 1. Sulla espressione « spettro del comunismo », dal *Manifesto* di MARX e ENGELS, cfr. G. MANACORDA, *Lo spettro del comunismo nel risorgimento*, in *Trenta anni di vita e di lotte del Partito Comunista Italiano*, « Quaderni di Rinascita », 2, Istituto Poligrafico, Roma (1951), ora in G. MANACORDA, *Storiografia e socialismo. Saggi e note critiche*, Liviana Editrice, Padova, 1967, pp. 65-88. Sul problema si vedano ora, T. PEDIO, *Contadini e galantuomini nelle province del Mezzogiorno d'Italia durante i moti del 1848*, Montemurro, Matera, 1963, specie pp. 42-44; A. LEPRE, *Storia del Mezzogiorno nel Risorgimento*, Editori Riuniti, Roma, 1974², pp. 181 sgg.; A. LEPRE, *Moderati e radicali meridionali nel quarantotto*, « Nuova Rivista Storica », 1965, pp. 571-596; A. LEPRE, *Le campagne meridionali nel 1848*, « Movimento Operaio e Socialista », 1963, pp. 318 sgg. Si rimanda, inoltre, alla bibliografia riportata in G. MANACORDA, *Storiografia e socialismo...* cit., pp. 87-88; M. ROMANI, *Storia economica d'Italia nel secolo XIX, 1815-1914*, I, Giuffrè, Milano, 1970², pp. 79-80; A. SALADINO, *I monti frumentari...* cit., pp. 220-221.

(173) A. SALADINO, *I monti frumentari...* cit., pp. 251-252.

(174) A.S.N., M.A.I.C., 1, Il Ministro degli Affari Interni all'Intendente del Principato Citra, Napoli, 6 dicembre 1848.

ad opera dei luoghi pii e degli enti di beneficenza in genere, nacque nel '500 « per togliere li prestiti abominevoli e contratti usurari che nel regno erano stati introdotti dai giudei » (175). Essi anticipavano denaro sopra pegni « di oro, argento e gioie, lavori di lana, di filo e di cotone (...) a proporzione del valore del pegno » stesso (176). Le fonti consultate non fanno alcun riferimento alla presenza di queste istituzioni nelle province prima del 1825, ma certamente esse erano assai diffuse. Purtroppo non operavano più « per togliere li prestiti abominevoli e contratti usurari », praticando essi stessi un interesse usuraio. Nel 1825 nel quadro delle polemiche sull'usura il Ministro di Polizia ha emanato con apposito regolamento norme precise per regolare la vita di queste istituzioni. Il regolamento nasceva dalla necessità di contrastare « gli abusi che si commettevano dai pignoratori nel ritrarre ingenti usure », ma invano si è usata « la maggior vigilanza onde reprimere l'ingordigia di questa classe di esercenti in danno dei debitori ». Infatti « colla esatta osservanza delle prescrizioni in esso contenute si è certo che nessun inconveniente può aver luogo in pregiudizio delle persone che si

(175) R. FILANGIERI, *I Banchi di Napoli dalle origini alla costituzione del Banco delle Due Sicilie*, in *Storia del Banco di Napoli*, a cura della Direzione generale, I, Napoli, 1940, pp. 31 sgg. Sulle origini dei monti di pietà in linea generale cfr. G. BARBIERI, *Origini ed evoluzione dei monti di pietà in Italia*, « Economia e credito », 1963, 3 e per il Regno di Napoli si veda E. DE SIMONE, *Il Banco della Pietà di Napoli 1734-1806*, Institut International d'Histoire de la Banque, Napoli, 1974, pp. 1 sgg. A livello periferico si rimanda, invece, per la Puglia a G. DE GENNARO, *Studi di storia creditizia pugliese dal medioevo all'età moderna*, Milano, Giuffrè, Biblioteca della Rivista « Economia e Storia », 1972, pp. 23 sgg.; per il teramano a C. GAMBACORTA, *La cassa di risparmio e gli altri istituti di credito della provincia di Teramo...* cit., pp. 14-15; per il Molise a A. CARANO, *I luoghi pii laicali del molise...* cit., pp. 145-146; per la Calabria a G. GALASSO, *Economia e società nella Calabria del Cinquecento*, Feltrinelli, Milano, 1975³, pp. 272 sgg.; F. MONTELEONE, *Aspetti della riforma e controriforma religiosa in Calabria*, Tipografia La Badessa, Vibo Valentia, 1930, pp. 160-165; E. MISEFARI, *Storia sociale della Calabria...* cit., 238-239. Sul ruolo degli ebrei cfr. G. DE GENNARO, *Studi di storia creditizia...* cit., pp. 11 sgg.; V. GIURA, *Gli ebrei e la ripresa economica del Regno di Napoli 1740-1747*, Institut International d'Histoire de la banque, « Revue Internationale d'Histoire de la Banque », Napoli-Genève, 1977, 15, pp. 1-95. Si veda p. 7. « Avevano istanza in Napoli — si legge negli 'Annali Civili' — non pochi ebrei che davano denaro in prestanza sopra pegni d'oro, d'argento e di oggetti preziosi. Nobili e popolani vi ricorrevano ». Cfr. E. CORDELLA, *Uno sguardo sulla storia della beneficenza nei Domini continentali del Regno*, « Annali Civili del Regno delle Due Sicilie », CXXII, 1854, p. 116.

(176) G. M. GALANTI, *Della descrizione geografica e politica delle Due Sicilie...* cit., II, pp. 109-110.

portano a ricevere un prestito sopra pegno per ciò che riguarda gli oggetti che depositano in siffatte case » e « la polizia (...) ha in tal modo un adito aperto per indagare e scoprire i furti », ma « con tali norme stabilite non si è evitato (...) l'abuso e l'avidità dei pignoratori che a loro bell'agio, avvalendosi delle circostanze urgenti (...), esigono usure ingenti, le quali col volger di pochi mesi montano al valore della sorte istessa data in prestito » (177). Era inevitabile: in mancanza di una misura che stabilisse gli estremi esatti del corso degli interessi, così come stabiliva la legge 7 aprile 1828, il loro calcolo era affidato ai rapporti di forza esistenti tra prestatori e debitori, ripetendo in tal modo il terribile ingranaggio del contratto alla voce. Col regolamento in sostanza si poteva al massimo avere la sicurezza delle origini non furtive del pegno, ma esso non poteva limitare l'abuso dei pignoratori, se prima non fosse stata attuata quella precisa norma di legge che regolava in linea più generale l'interesse convenzionale. Non a caso il Saladino insiste sulla simpatia che i galantuomini mostravano di avere verso queste istituzioni, con le quali cercavano di contenere la diffusione dei monti pecuniari (178). A partire dal 1830 incomincia a diffondersi nel regno un nuovo tipo di monte di pietà: al 1847 ne sono nati 34 (179) e nel 1857 se ne contano 102 (180). Si tratta di istituzioni a capitale pubblico che si ripromettono un obiettivo non diverso da quello perseguito dai monti frumentari e pecuniari. C'è quindi da operare una netta differenza tra i pignoratori ai quali era diretto il regolamento del 1825 e dei quali discuteva il Ministro di Polizia nel 1839, da una parte, e i monti di pietà dei luoghi pii e i monti di pegno nati dopo il 1830, dall'altra (181): se non era possibile limitare l'interesse per i pegno-

(177) A.S.N., *Interni, II App.*, 140, Ministero e Real Segreteria di Stato della Polizia Generale al Ministro di Stato degli Affari Interni, Napoli, 1 marzo 1839; *ivi* anche una copia del *Regolamento*.

(178) A. SALADINO, *I monti frumentari...* cit., p. 234.

(179) G. DE SIVO, *Storia delle Due Sicilie dal 1847 al 1861*, s.e., Trieste, I, 1868, p. 74. Tra il 1825 e il 1840 egualmente 34 monti di pietà tra ristabiliti e di nuova istituzione enumera la *Collezione delle Leggi e dei Decreti per il Regno delle Due Sicilie*. Cfr. D. VACCA, *Indice generale-alfabetico della Collezione delle leggi e dei decreti per il Regno delle Due Sicilie dal 1806 al 1840*, Stabilimento tipografico all'insegna dell'ancora, Napoli, II, 1841, pp. 583-586.

(180) *Almanacco Reale del Regno delle Due Sicilie per l'anno 1857*, Dalla Stamperia Reale, Napoli, 1857, (una copia in A.S.N., *Casa Reale*, IV, 1883).

(181) L. DE SAMUELE CAGNAZZI, *Saggio sulla popolazione del Regno di Puglia*

ratori privati, allo scopo di evitare un attentato al diritto di proprietà, lo era in sostanza per le istituzioni pubbliche e per quelle dei luoghi pii considerate tali. Così il monte di Pietà fondato a Capracotta, nel Molise, nel 1832 (182) era addetto

esclusivamente a somministrare a' coloni poveri i mezzi come pagare la mercede a' mietitori e fare le altre spese di coltivazione necessarie specialmente all'epoca del raccolto di (...) grano, granone, biade, legumi, riso, vino, e tutto altro di che produce il suolo

all'interesse dello 0,5% al mese. Anche quando lo statuto non limitava le operazioni di prestito ai coloni e ai lavoratori della terra in genere, conteneva sempre l'entità del prestito e ne limitava l'interesse. È il caso dei quattro monti dei pegni fondati a Aquila, Sulmona, Avezzano e Cittaducale nel Secondo Abruzzo Ultra nel 1838 « a beneficio della sola gente povera », con 5.000 ducati in parte concessi dal re ed in parte prelevati « sulle significatorie disponibili de' luoghi pii della provincia », nei quali pignorando oro, argento, rame e ferro, nonché oggetti di seta, telerie e pannine si poteva avere al massimo un mutuo di dieci ducati all'interesse del 6% annuo (183), dei quattro monti di pietà fondati a Teramo nel 1835, a Penne nel 1837, a Campli nel 1838 e ad Atri nel 1839 nel Primo Abruzzo Ultra con un capitale complessivo di 12.000 ducati parte donati dal re e parte prelevati sui superi delle opere pie, e dei tre monti di pegno fondati nel 1837 con una dotazione sovrana di 2.000 ducati a Chieti, Lanciano e Vasto nel vicino Abruzzo Citra, dove ne funzionava anche un quarto a Palombaro « di beneficenza comunale ». Queste istituzioni, per concludere,

apprestano indubbiamente un indicibile soccorso ai bisogni molteplici della vita. Da essi si traggono i mezzi per riparare alle necessità

ne' passati tempi e nel presente, II, Nella Tipografia della Società Filomatica, Napoli, 1839, p. 247.

(182) Cfr. il *Regolamento* in A.S.N., *Interni*, II *Inv.*, 3163 e *Coll. LL. e DD.*, Primo Semestre 1832, p. 92. L'interesse del 6% annuo fu poi generalizzato a tutti i monti di pietà (era del 9%). Cfr. A.S.N., *A. Borbone*, I, 1684, *Del governo del Re Ferdinando II...*, cit., cap. XII, *Arti e manifatture*. Si veda anche *Coll. LL. e DD.*, I Semestre 1838, p. 211.

(183) « *Giornale della Intendenza del Secondo Abruzzo Ultra* », 1838, 426, pp. 93 sgg.; *Coll. LL. e DD.*, Primo semestre 1838, Decreto 300 giugno 1838, p. 211.

e avventure, e per essi non si espongono i bisogni alle altrui esorbitanze usure (184).

Ma cosa furono esattamente i monti di pietà: istituzioni di beneficenza o istituti di credito? Si pone per essi il problema dei monti frumentari, ma in tono diverso perché diversa era la funzione che espletavano, specie prima del 1830 (185).

Benché il problema sia essenzialmente di pubblica beneficenza, è inevitabile che il discorso scivoli sul credito agrario, giacché i monti frumentari e le istituzioni affini venivano chiamati in pratica a sostituire gli istituti di credito locali: mancava, infatti, una struttura periferica di credito agrario e chi possedeva la merce-denaro preferiva investirla in operazioni più redditizie (186). Le autorità non igno-

(184) Per il *Regolamento* si veda *Coll. LL. e DD.*, Primo Semestre 1837, Dr. 2 marzo 1837, p. 229 del Primo Semestre 1838. Ma cfr. *Discorso pronunziato dell'intendente di Abruzzo Citra Biagiantonio Mandarini il primo maggio 1852 nella solenne apertura del Consiglio Provinciale*, Tipografia Saverio Del Vecchio, chieti, s.a., pp. 22-23 (una copia in A.S.N., *A. Borbone*, II, 888); R. DE NOVELLI, *Sul pauperismo e le cagioni del suo rapido accrescimento...* cit., pp. 97 sgg. Per i monti di pietà dell'Abruzzo teramano cfr. C. GAMBACORTA, *La cassa di risparmio e gli altri istituti di credito della provincia di teramo...* cit., pp. 31-56. Tre monti di pietà con un capitale di 50.235 ducati segnala nel 1843 a Foggia (capitale: 47.495 ducati), Sansevero e Bovino l'intendente della Capitanata. Cfr. D. A. PATRONI, *Rapporto al Consiglio Provinciale 1845*, (a stampa) p. 12 (una copia in A.S.N., *A. Borbone*, I, 880). Tre con un capitale di 5.560 ducati ne segnala ripetutamente l'intendente del Principato Citeriore (A.S.N., *M.A.I.C.*, 25).

(185) Si vedano a titolo di esempio le osservazioni di G. GARRANI (*Il carattere bancario e l'evoluzione strutturale dei primigenii monti di pietà*, Giuffrè, Milano, 1957), G. MIRA, (*Intorno al carattere bancario dei monti di pietà*, ivi, 1958) e G. BARBIERI (*Origine ed evoluzione storica dei monti di pietà in Italia...* cit.). Una bibliografia più completa sta in S. DI MATTEO-F. PILLITTERI, *Storia dei monti di pietà in Sicilia*, Cassa di Risparmio Vittorio Emanuele per le province Siciliane, Palermo, 1973, pp. VII-VIII e 529 sgg. È ancora valido, tra gli altri, il contributo di ARMANDO SAPORI apparso nel volume G. VAN DILLEN (a cura di), *History of the principal public banks accompanied by extensive bibliographies of the history of banking and credit in eleven european countries*, The Hague, 1934. Si vedano, infine, le osservazioni di M. G. MUZZARELLI, *Un bilancio storiografico sui monti di pietà: 1956-1976*, « Rivista di Storia della chiesa in Italia », XXXIII, gennaio-giugno 1979, 1, pp. 165 sgg.

(186) J. DAVIS, *Società e imprenditori nel regno borbonico 1815-1860*, Laterza (« Biblioteca di Cultura Moderna »), Bari, 1979. Per un caso particolare alla fine del Settecento si veda E. DI CIOMANO, *Il crollo mercantile barese durante la crisi dell'antico regime*, in AA.VV., *Economia e classi sociali nella Puglia moderna*, Guida, Napoli, 1974, pp. 240-244. Cfr., infine, R. NETTI, *Discorso intorno alla convenienza del nostro sistema agrario col nostro stato economico ed al modo di fare che torna*

ravano gli estremi della situazione e pur incrementando i monti frumentari fino alla caduta del regno (basti pensare che nell'ultimo decennio borbonico ne fondarono 200), tuttavia erano coscienti che oltre la piccola proprietà essi non erano assolutamente in grado di soddisfare le esigenze della campagna, per cui si sforzarono di incoraggiare l'apertura di casse di prestanza e di risparmio (187). Ma,

conto cambiare e perfezionare quel sistema, presentato alla Società Economica della provincia di Bari, Napoli, Stamperia dei Classici, (28 giugno) 1840, p. 6. Anche gli enti ecclesiastici esercitavano su vasta scala l'attività creditizia, avverte il Palumbo, ma questa « non va confusa con l'azione esercitata dai monti frumentari e pecuniari ». Cfr. L. PALUMBO, *Aspetti di attività creditizia in Terra di Bari nei secoli XVII e XVIII*, Istitut International d'Histoire de la Banque, « Revue d'Histoire de la Banque », Napoli-Genève, 1975, 10, p. 44. Sulla « cupidigia del clero locale » insiste G. DE ROSA, *Storia e visite pastorali nel Settecento...* cit., p. 7.

(187) Sui tentativi di aprire casse di risparmio e casse di prestanza nelle province del regno di Napoli si veda innanzitutto A.S.N., M.A.I.C., 264, 552, 553 e 490. In questo ultimo fascio si veda tra l'altro una interessante *Memoria* del tesoriere GIUSEPPE DELLA VALLE, datata Napoli, 10 maggio 1843. Sulla necessità di istituire banche provinciali cfr. G. LOSTRITTO, *Proposta di banche provinciali di risparmio e di circolazione*, « Annali Civili del Regno delle Due Sicilie », Napoli, 1845; C. DE CESARE, *Delle condizioni economiche e morali...* cit., pp. 138 sgg., 144 sgg.; M. DE AUGUSTINIS, *Della condizione economica del Regno di Napoli*, Dalla Stamperia di R. Manzi, Napoli, 1833, p. 149; M. DE AUGUSTINIS, *D'un singolar modo di conservar le granaglie e le biade in Foggia e del governo di quel deposito*, « Il Progresso delle scienze delle lettere e delle arti », XV, 1838, p. 129-135 (ma si veda anche l'intervento dello stesso autore in « Lucifero », 12 giugno 1844); G. ASSANTI, *Sulla utilità delle casse di risparmio nel Regno delle Due Sicilie*, Napoli, 1845; F. STAFFA, *Il presente e l'avvenire nella provincia di Capitanata*, Napoli, 1856; A. GICCA, *Del credito in generale e condizione del Regno di Napoli*, « Annali Civili del Regno delle Due Sicilie », CXXXIV, 1859, pp. 133 sgg.; A. MANNA, *Delle casse di risparmio in Napoli*, « Giornale degli Economisti », Napoli, 1859, I, 1. Su un più antico progetto cfr. D. DEMARCO, *Di un progetto di banche provinciali nel Regno di Napoli alla vigilia della rivoluzione francese*, « Archivio Storico per le Province Napoletane », Napoli, 1968. Sul problema in generale si veda anche R. VILLARI, *Mezzogiorno e contadini...* cit., pp. 203, 212; L. PARENTE, *Ideologia politica e realtà sociale di Matteo De Augustinis*, « Archivio Storico per le Province Napoletane », Napoli, 1873, pp. 88 sgg. A livello locale si rimanda a AA.VV., *La cassa di risparmio di Calabria e di Lucania. I Centenario*, Cosenza, 1961, pp. 26-27; F. ASSANTE, *Città e campagne...* cit., pp. 74 sgg.; C. GAMBACORTA, *La cassa di risparmio...* cit., pp. 117 sgg. Sollecitazioni per l'apertura di casse di risparmio o di sportelli periferici del banco di Napoli venivano per lo più dai Consigli Provinciali. Si veda per esempio G. DE LUCIA, *Saggio sullo stato economico della provincia di Teramo...* cit., p. 347; D. DEMARCO, *Le sedi succursali del Banco di Napoli in Salerno: origini e sviluppo (1844-1914)*, in Istitut International d'Histoire de la Banque, « Revue Internationale d'Histoire de la Banque », Napoli-Genève, Droz, 6, 1973, pp. 223 sgg. Si veda, infine, D. DEMARCO, *Banca e congiuntura nel mezzogiorno d'Italia, I, 1808-1863*, Università degli Studi di Napoli, « Biblioteca degli Annali » dell'Istituto di Storia economica e sociale », 7, E.S.I., Napoli, 1973, pp. 10 sgg.

benché gli autori filoborbonici la pensassero diversamente (188), in realtà il Mezzogiorno ancora alla caduta del regno era del tutto carente di istituti locali di credito (189).

L'agricoltura aveva bisogno di capitali, ma la verità è che i capitali fuggivano la campagna perché i contadini per lo più non erano in grado di restituire il prestito ricevuto. Se si pensa che un aratro *Ridolfi* costava non meno di trenta ducati (190) si capisce di quanti capitali essa avesse effettivamente bisogno. Del resto per coltivare un moggio di terreno a cereali occorrevano, oltre la semenza, ducati 12 in Puglia (191) e 20 in Terra di Lavoro (192), senza contare i 20 ducati necessari all'affitto del terreno in una zona in cui era diffusissima la piccola proprietà a dominio indiretto (193) e le spese necessarie per la sopravvivenza della famiglia contadina. In Capitanata, ma la situazione è comune a tutto il regno, « quanti sono coltivatori di terre, da poche eccezioni in fuori, tutti provvedono alle agrarie faccende con i mezzi non propri, ossia presi a prestanza con agio convenzionale », per mezzo di « anticipazioni che non si tolgono ad equo e religioso interesse: tra perché non possono offrire delle guarentie, si ancora perché la moneta trovasi circolare tra pochi

(188) A.S.N., *A. Borbone*, I, 1684 e 1685 (ma sono da vedere tutti i fasci da 1673 a 1690).

(189) D. DEMARCO, *Banca e congiuntura nel mezzogiorno d'Italia...* cit., pp. 431 sgg.; R. VILLARI, *Problemi dell'economia napoletana alla vigilia dell'unificazione*, in *Mezzogiorno e contadini...* cit., pp. 204 sgg.; M. ROMANI, *Storia economica d'Italia...* cit., I, pp. 78-79. La situazione non sarebbe mutata dopo l'Unità. Cfr. L. DE ROSA, *Credito e questione meridionale 1860-1890*, in L. DE ROSA, *La rivoluzione industriale in Italia e il Mezzogiorno*, Laterza Editori, Bari, 1973, pp. 91-108.

(190) Un aratro *Ridolfi* costava 30 ducati se importato e 60 se costruito a Napoli (perché non si trattava di una costruzione in serie). Cfr. A.S.N., *Interni*, II *Inv.*, 453, Regio Istituto d'Incoraggiamento al Ministro degli Affari Interni, Napoli, 1° dicembre 1835. Sugli aratri si rimanda a A. DI BIASIO, *Gli «ordegni rustici» nell'agricoltura napoletana del primo Ottocento...* cit. Si vedano anche le osservazioni di A. LEPRE, *Il Mezzogiorno tra accumulazione originaria e accumulazione capitalistica*, «Nuova Rivista Storica», maggio-agosto 1978, ora in A. LEPRE, *Il Mezzogiorno dal feudalesimo al capitalismo*, Società Editrice Napoletana, Napoli, 1979, p. 137.

(191) V. RICCHIONI, *La «statistica» del Reame di Napoli del 1811*, *Relazioni sulla Puglia*, Vecchi e C. Editori, Trani, 1942, p. 205.

(192) C. CIMMINO, *Suolo risorse popolazione in Terra di Lavoro nell'età del Risorgimento*, I, *La statistica del Regno di Napoli del 1811. Le relazioni su caccia pesca ed economia rurale per Terra di Lavoro*, Comitato di Caserta dell'Istituto per la storia del Risorgimento italiano, Caserta, 1978, p. 209.

(193) G. MONTRONI, *Distribuzione della terra, tecniche agronomiche e rese del frumento in Terra di Lavoro nella prima metà dell'Ottocento*, «Archivio Storico di Terra di Lavoro», VI, 1978-79, pp. 295 sgg.

capitalisti, i quali ne fanno crescere il valore in ragione delle molteplici richieste » (194). Ecco perché l'interesse è altissimo (del 10, del 12, del 18, del 24 e, « orribile a dirsi », del 36%) (195) e nel tempo non è mai costante, notandosi continui *alti e bassi* (196), causati « dalla mancanza di capitali in un de' luoghi, in altri da grande ristagno, ed in generale da mancanza di fiducia e buona fede » (197).

La carenza dei capitali è tutt'una con l'assoluta mancanza di un'organizzazione creditizia: di qui gli interessi usurari (198). Nel mezzogiorno continentale operava solo il Banco delle Due Sicilie (199) e la circolazione monetaria in periferia era assicurata dalle

(194) A.S.N., M.A.I.C., 552, Rapporto dell'Intendente di Capitanata, Foggia, 7 settembre 1850, *Riservatissima*.

(195) *Ibidem*.

(196) *Ibidem*. Scrive Ludovico Bianchini nel 1830 che « nel 1810 l'interesse di dodici per cento era ordinario e niuno l'avrebbe detto usuraio; ma dal 1815 al 1820 era regolare quello dell'otto e nove per cento. Dal 1821 in poi eccessivo è stato l'interesse dell'otto in talune province, in altre regolare quello del 15, ed in talune infine non si trova a prendere a prestito non solo a questa ragione ma altresì al venti ». L. BIANCHINI, *De' reati che nuocciono all'industria alla circolazione della ricchezza ed al cambio delle produzioni...* cit., pp. 75-76.

(197) *Ibidem*.

(198) Matteo De Augustinis parla di « maledette usure ». Cfr. M. DE AUGUSTINIS, *Della condizione economica del Regno di Napoli...* cit., pp. 136-137.

(199) D. DEMARCO, *Banca e congiuntura...* cit., p. 435. Sull'apertura di casse temporanee a Bari, Gallipoli, Foggia e Lecce nel 1848 e di una succursale a Bari nel 1858 cfr. *ibidem*, pp. 189-224. Non mancarono in questo periodo le compagnie commerciali, le quali però evitarono gli improduttivi investimenti in agricoltura. cfr. R. LIBERATORE, *Intorno alle società anonime commerciali della provincia di Napoli*, « Annali Civili del Regno delle Due Sicilie », IV, 1833, pp. 126 sgg.; *Intorno alle società commerciali della provincia di Napoli*, « Il Progresso... », III, 3, 1834, pp. 23 sgg. Del problema si è occupato J. DAVIS, *Società e imprenditori nel Regno borbonico...* cit., pp. 150 sgg. Il fatto che queste compagnie, tranne tre che risiedevano a Castellammare e si dedicavano soprattutto alle assicurazioni marittime, risiedevano tutte a Napoli è indicativo degli interessi che in esse prevalevano. Ha scritto un contemporaneo che « l'agricoltura niun profitto poter ritrarre dalle compagnie se vorranno esse sorreggerla con prestiti in denaro, poiché non potendo questo aver luogo se non ad alto interesse, e certamente superiore al frutto che dà la terra, un tale aiuto sarebbe per diventare troppo funesto, aggravando anche dippiù la difficile posizione del proprietario mutuante ». Cfr. E. CATALANO, *Intorno alle compagnie commerciali napoletane*, « Il Progresso delle scienze delle lettere e delle arti », III, 7, 1834, p. 195. Sulla Banca del Tavoliere che voleva venir incontro alle esigenze dei coloni del Tavoliere e che fallì quasi sul nascere cfr. V. GIURA, *La Banca del Tavoliere, Una storia ignorata*, Institut International d'Histoire de la Banque, Napoli-Genève, Droz, 1967, pp. 128. Sulla Banca Fruttuaria che pure voleva capitalizzare i piccoli risparmi, si veda O. CUCINIELLO, *La banca fruttuaria nel Regno delle Due*

fedi di credito, veri e propri titoli girabili, emessi dal banco, i quali attestavano l'avvenuto deposito della relativa somma (200). Del resto i Decreti 5 dicembre 1815, 11 ottobre 1817 le equiparavano alla carta moneta. Esse, però, non potevano ugualmente sopperire alla mancanza di istituti locali di credito e in periferia « si cambiavano con difficoltà ed erano schiave del gravoso aggio che si percepiva dai ricevitori generali e distrettuali ossia dagli esattori delle imposte delle province e distretti, ad onta delle disposizioni governative contrarie » (201).

Era questa la situazione quando si contavano ormai 1200 monti frumentari (202). Così, « mentre in ogni parte d'Italia le forme tradizionali ed antiquate di credito misto a beneficenza (monti di pietà, monti frumentari, monti numerari ecc.) cedono man mano il luogo a veri e propri istituti di credito o possono sopravvivere e prosperare di fianco alle vecchie istituzioni adempiendo a funzione nuova, l'opposto avviene nelle Due Sicilie » (203). La storia di queste istituzioni dimostra quanto fossero insufficienti alle esigenze dei contadini, ma il carattere di sussistenza dell'agricoltura del Regno di Napoli non poteva, forse, chiedere di più (204). D'altra parte, visto

Sicilie 1827-1854, in Istitut International d'Histoire de la Banque, « Revue Internationale d'Histoire de la Banque », 13, 1979, pp. 73-116.

(200) D. DEMARCO, *Banca e congiuntura...* cit., pp. 435 sgg. Sulle *fedi di credito* cfr. L. DE SIMONE, *La fede di credito*, Tipografia Borrelli, Napoli, 1922; P. AJELLO, *I depositi le fedi di credito e le polizze dei banchi di Napoli*, « Il Filangeri », 1, 1882; E. DE SIMONE, *Il Banco della pietà di Napoli 1734-1826...* cit., pp. 29-42. Per un esempio di circolazione periferica delle *fedi di credito* si rimanda a L. PALUMBO, *La circolazione delle fedi di credito a Molfetta dal 1798 al 1806*, « Archivio Storico Pugliese », XX, 1967, pp. 235-242.

(201) D. DEMARCO, *Banca e congiuntura...* cit., p. 199; D. DEMARCO, *Il crollo del Regno delle Due Sicilie...* cit., p. 99. Nel decreto 11 ottobre 1817 si legge: « le disposizioni del citato real decreto 5 dicembre 1815 non solamente di riceversi in pagamento dei dazi le polizze di banco in tutte le casse regie di qualunque provincia del Regno, ma benanche di cambiarle in numerario effettivo rimangono confermate ». Cfr. *Coll. LL. e DD.*, Secondo semestre 1817, p. 246.

(202) Tanti erano nel 1860-61. Cfr. A.S.N., M.A.I.C., 18.

(203) A. AGNELLI, *Il fattore economico nella formazione dell'Unità Italiana*, « Il Risorgimento Italiano », VI, 1913, p. 271.

(204) In merito uno dei maggiori esperti della problematica relativa alla povertà tra '500 e '800 si chiede: « comment épargne et prévoyance pouvaient-elles se développer chez eux qui, menacés par la pauvreté, pouvaient bien souvent à peine subvenir à leurs besoins alimentaires »? Si veda J. P. GUTTON, *Charité et assistance en Europe XVI^e-XVIII^e siècle*, in Istituto Internazionale di Storia Economica « F. Datini » di Prato, *Domanda e consumi livelli e strutture nei secoli XIII-XVIII*, a cura di V. BARBAGLI BAGNOLI, Leo Olschki Editore, Firenze, 1978, p. 171.

che il Banco di Napoli non era che una meschina istituzione di deposito » (205), visti la carenza e, comunque, il limite degli istituti locali di credito, nonostante il contributo dei monti di pietà e dei monti pecuniari, i monti frumentari restarono in effetti l'unico punto di riferimento per il finanziamento della piccola azienda contadina. Certo, solo indagini microstoriche potranno un giorno consentire la definitiva verifica sui risultati delle *operazioni* di queste originali istituzioni, che qualcuno ha voluto considerare « un retaggio delle barbarie » ed altri « arnesi medioevali » (206). È un fatto, però, che la *Legge per la Basilicata* doveva ripristinarli agli inizi del '900 (207). Non voglio soffermarmi sulla polemica di fuoco che intorno ai monti frumentari si ebbe dopo l'unificazione del paese (208), ma anche di recente, per quanto non siano mancati studiosi diffidenti, non si è potuto disconoscere l'utilità.

Nella particolare situazione in cui versavano le campagne del Regno di Napoli sembrava impossibile il raggiungimento di due obiettivi comunque contrapposti: aiutare i contadini e incrementare per via autonoma le istituzioni; eppure le autorità napoletane non solo si proposero questo traguardo, ma in parte lo raggiunsero. Organizzazioni di beneficenza, dunque, oppure qualcosa di più? Luoghi pii o imperfetti ed elementari istituzioni di credito? La risposta non fu mai chiara giacché nello stesso Ministero degli Affari Interni, come si è visto, se ne discusse lungamente senza trovare una soluzione, al punto che furono affidati parte al IV Ripartimento e parte al V. E se ne discute ancora. Certo furono più organizzazioni di beneficenza che di credito: « opere pie improprie » (209) sono stati definiti da

(205) A. GICCA, *Cenno sullo stato economico e civile delle province meridionali*, « Rivista Nazionale », 1862, p. 126.

(206) A. GICCA, *Del credito in generale e condizione del Regno di Napoli*, « Annali Civili del Regno delle Due Sicilie », CXXXIV, 1859, p. 133; *Ragionamento sui monti frumentari del regno nelle province meridionali* per il Duca di Salve WINSPEARE, Stabilimento tipografico di Francesco Giannini, Napoli, 1875, pp. 5, 8.

(207) *Inchiesta Zanardelli sulla Basilicata*, a cura di PAOLO CORTI, Einaudi, Torino, 1976, p. 134.

(208) I termini della questione sono riassunti in F. VOCHTING, *La questione meridionale*, (« Cassa per il Mezzogiorno Studi e testi », 1), Napoli, Istituto Editoriale per il Mezzogiorno, 1955, pp. 98-191 e in R. GIURA-LONGO, *Clero e borghesia nelle campagne meridionali*, Bisilicata Editrice, Matera, 1967, pp. 201 sgg. Oltre i citati interventi di Giustino Fortunato si veda E. CICCOTTI, *Sulla questione meridionale*, Casa Editrice Moderna, Milano, 1904, pp. 35 sgg. Si veda, infine, G. ARIAS, *La questione meridionale*, Bologna, 1919, I, pp. 198 sgg.

(209) ROMANO SANTI, *Principi di diritto amministrativo*, Milano, 1906², p. 423.

uno studioso di diritto amministrativo agli inizi di questo secolo mentre uno storico francese molto addentro alle *cose* napoletane del periodo enumerava tra gli istituti di beneficenza « les monts frumentaires tenant lieu de crédit agricole » (210). In effetti anche tra i contemporanei non mancò chi fu portato a considerarli più istituti di credito che di beneficenza (211) e la loro trasformazione successiva all'Unità in casse di prestanza, prima, e in casse comunali di credito agrario, dopo (212), dimostra come siano stati considerati anche dalle autorità più embrionali istituti di credito che opere di beneficenza, ma allora non potevano essere altro che *opere pie*, anche se *improprie*, e in effetti lo furono. Facevano parte della struttura amministrativa della beneficenza pubblica, ma erogavano prestiti su garanzia: di qui l'equivoco, alimentato dalla totale assenza di istituti locali di credito. Del resto la loro cura era diretta ai piccoli coloni e ai piccoli proprietari e non ai grandi possessori di terre, cui la piccola « dote » dei monti frumentari non poteva essere di alcuna utilità e che attingevano altrove i propri finanziamenti. Altrove, ed esattamente al sistema della *voce*, erano costretti a rivolgersi anche i piccoli proprietari perché i 500 mila tomoli del capitale granario dei monti frumentari non potevano ovviamente soddisfare tutte le esigenze della semina e dell'alimentazione contadina. Anzi la *voce* sembrava prediligerli perché più facile sarebbe risultato impadronirsi dei loro averi e tanti piccoli appezzamenti di terra ne formavano di grandi (213). Tuttavia specie nei tempi non rari di carestia, quando

(210) J. RAMBAUD, *Naples sius Joseph Bonaparte...* cit., p. 435.

(211) Scrive il Gicca nel considerare superati i monti frumentari che essi sono « più specialmente banche agricole giacché in esse è precisamente il valore monetario che si dà il prestito per uso dell'agricoltura ». Cfr. A. GICCA, *Del credito in generale e condizioni del Regno di Napoli...* cit., p. 133. Chiunque si è sommariamente avvicinato alla questione, anche di recente, ha fatto dei monti frumentari un problema di credito agrario. Cfr. Per tutti L. MASELLA, *Rapporti di produzione e contratti agrari negli scittori napoletani tra Sette e Ottocento*, «Nuova Rivista Storica», LX, 1976, 5-6, p. 541.

(212) A. BALLANTI, *L'ordinamento del « fondo opere pie » nell'Archivio di Stato di Caserta...* cit.; A. DI BIASIO, *Cooperative credito agrario e banche popolari...* cit.

(213) Scrive nel 1863 il Presidente della Camera di Commercio di Foggia: « in 42 anni di vita io non intesi a parlar altro che di usure immoralissime e di fallimenti istantanei (...) Bastano pochi anni perché il capitalista usuraio diventi proprietario e il proprietario infelice resti condannato a privarsi della luce del sole, o ad entrare in una eterna prigione ». Per tali motivi « una famiglia sorge si costituisce e si estingue senza lasciar dietro se altra traccia fuorché quelle dolorosissime ed

ai *pauvres structurels* si aggiungevano i *pauvres conjoncturels* (214), i monti frumentari rappresentavano in pratica l'ultima risorsa: il progressivo impoverimento portava all'abbandono delle terre ed al vagabondaggio (215). La situazione si rese più grave nel decennio francese quando a Napoli, la grande metropoli dove cercavano di arrivare i vagabondi espulsi da tutte le campagne del regno attratti da una maggiore possibilità di sopravvivenza, era ordinario vedere gente nuda morire di fame per la strada. A niente potevano servire i palliativi come il tentativo di far lavorare i vagabondi e l'erogazione della *zuppa economica* (216): il problema permaneva di una certa serietà, oltre il limite del tollerabile, e si sarebbe aggravato ancor di più negli anni a venire. Un interessante dibattito si sviluppò intorno a questo problema lungo tutta la prima metà del XIX secolo; si discusse a lungo se privare o meno i vagabondi della loro libertà, se avviarli al lavoro o internarli (217); si potenziò l'amministrazione della beneficenza nella capitale e si crearono i depositi di mendicizia in alcune province; una speciale cassa di soccorso, a cui fra l'altro a

incancellabili sui registri delle ipoteche ». Cfr. (P. DE LUCA), *Sul commercio industria e arti nella Capitanata. Memoria del presidente della Camera di Commercio...* Foggia, 1863, p. 10 (citato in F. ASSENTE, *Citta e campagne...* cit., p. 75).

(214) L'espressione è del Gutton. Cfr. B. PULLAN, *Poveri mendicanti e vagabondi (secoli XIV-XVII)*, *Storia d'Italia, Annali, I, Dal feudalesimo al capitalismo*, Einaudi, Torino, 1978, p. 988; L. DONVITO - M. ROSA, *Pauperismo carità e assistenza pubblica in Francia e in Italia nell'età moderna*, «Quaderni Storici», 27, 1974, pp. 114 sgg. (ma si veda ora J. P. GUTTON, *La società e i poveri*. Nota critica di Mario Rosa, Mondadori, Milano, 1977). Sul problema del pauperismo cfr. inoltre M. FATICA, *Potere intellettuale società e poveri tra accumulazione originaria e accumulazione capitalistica*, «Democrazia Industriale», I, 1, p. 10.

(215) Cfr. per esempio A. CORMIO, *Le classi subalterne in Terra di Bari nella crisi dell'antico regime*, «Quaderni Storici», 21, 1972, pp. 955 sgg.

(216) J. RAMBAUD, *Naples sous Joseph Bonaparte...* cit., pp. 446-448. Sulla *zuppa economica* si veda adesso S. MARTUSCELLI, *La popolazione del mezzogiorno nella statistica di re Murat*, con introduzione di A. SCIROCCO (*La statistica murattiana del Regno di Napoli: ricerche e dibattiti*), Guida («Fonti e documenti per la storia del Mezzogiorno d'Italia», a cura di GIUSEPPE GALASSO), Napoli, 1978, p. LIII.

(217) L. PARENTE, *Ideologia politica e realtà sociale...* cit., pp. 56 sgg. 121.

Abbreviazioni: A.S.N. (Archivio di Stato di Napoli); Interni (Ministero degli Affari Interni); M.A.I.C. (Ministero di Agricoltura Industria e Commercio); *A. Borbone I e II* (Archivio Borbone I e II Inventario); I Inv. (I Inventario); II Inv (II Inventario); I App. (I Appendice); II App. (II Appendice); n. (nota); *Coll. LL. e DD.* (Collezione delle Leggi e Decreti del Regno delle Due Sicilie, Napoli, 1806-1860).

partire dal 1831 veniva versato una parte dell'interesse introitato dai monti frumentari, faceva fronte, infine, alle esigenze più disparate. Niente fu risparmiato, ma la situazione peggiorò ancora: la rovina dei monti frumentari l'aveva ulteriormente aggravata. Anche per questo probabilmente le autorità si preoccuparono di ridare ad essi « l'antico splendore ».

ALDO DI BIASIO

Istituto Universitario Orientale di Napoli

RINGRAZIAMENTI

Si ringraziano gli Autori ed Editori possessori del copyright, per la concessione alla riproduzione delle illustrazioni inserite nell'articolo di G. Forni: *Dalla ignicoltura cerealicola del Prossimo Oriente alla genesi dell'aratrocoltura in Italia*, pubblicato nel n. 1, 1981, di questa Rivista. In particolare:

- Il Prof. E. Anati (Centro Camuno Studi Preistorici di Capodiponte, Brescia), per le fig. 1, 2, 11, 15.
- I Proff. A. De la Pena Santos e M. Vasquez Varela e le Edicions do Castro, per la fig. 5 a.
- I Proff. P. A. Hasselrot, A. Ohlmarks e le Edizioni Norsted, per la fig. 5 b.
- I Proff. E. Burgstaller, L. Lanth e l'Oberösterr. Museal Verein di Linz, per la fig. 5 c.
- Il Prof. Cabagno e l'Institut de Préhist. et Archéol. des Alpes Maritimes di Nizza, per la fig. 9.
- Il Museo di Storia Naturale di Trento, per la fig. 12.
- Il Prof. R. Perini, per la fig. 13.
- L'Istituto di Studi Liguri di Bordighera, per la fig. 14.

E. BALDACCI, G. FREDIANI, G. FORNI, *6000 anni di agricoltura in Lombardia*, Guida-catalogo del Museo Lombardo di Storia dell'Agricoltura, Milano, 1980.

Pur tra mille difficoltà, sta sorgendo presso Lodi (Milano), nel Castello « Morando Bolognini » di S. Angelo Lodigiano, il Museo storico dell'agricoltura lombarda.

La sezione preistorica e protostorica (etrusco-italica) è pressoché ultimata. In vista della prossima apertura al pubblico di tale sezione è stato pubblicato un catalogo che la illustra. Esso guida così dall'osservazione delle grandi mappe che illustrano i luoghi d'origine delle diverse piante e animali domestici, a quelle della riproduzione delle scene agricole preistoriche di Valcamonica, Brescia, incise sulla pietra dalle popolazioni che vi abitarono lungo un arco di tempo che va dall'8000 a.C. all'epoca romana.

Le più significative di tali scene sono state riportate anche nell'articolo di G. Forni: « Dall'agricoltura cerealicola del Prossimo Oriente alla genesi dell'aratrocoltura in Italia », recentemente pubblicato in questa Rivista.

Completa la sala la documentazione dell'agricoltura etrusca arricchita da calchi di urne cinerarie con le note rappresentazioni dell'aratore combattente, dei bronzetti votivi di Talamone e Arezzo, pure riferentisi all'agricoltura. Significativa anche la riproduzione delle parti della situla della Certosa e della cista di Montebelluna riguardanti operazioni agricole.

Conclude il catalogo l'illustrazione dello strumentario agricolo tradizionale proveniente in prevalenza dal Lodigiano, ma con notevole presenza di altri territori lombardi (in particolare della Valsassina) e della Padania in genere.

Viene infine illustrata la metodologia di studio di questo materiale, che permette di collegare la documentazione archeologica preistorica con quella etnologica pre-industriale. Infatti la civiltà contadina tradizionale rappresenta lo sbocco finale di una lunga evoluzione multimillennaria, che le precedenti sezioni del Museo permettono di indagare, analizzare, spiegare.

Ci si augura che il Museo possa continuare a svilupparsi secondo l'indirizzo tracciato e completando con le sezioni romana, medievale e moderna le sue strutture.

MUSEO LOMBARDO DI
STORIA DELL'AGRICOLTURA

con sede in S. Angelo Lodigiano (Mi)



6000 ANNI DI AGRICOLTURA IN LOMBARDIA

Un invito alla documentazione

a cura di G. Frediani e G. Forni

con presentazione del Prof. Elio Baldacci, Presidente del Museo

GUIDA-CATALOGO del MUSEO
edizione 1980

Pubblicato col contributo del Consiglio Nazionale delle Ricerche

ACTA MUSEORUM ITALICORUM AGRICULTURAE

Notiziario n. 6/7



MUSEO LOMBARDO DI STORIA DELL'AGRICOLTURA
CENTRO STUDI E RICERCHE PER LA MUSEOLOGIA
AGRARIA

con sede in S. Angelo Lodigiano (Milano)
via C. Battisti 11, CAP 20079

INDIRIZZO POSTALE

Casella Postale 908
20100 Milano

Redattore: Prof. Gaetano Forni
Via Keplero 33, 20124 Milano

Presidente
Prof. Elio Baldacci

Direttore
Prof. Giuseppe Frediani

Pubblicazione con il contributo del C.N.R.

LA DELEGAZIONE ITALIANA AL CONGRESSO DEI MUSEI AGRICOLI A STOCOLMA

(Comunicato stampa della direzione del nostro Museo)

In Svezia, prima a Stoccolma, presso la sede centrale del grande Museo delle Tradizioni Contadine Nordiche (*Nordiska Museet*), poi a Skansen (parco-museo all'aperto), infine a Julita, cioè nei suoi più importanti distaccamenti, si è svolto, dal 7 al 12 settembre 1981, il VI Congresso Internazionale dei Musei Agricoli affiliati all'ICOM-UNESCO.

Accolta dal nostro efficiente Istituto di Cultura e ricevuta dal nostro Ambasciatore Renato Prunas, la Delegazione Italiana, costituita da docenti ed esperti in museologia agraria (i Proff. Quagliotti, della Facoltà di Agraria di Torino, Frediani e Forni di Milano e Togni di Sassari) ha partecipato attivamente ai lavori alla presenza degli 80 partecipanti intervenuti da tutto il mondo.

Nel distaccamento di Julita, ove si sta realizzando un grandioso Museo Storico dell'Agricoltura, il Prof. Frediani, Direttore del nuovo Museo Lombardo della Storia dell'Agricoltura (aperto di recente nel Castello Visconteo di S. Angelo Lodigiano) ha offerto — unitamente a recenti pubblicazioni sulla storia della nostra agricoltura inviate dalle Presidenze del T.C.I. e della Banca dell'Agricoltura — al celebre Museo Nordiska una riproduzione in «calco» del famoso reperto di archeologia agraria rappresentante «l'aratore aretino» conservato al Museo etrusco di Roma.

Alla presidenza del Congresso dell'A.I.M.A. — che ha stabilito che i prossimi Congressi Internazionali saranno tenuti nel 1984 a Parigi e nel successivo 1987 a Milano e Perugia — è stato chiamato quale rappresentante del nostro Paese il Prof. Roberto Togni dell'Università di Sassari.

È da augurarsi che — dopo questa nostra viva e determinante partecipazione a Stoccolma — per il previsto Congresso che sarà tenuto nel 1987 in Italia, anche nel nostro paese si possa presentare un più vasto e completo programma di queste importanti rassegne didattiche di museologia agraria che in parte, in questi ultimi anni, già con incoraggianti risultati si sono realizzate a Bologna, S. Michele all'Adige, S. Angelo Lodigiano, ed ultimamente — su iniziativa del Senatore Giuseppe Medici — nel Parco della Villa di Caserta.

LA NOUVELLE MUSÉOLOGIE ITALIENNE DANS L'ANCIENNE TRADITION AGRICOLE ETRUSQUE-ROMAINE

(Résumé de la relation du prof. Frediani au Congrès de Stocholme)

Monsieur le Prof. G. Frediani, directeur du musée historique de l'agriculture en Lombardie, synthétise ici le concept et le matériel historique-didactique des deux « salles » dédiées à la culture étrusque-romaine. Ce concept consiste à comparer des pièces archéologiques-agricoles parvenues jusqu'à nous, avec les mêmes opérations agricoles-zootecniques pratiquées par les actuels agriculteurs lombards et de l'Italie centre-septentrionale (au moins jusqu'il y a 50 ans) (Vonwiller).

Dans la première de ces deux « salles », avec une carte géographique des installations étrusques dans la plaine du Po, de Spina (Mantova) à Piacenza, nous avons présenté l'histoire du labourage chez les Etrusques, par de nombreux moulages de renommées petites sculptures votives en bronze qu'on plaçait dans les tombeaux des anciens agriculteurs. En comparant didactiquement les différentes formes de charrue (de celle de Talamone, Musée de Florence, à la représentation plus complète du *laboureur arétin*, Musée de Rome), on a une idée de l'évolution de l'ancienne araire jusqu'à notre charrue. On peut dire la même chose en comparant les chars agricoles à deux roues avec le moulage du *char votif* exposé au British Museum de Londres. Dans le secteur zootecnique et de l'élevage des animaux domestiques, on peut avoir une véritable « ferme étrusque », grâce aux petits bronzes conservés dans le Metropolitan Museum de New York. On peut dire la même chose pour les *bonifications* et les structures architectoniques-idrauliques: de celles du Ravennate à la construction de la « cloaca maxima » à Rome.

Mais où ces concepts de muséologie agricole nous donnent une reconstruction plus fidèle c'est dans l'agriculture chez les Romains, dans la deuxième de ces « salles », grâce à l'iconographie artistique qui nous est parvenue par les bas-reliefs et les statues en marbre représentant la vie et les opérations ruraux: du bien connu bas-relief du labourage d'Aquileia, à celui de Nîmes (Provence), à bien d'autres de vie et rites religieux-agricoles. Après ça, nous avons dédié un secteur particulier à la « centuriatio legionaria » (Fraccaro et Giglioli) dans la campagne de Lodi, Pavia, et de la Vénétie Julienne (Aquileia) et aux grandes routes « consulaires », qui favorisèrent beaucoup le développement de l'agriculture et du commerce.

Nous nous baserons sur les textes des anciens Auteurs: Caton, Varron, Virgile, Plin l'Ancien, Columelle..., pour documenter les anciennes cultures de céréales

(épautre), l'élevage des animaux, les grandes bonifications du territoire de Ferrara (Spina) etc. La culture de l'olive et le pressurage des olives (*frappetum*), la culture de la vigne et la vinification (*cellarium*) seront documentées sur la base de la maquette de la villa de Boscoreale (Capua) et des fouilles de la villa de Settefinestre, dans l'Etrurie méridionale.

Après la reconstruction muséologique de la vie rurale chez les Etrusques-Romains, nous irons suivre ce « concept didactique » dans les « salles » suivantes. Après la chute de l'Empire Romain, nous irons documenter l'oeuvre hydraulique-agricole actée, pendant le Haut Moyen-Age, par les Pères Cisterciens (Abbaye de Chiaravalle, Milano) et l'histoire des bonifications des Visconti aux Sforza, avec les études techniques du grand Léonardo à la « Cascina Sforzesca » à Vigevano (Pavia), jusqu'aux temps de l'Impératrice M. Thérèse d'Autriche, avec le « cadastre rural » et la mécanisation technique-agricole de nos jours.

1971-1981

UN DECENNIO DI RICERCHE E STUDI DI MUSEOLOGIA AGRARIA
IN LOMBARDIA

Le premesse

In questa primavera '81 ricorre il primo decennale da quando il Prof. Elio Baldacci, allora preside della facoltà di Agraria dell'Università di Milano, volendo ricordare, in una forma duratura, il primo centenario (1871-1971) della fondazione dell'Istituto Superiore Agrario di Milano (poi divenuto, nel 1930, Facoltà di Agraria della Università Statale) promosse, nella capitale lombarda, il « I Convegno Nazionale di Storia dell'Agricoltura ».

Questo si realizzò felicemente sotto il patrocinio dell'Accademia dei Georgofili di Firenze, che delegò per la prolusione il suo socio, Prof. Ildebrando Imberciadori, eminente storico dell'Agricoltura. Al Convegno parteciparono i più illustri cultori della materia del nostro Paese (tra cui O. Cornaggia Castiglioni, G. Tibiletti, F. Rittatore Vonwiller, M. G. Tibiletti Bruno, G. Beggio, M. Quaini, A. Bignardi, T. Leccisotti, V. Ronchi, E. Nasalli Rocca). Le riunioni si tennero nei saloni della Cariplo alla presenza delle principali Autorità cittadine e di autorevoli rappresentanti dell'agricoltura padana. Gli atti del Convegno furono pubblicati con il finanziamento del Consiglio Nazionale delle Ricerche, in due consistenti volumi.

Contemporaneamente, grazie alla collaborazione organizzativa di tecnici e studiosi agricoli della benemerita Società Agraria di Lombardia e dell'Associazione dei Dottori in Scienze Agrarie (Cerdelli, Forni, Frediani, Cosolo, ecc.), si effettuarono diverse visite di elevato livello culturale alle principali Abbazie di interesse storico-agrario della Lombardia, tra cui quelle di Chiaravalle, Morimondo, Viboldone, e alla Certosa di Pavia, dove si chiusero i lavori, dopo tre giorni di interessanti comunicazioni.

Fu in questa occasione, alla conclusione del Convegno, che il Prof. Frediani propose la creazione, anche in Italia, di un Museo Storico dell'Agricoltura, iniziativa lasciata in prezioso retaggio dal compianto Prof. Arrigo Serpieri. Proposta subito caldeggiata autorevolmente dal Presidente dei lavori del Convegno Prof. Vittorio Ronchi, che dell'illustre Maestro scomparso fu fedele collaboratore e intelligente realizzatore dei progetti, ideati in applicazione della legge sulla bonifica integrale, già indicati nello storico « ordine del giorno » di San Donà del Piave (1919).

Le origini

Subito dopo, nella eco del successo del Convegno, sempre sotto la guida del Prof. Baldacci, fu costituito l'Istituto Nazionale di Storia dell'Agricoltura Italiana, che, tra le numerose iniziative e attività, negli anni seguenti indisse due riusciti Convegni di studi tenuti a Bologna (1975) e a Verona (1977). Di quest'ultimo Convegno furono pubblicati gli Atti, sempre col finanziamento del C.N.R.

Nel settore specifico della museologia agraria, scienza e tecnica allora quasi sconosciuta in Italia, verso la fine del 1975, allo scopo di passare alla pratica attuazione del progetto di Museo proposto e approvato alla Certosa di Pavia, nell'ambito del sopra menzionato I Convegno di Storia dell'Agricoltura, fu costituito — con rogito Notaio Gallizia — il « Centro di Studi e Ricerche di Museologia Agraria » la cui presidenza venne affidata al Prof. Elio Baldacci, mentre la direzione fu assegnata al proponente Dottor Giuseppe Frediani. Questo centro ottenne subito l'ambito riconoscimento e l'apporto finanziario del Consiglio Nazionale delle Ricerche di Roma. Il nascente « Centro di Studi », grazie alla comprensione di funzionari della regione Lombardia, ebbe la sede per gli uffici a Milano, nel Palazzo Bagatti-Valsecchi, acquistato dalla regione in via Santo Spirito. La segreteria venne affidata alla Dott.ssa F. Pisani che, in mezzo a grandi difficoltà e con gli scarsi mezzi disponibili, si prodigò per impiantare le strutture. Ponendosi tutti al lavoro con grande entusiasmo, pur se sempre con mezzi limitati, mancando praticamente in Italia allora esempi ben consolidati di realizzazioni museologico agrarie (pur tenendo nella meritata considerazione il nascente Museo della Civiltà Contadina di San Marino di Bentivoglio presso Bologna e il ben congegnato Museo degli Usi e Costumi della Gente Trentina, di San Michele all'Adige, presso Trento, ma esclusivamente dedicati alle tradizioni bolognesi il primo, a quelle trentine il secondo), si iniziò una indagine conoscitiva dei musei agricoli ed etnoagricoli già esistenti e funzionanti da lungo tempo all'estero.

Dopo i primi semplici rapporti epistolari, si poterono effettuare — nel quadro degli scambi culturali promossi dal Ministero degli esteri — visite e missioni di studio, unitamente ai colleghi Groppelli e Della Pietà, segnalati dalla suddetta Società Agraria di Lombardia, ai musei etno-agricoli esteri, scientificamente più validi. Tra questi si è data la preferenza a musei « a cielo aperto » o « skansen », in quanto più efficaci nel documentare la vita tradizionale. È in questo modo che, tra il 1975 e il 1978 si effettuarono sopralluoghi presso i musei di interesse etno-agricolo di Stübingen (Austria), Kacina (Cecoslovacchia), di Budapest, Arnhem (Olanda), Szreniawa (Polonia), Bucarest, Sibiu, Pitesti (Romania), Etar (Bulgaria), Helsinki, Oslo, Stoccolma-Skansen, Copenhagen, Reading (Inghilterra), ecc.

Sulla base di questi rapporti di collaborazione e ricerca, il nostro « Centro » aderì all'A.I.M.A. (associazione internazionale dei Musei Agricoli) con sede a Parigi, presso l'Unesco, e, per la prima volta, l'Italia, attraverso i suoi esponenti Frediani e Togni, partecipò al IV Congresso Internazionale dei Musei Agricoli, tenuto dall'A.I.M.A. presso l'Università di Reading (Inghilterra).

Il Museo Lombardo di Storia dell'Agricoltura

Contemporaneamente, si doveva trovare una sede per il progettato Museo Lombardo. Inizialmente si sperò di poter utilizzare una delle vecchie cascine abbandonate, di proprietà del Comune di Milano. Ma le spese di restauro e di sistemazione risultavano talmente elevate che il Comune di Milano non poté neppure in parte affrontarle. Dovemmo perciò abbandonare questa più naturale soluzione di

Museo «a cielo aperto». Altra possibile soluzione, che si dovette accantonare, fu quella di istituire un museo a cielo aperto nella cascina con mulino idraulico cinquecentesco di ispirazione vinciana, ubicata nel parco Lambro di Milano, in quanto vincolata da un affitto bloccato. Altri tentativi senza esito furono effettuati, per inserire il Museo nelle antiche abbazie cistercensi di Chiaravalle, Morimondo e Viboldone: i locali che ci venivano offerti erano troppo angusti e limitati.

Sempre rimanendo nel predetto triangolo storico-agrario delle antiche abbazie, la scelta cadde infine sul Castello Visconteo di S. Angelo Lodigiano, e ciò grazie alla disponibilità della «Fondazione Bolognini», proprietaria dello stesso.

Ma anche qui, pur nel vasto monumento storico, molti locali erano allora occupati dall'Istituto Nazionale Sperimentale di Cerealicoltura del Ministero dell'Agricoltura, e ci dovvemmo pertanto accontentare di quelli posti a piano terra, umidi e scarsi di luce, destinati un tempo a stalle e magazzini.

Grazie al contributo finanziario della Cariplo di Milano, si poté rendere tali locali adeguatamente agibili, per inserirvi le prime sale del nascente Museo. Successivamente, con il sussidio della Banca Mutua Popolare Agricola di Lodi, si provvide a sistemare in forma più adeguata, nella palazzina di via Battisti, adiacente al Museo, gli uffici (con magazzino di deposito e restauro) che fino ad allora avevano avuto sede a Milano, in via Santo Spirito.

In pari tempo, grazie anche alla preziosa collaborazione di alcuni nostri amici e studiosi in materia, si poté iniziare l'allestimento delle prime sale dei locali del piano terreno. In particolare quella della «civiltà preistorica» della Val Camonica (per la quale si usufruì dei preziosi suggerimenti del Prof. Anati), mentre per la seconda sala (in corso di sistemazione) dedicata alla «civiltà delle palafitte», si sono consultati gli esperti dei musei preistorici del lago di Ledro, di Varese e di Como.

Maggiore cura, per la collaborazione preziosa del compianto Prof. Rittatore Vonwiller, si è dedicata alla strutturazione della III sala, dedicata all'agricoltura presso gli Italici-Etruschi, con materiali e calchi forniti dai Musei di Roma, Firenze, Marzabotto e Mantova, e accentrata sulla ricostruzione originale di una scena di aratura etrusca.

Con il materiale fornito dal Museo alpino di Premana (Valsassina) è stata approntata la sala dedicata alla «pastorizia arcaica». Ora è in corso lo studio e la preparazione della sala che sarà dedicata alla «agricoltura latino-romana», grazie ai reperti forniti in deposito dai Musei capitolini e della Civiltà Romana dell'EUR di Roma.

È poi prevista, in locali che speriamo poter avere dalla «Fondazione Bolognini», la strutturazione delle future sale dedicate all'Alto Medioevo (con particolare riferimento all'agricoltura Cistercense-Benedettina della Padania), dell'agricoltura presso i Visconti e gli Sforza (comprendente la documentazione idraulica dei Navigli e delle opere irrigue vinciane). Seguirann la sala dedicata alle bonifiche lombarde ed all'istituzione Teresiana del catasto. L'insieme è già stato presentato nella prima edizione del «catalogo-guida», pubblicato di recente dal nostro Museo. Gli studiosi e i tecnici interessati potranno farne richiesta scrivendo al Centro, Casella Postale 908 — Milano.

Parallelamente, grazie alla collaborazione di alcuni Enti ed agricoltori della regione padana, si iniziò la raccolta — se pur difficile e costosa — degli attrezzi e strumenti del tempo passato, al fine di documentare la civiltà contadina tradizionale, da conservare in questi primi locali adeguatamente strutturati. In massima parte però questi attrezzi risultano in cattive condizioni di conservazione, per cui è necessario, per poterli esporre, provvedere ad un adeguato restauro. Opera di raccolta particolarmente preziosa è dovuta alla partecipazione di alcuni giovani ricercatori di Casal Pusterlengo, facenti capo all'Arch. Giacomo Bassi. E in questo modo che ora

disponiamo di oltre 2000 pezzi — che verranno in un prossimo futuro studiati e catalogati — per documentare la civiltà contadina tradizionale.

È in progetto l'esposizione di tutti questi preziosi documenti relativi alla tradizione contadina nei locali superiori del Castello. Per ora, un campionario di tali oggetti è inserito in un settore delle ex scuderie.

Interessante è anche il progetto della «Fondazione Bolognini» di esporre, al primo piano del castello, la ricca collezione dei diversi tipi di pane caratteristici dei vari paesi del mondo, ereditata dall'Istituto Internazionale dell'Agricoltura e che dovrebbe costituire un nuovo e più organico «Museo del Pane».

Grosso problema attuale, essendo ormai la creazione del nuovo Museo una realtà viva e operante, è il suo funzionamento con apertura continua e regolare, onde poter assolvere alla sua funzione didattica, sollecitaci già da tempo da numerose scuole ed istituti di tutta la Padania.

E qui ci troviamo ostacolati dalle stesse gravi difficoltà che ora spesso paralizzano persino l'attività dei più prestigiosi Musei del nostro paese. Si tratta di avere a disposizione adeguato personale, non solo per il restauro, ma anche per la custodia e la pulizia. Né sono da dimenticare i problemi relativi all'illuminazione e al riscaldamento: servizi necessari per un funzionamento continuativo del Museo.

Al fine di avviare alla soluzione questi gravi problemi, si stanno contattando gli Assessorati interessati della Regione Lombardia, in particolare quello dei Beni Culturali e quello dell'Agricoltura, il quale ultimo, sia pure in forma modesta, ma continuativa, già in precedenza non ci ha fatto mai mancare il suo determinante contributo annuale.

Per il personale di custodia, invece, si fa assegnamento sull'Amministrazione provinciale di Milano (come già lodevolmente avviene per i Musei agricoli della regione Emilia-Romagna e del Trentino-Alto Adige).

In attesa che questo programma di contributi venga a realizzarsi, il Museo è aperto al pubblico il giovedì, dalle 9.30 alle 17, previo accordo telefonico (0371-90675) il giovedì di una o due settimane prima.

La ricerca scientifica

Il carattere che maggiormente differenzia questa istituzione dalle altre analoghe che si occupano di museologia agraria, secondo le direttive del Presidente Baldacci, è la ricerca scientifica. Questa si è specializzata nel settore ergologico, e in particolare s'incenta sugli strumenti di lavorazione del suolo, soprattutto sull'aratro, che, come è noto, è lo strumento chiave nella storia della civiltà. È in tale ottica che si sono strutturati i seguenti piani di ricerca, di cui si evidenziano i risultati più significativi:

1) Indagini sulla genesi dell'aratro. Le conclusioni sono state comunicate in quattro congressi internazionali e nazionali (A.M.I.A., n. 2 e n. 3). Essi sono stati confermati da successive ricerche semitologiche in corso di pubblicazione. Queste indagini hanno posto in evidenza l'infondatezza delle tradizionali ipotesi evolutive: zappa → aratro, oppure bastone da scavo (vanga) → aratro, dimostrando come più probabile il passaggio erpice (protoerpice) → aratro, per riduzione del numero dei denti.

2) Indagini sulle due tappe più determinanti nell'evoluzione dell'aratro: il passaggio dal tipo senza carrello a quello con carrello, poi dall'aratro simmetrico all'aratro asimmetrico. Sembra che l'epicentro del primo sia da ubicarsi nella Padania Retica (cfr. A.M.I.A., n. 3), del secondo nell'area che si estende dalla Padania nord-adriatica al bacino del Danubio.

3) Indagini sulla terminologia dialettale relativa agli strumenti aratori tradizionali italiani e sulla loro iconografia, condotte con l'appoggio di diversi enti, istituti

culturali, specialisti italiani. Essi hanno evidenziato la corrispondenza del tipo parole-strumenti a proposito degli stadi fondamentali dell'evoluzione dell'aratro, di cui, come si è accennato, si offre qualche spunto nella I sala del Museo.

Il periodico del Centro

Come portavoce diretto di tutte queste iniziative — che si aggiunge agli echi sulla stampa lombarda e nazionale (e fra questi citiamo l'apprezzato recente « servizio » di Sabatino Moscati sul « Corriere della Sera ») e agli altri frequenti e qualificati su Riviste Scientifiche e Agricole (ad es. quello su « Mondo Archeologico » e su « Italia Agricola »), dal 1975 vengono pubblicati come inserto nella « Rivista di Storia dell'Agricoltura » dell'Accademia dei Georgofili di Firenze, questi « Acta Museorum Italicorum Agriculturae », Notiziario che, con periodicità all'incirca annuale, si distribuisce gratuitamente agli studiosi italiani della nostra materia, ai principali Musei agricoli etnografici italiani, e, in cambio, ai Musei esteri, con i quali ci manteniamo in diretto contatto per ricerche e studi.

In pari tempo, con tutte queste realizzazioni, il nostro Centro ha stimolato, almeno indirettamente con il confronto, altre apprezzate iniziative museologiche che stanno sorgendo ovunque in Italia. Da quelle della facoltà Agraria di Torino (presso il parco di Venaria Reale) ad altre egualmente feconde, come quella di San Benedetto Po (Mantova), della Toscana (Antella), dell'Umbria e di altre Regioni. Ciò avviene anche in base a scambi di idee, informazioni, suggerimenti. Parimenti, a documentazione delle missioni di studio da tempo fatte alle istituzioni museologiche estere, si è provveduto a raccogliere, nella nascente nostra biblioteca, le loro pubblicazioni. Come pure, attraverso una raccolta di diapositive e fotografie, si costituiscono i primi elementi per una prevista fototeca e cineteca di documenti già realizzati. Citiamo tra questi quello preparato dalla RAI-TV in cronaca del nostro I Convegno di Studi e specialmente quello approntato, per scopi didattico-culturali, dalla TV Svizzera di Lugano, sull'opera idraulico-agricola dei Cistercensi in Lombardia e premiato, come documentario scientifico, al festival di Locarno.

Come abbiamo detto, nel 1975 siamo intervenuti al IV Congresso Internazionale dei Musei Agricoli, tenuto a Reading. Analogamente, abbiamo partecipato al successivo V Congresso, a Neu Brandenburg, in Germania Est, dove fummo rappresentati dal delegato italiano Prof. R. Togni. Si è poi predisposta la partecipazione al VI Congresso Internazionale dei Musei Agricoli che, nel settembre 1981, si è tenuto a Stoccolma, e di cui abbiamo riferito in prima pagina.

GIUSEPPE FREDIANI

ATTIVITA DEL MUSEO NEL PERIODO OTTOBRE 1979-SETTEMBRE 1981

Organizzazione e strutturazione del Museo

In ottobre '79 hanno avuto inizio le trattative per il trasferimento (poi effettuato) dei reperti raccolti nel Lodigiano dalla « Lega della Cultura di Zorlesco » diretta dall'Arch. Bassi. In marzo, la Presidenza della Banca Mutua Popolare Agricola di Lodi concede un finanziamento (promosso dal Dottor Premoli, consigliere della banca stessa), per il trasporto e la temporanea sistemazione della collezione Bassi nei

Magazzini Generali di Lodi. Successivamente, una volta messi a disposizione dalla « Fondazione Morando Bolognini », proprietaria del castello di S. Angelo Lodigiano, alcuni locali dello stesso, la collezione viene trasportata in detti locali. È attualmente in corso, sempre con il contributo della suddetta benemerita Banca (denominata ora Banca Popolare di Lodi), la sistemazione di parte di questo materiale nella galleria ovest del pian terreno.

Nel settembre '80 hanno inizio i contatti con il Signor Goi, agricoltore, allevatore di Brescia, che intenderebbe offrire al Museo la sua collezione di attrezzi rurali, acquistata nel Bresciano e nelle province limitrofe. Il prezioso materiale sarebbe sistemato nelle sale del primo piano, che verranno intestate al padre del Signor Goi.

Intanto a Roma si prendono accordi con il Museo della Civiltà Romana per la cessione di molti reperti originali agricoli e di copie, da inserire nella sala « L'Agricoltura presso i Romani », a Parma per concordare una riproduzione della Tabula annonaria di Velleia padana, per la Sala IV.

A Premana (Valvarrone-Valsassina), presso il bel Museo della locale civiltà contadina, si acquisiscono una cinquantina di interessanti pezzi di carattere pastorale, caseario, agricolo e orticolo montano. A Rezzo (Imperia) e ad Albenga (Museo Archeologico Romano) si riproducono alcune scene medievali delle stagioni, relative alla vita agricola. Si iniziano le trattative col Dottor Barbi, del « Museo della transumanza » di Rivisondoli (L'Aquila), per raccolta di reperti per la sala III della Pastorizia.

In previsione dell'apertura al pubblico dei primi locali del Museo, già ultimati, la Fondazione Morando Bolognini, che ospita nei locali del castello il Museo di Storia dell'Agricoltura, ha provveduto alla sistemazione del cortile interno (sistemando in particolare il monumentale aratro tetravomere del 1924, qui depositato dall'Istituto Sperimentale per la Meccanica Agraria di Treviglio e gentilmente restaurato dalla fabbrica di aratri Savaré, di S. Angelo Lodigiano) e del « porticato della meccanica agraria ».

Preziosa è risultata anche la collaborazione del Prof. C. Fratti, direttore del Museo Artistico di S. Angelo. Egli infatti si è prodigato attivamente, con l'Arch. Bassi, a sistemare gli attrezzi rurali del Lodigiano, che ora costituiscono certamente uno dei settori più interessanti del nostro Museo.

Apertura, alla presenza del Sindaco, del Museo Lombardo di Storia dell'Agricoltura di S. Angelo Lodigiano (Milano)

Il 10 maggio 1981, festa locale di S. Angelo Lodigiano, dopo diverse settimane di febbrile attività (in cui si usufruì anche della fattiva partecipazione di Cecilia Modi, collaboratore dell'Istituto di Scienze Preistoriche dell'Università di Milano), precedute da un sessennale lavoro di preparazione, alla presenza del Sindaco, dell'Autorità ecclesiastica locale, di alcuni Rappresentanti dell'Istituto Naz. di Cerealicoltura e del locale Museo Storico-artistico del castello, nonché del Sen. Ripamonti, già Ministro della Scienza, si è aperto per la prima volta al pubblico il Museo Storico dell'Agricoltura, inserito nel castello di Sant'Angelo Lodigiano.

Dopo il conciso, ma significativo discorso che il Presidente del Museo, Prof. Elio Baldacci, tenne nell'atrio della palazzina della direzione, apparve chiaro, al pubblico presente ed ai giornalisti intervenuti, che esso rappresenta un'iniziativa culturale ad amplissimo raggio (basti dire che in Italia, paese fino a ieri eminentemente agricolo, questo è l'unico Museo agricolo propriamente storico esistente, e per di più con alle spalle una Facoltà Universitaria) che certamente, se l'amministrazione locale, con adeguata avvedutezza, saprà comprenderne tutta l'importanza e soddisfarne le

esigenze di sviluppo, potrà rendere S. Angelo noto, sotto questo profilo, in tutta Europa ed oltre.

In pari modo, riuscì evidente ai presenti che il dinamismo santangiolino sta cogliendo l'opportunità di superare gli ambiti offerti da una pur sostanziosa attività agricola, industriale e commerciale, e di alcune fortunate iniziative sportive, e quindi intelligentemente si apre al mondo forse meno rumoroso, ma in definitiva più solido, stabile e incisivo in profondità, di una specifica cultura. Questa, come forse in nessun'altra occasione, si pone qui quale efficace sintesi tra mondo popolare contadino, che ha creato quegli autentici capolavori di rude bellezza e perfetta funzionalità che sono i vari strumenti e oggetti agricolo-artigiani, e il mondo dotto che li analizza e studia in tutti i suoi aspetti e implicazioni.

È con queste considerazioni che autorità, giornalisti e pubblico sono stati condotti dall'atrio della palazzina, attraverso il cortile dedicato alla *Storia della Meccanica Agraria e della Bonifica* (ancora in fase di preparazione) al vestibolo del Museo. Qui un chiaro prospetto illustra la *razionale struttura globale di questo, i cui settori ora aperti rappresentano solo i primi tasselli di un grande mosaico, che ovviamente meglio possono essere capiti in una visione d'insieme. Quindi, se ora sono risultati disponibili per i visitatori il vestibolo, con le sue grandi mappe tendenti ad evidenziare come ogni azienda agricola costituisca già di per sé un autentico museo vivente in cui, in meravigliosa sintesi, sono accolti piante ed animali domestici provenienti da tutti i continenti, il settore delle incisioni rupestri preistoriche alpine della Valcamonica, con le numerose scene d'aratura e di carri, il settore protostorico ed etrusco, ed infine quello dell'agricoltura tradizionale lodigiana, curato con competenza dall'Arch. Bassi, è chiaro che dovranno via via inserirsi in futuro, man mano se ne avrà la possibilità, i saloni dell'agricoltura romana, di quella medievale e moderna.*

Ma già sin da adesso il filo conduttore che unisce la preistoria alla storia anche recente, sino al grande sconvolgimento provocato dalla rivoluzione industriale, è chiaramente evidenziato all'intelligente pubblico che, grazie ad un'*appropriata disposizione*, può notare, ad esempio, la continuità tra l'aratro simmetrico preistorico delle incisioni rupestri e quello tradizionale simmetrico padano, tra la pastorizia preistorica e la transumanza attuale, ivi rappresentata con l'efficace diorama. Tra i bronzetti etruschi rappresentanti l'aratura e l'aratro, e la coppia bovina aggiogata all'aratro del successivo diorama.

Le Autorità e il pubblico, tra cui alcuni insigni storici ed archeologi dell'Università di Milano, si rendevano conto di ciò che era loro mostrato, ne apprezzavano l'impostazione e comprendevano pienamente il possibile sviluppo futuro, se non verrà a mancare l'adeguato humus locale. Nel pomeriggio, il Museo rimase aperto al pubblico santangiolino. Fu una volta di più evidente quanto i documenti della tradizione contadina lo interessino. È il suo recente passato che appare lì organicamente riunito con l'indicazione dei suoi termini specifici dialettali, con le sue strutture. E i più coinvolti erano proprio i ragazzini che tante volte avevano sentito gli adulti accennare a strumenti particolari, come la zangola, il sedile monopiede (lo « scagn »), ecc., a operazioni come la monda a mano del riso, l'estirpazione del romice, di personaggi come il camparo, il « bergamin », senza poterseli nemmeno immaginare, ed ora finalmente erano là, davanti ai loro occhi, nella loro realtà, o chiaramente rappresentati.

Pubblicazioni: Una guida al Museo

Nel giugno '80 è stata realizzata, a cura di G. Frediani e G. Forni, con introduzione del presidente Prof. Baldacci, la prima edizione della Guida-Catalogo del

Museo, con il contributo del Centro Nazionale delle Ricerche e dell'Assessorato al Turismo della regione lombardia.

Importante ripresa televisiva del Museo storico dell'Agricoltura di S. Angelo L.

Già in precedenza recentemente la RAI-TV (Rete 3 Lombardia) aveva effettuato alcune brevi riprese del nostro Museo, poi trasmesse al TG3.

Ancora nei giorni 6 e 7 luglio, una troupe cinematografica di Cinecittà, inviata dalla RAI-TV, per conto della Rubrica *Scuola Aperta*, ha ripreso, in ogni minimo dettaglio, il nascente museo agricolo di S. Angelo. Ecco che così presto ogni scuola italiana potrà giovare di questa pregnante realizzazione museologica che, sebbene ancora incompleta, permette al visitatore di rendersi conto di quello che fu il passato dell'agricoltura, della sua importanza nella vita del nostro Paese, della connessione tra innovazione agricola, quale l'introduzione dell'aratro, e nascita e sviluppo della civiltà moderna. Fatti questi di enorme importanza, ma che, proprio per la mancanza di strutture culturali di questo genere, risultano purtroppo ignorati anche dai nostri ceti intellettuali più colti.

VI Congresso internazionale dei Musei Agricoli (CIMA 6). L'A.I.M.A. (Associazione Internazionale dei Musei Agricoli) ha indetto per i giorni 7-11 settembre 1981 il CIMA 6, come è stato specificato all'inizio di questo numero.

Il nostro Centro aveva promosso una partecipazione italiana, cui avevano aderito diversi direttori e responsabili di Musei etnografico-agricoli italiani quali quelli di Arezzo, Carpi, Vigo di Fassa, San Benedetto Po, Brisighella, Tirolo di Merano, Torgiano, L'Aquila, Zavattarello, Torino, ecc.

Purtroppo, per una serie di inconvenienti organizzativi, il previsto viaggio di studi (che avrebbe compreso anche la visita ad alcuni musei a cielo aperto dell'Europa Centrale) ha dovuto essere annullato.

Si è ritenuto in ogni caso utile riunire (come riferiremo qui sotto) i principali «responsabili» dei Musei agricoli del nostro Paese prima di tale importante Convegno. Sullo svolgimento di questo si darà notizia nel prossimo numero di A.M.I.A.

Costituzione di una sezione italiana dell'A.I.M.A.: Associazione Internazionale dei Musei Agricoli

Ospiti del Museo del Vino di Torgiano, si sono riuniti il 12 luglio alcuni museologi italiani, rappresentanti delle più significative realizzazioni del nostro Paese in questo settore. Citiamo tra gli altri, oltre ovviamente alla Direttrice del Museo di Torgiano Dott.ssa M. G. Lungarotti, rappresentante italiana per l'ICOM, che, come sempre, svolse in maniera eccellente le mansioni di ospite, e ai nostri rappresentanti Prof. Forni e Dott. Pisani: il Prof. Anselmi, dell'Università di Urbino, promotore e ordinatore della Raccolta del Convegno delle Grazie di Senigallia, il Prof. Penzi, costituente del Museo contadino di San Vito al Tagliamento (Pordenone), il Prof. Segala, direttore del Museo della Trinità di Botticino (Brescia), i rappresentanti del nascente Museo di Vigo di Fassa (Trento) e dell'Assessorato alla Cultura della Provincia di Trento, il rappresentante del Museo del Vino di Pessione (Torino), la Prof. Sinatti D'Amico, consigliere culturale del Ministero dell'Agricoltura, che fungeva inoltre da raccordo con i musei agricoli meridionali, e più specificamente pugliesi. Presenti pure rappresentanti del Messaggero di Roma e della Coldiretti. Né mancò di

partecipare personalmente, sia pure solo per parte della riunione, il Prof. Abbondanza, assessore alla Cultura della regione Umbria.

Aprì la seduta il moderatore della stessa, Prof. Togni, dell'Università di Sassari, membro del Consiglio Direttivo dell'A.M.I.A., uno dei principali promotori di questo Convegno. Egli illustrò ai presenti che la riunione aveva per scopo quello di costituire un'associazione tra i musei etnoagricoli del nostro Paese. Ciò, oltre che per favorire uno scambio di idee e informazioni, anche per costituire un più efficace gruppo di pressione sull'opinione pubblica e quindi sui pubblici poteri.

La Prof. Franca Sinatti D'Amico, dopo aver ricordato che il Ministero dell'Agricoltura Italiano, sin dal secolo scorso (1879), aveva costituito un Museo Agrario in Roma, come collezione di prodotti agricoli per fini soprattutto didattici, ha assicurato l'interessamento personale del Ministro per l'iniziativa.

Successivamente, il Prof. Forni comunicò che l'organo del nostro Centro di Museologia Agraria, l'A.M.I.A., era a disposizione dei responsabili dei Musei Agricoli, per tutte le informazioni che si ritenesse utile offrire agli operatori del settore (in primis quelle bibliografiche, relative alle loro pubblicazioni), e rendere così effettiva al riguardo l'associazione.

Il Prof. Anselmi, ai fini di realizzare un'efficiente associazione tra iniziative museologico-agrarie solidamente costituite, propose innanzitutto una sostanziosa quota d'iscrizione, per soddisfare le esigenze amministrative dell'associazione, la compilazione di una scheda dettagliata d'iscrizione, contenente tutti quei dati specifici relativi ai costituenti, essenziali per una qualsiasi seria iniziativa museologica nel nostro settore. Tale modulo deve così riportare dati relativi al personale, al tipo di schedatura degli oggetti conservati, al numero dei pezzi esposti e a quelli immagazzinati, e così via. Propone inoltre che le varie iniziative museologiche agrarie di una regione facciano capo ad un modello esistente, impostato su basi scientifiche.

Il Prof. Togni è d'accordo, in linea di massima, ma evidenzia la necessità di evitare il pericolo di stroncare sul nascere eventuali nuove iniziative. Tra queste, quelle eventualmente fugaci cadono da sole, autoeliminandosi. A sostegno delle considerazioni del Prof. Togni si può infatti aggiungere che il boom delle iniziative museali etnoagricole sta entrando in fase di raffreddamento. In Lombardia, ad es., da una ventina che erano alcuni anni or sono, quelle tuttora attive sono ridotte a sei-sette. Il problema infatti è che solitamente i musei, nel loro nascere, si appoggiano, per ottenere i locali e il necessario finanziamento, a questo o quell'uomo politico, a questo o quel partito, per cui sovente, in definitiva, il risultato dipende, in modo almeno paritetico, oltre che dalla serietà d'intenti (abbinata a preparazione tecnica) anche dalla situazione politica. Non è un caso che i musei più solidi sorti negli ultimi anni siano quelli di San Michele all'Adige (Trento) e di San Marino di Bentivoglio (Bologna), entrambi appartenenti a province amministrate da maggioranze politicamente stabili. Sempre sotto il profilo della stabilità, si può osservare che pari garanzia di solidità offrono i musei connessi a società industriali. È evidente infatti che solo le industrie ben impiantate finanziariamente possono permettersi di sostenere, sia pure a fini in parte promozionali, un museo.

Comunque, la proposta di Anselmi viene accolta, pur tenendo conto delle osservazioni sopra riportate.

Infine, prima di concludere la seduta, viene costituito un comitato promotore dell'associazione, di cui fanno parte i seguenti membri: Prof. Roberto Togni, docente universitario di storia dell'arte, Sassari; Dott.ssa Maria Grazia Lungarotti, consigliere ICOM, direttrice Museo del Vino, Torgiano; Prof. Sergio Anselmi, docente universitario storia economica, Urbino; Prof.ssa Franca Sinatti D'Amico, docente universitario storia delle istituzioni, Milano; Prof. Gaetano Forni, centro di museologia agraria, Milano e redattore dell'AMIA (notiziario dei Musei Agricoli Italiani).

Il comitato si riunirà nel prossimo autunno, ai fini di predisporre una prima realizzazione concreta, quale un censimento delle iniziative museologiche di carattere agricolo esistenti nel nostro Paese.

Partecipazione a Convegni, mostre, ecc.

Ottobre '79: partecipazione alla «Mostra del Carro Agricolo» a San Benedetto Po. Al convegno indetto dall'ICOM a Torgiano (Perugia), presso il Museo del Vino (Dott.ssa Lungarotti), sulla Museologia.

Maggio '80: Partecipazione al Convegno indetto a Torino dalla Facoltà di Agraria, per realizzare a Venaria Reale un museo agricolo.

Agosto '80: partecipazione di Frediani alla campagna di scavi archeologici indetta dall'Università di Pisa (Alfedana-Ficino).

Ottobre '80: partecipazione al Convegno Padano delle Bonifiche a Rovigo; al Convegno Internazionale della Civiltà Benedettina a Spoleto.

Visite di ricerca e studio a Musei e Mostre etnografico-agrarie

Ottobre '79: Visita al «Cambonino», Museo della Civiltà Contadina di Cremona; alle raccolte di attrezzi agricoli di Casalpusterlengo e di Cavenago d'Adda.

Marzo '80: Visita alla Mostra di Oggetti Rurali e Fotografie di Cascine, ordinata a Lodi, in occasione del Convegno «Lodi Latte '80».

Giugno '80: Partecipazione a Mostre e Convegni indetti per il Centenario di Maria Teresa, anche per raccogliere materiale esposto all'Archivio di Stato sulle bonifiche lombarde e sul catasto teresiano (per la sala VII del Museo).

Agosto '80: Visita alla Mostra di Storia Botanica Agraria Bibliografica organizzata a Pisa dal Prof. Tongiorgi, nel quadro delle manifestazioni medicce. Visita ai Musei della Terra di Lavoro di S. Angelo e Alberobello.

RENDICONTI DELLE RICERCHE CONDOTTE PRESSO IL CENTRO DI MUSEOLOGIA AGRARIA
NEL PERIODO 1980-1981

TIPOLOGIA E NOMENCLATURA DELL'ARATRO TRADIZIONALE

nel quadro di una tipologia storico-funzionale
degli strumenti a trazione per la lavorazione del suolo

Premessa: il significato tecnico-storico e quindi museologico dell'Aratro

In diverse occasioni (e più sinteticamente in Baldacci, Frediani e Forni. 1980, p. 30) si è evidenziato come l'aratro abbia svolto un ruolo essenziale nell'evoluzione e differenziazione delle società umane. È infatti esso che, permettendo l'impiego dell'energia animale, ha determinato la produzione di quel surplus alimentare che costituisce la condizione necessaria per la trasformazione delle comunità primitive omogenee in comunità differenziate in senso orizzontale (artigiani, commercianti, oltre ai coltivatori) e verticale (costituirsi di strati di guerrieri, sacerdoti, artisti, sopra

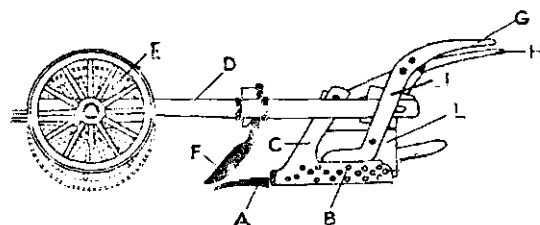


FIG. 1. — Plovo, ovvero sia aratro composto (a carrelli) asimmetrico (da GLOB. 1951).

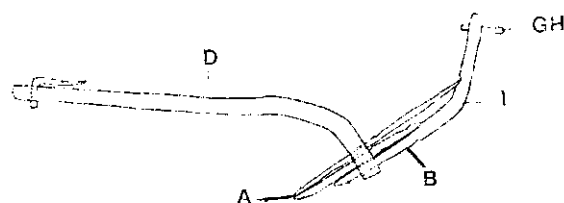


FIG. 2. — Aratro semplice a bure e stiva curve (da GLOB. 1951). Negli aratri semplici, le indicazioni terminologiche riportate nella tabella risultano meno appropriate. Questa precisazione ha anche un significato generale, essendo ogni aratro in un certo senso un'opera d'arte e, come tale, un « unicum » a sé stante.

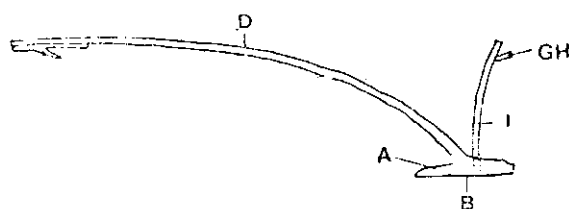


FIG. 3. — Aratro semplice a uncino (da GLOB. 1951).

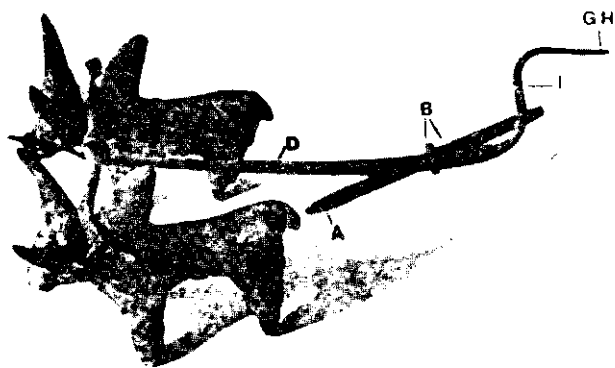


FIG. 4. — Aratro semplice perimessopotamico antico (da una fotografia di bronzo elamitico del 1100 a.C., rinvenuto dalla Gohar Rud Expedition - Report E. O. Negahban, 1961).

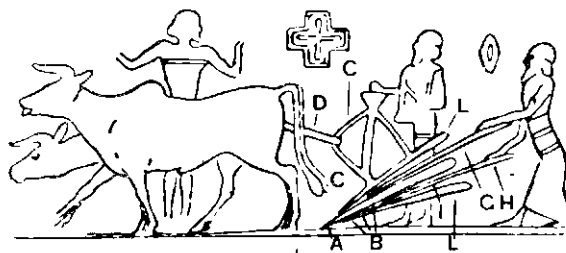


FIG. 5. Aratro mesopotamico antico con apparato seminatore (da un sigillo Cassitico - CBS 3657 - Filadelfia).

quelli dei coltivatori e degli artigiani). È quindi evidente la correlazione, sia pure elastica e sfumata, tra introduzione dell'aratro e origine della civiltà urbana, tra evoluzione dell'aratro e sviluppo di tale civiltà.

Analisi tipologica degli strumenti aratori e museologia agraria

Se la museologia agraria raccoglie, documenta, evidenzia, illustra tutto ciò che riguarda la storia delle comunità contadine nel loro complesso, è chiaro che, di conseguenza, una tipologia dell'aratro che si basi esclusivamente su una sua morfologia di per sé stante non avrebbe significato. Se l'aratro è strumento che soddisfa ad un più elevato livello di economicità (svolgimento più rapido e/o con minor dispendio di energia umana) determinate esigenze di lavorazione del suolo, è evidente che innanzitutto si avranno tipi diversi di tale strumento a seconda della qualità di colture, della natura del suolo, delle caratteristiche del clima. L'evoluzione tipologica sarà poi in dipendenza del perfezionamento dell'attrezzo, come di quello delle tecniche di coltivazione nel loro complesso, come pure del miglioramento quali-quantitativo delle fonti di energia.

Ecco che allora una tipologia dell'aratro:

a) deve partire, in linea di massima, come ogni tipologia, dal tipo più elementare al tipo più complesso. Ma la semplice applicazione di tale principio non è sufficiente e può facilmente condurre a risultati erronei.

b) Occorre infatti tener conto del *genere di coltivazione* che storicamente ha costituito la matrice in cui successivamente venne ad originarsi l'aratro, per individuare quel tipo di strumento in essa impiegato, da cui, poi, è derivato l'aratro nella sua forma più semplice. Se questo, a partire da una data epoca storica, è risultato essere lo strumento specifico delle civiltà imperniate sulla cerealicoltura dell'Antico Mondo, e se l'erpice (o meglio il proto-erpice) fu lo strumento che lo precedette (Clark 1969, p. 122 sgg., Forni 1981), è chiaro che è da quest'ultimo che tipologicamente occorre partire, e non dai più semplici strumenti assoltatori. L'erronea convinzione che l'aratro derivasse da questo genere di strumenti ha minato le basi della più parte delle precedenti tipologie, anche se poi talune di esse sono altamente apprezzabili per la raffinatezza di analisi con cui sono condotte, e sostanzialmente accettabili nei dettagli.

c) L'evoluzione della tecnica cerealicola passa dalla ignicoltura basata sullo spargimento del seme sul suolo polverizzato dal fuoco e sul suo interrimento mediante una superficiale erpicatura (Clark 1969, ibidem) ad una successiva fase costituita dalla rottura dello strato superficiale del suolo non più combusto dal fuoco, alla lavorazione del terreno in profondità, specie nei luoghi umidi, onde aerearlo, infine, in epoche più recenti, nell'agricoltura più evoluta, all'efficace rivoltamento delle zolle. Da qui il processo di progressiva riduzione dei denti, con il potenziamento di quelli residui, passando dagli innumerevoli denti di notevole elasticità dell'erpice di ramaglia, alla decina o meno (tre-quattro) dell'erpice-aratro, all'unico assolutamente rigido dell'aratro monovomere, all'aggiunta dell'orecchio per il rivoltamento della zolla, in quello asimmetrico. Per questo, mentre per noi hanno notevole rilevanza criteri come quelli di Erixon (1948) circa l'orizzontalità o la verticalità dell'organo lavorante, o quello, generalmente accettato, della simmetricità o asimmetria dell'aratro, al contrario sembrano ovviamente inaccettabili la netta separazione tra erpice e aratro, come pure la già accennata precedenza cronologica e tipologica assegnata all'aratro «a uncino» e la rilevanza data a caratteristiche costruttive di limitato effetto agronomico.

Tipologia dell'aratro e sua nomenclatura linguistica e dialettale internazionale. Rapporto tra tipologia e schedatura. Come sono state compilate le tabelle tipologico-lessicali qui inserite e loro interpretazione.

Individuare una tipologia di uno strumento complesso come l'aratro, adottare una nomenclatura, come è noto (Forni 1980) non significa solo *constatarne* « componenti », « forme », « funzioni », e « complessi » unitari formali e funzionali di componenti, quali sono appunto tutti gli strumenti composti, ma consiste nell'individuare tali « componenti », « forme », « funzioni », « complessi », *coglierne* le reciproche intrinseche relazioni e quelle con il contesto ecologico, *porne in evidenza, mediante comparazione, analogie e differenze*.

È chiaro allora che tutte queste operazioni implicano un notevole livello di « selezione » e di « valutazione » inevitabilmente soggettive di aspetti, dati ed elementi, che portano ogni tipologia ad equivalere ad una « strutturazione » per fini interpretativi e classificatori, del « reale ». Questa costituisce poi la base di una operazione museologica fondamentale quale la schedatura (Forni 1980, Pisani 1978-79).

Abbiamo accennato prima a « componenti », « forme », « funzioni », « complessi », ma è implicito che a ciascuno di essi corrispondono termini particolari nelle varie lingue e dialetti. Data la specificità locale degli strumenti agricoli e dell'aratro in particolare, i termini linguistici spesso non sono altro che o termini propri al dialetto assunto, come è il caso in Italia del toscano, a lingua nazionale, o termini appartenenti ad altri dialetti e riferentisi a tipi di strumenti sconosciuti nella regione in cui la lingua nazionale si è originata. Così recentemente da Haudricourt e Delamarre (1955) è stato proposto il termine di *chambige*, usato nel dialetto dell'Alvernia, per specificare un dato tipo d'aratro colà in uso. Analogamente Forni (1977, p. 137) ha proposto il termine *plovo*, corrispondente al latino medievale *ploum*, *plovum*, e quindi all'etimo dialettale con cui, in gran parte dell'Alta Italia, sono indicati gli aratri a carrello e/o asimmetrici, là dove tradizionalmente sono diffusi. Ciò per ovviare alla eccessiva genericità del termine italiano onnicomprensivo di « aratro », che invece dovrebbe essere specifico dell'aratro semplice. Che nel dialetto toscano, come in quelli di gran parte dell'Italia peninsulare, questo termine (ed altri etimologicamente corrispondenti) sia assolutamente prevalente nella denominazione dell'aratro, è storicamente spiegato dal fatto che sino alla rivoluzione industriale ne era conosciuto in queste regioni solo tale tipo. Ecco quindi che non vi è seria operazione tipologica (che non sia puramente formale) che possa prescindere dalla conoscenza della terminologia linguistica e dialettale specifica dell'argomento. Questa, oltre a permettere di evidenziare corrispondenze di voci e concetti, è tecnicamente indispensabile per la comprensione delle monografie riguardanti i singoli Paesi. Infatti trattandosi, come si è detto, di termini di origine dialettale o in disuso, non sono generalmente inseriti nei dizionari, anche se specializzati in agricoltura.

È appunto per soddisfare almeno in parte queste esigenze che si sono compilate le Tabelle Terminologiche qui inserite, che dobbiamo ora brevemente commentare.

Le lingue antiche: il latino, il greco, il sumerico e l'accadico

Tra le lingue antiche si sono inserite, oltre al latino, che dà modo di interpretare i classici d'agricoltura, da Catone a Virgilio, Columella, Plinio, ed anche i medievali, come Pier Crescenzi, e di comprendere l'etimologia sull'argomento, e quindi la storia dell'aratro, di gran parte dei vari Paesi d'Europa, e al greco, per analoghi motivi, anche alcune lingue orientali, privilegiando il sumerico e l'accadico.

Queste lingue si riferiscono infatti a culture mesopotamiche e circum-mesopotamiche, tra le primissime del mondo nell'esprimere e documentare un'agricoltura basata sull'impiego dell'aratro. Ad esse quindi dovranno inevitabilmente riferirsi gli studiosi di storia delle tecniche agrarie mediterranee ed europee, data la dipendenza culturale, in epoca antica, delle nostre regioni dal Vicino Oriente.

Un esempio ci è stato offerto nelle indagini sulle connessioni tra origini dell'aratro e le tecniche ignicole (Forni, 1979a), tra origini dell'aratro e l'uso del protoerpice (Forni, 1979b), come specificheremo più avanti. In Italia, questi studi hanno il vantaggio di appoggiarsi ad una fiorente Scuola Orientalistica. E spiegabile quindi come diversi suoi rappresentanti, a cominciare dal Moscati, abbiano mostrato interesse, anche in pubblicazioni per il gran pubblico (articoli sul Corriere della Sera, ecc.) per questi studi. Ci si augura così che, ponendo a disposizione degli studiosi questi elementi di lessicologia orientale, relativa all'argomento, sebbene ancora incompleti, si possa creare un ponte tra etno-ergologi, archeologi, storici dell'agricoltura e linguisti. Ponte che finora è mancato non solo per le necessarie cautele, ma troppo spesso per il timore di invadere settori altrui e suscitare gelosie e diffidenze non sempre proporzionate e comunque non certamente favorevoli alla realizzazione almeno di quella pluridisciplinarietà (se non ancora interdisciplinarietà) e di quella unitarietà del sapere da tutti gli specialisti auspicata, per ora soprattutto a parole.

Quanto sia feconda questa cooperazione si può desumere dai primi risultati delle ricerche sopra accennate: innanzitutto essa ha portato all'individuazione della correlazione linguistica esistente nelle antiche lingue mediterranee e perimediterranee, a cominciare dal sumerico, ma ancora conservata come « relitto » nello stesso latino (*urere-arare*), tra i termini indicanti il bruciare e quelli riferentisi all'arare, il che documenta l'originaria dipendenza genetica della seconda tecnica dalla prima. Inoltre ha portato alla scoperta della bivalenza semantica di alcuni termini impiegati dai Sumeri e poi dagli Accadi (cfr. il termine *harbu*) per significare l'erpice come per indicare l'aratro, il che evidenzia come quest'ultimo sia derivato dall'erpice (proto-erpice).

Conclusione

È in considerazione di questi obiettivi e partendo da questi presupposti che, nella compilazione delle tabelle tipologiche (la II: I e II parte) si è tenuto conto, come si è detto, in misura rilevante, degli aspetti di fondo di ogni serie tipologica che non sia meramente formale. E quindi anche degli aspetti storico-genetici, di quelli funzionali ed ecologici, di quelli linguistici. Per le tipologie rigorosamente formali si rimanda infatti a quelle specifiche — e perciò molto dettagliate — quale quella dell'Atlante Etnografico Europeo, elaborata da Bratanić e collaboratori.

Per meglio perseguire i nostri scopi sopra illustrati, si è fatta precedere una tabella (I), riguardante esclusivamente la terminologia dell'Aratro (e delle sue parti) nelle diverse lingue. Anche a questo riguardo, è evidente che si tratta di un tentativo che si avvale dei precedenti, effettuati da Autori di vari Paesi, cui certamente seguiranno altri tentativi, con risultati sempre più soddisfacenti, come avviene nell'ambito scientifico. Saremo quindi grati per segnalazioni e suggerimenti che ci verranno offerti, in vista di una successiva rielaborazione.

GAETANO FORNI

BIBLIOGRAFIA

- AITKENS R., 1956, *Vergil's plough*, « J. Roman Studies », n. 46.
- ANSELMi S., 1976, *Piovi, perticari e buoi da lavoro nell'agricoltura marchigiana del XV secolo*, « Quaderni storici ».
- BALASSA I., 1970, *Getreidebau in Ost- und Mitteleuropa*, Budapest.
- BALASSA I., 1973, *Die Geschichte des Pfluges und Pflügens in Ungarn* (in ungherese, con sunto in tedesco), Budapest.
- BALDACCI E., FREDIANI G., FORNI G., 1980, *6000 anni di agricoltura in Lombardia*, Milano.
- BAUMANN H., 1944, *Zur Morphologie des afrikanischen Ackergerätes*, « Koloniale Völkerkunde ».
- BENTZIEN U., 1969, *Haken und Pflug*, Berlin.
- BOSEUP E., 1965, *The conditions of agricultural growth*, Chicago.
- BRATANIC B., 1955, *Einige Möglichkeiten zur Fortführung Pfluggeräte Forschung*, « Actes IV Congr. Intern. Sciences Anthropol. et Ethnogr. », Vienne, 1952. Da questo Autore è stata elaborata una tipologia dettagliata dell'aratro per la compilazione dell'Atlante Etnografico Europeo.
- BRENTJES B., 1955, *Der Pflug, ein Forschungsbericht*, « Z.f. Agrargeschichte u. Agrarsoziol. ».
- BRUNO M. G., 1957, *Il lessico agricolo latino*, « Rend. Ist. Lombardo Sci. e Lettere ».
- CASELLI G., 1977, *Per uno studio tipologico dell'aratro con particolare riferimento alla regione Toscana*, « Archeologia medievale », IV.
- CLARK J. G. D., 1952, *L'Europa Preistorica*, trad. it. 1969, Einaudi, Torino.
- DERENZINI G., MACCAGNO C., 1970, *Per la storia degli attrezzi agricoli*, « Le Machine », Firenze.
- DEROY L., 1977, *Grec ἰστροβόρος et l'évolution prim. de l'araire égéen*, « Etudes classiques ».
- DIAS J., 1948, *Os arados Portugueses*, « Revista da Universidade de Coimbra », XVI, Lisboa.
- DIECK A., 1957, *Terminologie der Pflugteile, alteren Pflugarten und des Pflügens*, « Z.f. Agrargeschichte ».
- ERIXON S., 1948, *Svenska Arder*, « Livoch Folkkultur ».
- FABRY L., 1975, *Araire et Labour dans la Grèce Ancienne* (mem. inedita presentata da L. Derooy).
- FAROLFI B., 1969, *Strumenti e pratiche agrarie in Toscana dall'età Napoleonica all'Unità*, Milano.
- FENTON A., 1962-63, *Early and traditional cultivating implements in Scotland*, « Proc. Soc. Antiquaries of Scotland ».
- FORNI G., 1972, *Società e agricoltura preistoriche nelle regioni montane della Padania*, « Atti I Congr. Naz. St. Agr. », Milano-Parma.
- FORNI G., 1976, *La genesi della domesticazione animale: l'interazione tra allevamento e coltivazione*, « Riv. St. Agr. », Firenze.
- FORNI G., 1977, *Una proposta terminologica: aratro asimmetrico, coltro o piovò?*, « AMIA », n. 3.
- FORNI G., 1978, *Indagini museologico ergologiche*, « AMIA », n. 4.
- FORNI G., 1979, *Urere, arere, arare...*, « AMIA », n. 5.
- FORNI G., 1980, Intervento al Convegno di S. Marino di Bentivoglio (Bo) per l'esame dei metodi di schedatura e restauro, « Atti », in « Documenti », n. 10, Ist. Beni Culturali Reg. Emilia-Romagna, Bologna.
- FORNI G., 1981, *Dalla ignicoltura cerealicola del Prossimo Oriente alla genesi dell'aratrocoltura in Italia*, « Riv. St. Agr. », Firenze.
- FRANZ L., 1950, *La terra natale dell'aratro a carrello: L'Italia*, « Riv. Sci. Preistoriche », Firenze.
- GALLO A., 1615, *Le vinti giornate dell'agricoltura*, Venetia.
- GLOB P. V., 1951, *Ard og Plov*, Aarhus.
- GRASSI C., 1976, *Parole e strumenti del mondo contadino*, in *Storia d'Italia*, vol. VI, p. 429, Einaudi, Torino.
- GREKOV B. D., 1958, *Die Bauern in der Rus von den ältesten Zeite bis zum 17. Jahrhundert*, Berlin.
- GRIERA A., 1923, *El jou, l'arada i el llaurar*, « Butlleti de dialectologia catalana », 11, Barcelona.
- HAUDRICOURT A. J., JEAN-BRUHNS DELAMARRE M., 1955, *L'homme et la charrue à travers le monde*, Paris.

- KOTHE H., 1954, *Völkerkundliches z. Frage d. neolitischen Anbauformen in Europa*, « Ethnogr. Archiv Forschung ».
- KOTHE H., 1960, *Neolitische Agrarkulturen*, « Actes VI^e Congr. Intern. Sci. Anthropol. et Ethnol. », II, Paris.
- KOTHE H., 1967, *Zur Klassifikation einschariger Pfluggeräte*, « Acta Museorum Agricolturae », Praga.
- KOTHE H., 1970, *Zur Nomenklatur des Pfluges*, « Ethnol. Europaea ».
- KOTHE H., 1973, *Form- und Funktionswandel an Vierkantpflügen*, « Proc. Hungarian Agric. Museum », Budapest.
- KOTHE H., 1975, *Der Hesiodpflug*, « Philologus », Berlin-Wiesbaden.
- KOTHE H., s.d., *Lateinische Termini von Teilen des Pflug-Gerippes* (dattiloscritto).
- JENSEN AD. E., 1936, *Im Lande des Gada*, Stuttgart.
- LESER P., 1931, *Entstehung u. Verbreitung des Pfluges*, Münster.
- LINNARD W., 1970, *Terms and techniques in shifting cultivation in Russia*, « Tools and Tillage », Copenhagen.
- MARINOV V., 1979, *Sur certains problèmes fondamentaux de l'aratrologie de la Bulgarie*, « Riv. St. Agr. », Firenze.
- MORARU-POPA G., 1973, *Plugul de lemn in Romania la sfirsitul sec XIX si in prima jumatare a sec. XX*, « Terra nostra ».
- NOPSCA F., 1919, *Z. Genese d. primitiven Pflugtypen*, « Z.f. Ethnologie ».
- NOVIKOV Y. E., 1970, *La mécanique d'outils de labourage, les conditions écologiques et les traits ethniques spécifiques*, « Actes VII Congr. Intern. Sci. Anthropol. et Ethnol. », Moscou, 1964.
- PAUER E., 1973, *Technik, Wirtschaft, Gesellschaft*, « Beiträge zur Japanologie », 10.
- PEDROTTI G., 1936, *Vocabolario dialettale degli arnesi rurali della Val d'Adige*, Trento.
- PISANI F., 1978, *Museologia applicata. La schedatura*, « AMIA » n. 4.
- PISANI F., 1979, *Documentazione e schedatura*, « AMIA », n. 5.
- PONI C., 1963, *Gli aratri e l'economia agraria nel Bolognese dal XVII al XIX secolo*, Bologna.
- PELLEGRINI G. B., 1969, *Saggio di carte e di commenti dell'ASLEF. Gli aratri*, in *Studi Linguistici Friulani*, I, Udine.
- PELLEGRINI G. B., 1975, *Terminologia agraria medievale in Italia*, in *Saggi di linguistica Italiana*, Boringhieri, Torino.
- QUAINI M., 1973, *Per la storia del paesaggio agrario in Liguria*, Savona.
- SACH FR., 1968, *Classification of tilling implements*, « Tools and Tillage », Copenhagen.
- SALONEN A., 1968, *Agricoltura mesopotamica nach sumerisch-akkadischen Quellen*, « Ann. Acad. Scient. Fennicae », Helsinki.
- SCHUEERMEIER P., 1980, *Il lavoro dei contadini*, Longanesi, Milano (trad. ital. dell'edizione tedesca: 1943-56, *Bauernwerk*, Erlenbach-Zürich).
- SEBESTA G., 1979, *Museo degli usi e costumi della gente trentina*, Trento.
- SECRETARIAT RES. HISTORY AGR. IMPLEMENTS, s.d., *Preliminary List of important Plough terms in some European Languages*, Copenhagen.
- SMITH R. E. F., 1959, *The origins of farming in Russia*, Paris.
- STEENBERG A., 1966, *A classification on ploughing implements before 1000 a.D. A functional outline*, Copenhagen.
- TAUZIA P., 1971, *Les instruments aratoires du Musée Basque*, « Bull. Musée Basque », n. 53.
- TRET'YACOV R. N., 1953, *Vostochnoslavjanskije plemena*.
- VARI AUTORI, 1956, *Research on ploughing implements*, Copenhagen.
- VILKUNA I., 1971, *Die Pfluggeräte Finnlands*, Helsinki.
- VITALI G., BARTOLOZZI E., 1939, *Strumenti agricoli indigeni dell'AOI*, Firenze.
- VON SODEN W., 1965, *Akkadisches Handwörterbuch*, Wiesbaden.
- WERTH E., 1954, *Grabstock, Hacke und Pflug*, Ludwigsburg.
- WHITE H. D., 1967, *Agricultural implements of the Roman World*, Cambridge.
- ZELENIN D., 1927, *Russische (ostslavische) Volkskunde*, Berlin-Leipzig.

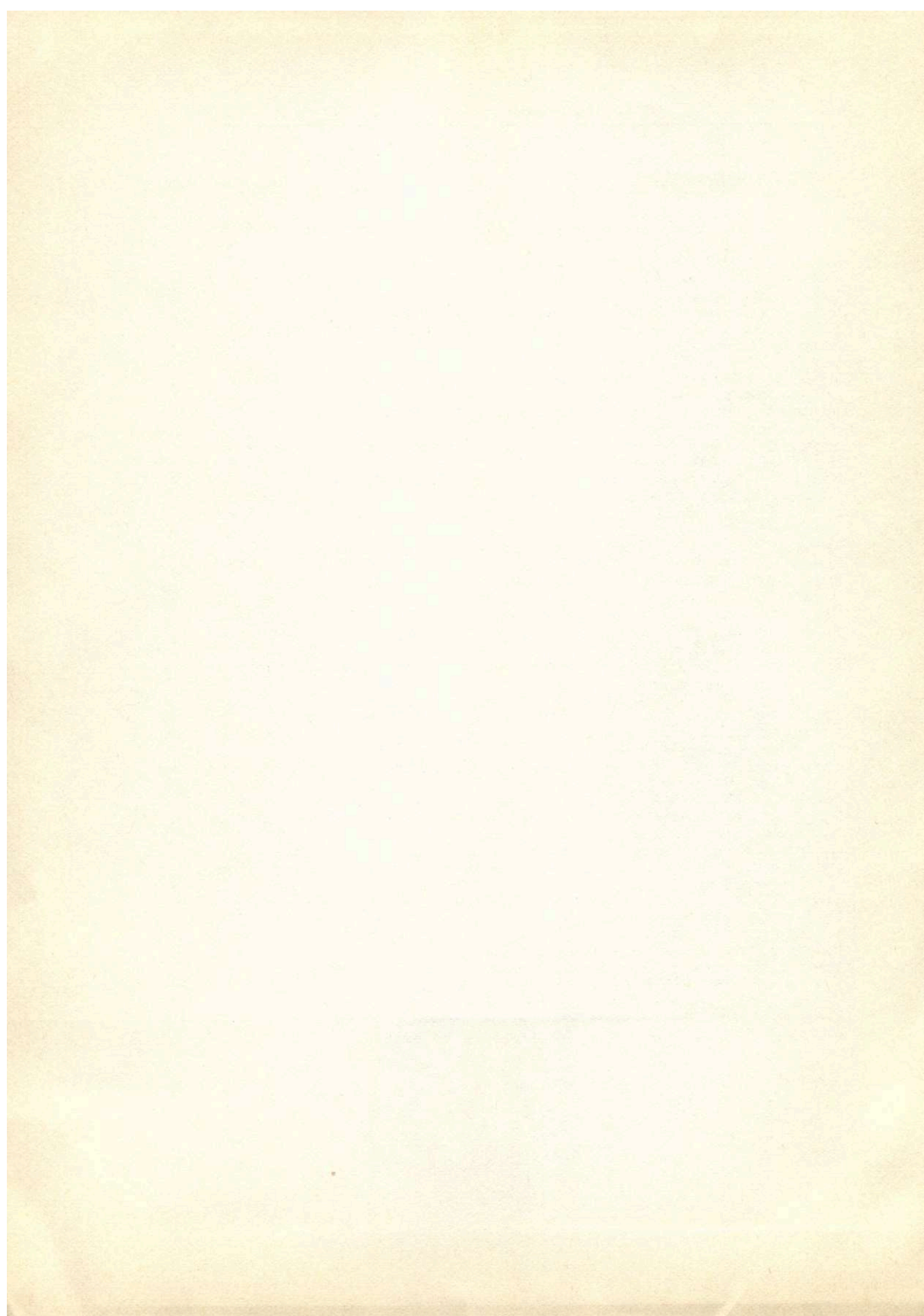


TABELLA 1 - Nomenclatura internazionale dei componenti dell'aratro

I termini si riferiscono anche all'aratro tradizionale più evoluto e quindi più differenziato in parti e completo: l'aratro asimmetrico a carrello, cioè il plover. I sinonimi sono elencati. Nel caso abbiano un significato un po' diverso, sono posti tra parentesi, aggiungendo, ove possibile, una spiegazione. Con un asterisco sono indicati i termini solitamente riferintisi all'aratro semplice, con due quelli riferentisi all'aratro composto. Le lettere A, B, C, ecc. si riferiscono alle parti dell'aratro indicate alle figg. 1, 2, 3, 4, 5, con le riserve indicate nella didascalia della fig. 2.

LINGUA	A	B	C	D	E	F	GH	I	B + I oppure B + D	L
Italiano	Vomere	Ceppo dentale dental	Profime (petto)	Bure (timone) ** (stanga) ** pertica	Carrello ** avantreno ** (zoccolo) ** (trampolo) ** (rotella)	Coltro coltello	Stegola (manetta)	Stiva	(Uncino) ⁽¹⁾ cudà (pertica)	Ali (orecchio) (versoio)
Latino	Vomeris, dens. vomer, vomis (rallum)	Dentale dentalia dennis, (dens)	Spata ⁽²⁾ (tendiculae) ⁽²⁾	Buris bura (temo)	Plaustrum ** currus ** carruca **	Culter	Manicula	Stiva	(Uncus) ⁽¹⁾ (urbum) ⁽³⁾	Tabellae tabula (aures)
Greco	(νόμῳ) ὄνις ὄρνις (ὄρνις) (ἐλυμα) ⁽⁴⁾ (λαῖον)	(νόμῳ) (ἐλυμα) (γύης)	σπάθη ἀλήνη	(ιστοβοεύς) ⁽⁵⁾ (ζυμός)		(λαῖον)	χειρολαβίς χερχοί	ἐχέτλη (γύης) ⁽⁶⁾	γύης γονάτιον	περὶ ὧτα
Sumerico	eme-apin-tuk-kin ⁽⁷⁾ tukul ⁽⁷⁾ eme-apin dur-apin nig-kud-da-apin pa-apin kak	dam-apin ^(8, 10) nin-apin ^(8, 10) ama-apin ^(8, 10) nig-pa-apin ⁽¹⁴⁾ har-ra-apin ⁽⁹⁾ sang-kul-apin ⁽⁹⁾ šer-šer-apin ⁽⁹⁾	Šu-kin-apin U ₅ -apin U ₅ -tag-ga-apin mu-uš-u, u ₂ -tag dam-ga-apin sang-apina	Za-ra-apin ⁽⁴⁾				U ₅ -gaba-apin ⁽⁴⁾ ar-apin ⁽⁸⁾ pa-kud-da-apin ⁽⁸⁾	sang-apin	Da-apin ^(8, 10) li-u ₅ -apin li-um
Accadico	lisanu-sa-ḫarbi ⁽⁷⁾ kakku kakki-ḫarbi ⁽⁷⁾ emû, lišānu kissu sikkatu heru	ummu ^(8, 11) (girgiltu nardappu simirtu sindētu uzuntu ⁽¹⁴⁾ sukkûru ⁽⁹⁾ šeršerratu ⁽⁹⁾ simirtu, sindētu) ^(15, 9)	ingu rikbu ^(8, 11) puqdu ^(8, 12) qaqqadu ^(8, 11)	zarû mašaddu ⁽⁸⁾ ḫušābu			mukillu	ahu ⁽⁸⁾ rittu ⁽⁸⁾		da'tu ^(10, 8) li'u
Inglese	Share sock	Sole sharebeam (ardhead) ^{(15b)(5)} stock	Sheath	Beam pole	Wheeled fore- carriage ** (plough-foot)	Coulter colter	Handle	Stilt tail	(Ardhead) ⁽¹⁵⁾ (sharebeam)	Mouldstokers earthboard (ridgingboard) (mouldboard) (mouldsheet)
Tedesco	Schar, Arling	Sohle (Haupt) ^{(15b)(5)}	Griesssäule Schwing Goslatz	Grind(e)l Baum Krümme ⁽¹⁶⁾ (Deichsel) (Stange) *	Vorgestell * Grätt Vorderkarre ** (Stelze: schlei- fo rad-)	Sech Riss Messer Culter	Handgriffen Habel	Sterz Rüster	(gewinkeltes Pflughaupt) ⁽¹⁵⁾ (Knieholz) ⁽¹⁷⁾ (Pflughaken) ^{(17b)(5)}	Streichbrett (Mullbrett) (Mullblech) Streichleisten (Ohren)
Francese	Soc (reille)	Sep dental	Etançon (écu) (tendilles) ⁽²⁾	Age (haie) ** (timon) * (aratro)	Avant-train ** (patin) (sabot)	Coutre	Poignée	Mancheron	(chambige)	Ailes (oreilles) (versoir)

Portoghese	(relha)	Dente	Teiró	Apo ** (temão) *
Spagnolo	(reja) rella, guembre	Dental, diente (pezcola)	Telera, espata ateiroa	Ápago ** (timon) * (garganta)
Svedese	Bill	Sula vise	Framslå framståndare gök	Ås dragstång
Danese	Skaer forsaer	Løb såle, hoved	Sule	Ås bom
Russo	Lemeš **, ralnik *	Poloz	Stolb	Grjadil ** vojo *
Serbo-croato	Lemeš ** (ranjik)	Plaz	Kozlak (brdica) (daska) (cimer) (grebenica)	Gredelj ** oje *
Polacco	Lemiesz **	Ploz	Slupiec slupica	Grzedziel oje *
Finlandese	Vannas (perä) (kara)	Jalas	Miekkalanta	Ojas (ojat) (valin) (aisat)
Ungherese	Laposvas ekevas	Ekefö eketalp (bursza)	Köldök (cimer)	Gerendely (csikoltò)

(1) *Uncus* (uncino) ha il significato corrispondente a quello originario di *urbum* (cfr. nota 3), ma è termine tardo-medievale.

(2) *Le tendiculae* (francese *tendilles*) sono le corde che rinsaldano la connessione del ceppo-vomere con la bure. *Spata* corrisponde al greco *σπάθη* e all'italiano *spada*, che ha significato solo di arma.

(3) Cfr. nel dialetto sardo (campidano) il termine *orbada*, però con significato di vomere. È la parte (stiva + ceppo in pezzo unico) incurvata a gomito (cfr. nota 17 bis) dell'aratro a corpo centrale monoxilo (cfr. nota 6 per il significato di monoxilo). *Urbum* perse più tardi il significato originario di asse a gomito, per specificare il legno del vomere o della stiva.

(4) È più precisamente la parte apicale avente la forma di becco, nell'aratro in legno. Più tardi, con l'introduzione dell'uso del ferro, venne rafforzato calzandolo con un puntale in ferro: il vomere (= *νύμφη*) propriamente detto. *ὄνις* è invece la giunta del vomere (o del ceppo).

(5) È connesso al γύης mediante cavicchi. Cfr. il significato letterale (secondo Kothe): pertica (ἰστός) dei buoi (βοεύς).

(6) Cfr. nota 3 e 17 bis, per il significato di parte (stiva + ceppo in pezzo unico) a gomito dell'aratro. Quando Esiodo specifica, nelle «Opere e i Giorni», versi 427-436, che vi sono due tipi di aratro (ἄροτρον): il composto (πηχτόν) e il semplice (ἀντόγρον), per questi due caratteri si riferisce al γύης. Nel semplice, questo è fatto, come si è detto, di un pezzo unico (monoxilo) e vi sono inseriti l'ἔλυμα e l'ἰστοβοεύς. γύης si collega al tema γυ-, γυο-, γυᾶ, significante curvo, curva. Quanto a γονάτιον, è in relazione con γόνυ = ginocchio.

(7) Si riferisce all'aratro dissodatore detto in sumerico *apin*, *bar-dil*, *tukr-kin*, *umbin* e in accadico *ḫarbu*, *majjāru*.

(8) Si riferisce all'aratro da semina, detto in sumerico *numun*, *apin*, e, in accadico, *epinnu*, *awīḫaru*, *agadibbu*.

Carrêta **	Sega	Mãoseira	Rabiça		(Orelhas) (aiveca)
Carretas **	Cuchilla seita	Mancera	Esteva rabizza	(Cama)	(Orejeras) abiecas
Hjul (tass) (käsja)	Ristjärn ristkniv	Handtag	Styr bakståndare (plur. skalmar)		(Öron) * (Vändskiva) **
Plovkaerre ** (stylte) (plovfoot)	Langjern	Handel handgreb (styr)	Stjert styr	Ardhoved	Muldfjael
	Certalo		Rucka		Polica
Ornice kolca	Crtalo	Drzak	Ručica plaza rucka ralica		Usi daska
Kolca pluzne kola (Kolešnica)	Trzosto	Rekojesi	Nasad czepigi		
(Tolluhas)	Viuhka	Kara	(sarvet) aisa kurki		Siipi (luotin)
Eketalyiga ekesin ekekaruca	Csoroszyła (lemes)		(Ekelab) ekesarv	(Ekeszarv)	Deszka Kormany

(9) Così è chiamato l'insieme degli anelli che fungono da ceppo, tenendo assieme il ceppo-vomere, l'apparato seminatore, l'ala e le stegole-stiva.

(10) Salonen lo definisce (p. 76): Seitenstütze.

(11) Parte anteriore (letteralmente testa) del *rikbu*, cioè dell'intelaiatura dell'apparato di semina in cui si inserisce la bure (*zaru*).

(12) Base del *rikbu* (cfr. nota 11) posta sotto e connessa con il *qaqqadu*, che si inserisce nel *serserratu*.

(13) Intelaiatura dell'apparato di semina di cui fanno parte elementi (*qaqqadu*, *serserratu*) che connettono la bure (*zazu*) al ceppo (*ummu*).

(14) È uno degli anelli che connettono il ceppo (*ummu*) con l'ala (*li'u*) e la base (*puqdu*) del (*rikbu*).

(15) Ha questo significato nell'aratro monoxilo, comprendente tutta la parte posteriore dell'aratro e quindi l'intero gomito.

(15 bis) Nell'aratro polixilo, *ardhead* e, in corrispondenza, *Pflughaupt*, restringono il loro significato a quello di *sharebeam*, e, rispettivamente, *Pflugsoble*.















(16) Bure incurvata (*gekrümmter Pflugbaum*).







(16 bis) I Greci chiamavano ὀύμος (da ὀύω = tirare) l'insieme della bure (asse inserito nell'aratro, non sempre — caso dell'aratro a carrello — ancorato al giogo) e del timone (asse ancorato al giogo): corrisponde alla *flèche* dei Francesi. Nell'aratro αὐτόγυον era costituito da un pezzo unico. Nel πηκτόν, bure e timone spesso erano costituiti da due pezzi tra loro articolati.

(17) Legno a ginocchio, specificante sempre l'angolo.

(17 bis) Bisogna ricordare che lo *Haken* dei Tedeschi che indicava originariamente la biforcazione di un albero, dove un ramo si diparte dal fusto o da un altro ramo, impiegato come aratro, successivamente indicò solo il pezzo unico stiva-ceppo, e non, come in origine, il pezzo unico bure-ceppo (cioè almeno secondo Kothe, cfr. Hesiodusflug, p. 18, nota 55).

Parte I - Erpici e aratri simmetrici (aratri propriamente detti)

Tipo di classificazione	Tipi fondamentali di attrezzi	Evoluzione della cerealicoltura	Caratteristiche costruttive	Raffigurazione schematica	Caratteristiche di lavoro	Terminologia tipologica in diverse lingue					Documentazioni storiche più significative	Distribuzione geografica più significativa	
						Italiano	Francese	Inglese	Tedesco	Altre lingue			
Linea evolutiva erpice a ramo → aratro erpice (aratro polivomere) (**)	Tipo erpice	Ignicoltura cerealicola semi-inconsapevole, irregolare, estensiva (coltivazione intervallata da 10-20 anni di riposo) (Boserup).	Ramo verde con molti rametti elastici. Di foglia piatta.		Sfiora il terreno combusto per coprire piccoli semi (miglio, ma anche frumento).	Erpici a rametti	Herse à Branchettes	Brushwood Harrow	Strauchegge	Khvorostyan-ka (russo)	Persistenza sino ad oggi (Clark, Steensberg, Lin-nard, Smith, ecc.). Certamente era praticata nelle regioni dei cereali spontanei o semispontanei rurali (Epipaleolitico, Mesolitico, Protoneolitico) del Prossimo Oriente e dell'Africa sud-sahariana (*).	Attualmente regioni a bosco, prato boscato, step-pa, culturalmente conservative dell'antico mondo, in particolare in Russia e in Scandinavia.	
			È trainato per la parte dell'apice.		Erpicatura più energica. Rompe le zolle non ben combuste.	Erpice a cima di pino	Herse à sommet de pin (ou sapin)	Tip harrow	Fichtkron-e-Egge	Sukovatka (russo)			
			I rami combinati rendono i denti meno flessibili.		Come sopra, più efficacemente.	Erpice a rami combinati	Herse à branches composées	Fastened tips harrow	Egge bestehend aus miteinander verbundenen Fichten-Kronen	Smyk (russo)			
	Tipo erpice-aratro	Riposo più breve (8-12 anni). Agricoltura regolare.	Strumento a denti rigidi, da 3 a 10. Non è possibile inclinare lateralmente l'attrezzo.		Il traino animale si rende utile.	Erpice-aratro	Herse-charrie	Art-harrow	Artlegge	Sokha (russo)	Periodo domesticazione bovina - 6° millennio a.C. GENESI ARATRO	Altipiani circummediterranei e sud-sahariani (durante la preistoria).	
Linea evolutiva ar. (polivomere) → aratro bivomere	Tipo socha	Riposo breve. Intensificazione della cerealicoltura estensiva.	Due denti-vomere. È possibile inclinare lateralmente l'attrezzo, con parziale rovesciamento laterale del suolo.		Traccia solchi paralleli, lavorando alla pari, senza rivoltare la zolla. Ottimo lavoro a completamento della debbitura. Basta un solo animale per il traino. Nelle forme primitive ha avviato l'ibridazione tra cerealicoltura estensiva e orticoltura.	Aratro polivomere (1) (socha)	Araire polysoc (sokha)	Multishared plough (socha)	Mehrscharige Pflug (Zoch)	Sokha (russo) (1) Baciula (etiopico) Zungara (giapponese)	Frammentaria presenza in Africa (Egitto, 12° secolo a.C.) e in Italia (periodo etrusco). Documentazione indiretta archeologica in Europa sud-orientale.	Europa centro-nord-orientale e Scandinavia. Presenza isolata in tutto l'antico mondo.	
Aratri a ceppo-vomere verticale od obliquo	Intensificazione della cerealicoltura estensiva e progressiva sua orticoltura (cereali-orticoltura).	Centro di gravità molto elevato. Richiede buone capacità di guida e notevole sforzo di pressione.	L'aggiunta del petto irrobustisce il telaio e abbassa il centro di gravità.		Gli aratri 6, 7, 8, 9 sono caratterizzati da un centro di gravità molto alto, il che permette loro di superare grossi e frequenti ostacoli (presenza di radici o sassi) in terreni mai lavorati e richiedono quindi un ridotto sforzo di trazione. Dato l'equilibrio instabile, molto dipende dall'aratore e dalla pressione da lui esercitata. Lavoro più profondo di quello del socha primitivo. La scarsa aderenza del vomere al terreno argilloso unico ne fanno lo strumento principale dell'ibridazione tra cerealicoltura estensiva e orticoltura.	Aratro a chiodo (o uncino) radiale	Araire manche-sep (radial) (2) HD	Hook: hinder-piece (radial) plough	Bogenhaken Pflug (3)	Arado radial (portoghese)	È il tipo di aratro prevalente a Monte Bego (Alpi Marittime) — età del bronzo ed eneolitico. In Valcamonica (Forni, 1972) non mancano i tipi ad uncino propriamente detto (vomere-bure in un pezzo unico). In ogni caso, siamo in presenza di una cerealicoltura/orticoltura in terreni già boscati.	È diffuso in Sicilia e in Italia meridionale (Calabria, Lucania, Campania, Abruzzi meridionali), specie nella forma triangolare (4).	
						Aratro a chiodo triangolare (4)	Araire manche-sep (triangulaire) HD	Hinderpiece (triangular) plough	(Dreieckig) Bogenhaken Pflug				
						Aratro a chiodo a bure curva perforata	Araire change HD	Beam-plough	Pflug mit durchbohrtem Krümmel				
						Aratro a chiodo triangolare a doppio manico	Araire manche-sep (à deux mancherons) HD	Two-handled radial plough	Doppelfurchen-stock-pflug				
						Aratro a rostro o a coltello	Araire coutrier HD	Pole-plough	Risspflug	Ralo (russo) Ristle (scozzese)			
	Strumenti più evoluti per un'agricoltura più evoluta.	La bure perforata evidenzia una struttura più potente dell'aratro.	La struttura più complessa evidenzia uno stadio più evoluto della tecnica.			Aratro angolato o a pattino (5)	Araire manche-sep (angulé) HD	Hinderpiece (angulate) plough	Winkelhaken-pflug (3)		Nelle incisioni di Valcamonica (tardo Neolitico, Bronzo, Ferro) si assiste ad una progressiva evoluzione verso un ceppo-vomere quasi orizzontale (Forni, 1972 e 1981).	È rappresentato in Trentino (Peio, ad es.) ma con bure perforata dritta (Schneuermeier).	
	Strumento differenziato in un'agricoltura articolata.	È costituito essenzialmente da un coltello.				Aratro angolato a bure curva	Araire dental (angulé) HD	Share-beam plough	Krümmsohlen-pflug				
						Aratro dentale a bure curva (aratro di Trittole-mo) (6)	Araire dental (de Trittole-mo) des Grecs HD	(Trittole-mo) share-beam plough, or Mediterranean type plough A S	(Trittole-mo) Krümmsohlen-pflug	Arado garganta (portoghese)			
													
Linea evolutiva aratro monovomere → aratro a ceppo-vomere orizzontale	Aratri a ceppo-vomere orizzontale	La cerealicoltura si inserisce in un'agricoltura sempre più differenziata e articolata mista alla viticoltura e all'arboricoltura (tipi 11-14). Ad una cerealicoltura connessa con altre colture erbacee (in epoca più vicina a noi patate, mais, barbabietola) corrisponde una evoluzione dell'aratro verso il tipo quadrangolare (tipi 15-18).	È il meno manovrabile degli aratri a pattino.		Negli aratri a pattino migliorano le condizioni di lavoro: necessità di minore pressione e quindi minore sforzo; maggiore equilibrio dell'attrezzo e quindi solchi più dritti. Ciò tuttavia implica un maggiore sforzo di tiro e la presenza di terreni da tempo messi a coltura. Adatti, specie il tipo 13, alle lavorazioni ripetute, necessarie nei climi semiaridi mediterranei.	Aratro angolato o a pattino (5)	Araire manche-sep (angulé) HD	Hinderpiece (angulate) plough	Winkelhaken-pflug (3)		L'aratro di Trittole-mo è il tipico aratro rappresentato sulla ceramica della Grecia classica e sulle raffigurazioni delle stule paleovenete e pre-etrusche (metà 1° mill. a.C., Forni, 1972). È documentato anche su alcune urne cin-	È diffuso in Italia nella forma triangolata (la 15). Nella forma a doppio manico è diffuso nelle Alpi orientali (Trentino-Friuli) (Schneuermeier, fig. 265) e nelle Alpi centro-occidentali in casi isolati. Il tipo 13 (cosiddetto mediterraneo) è diffuso nel Lazio, Puglia settentrionale, Campania (Avellino), Sardegna sud (cfr. Schneuermeier, fig. 258 e 262).	
			Tipo costruttivo meglio manovrabile adatto ai terreni sassosi collinari da tempo messi a coltura del Mediterraneo in epoca classica.			Aratro angolato a bure curva	Araire dental (angulé) HD	Share-beam plough	Krümmsohlen-pflug				
						Aratro dentale a bure curva (aratro di Trittole-mo) (6)	Araire dental (de Trittole-mo) des Grecs HD	(Trittole-mo) share-beam plough, or Mediterranean type plough A S	(Trittole-mo) Krümmsohlen-pflug	Arado garganta (portoghese)			

Linea evolutiva aratro (poliva a ceppo-vomere verticale)	Aratri a ceppo-vomere orizzontale	<p>Tipi costruttivi analoghi al 14 sono gli aratri etiopici, il Mecklenburger Haken a stiva incrociata con la bure secondo questo schema.</p> 	 14	 15	 16	 17	 18	<p>Con l'insaurirsi dell'impianto quadrangolare le strutture diventano più solide, più facile la manovrabilità. Ma è necessario un terreno sciolto, profondo, privo di ostacoli. Grosse radici o pietre rendono impossibile il lavoro. Picgando l'aratro lateralmente, si può ottenere persino un parziale rivoltamento laterale della zolla!</p>	Aratro angolato a bure curva perforata	Araire chambré (angulé) HD	(Angulate) beam-plough A	(Winkelisen) pflug mit durchbohrtem Krümmel K		Il tipo 14 e derivati è diffuso nei Grigioni, Val d'Aosta, nord Emilia, sud-Puglia, sud-Sardegna, costa tirrenica (Scheuermeier, fig. 261 e foto 155 e 164).
									Aratro angolato triangolare (7)	Araire manche-angulé (triangulaire) HD	Hinderpiece (angulate triangular) plough A	(Dreieckig) Winkelhaken-pflug K		Il tipo 15 è diffuso in Italia come forma passante al quadrangolare (v. 17).
									Aratro angolato triangolare a doppio manico	Araire (angulé triangulaire) à deux mancherons HD	(Angulate-triangular) two-handled plough A	(Dreieckig) Winkelhaken-zweisterzpflug K Br		Nella forma a bure curva il tipo 16 è diffuso nelle Alpi orientali (v. 12), il tipo a bure dritta nelle Marche e nell'Appennino emiliano.
									Aratro tri-quadrangolare a doppio manico	Araire (tri-quadrangulaire) à deux mancherons HD	(Three-four-sided) two-handled plough (8) A	Grindelzweisterzpflug (8) K Br Sch		Il tipo 17 è diffuso più spesso con una stiva semplice nell'Italia del sud e in Toscana (Scheuermeier, fig. 268 e 269).
									Aratro quadrangolare	Araire quadrangulaire HD	Four-sided plough or square frame construction's plough	Vierkantpflug Vierseitiger Pflug	Arado quadrangolar (portoghese)	Il tipo quadrangolare è caratteristico delle grandi pianure dell'Europa centrale e occidentale, per cui è chiamato anche tipo d'aratro tedesco. In Italia, in forme più o meno asimmetricizzate, è diffuso nei Grigioni e nelle Alpi Dolomitiche (Scheuermeier, fig. 270 e foto 169-171, 175). Sono presenti, per l'influenza delle regioni alto-danubiane, anche i tipi quadrangolari apparentati con il scioria (Piemonte-Lombardia) e con il perticaro (Alta Italia in genere, escluso Piemonte) (cfr. Scheuermeier, fig. 271 e 272).

Tipo di classificazione	Tipi fondamentali di attrezzi	Terminologia tipologica in diverse lingue				Caratteristiche costruttive	Caratteristiche di lavoro	Plovi tipici italiani ed i più noti stranieri
		Italiano	Francese	Inglese	Tedesco			
Tipologia evolutivo-agricola costruttiva	Plovi unilaterali	1. Plovo-aratro	Charrue-ataire	Plough-ard	Pflug-Arl	Vomere asimmetrico, orecchio inserito asimmetricamente. Di solito presenta coltro, ceppo, petto.	Rivoltamento imperfetto della zolla, aratura di per sé scolante o colante (per arare alla pari occorrono procedimenti particolari).	1. e 2. In Italia settentrionale, ma estendendosi sino alle Marche settentrionali, è diffuso un plovo pesante, il <i>piò</i> o <i>plovo</i> , munito di un solo orecchio e, nei tipi più antichi (cfr. Ponì, tav. 1) di vomere simmetrico, corta bure e avantreno a carrello. Da una lunga pertica è invece caratterizzato il tipo detto <i>perticaro</i> (Lombardia, Canton Ticino, Veneto, Emilia, Istria, Marche, Umbria orientale e Abruzzi settentrionali). Anch'esso ha due manici. In complesso, è più leggero del <i>piò</i> (è più avanti) ed è più frequentemente munito di vomere asimmetrico (cfr. Scheuermeyer, figg. 266 a e 266 b). Di un manico solo è invece munito il <i>scioria</i> (Lombardia occidentale, Piemonte, Liguria, Francia sud-orientale) (cfr. Scheuermeyer, fig. 271; Quaini, tav. XIX-XX). 4. È il voltorecchio di tradizione tedesca. 5. Apparentata con questo tipo è la coltrina toscana a bure lunga. 7. Tipico il Brabantino. 8. Diffuso nell'Europa nord-orientale.
		2. Plovo unilaterale	Charrue à versoir fixe, unilaterale. Tipica la charrue branlante	Proper onesided plough. Tipico il swingplough	Einsseitige Pflug mit Streichbrett und asymmetrischen Schat. Tipici il Beetpflug e il Schwingpflug	Vomere asimmetrico con orecchio fisso. Organo lavorante unilaterale. Di solito presenta coltro, ceppo, petto.	Taglio orizzontale e verticale (se presente il coltro) della zolla e suo rivoltamento (aratura di per sé colante o scolante). Adatto ai buoni terreni di pianura.	
	Plovi aratri alla pari	3. Plovo bilaterale a orecchio mobile	Charrue à versoir mobile ou orientable	Plough with a shifting mouldboard	Zweischarige Pflug mit verschiebbaren Streichbrett	Orecchio e coltello mobili; presente il ceppo.	Come sopra, ma aratura alla pari. Lavoro meno perfetto.	
		4. Plovo voltorecchio con ceppo	Charrue tourne-oreil avec sep	Two-sided swivel-plough (turn-wrest plough)	Beiderseitige Kchpflug mit Sohle, oppure: Unterdrehpflug mit Sohle	Ampio vomere cilindrico disposto simmetricamente e rotabile attorno ad un asse. Esso ha anche funzione di versoio.	Aratura alla pari mediante rotazione del vomere all'inizio di ogni solco. Buona lavorazione del suolo.	
		5. Plovo voltorecchio senza ceppo	Charrue tourne-oreil sans sep	Swivel-plough without sole	Come sopra, ohne Sohle	Ampio vomere di foglia concava. Manca il ceppo.	Aratura alla pari anche in zona di montagna, seguendo le isoipse. Meno perfetto rivoltamento della zolla.	
	Plovi plurimi	6. Plovo multiplo	Charrue multisoce	Multishared plough	Mehrscharige Pflug	Diversi corpi lavoranti unilaterali, di solito senza coltello o ceppo, operanti in parallelo contemporaneamente.	Arature rapide leggere.	
		7. Plovo doppio (reversibile)	Charrue reversible ou double	Reversible plough (double plough)	Doppelpflug. Wechelseitigpflug. Drehpflug	Due ploi asimmetrici completi rotanti, montati simmetricamente l'uno al di sopra, l'altro sotto la bure, con angolo di 180°, talora di 90°, e operanti alternativamente.	Buona aratura alla pari. Esige notevole forza di trazione.	
	Tipi derivati	8. Socha asimmetrico	Socha asymétrique	Asymmetrical socha	Unsymmetrische Zocher	Nel modello più semplice, è aggiunta al normale socha simmetrico una pala orientabile con funzione di versoio. Nelle forme tradizionali più evolute (kossulja) si ha un asse vomere-stiva non biforcuto con un ampio versoio e, su una delle due stanghe, un coltro.	Discreto lavoro per arature leggere in suoli sciolti. Faticosa la conduzione dell'attrezzo.	

(*) È evidente che la documentazione di erpici preistorici è scarsa, sia perché, interamente in legno e limitati a stadi preagricoli della coltivazione cerealicola estensiva e quindi antichissimi (mentre in certi tipi evoluti di agricoltura antica, come quella dell'Egitto faraonico, sono persino assenti), sia per la mancanza di attenzione da parte degli archeologi. Questi hanno sempre raccolto e interpretato, spesso fantasiosamente, pietre acuminate e avanzi di biforcizzazioni di rami come zappe o come vomeri o uncini di aratri, non di rado senza dimostrato fondamento e trascurando e gettando possibili avanzi di erpici. In questo senso è valido il detto che l'archeologo «reperisce ciò che vuol reperire», cioè quello del cui significato è consapevole. Chissà quanti rami o cime di alberi impiegati dalle popolazioni preistoriche come erpici, sebbene reperiti negli scavi, sono passati in questo modo inosservati!

(**) Sono indicati tra parentesi gli aratri dello stadio successivo o precedente.

(1) Molti modelli di «socha», pur essendo derivati alla lunga dall'aratro-erpice pluridentato (tipo *socha*) sono evolutivamente, in complesso, altrettanto lontani da questo quanto l'aratro monovomere a uncino. Quest'ultimo infatti, se è più progredito nella riduzione del numero dei denti, lo è meno nella struttura generale, in confronto a detti modelli di «socha». È opportuno ricordare che la simbiosi evolutiva tra aratri monovomere e aratri *socha*, anche se appartenenti a due linee di sviluppo diverse, è notevole. Infatti non sono rari i modelli ibridi (cfr. ad es. l'aratro di Su-Tschon-Kan-Su riportato da Leser, fig. 409). Non mancano inoltre modelli di passaggio tra aratro-erpici, aratri «socha» e monovomeri nelle varie parti del mondo: oltre allo *zungarasuki* giapponese esistono altri esemplari giapponesi (cfr. Pavet, tav. 38). Da segnalare anche il *tennis-aillé* dello Scioa (Africa Orientale) e il *bacinda* dell'Illar (pure Africa Orientale), nonché strumenti analoghi, illustrati da Vitali e Battolozzi (pp. 12-19), da Baumann (p. 311) e da Jensen (p. 195).

(2) In questa prima parte della tavola (aratri monovomeri) sono messi tra parentesi, nelle colonnine dedicate alla terminologia estera, gli *aggettivi aggiunti* a termini usati dagli autori stranieri, qualora siano troppo generici per i nostri fini. Ad es., in questo caso, l'aggettivo «radiale» del resto già impiegato dagli autori portoghesi per indicare la posizione della bure a raggio di ruota in rapporto alla stiva-bure. Le sigle indicano orientativamente la fonte prevalente: K = Kothe, 1973; A = Aitken, 1949 e 1954/56; Br = Bratanič, 1956; St = Steensberg in

AA.VV., 1956; Hd = Haudricourt e Delamarre, 1955; S = Sach, 1968; D = Dias, 1948; i termini russi sono stati ricavati da Smith, 1955 e Jannard, 1970. Per quel che riguarda le *notizie storiche e geografiche*, mentre inevitabilmente, nella parte dedicata all'aratro-erpice e al «socha», la prevalenza è data ai riferimenti extranazionali, in quella dedicata all'aratro monovomere ed all'aratro asimmetrico (*plovo*) si è data la precedenza, per esigenze di spazio, ai riferimenti relativi al nostro Paese.

(3) Entrambi appartengono alla categoria degli *Hakenpflüge* o *Furchenstockpflüge* (Kothe) o *Sterzesohlenpflüge* (Bratanič).

(4) È chiamato triangolare quando è presente il petto.

(4bis) Cfr. fig. 263 e foto 153, 154, 161, 162 di Scheuermeyer (ed. Tedesca) che li riunisce nel gruppo degli *Sterzesohlenpflüge* (cfr. nota 8).

(5) Corrisponde al tedesco *Winkel. Winkelreien* (Kothe).

(6) È il tipico aratro della Grecia classica. Dagli Autori tedeschi è chiamato *Triptolemospflug*, in quanto nella ceramica greca è effigiato in scene di aratura con questo eroe mitico. Oltre che nella Grecia, era diffuso in altre regioni mediterranee, per cui è chiamato anche «aratro mediterraneo» (cfr. AA.VV., *Research on plough implements*, 1956, p. 18).

(7) Angolato per la stiva-ceppo (in pezzo unico) e triangolato per la presenza del petto.

(8) L'aratro apulo-campiano (in modelli strutturalmente analoghi ad un solo manico) è chiamato da Scheuermeyer *Grindelsterzpflug* (p. 98). Riferendoci a termini tedeschi, è ovvio che, per l'indicazione delle pagine, dobbiamo riferirci all'edizione tedesca di quest'opera. È definito forma intermedia di transizione della triangolare alla quadrangolare da Haudricourt-Delamarre (p. 150).

(9) Propongo, come già si è indicato nel testo, che, per necessità terminologica, per poter distinguere, analogamente a quanto avviene nella più parte delle lingue europee l'aratro simmetrico dall'asimmetrico, si adotti nella nostra lingua il termine *plovo*, per specificare l'aratro asimmetrico tradizionale. Si tratta infatti del vocabolo più generalmente impiegato (assieme ad altri tematicamente affini) nei dialetti locali, per indicare tale tipo di aratro, nelle regioni italiane dove era in uso talora sin dal Medioevo (Forni, 1977).

(10) In tutta questa seconda tabella, per la parte terminologica e funzionale, si è tenuto presente soprattutto Sach (1968).

Indice del 1981

Per autore

BARSANTI D., <i>Riforme fondiariae a Castiglion della Pescaia sotto Pietro Leopoldo</i>	fasc. 1, p. 119
BOSCHI S., ROZZI P., SEGRE L., <i>L'intervento idraulico sull'altopiano milanese nell'esperienza storica del canale Villoresi</i>	fasc. 1, p. 25
BRATISLAV S., <i>Quatre-vingt-dixième anniversaire du musée agricole tchèque</i>	fasc. 2, p. 3
CAROSELLI M. R., <i>La campagna romana e la sua produzione nei secoli XVIII e XIX</i>	fasc. 1, p. 3
Centro Studi e Ricerche di Museologia Agraria, <i>Notiziario n. 6-7</i>	fasc. 2, p. 209
CERRITO E., <i>Ambiente, insediamento e regime agrario nella pianura dauna agli inizi del secolo XIX</i>	fasc. 2, p. 111
DI BIASIO A., <i>Il finanziamento dell'azienda agraria nel Regno di Napoli</i>	fasc. 2, p. 135
DONNA D'OLDENICO G., <i>La ricerca in Piemonte di zucchero da piante indigene durante l'occupazione francese</i>	fasc. 2, p. 7
FEDERZONI L., <i>Considerazioni sulla persistenza delle tracce della centurazione romana nell'alto medioevo: l'esempio della pianura fra Modena e Bologna</i>	fasc. 1, p. 165
FORNI G., <i>Dalla ignicoltura cerealicola del prossimo oriente alla genesi dell'aratrocoltura in Italia</i>	fasc. 1, p. 183
IMBERCIADORI I., <i>Agricoltura nell'arte medioevale contemporanea ai contratti</i>	fasc. 1, p. 153
PINI P. L., <i>L'evoluzione agronomica dell'Azienda Agraria « Gorarella » (Grosseto)</i>	fasc. 2, p. 17
ROZZI P., cfr. BOSCHI S., ROZZI P., SEGRE L.	
RUSSO S., <i>La masseria merinos di Tressanti, in Capitanata, nel secondo periodo borbonico</i>	fasc. 1, p. 59
SEGRE L., cfr. BOSCHI S., ROZZI P., SEGRE L.	
VIOLANTE S., <i>Interdipendenze necessarie in una società pre-industriale</i>	fasc. 2, p. 29

Produzione

- CAROSELLI M. R., *La campagna romana e la sua produzione nei secoli XVIII e XIX* fasc. 1, p. 3

Proprietà

- PINI P. L., *L'evoluzione agronomica dell'Azienda Agraria « Gorarella » (Grosseto)* fasc. 2, p. 17

Regime agrario

- CERRITO E., *Ambiente, insediamento e regime agrario nella pianura dauna agli inizi del secolo XIX* fasc. 2, p. 111

Riforme

- BARSANTI D., *Riforme fondiari a Castiglion della Pescaia sotto Pietro Leopoldo* fasc. 1, p. 119

Strutture agricole

- FEDERZONI L., *Considerazioni sulla persistenza delle tracce della centurazione romana nell'alto medioevo: l'esempio della pianura fra Modena e Bologna* fasc. 1, p. 165

Zucchero

- DONNA D'OLDENICO G., *La ricerca in Piemonte di zucchero da piante indigene durante l'occupazione francese* fasc. 2, p. 7

STAMPERIA EDITORIALE PARENTI - FIRENZE